Le Monde

www.lemonde.fr

55e ANNÉE – No 17002 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 24 SEPTEMBRE 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES

■ Au sommaire : John Le Carré et notre dossier sur l'école en crise

La Terre a-t-elle perdu la tête ?

■ Turquie, Grèce, Taïwan : les tremblements de terre sont-ils plus fréquents cette année ?

■ Pourquoi sont-ils plus meurtriers ?

■ Peut-on prévoir les séismes majeurs ?

■ En France, quelles sont les zones à risques ?

Lire notre dossier pages 2 et 3

La croissance mondiale va s'accélérer

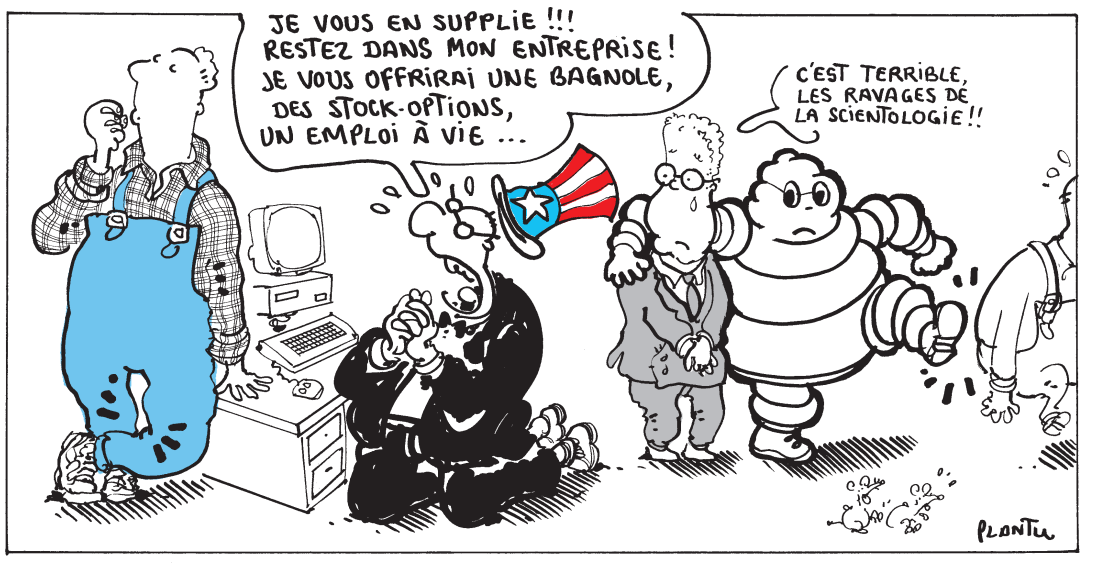
● Selon le FMI, la croissance mondiale pourrait atteindre 3,5 % en 2000 ● Mais la vigueur impressionnante de l'économie américaine fait craindre des risques de surchauffe

● Aux Etats-Unis, les entreprises multiplient les avantages sociaux pour garder leurs salariés

OPTIMISTE sur l'évolution de la croissance mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions à la hausse. Dans son rapport bi-annuel sur l'état de l'économie, rendu public mercredi 22 sptembre à Washington, le FMI estime que la croissance sera de 3 % cette année et de 3,5 % en l'an 2000. Le FMI donne des bons points à l'Europe et particulièrement à la France. Il observe que les pays émergents sortent de la crise, notamment l'Asie, un an après le séisme financier qu'elle a connue. Mais il lance deux avertissements. Il s'interroge, d'une part, sur les risques de surchauffe aux Etats-Unis qui, avec une croissance de 3,7 % en 1999, puis de 2,6 % en 2000, seraient peut-être à la fin d'un étonnant cycle d'expansion, le plus long qu'ils aient connu depuis le XIXe siècle. Il s'inquiète, d'autre part, des conséquences de la hausse vertigineuse de la devise japonaise, le yen, au cours des dernières semaines.

Illustration de la brillante situation du marché de l'emploi aux Etats-Unis, les entreprises américaines ont de plus en plus de mal à embaucher et à conserver leur personnel. Pour obtenir la fidélité de leurs salariés, elles multiplient donc les offres d'améliorations sociales et d'avantages en nature. Les 20 millions d'emplois créés aux Etats-Unis au cours des huit dernières années ont modifié les rapports de forces entre employés et employeurs. 83 % des PME américaines éprouveraient aujourd'hui des difficultés à retenir leurs salariés. Symbole de cette nouvelle ère, l'UAW, le syndicat de l'automobile, a obtenu de DaimlerChrysler la garantie de l'emploi jusqu'à la retraite pour ses salariés les plus anciens.

Lire pages 20 et 36



EUGENE RUBINE/PH

MYSTÈRE

Le philosophe et les espions

On lui connaissait deux vies successives et également fascinantes. Avant 1939, il fait revivre Hegel pour ses étudiants qui se nomment Raymond Aron, Maurice Merleau-Ponty, Jacques Lacan, Georges Bataille. Après la guerre, il devient jusqu'à sa mort – en 1968 – le grand négociateur international des gouvernements français successifs en matière économique. Deux vies ou trois ? La DST affirme qu'Alexandre Kojevnikov, devenu Kojève *(photo)* après sa naturalisation en 1937, fut, trente ans durant, un espion au service de l'URSS. La réponse de son seul biographe, Dominique Auffret. p. 18

Une France ingrate

DES ANCIENS combattants marocains affluent depuis quelques mois à Bordeaux pour obtenir une prestation supérieure à la retraite dérisoire que leur verse l'Etat français. Ils ont droit au minimum vieillesse, soit 3 500 francs. Mais une application tatillonne de la loi oblige ces anciens combattants de la seconde guerre mondiale et de la décolonisation, souvent malades, à résider en France, où ils s'entassent dans des foyers pour sans-abri. De nombreuses associations réclament que la France s'acquitte de sa dette envers eux en leur permettant de percevoir cette allocation dans leur pays.

Lire pages 10 et 11 et notre éditorial page 17

La cote du vaudou brésilien est en hausse à Wall Street

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Elle a troqué le turban et la robe bouffante traditionnelle pour une toque rouge et un tailleur blanc « griffé » Donna Karan. Sur la photo illustrant le reportage que *Folha de Sao Paulo* vient de lui consacrer, elle pose les yeux clos en signe de profonde méditation près de l'entrée de la Bourse de New York. Sa main gauche est posée sur le front de la fameuse statue de taureau qui trône dans les parages, réincarnation post-moderne du veau d'or adorée par les « haussiers », les spéculateurs qui parient sur la montée des cours, l'ours étant l'animal fétiche des « baissiers ».

« Mère de Saint » – sorte de prêtresse – du candomblé, un culte afro-brésilien apparenté au vaudou, Ilka da Silva a déjà réalisé, sur commande de la direction du vénérable établissement, quatre « nettoyages spirituels » dans le temple de la finance mondiale. Ces « nettoyages » sont certifiés par un broker local ayant pignon sur rue. Arrivée à New York en 1986, à la suite de la mutation dans cette ville d'un cadre brésilien qui ne pouvait plus se passer de ses services spéciaux, cette corpulente bahianaise de cinquante-six ans, native de Nazaré das Farinhas, a détecté, lors de sa première incursion sur son nouveau théâtre d'opérations, *« une mauvaise ambiance, caractérisée par une très grande compétition et beaucoup de jalousie »*.

Déguisée en simple visiteuse, elle a discrètement prié pendant une séance d'enchères, puis laissé en catimini des pots remplis de mixtures d'herbes aromatiques destinées à « purifier » l'atmosphère des lieux. Rentrée chez elle, dans le quartier de Queens, elle a ensuite fait, précise la *Folha*, des offrandes à Xango, l'une des plus puissantes divinités du candomblé, pour *« compléter le travail »*. Si les tarifs de ses « consultations » restent un secret bien gardé, la « Mère de Saint » se plaît à souligner que sa clientèle est presque exclusivement composée *« d'hommes d'affaires recommandés »*. *« Quand on me demande,* ajoute-t-elle, *des conseils à propos des placements en Bourse, je réponds que j'ignore tout de ces choses-là. Je me contente de signaler les points positifs et négatifs. Ceux qui connaissent le marché sont en mesure d'en déduire si je dis la vérité ou non. Je suis une consultante spirituelle, pas financière. » « Coïncidence ou pas »*, conclut le journal, le fait est que la Bourse de New York ne cesse, depuis son entrée en scène en 1997, de battre tous les records de hausse.

Au Brésil, il y a belle lurette que des investisseurs de gros calibre ont pris l'habitude de consulter les professionnels de l'occultisme avant de tenter des coups risqués. Ainsi, la « voyante » Adélaïde Scritori, dont le « cabinet » est accessible via un héliport, selon ce qu'indique sa carte de visite, s'est spécialisée dans les *« informations météorologiques »*. Elle compte parmi ses plus fidèles clients des spéculateurs qui jouent des millions de dollars sur le marché à terme des matières premières agricoles de la Bourse de Sao Paulo.

Jean-Jacques Sévilla

RAPHO

REPORTAGE

Au royaume des femmes

Pas de mariage, pas de paternité, liberté sexuelle et chacun chez sa mère : ainsi vivaient les Nas, ou Mosos, au pied des premiers contreforts tibétains. La révolution culturelle chinoise a mis à mal ce royaume des femmes. Le développement économique achève de le démolir. Bientôt, *« nous ne serons plus qu'une jolie légende »*. p. 15

L'Orchestre du IIIe Reich

MICHEL BOUQUET

***À TORTS** et à raisons* ressuscite au théâtre, à Paris, le grand chef d'orchestre Wilhelm Furtwängler, compromis avec le nazisme, qui continua à diriger l'Orchestre philharmonique de Berlin après l'instauration du IIIe Reich. Le texte déçoit, mais Michel Bouquet, dans le rôle de Furtwängler, illumine cette pièce médiocre.

Lire page 31

Après le plein emploi

LA FRANCE a dépassé le cap du million de chômeurs dans les années 70, des deux millions dans les années 80, des trois millions dans les années 90. C'est cette inexorable montée du chômage en notre pays qui a conduit à bannir du vocabulaire le terme de plein emploi. Chaque étape franchie affaiblissait l'espoir, réduisait la confiance en la politique économique, conduisait à la résignation, au point que la société de plein emploi n'apparaissait plus que comme une figure du passé, dont la modernité ne pouvait s'accommoder.

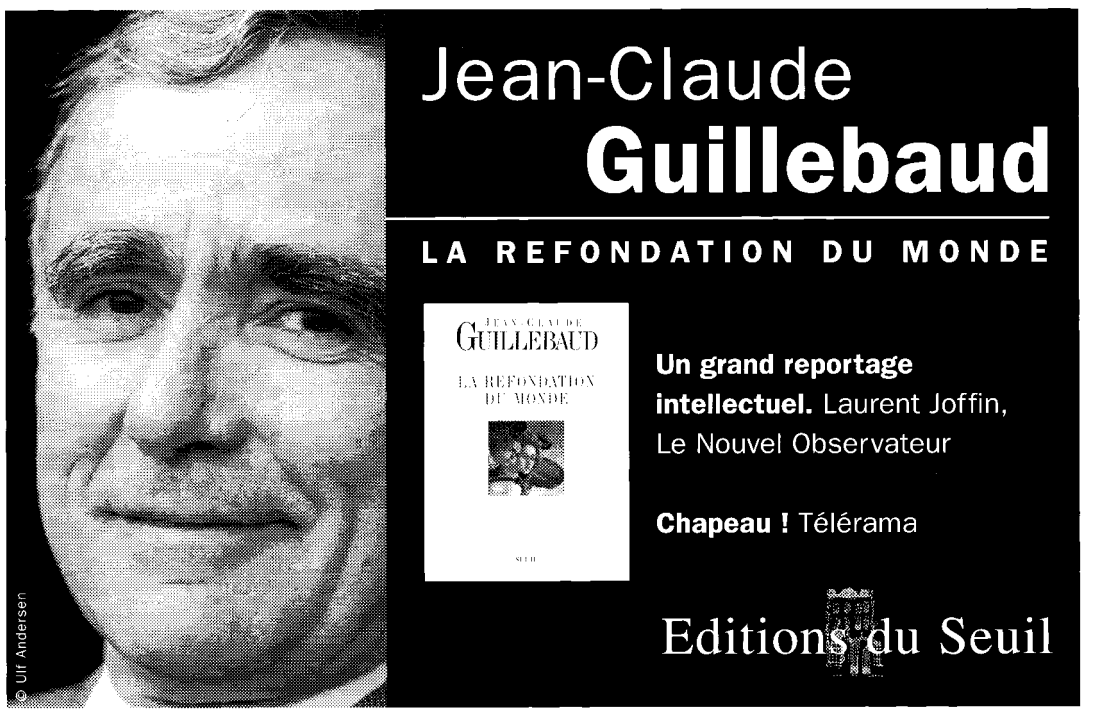
Les discours sur la fin du travail se sont mis à abonder et à trouver audience, tout comme ceux, plus techniques, sur l'inadaptation structurelle d'une partie de la population. Les premiers au moins avaient pour mérite d'inscrire le chômage dans une fatalité, alors que les seconds stigmatisaient soit l'incompétence, soit la propension à l'assistanat de nombre de Français, propension servie par un système généreux de protection sociale.

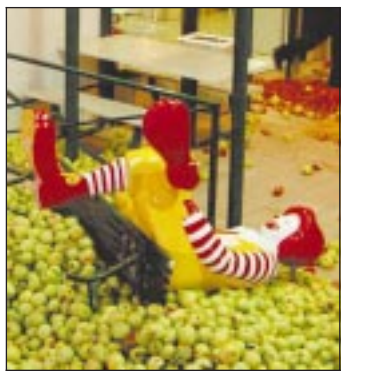
Mais voilà que deux années de baisse lente du chômage font renaître l'espoir. Les Français commencent à croire qu'après tout, le plein emploi n'est peut-être pas une chimère. Un tel espoir est-il fondé ? L'ascension irrésistible du chômage que je décrivais tout à l'heure n'a pas été sans rémissions. Entre mars 1987 et mai 1990, le nombre des chômeurs au sens du BIT a baissé de plus de 400 000 ; entre mai 1994 et juillet 1995, il a baissé de 274 000 ; entre juillet 1997 et juillet 1999 de 327 000. La période la plus récente n'a fait qu'effacer l'augmentation du chômage qui s'était produite de la mi-95 à la mi-97, mais non l'énorme aggravation qui avait caractérisé les premières années de la décennie (plus de 1 million de 1990 à 1994).

On peut continuer cette arithmétique lugubre en notant cette étrange coïncidence que le nombre de chômeurs a augmenté de façon égale dans les deux dernières décennies : environ 700 000. Aussi ce nombre est-il aujourd'hui (2 900 000) deux fois plus élevé qu'il ne l'était au début des années 80. L'embellie des deux dernières années n'est-elle qu'une rémission ou au contraire une bifurcation vers une société de plein emploi ?

Jean-Paul Fitoussi pour Le Monde

Lire la suite page 17




REUTERS

MODES DE VIE

McDonald's, péché véniel

Symboles de l'américanisation et de la « malbouffe » stigmatisée par José Bové et la Confédération paysanne, les restaurants McDonald's ne cessent de se multiplier. Quatre-vingts nouveaux fast-food à l'enseigne jaune et rouge ouvrent leurs portes chaque année en France. Pourtant, on ne se vante pas d'aller chez « McDo », notamment les cadres, qui forment 43 % de la clientèle. Comme si c'était un péché. p. 29

International	2	Tableau de bord	24
France	6	Aujourd'hui	27
Société	10	Météorologie, jeux	30
Régions	13	Culture	31
Carnet	14	Guide culturel	33
Horizons	15	Kiosque	34
Entreprises	20	Abonnements	34
Communication	23	Radio-Télévision	35

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 924 - 7,50 F

LeMonde Job: WMQ2409--0002-0 WAS LMQ2409-2 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 11:06 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0372 Lcp:700 CMYK

SÉISME Plus de deux mille personnes ont été tuées et près de huit mille autres blessées dans le tremblement de terre qui a ravagé Taïwan dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 septembre. Le bilan pourrait encore s'alourdir, plus de 1 500 Taïwanais étant encore prisonniers des décombres alors que deux mille secousses ont de nouveau secoué l'île mardi et mercredi. ● LES PRIX DES COMPOSANTS informatiques, dont Taïwan est l'un des premiers producteurs au monde, risquent de flamber. On prédit un tassement de l'économie taïwanaise qui dispose, par ailleurs, de solides réserves. ● LES SÉISMES sont souvent perçus en Chine comme les signes annonciateurs de désordres et de bouleversements politiques. A l'heure où les relations entre l'île nationaliste et la république populaire de Chine traversent une passe difficile, le tremblement de terre prend une dimension symbolique.

La terre a tremblé deux mille fois à Taïwan

Un bilan encore provisoire de la catastrophe de mardi fait état de plus de deux mille morts, alors que des centaines de personnes restent prisonnières des décombres. En dépit de toutes les méthodes modernes d'observation de la Terre, les spécialistes estiment qu'il est impossible de prévoir les séismes

DE NOUVELLES répliques ont secoué Taïwan, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 septembre, plus de deux jours après le violent séisme dont le bilan ne cesse de s'alourdir. Il s'établissait, jeudi matin, à 2 094 morts, 6 539 blessés et 207 disparus. On évalue en outre à 1 792 le nombre de personnes toujours ensevelies sous les décombres.

Les nouvelles répliques de la nuit constituent un danger pour les équipes de secours qui, aidées de chiens et de matériel de détection, s'affairent pour dégager au plus vite les victimes et d'éventuels survivants. Toute nouvelle forte secousse risque d'abattre certains pans de bâtiments fragilisés par le séisme initial. On a dénombré depuis la première secousse... plus de 2 000 de ces répliques, certaines très fortes puisque dépassant 6 sur l'échelle ouverte de Richter. *« Ces répliques sont très ennuyeuses pour nous et très dangereuses pour les équipes de secours »*, a déclaré le maire adjoint de Taïpeh, Ou Chindeh, qui coordonne les opérations de secours.

Les régions les plus touchées sont celles de Nantou et de Taichung dans le centre de l'île, où peu d'immeubles sont encore debout dans certains secteurs. Jeudi à deux heures du matin, quarante-huit heures exactement après le violent séisme d'une magnitude de 7,6, un homme a été dégagé vivant des décombres par une équipe de secours américaine, dans le comté de Yunlin, près de la zone de l'épicentre. La télévision a diffusé des images d'une fille de cinq ans qui a été sauvée de la même façon.

Se rendre dans de nombreuses régions de l'île, notamment à Puli, ville durement touchée de la région de Nantou, est difficile voire dangereux, les routes étant par endroits zébrées de fissures ayant jusqu'à cinquante centimètres de large. La circulation est par ailleurs fortement embouteillée.

« Ma femme a été sauvée une heure après le séisme mais il nous a fallu huit heures pour atteindre l'hôpital, parce que les routes étaient totalement bloquées », a déclaré un survivant en état de choc. Les cours d'école et les terrains de football ont été transformés en héliports de fortune, et les hélicoptères acheminaient des médecins, des infirmières et des produits de première nécessité à Puli et évacuaient les blessés vers les hôpitaux des environs.

FLOT DE BOUE

Les sauveteurs doivent donc souvent marcher pendant des heures à travers des terrains très accidentés pour atteindre les zones sinistrées. C'était le cas notamment dans le village de Kuoshin où un flot impressionnant de boue et de rocs provenant de trois collines environnantes a littéralement englouti une centaine de personnes. Une mère de famille, Madame Chang, a raconté comment elle a vu deux de ses filles emportées par la vague sur une distance de près d'un kilomètre, *« comme si elles glissaient sur un tapis magique »*. De nombreux habitants ayant perdu des proches de cette façon reprochent aux autorités de ne pas avoir mobilisé suffisamment de moyens d'intervention pour tenter de sauver des victimes. Le président taïwanais, Lee Teng-hui, qui s'était rendu dans la ville de Touliu pour se faire une idée de l'étendue des dommages, a ainsi été interpellé par une femme en colère qui réclamait l'ouverture immédiate d'une enquête sur les raisons pour lesquelles l'établissement qui hébergeait ses deux parents âgés s'était effondré comme un château de cartes. Elle exigeait de savoir si les normes parasismiques de construction avaient été véritablement respectées. *« Ils sont morts,* criait-elle, *ils sont morts ! Et si vous ne prêtez pas davantage d'attention à tous ces problèmes, je suis sûr que ça va recommencer. J'en suis sûr, ça va se reproduire, et il y aura encore des centaines de morts ! »*

Le ministère taïwanais de la santé publique a mis en garde contre de possibles épidémies, dues notamment au manque d'eau potable et à l'impossibilité de dégager les corps des victimes rapidement. Les morgues ne pouvant pas accueillir tous les cadavres, ceux-ci gisent souvent dans les couloirs des hôpitaux et des établissements publics. Dans la ville de Taichung – la troisième du pays – plusieurs canalisations d'eau potable ont été endommagées par les secousses telluriques et les habitant sont inquiets. *« Nous essayons de les rassurer et de ramener le calme »*, explique Miao Yun, un moine bouddhiste qui, avec une dizaine de ses collègues, est venu prêter main forte au personnel de l'hôpital local où une centaine de personnes, en état de choc, ont été admises.

Dans la journée de mercredi, plusieurs équipes de secours étrangères ont atteint certaines zones reculées et d'autres avaient annoncé leur arrivée. Parmi elles, un groupe d'une trentaine d'hommes de la sécurité civile française, spécialistes du secours-sauvetage, de la détection et de la localisation de personnes ensevelies, parti mercredi de la base d'Istres, dans les Bouches-du-Rhône.

La Chine voisine a proposé, jeudi, d'envoyer des équipes médicales et de secours et a offert notamment 160 000 dollars (environ autant d'euros) en liquide. Hongkong, qui a été incorporé à la Chine en juillet 1997, a annoncé l'envoi à Taïwan d'une équipe de 16 pompiers et ambulanciers. – *(Reuters, AP.)*

Le prix des composants informatiques risque de flamber...

TAÏPEH
de notre envoyé spécial

La conséquence paradoxale du tremblement de terre de Taïwan pourrait être une brusque hausse, dans les mois qui viennent, des prix de vente des composants informatiques, dont l'île est un des premiers producteurs du monde. Taïpeh escomptait tirer cette année quelque 40 milliards de dollars (environ autant d'euros) de la fabrication de ces produits. Il s'agit non seulement de microprocesseurs, industrie délicate qui peut avoir été affectée par le séisme (et dont Taïwan est le quatrième producteur mondial), mais aussi d'ordinateurs tout ou partiellement montés, catégorie dans laquelle la marque fleuron de l'île est la firme Acer, une des premières du monde. Dans les heures qui ont suivi le séisme, les actions de marques non taïwanaises ont monté aux Bourses de Séoul et de Tokyo, avant même d'être suivies par celles cotées en Europe. Dès mercredi, les économistes prédisaient un tassement d'un cinquième de la croissance économique taïwanaise prévue pour l'année en cours, préalablement évaluée à quelque 5,7 % par le gouvernement.

Taïwan, cependant, a été largement épargnée par la tourmente de la crise asiatique des deux dernières années, dont l'île s'était protégée en procédant par avance à une dévaluation discrète de sa monnaie. Ainsi, non seulement les autorités n'ont pas eu à négocier de douloureuses remises à flot auprès des institutions financières internationales, comme ce fut le cas des autres pays d'Extrême-Orient en phase de développement rapide, mais elles peuvent encore se prévaloir d'un matelas de réserves en devises substantiel, de l'ordre de 100 millions de dollars, auprès de quoi les 160 000 dollars en espèces et en nature offerts par Pékin pour parer au plus pressé des besoins après le séisme font figure de don très symbolique.

DIRIGISME ÉCONOMIQUE

La réaction des autorités au séisme a été révélatrice des séquelles encore bien présentes du dirigisme économique qui prévalait jadis dans ce bastion farouchement anticommuniste au plan politique, mais pas si éloigné du fort contrôle gouvernemental exercé par Pékin sur le continent : fermeture de la Bourse, injection massive d'argent dans le système bancaire pour lui permettre de faire face aux créances immédiates, promesses d'abattements fiscaux et douaniers pour les firmes phares de l'industrie de haut de gamme, ainsi que pour les acteurs des zones d'exportation dont le principal débouché (eu égard aux avantages fiscaux qu'ils tirent de cette activité) est le continent.

Certains se frottent les mains : les secteurs de la construction, de l'acier et du ciment en sont déjà à négocier les contrats de rénovation pour les installations et logements détruits ou endommagés par centaines, même si leurs propres capacités de production ont été partiellement affectées par la casse. L'industrie pétrolière, elle, ne semble avoir subi que des dégâts mineurs.

F. D.

La lourde symbolique des séismes en terre chinoise

TAÏPEH
de notre envoyé spécial

Dans l'imaginaire chinois, un tremblement de la Terre est à coup sûr le phénomène venant en tête des catastrophes à signification surnaturelle. Dans le contexte particulier où se trouve Taïwan, il est impossible de ne pas y penser, même si, en public, chacun prend soin d'éviter le sujet. L'émotion exprimée par les médias de l'île depuis le séisme du 21 septembre – éditions spéciales de journaux, programmes ininterrompus à la télévision, exercices de charité en direct – est à la mesure des croyances ancestrales qui qualifiaient un tel sursaut tectonique d'annonciateur de bouleversements politiques.

Le plus criant exemple de mémoire récente était le tremblement de terre de Tangshan, non loin de Pékin, en juillet 1976, dont le colossal bilan (quelque 250 000 morts) mit longtemps à être admis officiellement. La Chine populaire, alors, refusa tout secours étranger, au motif qu'un régime communiste pouvait se passer de pareille commisération extérieure. Deux mois plus tard, le 9 septembre, l'« empereur rouge », Mao Zedong mourait, ouvrant la voie à une amorce de démantèlement par le bas du système communiste sous la houlette de Deng Xiaoping.

Que Taïwan soit à la veille d'événements aussi spectaculaires n'en découle pas forcément. Sa population a réagi, en surface en tout cas, de manière beaucoup plus proche de celle des pays modernes face à de telles catastrophes. Mais l'environnement où se trouve l'île confère déjà à ce drame une valeur symbolique dépassant le constat des pertes humaines et matérielles. Depuis des mois, Taïwan est l'objet de menaces continentales de représailles militaires au cas où ses dirigeants décideraient de couper le cordon ombilical avec la nation-mère comme semble le demander une partie au moins de l'opinion. Même en offrant son aide aux victimes du séisme, le gouvernement de Pékin a estimé de bon ton de rappeler à celui de Taïpeh la subordination en laquelle il le tient.

TENSION ENTRE LES DEUX RIVES

Or les mois qui viennent risquent de voir une accentuation de cette tension entre les deux rives jusqu'à ce que les 20 millions de Taïwanais élisent, en mars, leur prochain chef de l'Etat. La mentalité traditionnelle chinoise peut voir dans le séisme une sorte de « punition » infligée à l'île pour avoir envisagé, à l'initiative du président sortant, Lee Teng-hui, la rupture avec le moule politique qui veut que l'appartenance à une civilisation incontestée implique une sujétion de ses composantes à un centre unique de pouvoir.

Un seul candidat présidentiel sérieux, James Song, exclut l'éventualité d'une telle rupture avec Pékin. Quoique favori des sondages, M. Song n'a jamais, par le passé, confirmé sa popularité à l'heure du verdict des urnes. Pour peu que les dirigeants de Pékin cessent de repousser l'hypothèse d'une renégociation de l'idéal national antique, comme ils le font pourtant depuis des années, le séisme de Taïwan aurait valeur de déclic psychologique national ouvrant la voie à une solution moins rigoriste de la question qui taraude la Chine depuis des siècles, celle de son unité. Les témoignages de solidarité de Chinois de Hongkong ou d'ailleurs qui affluent à Taïpeh montrent en effet que l'approche ultrajacobine qui est celle de Pékin jusqu'à présent et était celle de Taïwan jusqu'à récemment, n'a pas autant de partisans que par le passé. Les premières déclarations de Pékin n'incitent pourtant pas à l'optimisme. Mais rien, dans l'absolu, ne devrait interdire d'espérer qu'elles fassent place à de plus raisonnables propositions.

Francis Deron

Turquie, Grèce, Taïwan : la Terre a-t-elle perdu la tête ?

TURQUIE, 17 AOÛT : 15 000 morts, 27 000 blessés. Peut-être plus. Grèce, 7 septembre : une centaine de victimes. Taïwan, 21 septembre : déjà plus de 2 000 morts et de nombreux disparus. Equateur : 21 septembre : le socle du volcan Guagua Pichincha, près de Quito, est secoué par des centaines de secousses telluriques. Philippines, 22 septembre : le volcan Mayon s'est réveillé. A l'énoncé de cette liste, on pourrait penser que la Terre a perdu la tête. Que le sous-sol se fissure, les volcans vomissent des torrents de lave, les raz-de-marée menacent. Rien de tel qu'une série de catastrophes pour inciter à lier les événements entre eux – la raison dût-elle en souffrir – et proclamer 1999 année de tous les dangers.

Pourtant, en dépit des apparences, il n'y a pas eu cette année davantage de séismes majeurs que d'habitude. Mais le hasard a fait qu'ils se sont produits dans des zones à forte densité de population où, comme en Turquie, les bâtiments, parfois construits sans précautions, ne pouvaient résister à de violentes secousses. Laconique, Alice Walker, de l'Institut d'études géologiques d'Edimbourg (Ecosse), commente : *« Il y a sans arrêt des tremblements de terre. C'est simplement une mauvaise année en ce qui concerne les victimes. »*

Seules les plus grandes secousses nous sont perceptibles. Mais les statistiques sont formelles. Depuis 1900, on enregistre en moyenne, chaque année, quelque dix-huit séismes dont la magnitude est comprise entre 7 et 7,9 et un, majeur, de magnitude 8. Sur les trente dernières années, cette estimation ne s'est pas démentie, même s'il apparaît de petits dépassements pour les années 1970 (20), 1971 (19), 1992 (23), 1995 (22), 1996 (21) et 1997 (20). Quant aux plus grands, on constate des années sans, comme 1990 ou 1997, et des années avec, comme 1995 qui en a connu trois.

A en croire les spécialistes de l'US Geological Survey, ce sont, chaque année, plusieurs centaines de milliers de secousses plus ou moins importantes – un million peut-être – qui agitent la Terre en tous sens, témoignant ainsi de la vie et de l'évolution constante de la croûte terrestre. La surface rigide de la planète – la lithosphère – est en effet formée d'une mosaïque de six grands plaques rigides – Eurasie, Amérique, Pacifique, Afrique, Inde-Australie et Antarctique, dont certaines portent des continents – et autour desquelles s'articulent un certain nombre de plaquettes.

Cette lithosphère, épaisse d'environ 70 kilomètres, flotte sur un océan de magma chaud et visqueux, l'asthénosphère, dont les courants internes font dériver les plaques, provoquant entre elles de multiples mouvements de friction, de frottement, d'écartement et de chevauchement. *« Plusieurs scénarios sont possibles,* explique Pascal Bernard, de l'Institut de physique du globe de Paris. *Une plaque océanique peut, du fait de sa densité supérieure, plonger sous une plaque continentale. »* C'est ce qui se passe, par exemple, au large du Chili dont les côtes, soumises à ce phénomène de subduction, subissent les tremblements de terre les plus violents connus.

MAGMA CHAUD ET VISQUEUX

« Ailleurs, peuvent se manifester des rapprochements de plaques [faille inverse]*, des glissements de plaques avec soulèvement d'un côté et affaissement de l'autre* [faille normale]*, ou des décrochements* [coulissage]*. Les décrochements sont, avec les zones de subduction, générateurs de puissants tremblements de terre. »* La magnitude 9, observée parfois sur les zones de subduction, n'est pas atteinte aux décrochements, mais la magnitude 8 n'est pas impossible, comme on l'a vu sur la côte ouest des Etats-Unis.

Est-il possible de prévoir ces catastrophes ? En matière de prévision sismique, l'incertitude règne en maître. *« Certes on connaît bien les zones à risque, celles où l'énergie s'accumule au fil des années*, explique Pascal Bernard. *De ce point de vue, le tremblement de terre d'Izmit en Turquie ne nous a pas surpris. On savait que la faille était en fin de cycle et qu'elle était prête à rompre. Mais quand ? Tout ce que l'on pouvait dire, c'est qu'elle pouvait lâcher entre maintenant et dans vingt ou trente ans. »*

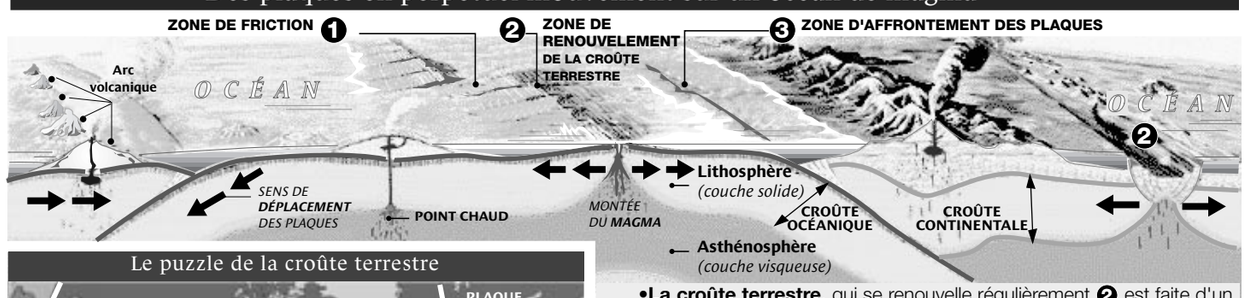
De même, on peut affirmer aujourd'hui qu'un fort tremblement de terre secouera demain – dans une fourchette de temps analogue à celle d'Izmit – la ville d'Istanbul. Le séisme meurtrier du 17 août a en effet modifié la répartition des contraintes et « chargé » un peu plus une zone critique située en mer de Marmara, à une quinzaine de kilomètres au sud de la capitale turque. Los Angeles est aussi sous la menace d'un « Big One ». Si la célèbre faille de San Andreas s'est rompue au siècle dernier, l'énergie s'accumule bien aujourd'hui à San Bernardino, dans la partie est de la ville. Jusqu'à quand ? Tokyo, située dans une zone de subduction, s'attend également à un très fort tremblement de terre. *« Mais sans qu'on sache toujours dire quand »*, déplore Pascal Bernard, qui s'interroge aussi sur certaines failles de la Méditerranée proches de la côte est de la Sicile.

Reste, en attendant, à renforcer les réseaux de surveillance, à accumuler les données et tenter de définir des « précurseurs » qui, à défaut de renseigner sur l'heure du drame, permettraient d'évacuer à temps les populations. Ces recherches, difficiles, avancent lentement.

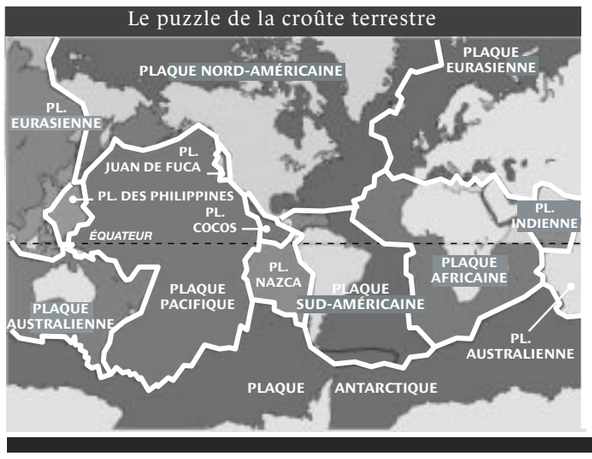
Jean-François Augereau

LeMonde Job: WMQ2409--0003-0 WAS LMQ2409-3 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:47 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0373 Lcp:700 CMYK

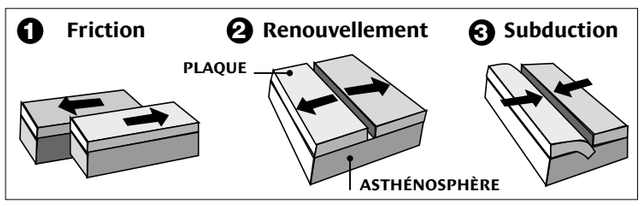
Des plaques en perpétuel mouvement sur un océan de magma



Le puzzle de la croûte terrestre



•**La croûte terrestre**, qui se renouvelle régulièrement 2 est faite d'un assemblage de plaques et de plaquettes minces et rigides, la **lithosphère**, qui flotte sur un océan de magma, **l'asthénosphère**. En perpétuel mouvement, ces plaques se déplacent et jouent les unes par rapport aux autres.
Elles peuvent soit glisser l'une par rapport à l'autre, 1 plonger l'une sous l'autre 3 ou simplement s'affronter. Mouvements qui donnent lieu à de violents phénomènes telluriques : volcans, séismes, raz de marée, chaînes de montagnes, séparations de continents.



Infographie : Le Monde • *Source :*USGS

En France, les bâtiments anciens échappent aux règles parasismiques

LA PRÉVISION des séismes étant impossible, la meilleure parade reste la prévention. Elle passe d'abord par le respect de normes parasismiques et par l'information du public, très vivace au Japon, afin qu'il réagisse au mieux en cas de séisme. Serait-il judicieux de multiplier les exercices de crise dans les zones à plus fort risque, comme la Côte d'Azur ? *« A trop crier au loup, s'il ne se passe rien, les gens risquent de ne plus y croire »*, signale Alain Pecker, président de la Commission française de normalisation parasismique, qui conseille de réserver ces opérations aux Antilles, où le risque est plus fort.

Selon lui, la réglementation parasismique française, récente, n'aurait rien à envier à celles des Etats-Unis et du Japon. Les derniers textes sont entrés en vigueur en 1998, et les codes techniques qu'elle intègre datent de 1992. Elle officialise un zonage sismique, sur cinq niveaux, le plus élevé étant réservé aux Antilles. On distingue le risque « normal » du risque « spécial », qui concerne les installations dont la destruction aurait des conséquences en dehors du bâtiment (réacteur nucléaire, raffinerie...). Les normes sont également plus exigeantes pour des constructions jugées sensibles, comme les hôpitaux, les centres de communication, ou certains ponts.

SURCOÛT DE 5 % À 7 %

« Mais l'ensemble de ces réglementations ne concerne que les ouvrages neufs », indique Alain Pecker. Hormis en cas de réhabilitation majeure, le parc ancien (qui se renouvelle au rythme de 1 % par an) n'est donc pas concerné, pour une raison économique. Sur l'immobilier neuf, le surcoût représenté par les dispositifs antisismiques ne représente que 5 % à 7 % du génie civil. En revanche, la réhabilitation des constructions anciennes, difficile, représenterait un coût astronomique. Les pouvoirs publics se sont bien gardés ici de légiférer.

« Est-il raisonnable qu'à Aix et Salon-de-Provence, villes touchées par des séismes, les casernes de pompiers ne soient pas protégées ? » s'interroge Christian Kert, député (UDF) des Bouches-du-Rhône. Auteur en 1995 d'un rapport parlementaire sur le risque sismique, il plaide toujours pour un plan de mise aux normes du bâti ancien aussi vigoureux que celui entrepris en Californie. Il appelle les présidents des conseils régionaux à commanditer des audits sur les bâtiments sensibles, et dénonce une autre lacune du dispositif : *« Hormis pour les bâtiments publics, personne n'est chargé de contrôler la conformité des nouvelles constructions. »*

Certains chercheurs, dont Pierre-Yves Bard, du laboratoire central des Ponts et Chaussées à Paris, soulignent en outre que l'actuel découpage du territoire, à l'échelle du canton, ne prend pas en compte d'éventuels effets de site. La cuvette de Grenoble présente des caractéristiques similaires à la ville de Mexico, dont le sous-sol élastique a permis à une onde sismique pourtant affaiblie de reprendre de la vigueur et de causer de gros dégâts en 1985. Ces phénomènes sont intégrés lors du dimensionnement des équipements à risque spécial, mais moins directement pour les constructions plus classiques. Des micro-zonages pourraient être effectués à l'occasion de la définition des plans de prévention des risques, mais leur acuité dépendra là encore des finances des collectivités locales.

Hervé Morin

Energie et fréquence

● **Les plus puissants :** une secousse d'une magnitude de 9,5 degrés sur l'échelle de Richter a touché le Chili le 22 mai 1960, faisant 2 000 morts sur place et 250 victimes du tsunami (raz-de-marée) qui a suivi et frappé Hawaï, Japon et Philippines. L'Alaska (9,2 degrés en 1954) et la Russie (9 degrés en 1952) ont aussi été sévèrement secoués. Mais les séismes les plus puissants ne sont pas forcément les plus meurtriers : le 7 décembre 1988, une secousse de « seulement » 6,9 degrés a fait 25 000 morts et 18 000 blessés dans le nord-ouest de l'Arménie.

● **La fréquence :** en moyenne, on enregistre un tremblement de terre par an dépassant 8 degrés de magnitude, 18 situés entre 7 et 7,9, et 120 entre 6 et 6,9. Les quelque 4 000 sismographes répartis sur la planète permettent de recenser un nombre croissant de secousses de petite amplitude. Le nombre global de tremblements de terre n'augmente pas, mais les moyens de détection s'affinent, identifiant jusqu'à 35 événements significatifs par jour. On estime que la terre tremble, le plus souvent de façon imperceptible pour l'homme, un million de fois par an.

● **Les échelles :** la magnitude décrit l'énergie rayonnée au foyer du séisme sous forme d'onde sismique, tandis que l'intensité quantifie ses effets destructeurs en un point particulier de la surface du sol. L'Américain **Charles Richter** (1900-1985) fut le premier à proposer, en 1935, une échelle logarithmique ouverte pour évaluer la puissance des séismes : un degré de magnitude supplémentaire correspond à une énergie déployée trente fois plus élevée. Un séisme de magnitude 6 dégage une énergie d'environ 110 kilotonnes, une dizaine de fois la bombe d'Hiroshima, et un de 8, 58 mégatonnes. Les géophysiciens ont depuis affiné leurs instruments de mesure et utilisent plusieurs échelles de magnitude, dont celle dite de moment, la plus répandue. L'échelle d'intensité (MKS 1964) va, elle, du niveau I (ressenti uniquement dans des conditions exceptionnelles) à XII (destruction totale, ligne d'horizon distordue, objets projetés en l'air).

Alpes, Pyrénées, fossé rhodanien, une partie des Vosges...

UN MORT à Arette (Pyrénées-Atlantiques) en 1967, 49 à Lambesc (Bouches-du-Rhône) en 1909 : 50 victimes en quatre-vingt-dix ans. C'est à juste titre que les spécialistes considèrent la France comme *« une zone à sismicité modérée »*. Aucune comparaison avec le bassin méditerranéen ou avec la côte est de l'Asie. Mais risque faible ne signifie pas absence de risque. *« L'aléa sismique »* ne peut être négligé quand il s'agit, par exemple, de choisir le lieu d'implantation d'une centrale nucléaire ou d'une usine chimique et d'en définir les normes de construction.

Un problème de taille se pose alors aux « décideurs » : comment évaluer ce risque ? Le territoire français est surveillé en permanence et aucune secousse ne peut échapper aux quelque 130 stations sismiques des réseaux de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU, dépendant du CNRS) et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Ces données sont précieuses pour définir et surveiller les zones les plus actives (Alpes, Pyrénées, surtout, mais aussi, dans une moindre mesure, Bretagne, Vendée, Poitou, Massif central, sud-ouest des Vosges ou fossé rhénan).

BANQUE DE DONNÉES

Mais cela ne suffit pas. Car si l'on sait que les séismes surviennent généralement là où la Terre a déjà tremblé, on sait aussi que plusieurs siècles, voire plusieurs milliers d'années peuvent s'écouler entre deux catastrophes au même endroit. Seule solution : recourir à l'archéologie et à l'histoire. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) et EDF y travaillent depuis 1975. Ils ont établi ensemble une banque de données qui répertorie et décrit – à partir des archives historiques vérifiées dans le détail – quelque 6 000 « événements » sismiques ressentis en France depuis mille ans.

Au-delà, les catastrophes les plus marquantes ont pu être repérées – beaucoup plus grossièrement néanmoins – à partir d'observations archéologiques. L'examen des dégâts causés dans un passé lointain aux constructions médiévales ou à celles de l'époque romaine sont riches d'enseignements. Ce genre d'étude appliquée au pont du Gard a pu mettre en évidence un séisme dont on ignorait tout. Pour des époques encore plus reculées, les seuls « registres » qui subsistent sont les formations géologiques elles-mêmes. Elles ne témoignent, évidemment, que des tremblements de terre les plus violents (d'une magnitude supérieure à 6 sur l'échelle de Richter).

Le résultat de ces compilations est éloquent. Il montre que la France a connu, en moyenne, 4 séismes importants (entre 5,5 et 6 degrés sur l'échelle de Richter) par siècle depuis le XIVe, dont un supérieur à 6. Trois grosses secousses frontalières ont, par ailleurs, causé des dégâts sur le territoire français : celles de Bâle en 1356, de Catalogne en 1428 et de Ligurie en 1887. Pour démontrer, s'il en était besoin, l'intérêt de cette mémoire sismique, les chercheurs ont appliqué aux conditions d'urbanisation modernes les effets du séisme de Lambesc. Conclusion de cette simulation : s'il s'était produit en 1982, il aurait fait 1 000 morts, 5 000 blessés, 5 milliards de francs de dégâts...

Jean-Paul Dufour

Plus de 100 milliards de francs de pertes pour la Turquie

LE SÉISME qui a ravagé le nord-ouest de la Turquie le 17 août, touchant une région qui compte pour 30 % dans la production industrielle du pays, va faire perdre à la Turquie jusqu'à 17 milliards de dollars (environ autant d'euros), a estimé, mardi 21 septembre, l'ambassadeur de Turquie aux Etats-Unis, Baki Ilkin.

« L'interruption de notre production industrielle va causer une perte de 7 à 8 milliards de dollars, soit 3 % du PIB, à la fin de l'année », a indiqué M. Ilkin lors d'une conférence, à Washington, sur la reconstruction des Balkans et de la Turquie. A cela, il faut ajouter environ 10 milliards de dollars de dégâts sur les infrastructures.

Jusqu'ici, l'aide financière promise à la Turquie par les organisations internationales et les pays amis se monte à 3,5 milliards de dollars, a précisé M. Ilkin.

Le montant de l'aide américaine devrait être connu lors de la visite, en fin de semaine, du premier ministre turc, Bülent Ecevit, aux Etats-Unis. Selon certaines informations, Bill Clinton demandera au Congrès de réserver environ 300 millions de dollars pour l'aide d'urgence à la Turquie.

Par ailleurs, plusieurs centaines de personnes ont manifesté, mercredi à Adaparazi, l'une des villes turques les plus touchées par le séisme de la mi-août, pour protester contre l'inefficacité des secours et le manque de tentes. Environ 500 personnes ont tenté de marcher vers la résidence du gouverneur de la province, mais en ont été empêchées par la police.

Le nord-ouest de la Turquie a connu plusieurs manifestations de sans-abri depuis le tremblement de terre qui a frappé la région, faisant officiellement plus de 15 000 morts. – *(AFP.)*

Au Japon, en attendant le « big one »

TOKYO
de notre correspondant

Les images du séisme en Turquie, puis à Taïwan, ont ravivé chez les Japonais celles du tremblement de terre de Kobé (6 430 morts) en janvier 1995 et leur ont rappelé la nécessité de se préparer à l'imprévisible.

Ancré dans les mentalités, le risque des séismes qui, selon le dicton, arrive, sur la liste des principales craintes nippones, avant la foudre, le feu et le grondement du père, n'est pas le souci quotidien des Japonais. La confiance dans les normes antisismiques a certes été ébranlée par le précédent de Kobé, mais un certain fatalisme, dans un pays où la terre tremble régulièrement, a en quelque sorte « banalisé » la menace.

Les sondages indiquent que les Japonais tendent à vivre comme si elle n'existait pas, *« ce qui est très regrettable »*, estime Tsuneo Katayama, directeur général de l'institut de recherches sur la science de la terre et la prévention des sinistres : *« Jusqu'au séisme de Kobé, nous nous bercions de l'idée que le Japon était le pays le mieux préparé aux désastres et nous avons découvert qu'il était un pays à désastres. »*

Le Japon a cherché à minimiser les effets des séismes grâce à la mise en place de normes de construction antisismiques et de mesures de prévention des effets d'un séisme. En dépit des dégâts et des morts, celui de Kobé a démontré que certaines structures résistent. Mais de telles normes accroissent le coût des constructions, et malgré les mises en garde des spécialistes japonais, les autorités turques n'ont pas tenu compte de leurs recommandations. En outre, affirme M. Katayama, *« renforcer les bâtiments n'est pas suffisant. Nous devons nous faire à l'idée qu'ils s'effondrent et étudier comme cela se passe »*. Son institut sera doté en 2005 de l'équipement de simulation de séisme le plus avancé et le plus grand du monde : une « table » de 20 mètres sur 15 avec un bâtiment de quatre étages d'un poids de 1 200 tonnes.

EXERCICES DE SIMULATION

A la suite du séisme de Kobé, les mesures de prévention ont été renforcées, et le 1er septembre, anniversaire du grand tremblement de terre de 1923 dans la région de Tokyo (140 000 morts), devenu « la journée de prévention des catastrophes », est l'occasion d'exercices en prévision du *Big One*. Des milliers de volontaires, quatorze avions et hélicoptères et des dizaines de véhicules ont été mobilisés pour cette grande simulation d'un séisme de magnitude 6 sur l'échelle de Richter à laquelle ont participé le maire de Tokyo et le premier ministre, Keizo Obuchi.

Mises à part ces « grandes manœuvres » annuelles, la mairie de chaque quartier indique aux habitants les lieux de refuge (parcs ou cour d'école) et encourage à se munir d'un sac d'urgence, comportant casque (ou capuche en polyéthylène), lampe torche, radio, eau et nourriture, que l'on trouve dans les grands magasins. Les écoles et les entreprises se livrent à des exercices d'évacuation, et, dans les rues, des écriteaux avec des illustrations indiquent les précautions à prendre.

Les autorités ont tiré les leçons des carences mises en évidence par le séisme de Kobé : lenteur dans l'évaluation de la gravité du sinistre et dans l'arrivée des secours. En cas de séisme dans la capitale, le centre de prévention des séismes, situé à la mairie, deviendra le centre névralgique pour mener les opérations de secours dans les soixante communes de la préfecture. Il dispose d'un système d'ordinateurs permettant d'évaluer immédiatement pour chaque quartier les dégâts et les besoins.

« ÉTAT DE GUERRE »

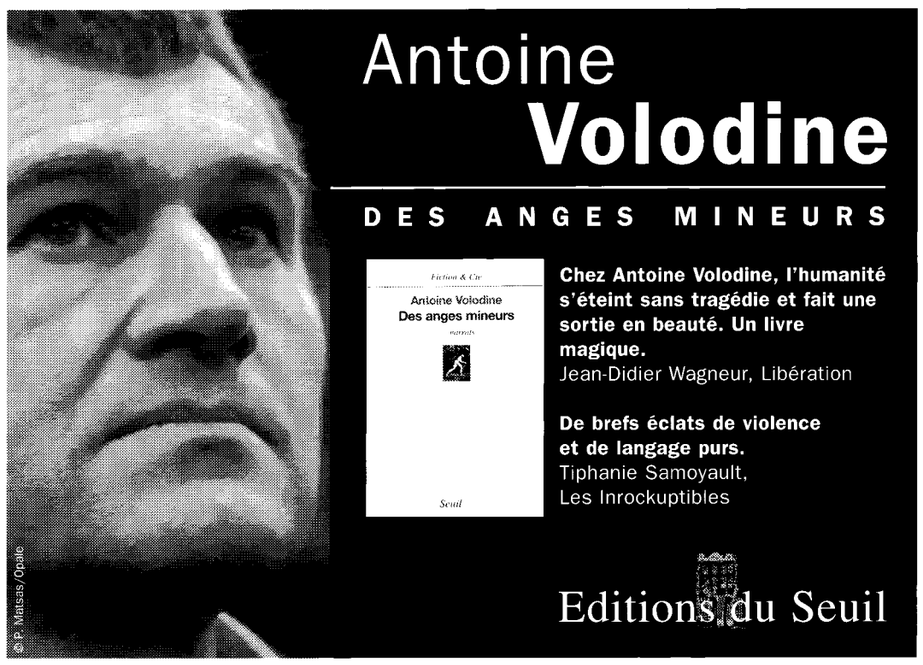
De nouvelles dispositions légales donnent en outre au premier ministre des pouvoirs étendus pour mobiliser les forces armées. En cas de séisme de magnitude 5 à Tokyo, les trains s'arrêtent et le gaz et l'électricité sont automatiquement coupés ; de plus, les piliers des autoroutes aériennes urbaines ont été renforcés. Des mesures analogues sont prises dans des villes de moindre importance de la région du Kanto (Tokyo). C'est le cas d'Odawara, à 70 kilomètres au sud-ouest de la capitale.

D'un côté la mer et de l'autre la silhouette harmonieuse du mont Fuji : en dépit de la sérénité du paysage, cette région est la plus dangereuse de l'archipel. La situation de la ville d'Odawara (190 000 habitants) est particulièrement inquiétante puisqu'elle se trouve à la convergence de quatre plaques tectoniques (eurasienne, américaine, pacifique et philippine).

Depuis des années, la municipalité est en « état de guerre » contre les séismes, et les habitants disent être mieux préparés psychologiquement que ne l'étaient ceux de Kobé. La population a été organisée en deux cent quarante-six groupes de quartier qui par roulement s'entraînent à des évacuations, et la ville est munie de deux cents haut-parleurs destinés à diffuser les directives de la mairie. Réactivant une pratique ancienne, la municipalité a enfin mis sur pied des équipes de huit cents pompiers bénévoles.

Sur son « volcan », Odawara ne peut guère faire plus. Mais qu'en est-il de Tokyo ? Personne n'oserait avancer que la capitale est « prête ». Son immensité est une première gageure : administrativement parlant, Tokyo compte 12 millions d'habitants (six fois plus que Kobé), mais la flaque urbaine qu'elle constitue avec les préfectures voisines en rassemble 30 millions. Le scénario des autorités (un séisme de magnitude 7 qui ferait 7 000 victimes, 160 000 blessés, 2 millions de sans-abri) comporte une variable : le moment où il surviendra. Aux heures de pointe les métros et les trains sont empruntés quotidiennement par 3,7 millions de personnes... Face aux imprévisibles « colères de la terre », l'homme ne peut guère que s'y préparer.

Philippe Pons



LeMonde Job: WMQ2409--0004-0 WAS LMQ2409-4 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:28 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0374 Lcp:700 CMYK

Les guérilleros du Timor-Oriental pourraient jouer un rôle d'appoint à l'Interfet

Selon le commandant en chef de la Force multinationale mandatée par l'ONU, Peter Cosgrove, les milices pro-indonésiennes s'opposent à la « perspective du retour à Dili des populations déplacées » et montrent « des signes d'agitation »

La guérilla du Timor-Oriental risque d'être de plus en plus sollicitée pour appuyer les soldats de la Force multinationale mandatée par l'ONU et sous commandement australien (Interfet), qui poursuit son déploiement dans l'île. Les « Falintil », acronyme portugais qui désigne le mouvement armé dirigé par le leader Xanana Gusmao, aujourd'hui réfugié en Australie, possèdent une connaissance du terrain et tentent d'assurer la sécurité des populations réfugiées dans les collines. Sur le terrain, la situation reste très tendue, alors que des incidents ont éclaté entre miliciens pro-indonésiens et soldats australiens qui ont dû, pour la première fois, jeudi 23 septembre, ouvrir le feu. Près de cinq cents miliciens sont rassemblés dans une ville proche de la capitale Dili et s'apprêteraient à lancer une attaque contre l'Interfet. Le commandant en chef de la Force multinationale, le général australien Peter Cosgrove, a déclaré qu'il y avait des *« signes d'agitation de la part des milices »*, qui s'opposent à *« la perspective du retour à Dili des populations déplacées »*.

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

« Nous savons que nous sommes le voisin le plus proche de l'Indonésie. Nous connaissons l'importance de l'Indonésie pour notre futur et nous allons travailler avec le gouvernement indonésien afin de créer une nouvelle relation entre nos deux pays, même si cela s'accompagne de trop de souffrances. » En tenant ces propos fort réalistes, mardi 21 septembre à Darwin, le leader indépendantiste est-timorais Xanana Gusmao paraissait ne se faire aucune illusion : l'avenir de son pays est tributaire de sa cohabitation avec le géant indonésien.

Mais, au fil des prochaines semaines, la petite guérilla indépendantiste risque d'être de plus en plus sollicitée sans attendre la proclamation de l'indépendance prévue dans un délai de dix-huit mois à deux ans. La partie s'annonce, en effet, très serrée. Sur les 7 500 hommes de la Force multinationale (Interfet) qui se retrouveront sur place fin octobre, les forces combattantes disponibles – celles qui ne seront donc pas affectées à des positions statiques – ne rassembleront, au mieux, que 2 000 hommes. C'est peu pour contrôler la frontière passoire avec le Timor-Occidental, la partie indonésienne de l'île, où sont regroupés des milliers de miliciens armés et où se trouve le quartier général des forces spéciales qui les commandent. En outre, même si la superficie de l'ancien territoire portugais est réduite, l'accès aux collines n'y est possible que par quelques routes « stratégiques » construites par les Indonésiens et en piteux état.

Un appoint des « Falintil » acronyme portugais de la guérilla indépendantiste, qui connaissent le terrain, s'annonce donc, dès maintenant, utile sinon indispensable. Déjà elles tentent d'assurer la sécurité, face aux milices, de civils réfugiés dans les collines, y compris aux environs de Dili. Avant même de gagner l'Australie, le 19 septembre, Xanana Gusmao était en contact quotidien avec ses commandants par téléphone satellite. Alors qu'il était encore réfugié à l'ambassade de Grande-Bretagne à Djakarta, depuis sa libération le 7 septembre, les Australiens lui avaient rendu visite. Son transfert à Darwin, plaque tournante extérieure de l'Interfet, a facilité depuis leur collaboration.

Les maquisards, mal équipées, ont réclamé en vain des armes pendant des années. Cette situation pourrait changer après le transfert, attendu dans les prochains jours, du commandement des Indonésiens à l'Interfet. Les Falintil sont destinées, plus tard, à former les noyaux d'une petite armée et d'une police d'un Timor-Oriental indépendant. Mais, compte tenu des moyens limités de l'Interfet, elles pourraient être invitées à jouer un rôle dès la phase de transition qui s'amorce en ce moment.

Un autre problème sera de prévenir toute revanche au sein d'une population martyrisée et qui a tout perdu. Certes, dans de nombreuses familles timoraises, des jeunes ont rejoint les milices par peur ou, plus simplement, pour recevoir un salaire. Il arrive donc que l'un des fils milite au Conseil national de la résistance (CNRT) alors que son frère s'est engagé dans une milice.

200 000 RÉFUGIÉS

Cet état de fait pourrait faciliter la tolérance et la réconciliation prônées sans cesse par Xanana Gusmao. Mais la tentation du règlement de comptes, surtout à la suite de destructions et de déportations massives, est forte. Les Falintil seront les mieux placées pour faire passer le message de leur héros retenu en Australie pour des raisons évidentes de sécurité.

L'aura de Gusmao est incontestable. Le 30 août, le vote massif en faveur de l'indépendance s'est fait sur son portrait et au nom du CNRT qu'il préside. Vulnérables et peu nombreuses, les Falintil, qu'il a commandées jusqu'à sa capture en 1992 et qui lui sont restées fidèles depuis, étaient volontairement demeurées à l'écart de la mêlée quand les milices ont pillé et incendié villes et villages. Elles sont désormais contraintes de sortir du bois.

Le jeu paraît d'autant plus difficile que des milices indonésiennes semblent se regrouper sur la frontière avec le Timor-Occidental, une province indonésienne, où campent quelque deux cent mille « réfugiés » est-timorais. La paix passe par le démantèlement de ces milices.

Un éventuel retour dans leurs foyers détruits de ces populations amassées au Timor-Occidental ne pourra qu'ajouter aux difficultés de la double opération de police et de secours menée par une force multinationale censée passer le relais, dans quelques mois seulement, à une présence onusienne plus classique. Que Xanana Gusmao et ses « soldats » jouent, plus tôt que prévu, un rôle croissant ne peut donc être exclu.

Jean-Claude Pomonti

Accrochages entre la guérilla et l'armée indonésienne

Le commandant du bras armé de la résistance est-timoraise (Falintil), Taur Matan Ruak, a affirmé, mercredi 22 septembre, que ses hommes avaient tué douze soldats indonésiens lors d'un accrochage dans la région de Bobonaro, près de la frontière entre les Timors oriental et occidental. L'accrochage visait à empêcher l'armée indonésienne d'attaquer des groupes de réfugiés dans les montagnes, a ajouté le commandant Matan Ruak, interrogé depuis le Timor par la radio privée de Lisbonne TSF. M. Ruak a indiqué avoir affirmé que les Falintil n'accepteraient d'être désarmées qu'après le départ de tous les soldats indonésiens présents sur le territoire. L'evêque de Dili, Mgr Belo, actuellement en visite au Portugal, l'ancienne puissance coloniale, a soutenu le refus des Falintil d'être désarmées avant le départ complet de l'armée indonésienne du territoire. *« Ils ont des raisons pour cela. Ils ont lutté pendant vingt-cinq ans contre les Indonésiens. Il faut d'abord désarmer les Indonésiens »*, a dit l'evêque. – *(AFP.)*

Les Serbes du Kosovo menacent d'organiser leur propre « garde nationale »

PRISTINA
de notre envoyé spécial

Belgrade et les chefs de la communauté serbe du Kosovo ont tour à tour protesté, mercredi 22 septembre, contre la transformation, par l'OTAN et par l'ONU, de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en un Corps de protection du Kosovo (TMK). A Pristina, les représentants serbes au Conseil transitoire du Kosovo – organisme multiethnique censé conseiller l'envoyé des Nations unies, Bernard Kouchner, sur la manière de gouverner – ont annoncé leur démission.

A Kosovska Mitrovica, la ville divisée du nord de la province, le leader des activistes serbes a annoncé qu'il allait réfléchir à la constitution d'une *« garde nationale serbe »* afin de protéger sa communauté des attaques qu'elle subit depuis juin avec l'arrivée de l'UCK dans les villes du Kosovo et le retour des réfugiés. Chaque jour ou presque, des civils serbes sont assassinés, battus ou expulsés de leurs habitations, tandis que d'autres estiment qu'ils n'ont plus d'autre choix que de se réfugier en Serbie. Le TMK, dont Bernard Kouchner et le général Michael Jackson, le commandant de la KFOR (Kosovo Force de l'OTAN), souhaitent faire un organisme civil destiné à accomplir des tâches humanitaires, doit absorber 5 000 combattants sur les 10 000 à 20 000 que comptait l'UCK.

« ILLUSION » DU DÉSARMEMENT

Pour Momcilo Trajkovic, le chef politique des Kosovars serbes, le TMK *« deviendra probablement la future armée du Kosovo, ou plutôt une armée albanaise »*. *« Avec le Corps de protection du Kosovo, c'en est fini du Kosovo multiethnique »*, a-t-il accusé, peu après que lui-même et l'archevêque Artemije eurent appris à M. Kouchner qu'ils ne siégeraient plus au sein du Conseil transitoire. Le porte-parole de l'Eglise orthodoxe kosovare, le père Sava Janjic, a ajouté que les représentants serbes ne voulaient *« pas prendre plus longtemps la responsabilité de créer une zone ethniquement pure qui deviendra bientôt un Etat indépendant avec la bénédiction de la communauté internationale »*.

Belgrade, qui avait déjà dénoncé l'*« illusion »* du désarmement de l'UCK qui a remis 10 000 armes aux soldats de la KFOR, a répondu à la création du Corps de protection en affirmant que la Yougoslavie *« va résister par tous les moyens et à n'importe quel prix à la violation continue de sa souveraineté et de son intégrité territoriale »*. Les autorités yougoslaves estiment que le protectorat de l'ONU au Kosovo et le renforcement des institutions kosovares ne peuvent qu'aboutir à une indépendance de la province, d'où ses forces militaires se sont retirées mi-juin, au terme de onze semaines de raids aériens de l'OTAN. Le communiqué ajoute que l'absorption des soldats de l'Armée de libération dans le Corps de protection du Kosovo *« légalise l'action des bandes de terroristes »* de l'UCK.

Plus inquiétante que ces déclarations, dont Bernard Kouchner a laissé entendre qu'elles étaient attendues puisqu'elles affirment ce que la population serbe souhaite entendre, est l'annonce par Oliver Ivanovic de la possible création d'une *« garde nationale serbe »* au Kosovo. M. Ivanovic, qui mène l'action des irréductibles serbes à Mitrovica, refusant le retour des Kosovars albanais dans leurs foyers, a estimé que la formation du TMK était *« inacceptable »* pour la population serbe, qui devait réfléchir à la constitution de sa propre *« force de défense »*.

500 SITES DE CRIMES DE GUERRE

La KFOR, dont le contingent français subit de plein fouet les troubles de Mitrovica depuis qu'il a fermé le pont sur la rivière Ibar dès son arrivée en juin, n'a pas réagi, mercredi, à cette annonce. L'OTAN, par la voix de son commandant suprême Wesley Clark, s'était toutefois inquiétée il y a deux semaines de l'arrivée de paramilitaires venus de Serbie à Kosovska Mitrovica.

Bernard Kouchner a vertement répondu aux différentes accusations concernant les atteintes portées à l'idée d'un Kosovo ouvert à toutes les communautés. *« Nous essayons plus qu'ils n'ont essayé de leur donner un Kosovo multiethnique ! »* a-t-il lancé aux Serbes, faisant allusion aux exactions commises par les hommes de Belgrade envers les civils kosovars albanais.

Et, hasard du calendrier, un bilan diffusé à Pristina par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) est venu, mercredi, rappeler que les coups mortels au Kosovo multiethnique avaient été portés avant l'arrivée de l'OTAN et des Nations unies dans la province yougoslave. La porte-parole du TPIY, Kelly Moore, a annoncé que les enquêteurs ont constitué une nouvelle liste de cinq cents sites concernés par des crimes de guerre, qu'ils en avaient visité cent cinquante et avaient découvert des *« milliers »* de cadavres. En appelant Slobodan Milosevic et ses acolytes, inculpés le 22 mai par le procureur pour *« crimes contre l'humanité »*, à se constituer prisonniers, Mme Moore n'a pas exclu qu'ils soient aussi accusés de *« génocide »*.

Rémy Ourdan

L'OTAN va créer des forces multinationales de « projection » dotées d'armes modernes

Les alliés divergent toutefois sur les modalités du projet qui vise à améliorer les capacités d'action de l'Alliance dans des conflits régionaux

LES MINISTRES de la défense des dix-neuf pays membres de l'OTAN ont débattu, mardi 21 et mercredi 22 septembre à Toronto (Canada), à la lumière de ce qui s'est passé au Kosovo, de la capacité de l'Alliance à mettre sur pied des forces de déploiement rapide dotées d'armes de haute technologie. C'est ce que les experts appellent *« l'Initiative sur les capacités de défense »* (ICD), dont les bases ont été jetées au sommet de l'OTAN, le 24 avril, à Washington. En décembre, les ministres ont prévu d'arrêter des directives en ce sens, à court comme à long terme, si, d'ici là, ils parviennent à surmonter leurs divergences.

A l'OTAN, un *« groupe directeur »* de haut niveau a élaboré une première étude pour améliorer les capacités d'action de l'Alliance dans des conflits régionaux, lors d'affrontements ethniques ou d'autres types de crises à la périphérie de la zone couverte par le pacte atlantique et au-delà. Il s'agit, selon Franck Boland, le chef de la section « plans de forces » à la division des plans de défense et d'opérations de l'OTAN, de préparer l'Alliance à se prémunir contre des situations qui menaceraient sa sécurité et pour lesquelles *« elle ne serait pas en mesure de tirer pleinement parti de son infrastructure militaire actuelle »*.

Deux points ont plus spécialement retenu l'attention des experts de l'OTAN. Le premier concerne la constitution d'unités multinationales, dont les systèmes de commandement et de contrôle, l'approvisionnement, les ressources logistiques, les réseaux de communications et jusqu'aux mécanismes de relève sur le terrain soient les plus *« interopérables »* possibles, c'est-à-dire capables de fonctionner ensemble et durablement, y compris à des niveaux de forces élémentaires, comme le régiment par exemple. Le second point est la nécessité pour l'OTAN d'aligner *« des systèmes défensifs et contre-offensifs »* sophistiqués (armes dites de précision, équipements de reconnaissance et de surveillance, systèmes d'identification au combat) pour s'opposer à un adversaire qui userait de technologies avancées susceptibles d'infliger de lourdes pertes.

A cette fin, l'étude de l'OTAN met en évidence la nécessité de créer, entre 2000 et 2002, un centre logistique interarmées multinational et deux commandements, pour le nord et le sud de la zone couverte par l'OTAN en Europe, à la tête des groupes de forces interarmées multinationales (GFIM) dont le principe a été acquis, en juin 1996, au sommet de Berlin.

Soutenus par le Royaume-Uni, dont le ministre de la défense, George Robertson, sera secrétaire général de l'OTAN en octobre, les Etats-Unis insistent pour que l'ICD avance rapidement et que les alliés coordonnent mieux que par le passé leurs planifications et la gestion des moyens en vue d'accroître *« l'interopérabilité »* de leurs forces de projection, que celles-ci agissent de façon autonome – dans le cadre de l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD) – au sein de l'OTAN, sans participation des Américains, ou sous la bannière de l'Union européenne.

William Cohen, le secrétaire américain à la défense, a réaffirmé que tous les alliés se devaient de pouvoir fournir des moyens sophistiqués pour des opérations futures de l'OTAN, de sorte que la charge militaire ne soit pas supportée par quelques-uns. Mais en même temps, il n'a pas souhaité voir les alliés se faire concurrence entre eux et développer – ce qu'on appelle la *« duplication »* – les mêmes armes chacun pour soi.

UNE NOUVELLE DISPARITÉ

Dans cette perspective, la question de *« l'interopérabilité »* des matériels devient centrale. De l'avis de M. Boland, en effet, plus les moyens de chaque partenaire seront sophistiqués et plus le volume des forces engagées par chacun et nécessaires à la mission sera limité. Or, que constate-t-on actuellement ? Outre-Atlantique, sous la pression et l'inventivité des industriels de l'armement, les technologies de pointe sont au rendez-vous. C'est loin d'être le cas en Europe, où on noterait plutôt que les programmes en coopération marquent désormais le pas faute d'un financement adéquat. Et c'est sans doute le signe d'une nouvelle disparité entre alliés. Il existe même une crainte, chez plusieurs Européens, que, derrière l'*« interopérabilité »* des matériels, se cache, de fait, leur normalisation selon des critères proprement américains.

En témoignent les propos du ministre français de la défense. Alain Richard a estimé que les pays européens sont engagés *« dans une course de vitesse avec les structures intégrées de l'OTAN, prêtes à formuler des propositions d'action commune en matière de standardisation et de préparation opérationnelle des forces »*. Le *« risque est réel »*, face à l'inertie des Européens, *« que les progrès au sein de l'OTAN ne lui assurent une hégémonie sur la construction de l'Europe de la défense »*.

Jacques Isnard

Compagnie de Phosphates de Gafsa
Appel d'Offres International N° : P-8869

La Compagnie de Phosphates de Gafsa se propose de lancer un Appel d'Offres International pour l'élaboration du Schéma Directeur Informatique Stratégique pour la période 2001-2005.

Les Bureaux d'Etudes agrées intéressés par le présent Appel d'Offres, peuvent retirer le cahier des charges relatif, contre la somme forfaitaire de (30) Dinars auprès du Service de la CPG, sis, 9 rue du Royaume d'Arabie Saoudite - Tunis.

Les offres, en six exemplaires, sous plis scellés remplissants rigoureusement, les conditions de soumission stipulées dans le cahier des charges, doivent parvenir exclusivement par voie postale et recommandée ***au plus tard le 14/10/99*** *à l'attention de Monsieur Le Directeur des Achats de la CPG, 2130 - Metlaoui, avec la mention obligatoire "Appel d'Offres N° P-8869 - A NE PAS OUVRIR".*

Toute offre reçue en retard, par fax ou par télex, ne sera pas prise en considération, le cachet du bureau d'ordre de la CPG, faisant foi.

« Monsieur PESC » invité au prochain sommet

Javier Solana, qui quitte ses fonctions de secrétaire général de l'OTAN le 6 octobre et auquel succède l'actuel ministre britannique de la défense, George Robertson, a été invité à participer, en décembre, aux réunions, à Bruxelles, des ministres des affaires étrangères et de la défense des dix-neuf pays membres de l'Alliance atlantique. Le ministre allemand de la défense, Rudolf Scharping, l'a annoncé à Toronto. M. Solana a été choisi, en juin, par l'Union européenne (UE) pour devenir *« Monsieur PESC »*, le responsable de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) instituée par le traité de Maastricht. M. Solana a expliqué qu'il était nécessaire de donner *« une nouvelle impulsion »* à la création d'*« un pilier européen au sein de l'OTAN »*, et qu'il espérait jouer un rôle important dans les relations OTAN-UE. – (*AFP.*)

Après le Rwanda, avec le chaos en Russie, après le krach asiatique, après le Kosovo, avant… ?
Forum de Delphes 80 FRF
Sophia MAPPA
La démocratie planétaire : un rêve occidental ?
SEPIA

LeMonde Job: WMQ2409--0005-0 WAS LMQ2409-5 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:54 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0375 Lcp:700 CMYK

Ouverture d'une information judiciaire contre M. Ouattara en Côte d'Ivoire

ABIDJAN. Le Rassemblement des républicains (RDR) a estimé, mercredi 22 septembre, que l'ouverture d'une information judiciaire contre son président, Alassane Ouattara, candidat déclaré à l'élection présidentielle de fin 2000, était *« un procès purement politique »*. *« Nous sommes toujours dans le régime de l'arbitraire »*, a déclaré Henriette Diabaté, secrétaire générale du parti de M. Ouattara. Le procureur de la République, Nouplezana Ouattara, avait annoncé dans la matinée l'ouverture d'une information judiciaire contre le leader d'opposition pour *« faux et usage de faux »*, après une enquête de la police sur l'*« authenticité »* de ses papiers d'identité.

Elu le 1er août président du RDR, M. Ouattara est engagé dans une épreuve de force avec la mouvance présidentielle, qui lui conteste la nationalité ivoirienne et, donc, la possiblité de briguer la magistrature suprême. – *(AFP.)*

Libération du vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme

TUNIS. Après deux années de détention, le vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), Khémaïs Ksila, a été libéré, mercredi 22 septembre, dans le cadre d'une mesure de *« mise en liberté conditionnelle »*. Arrêté le 29 septembre 1997, à la suite d'une lettre ouverte au président Ben Ali dans laquelle il s'insurgeait contre les dérives autoritaires du régime, M. Ksila avait été condamné à une peine cumulée de trois ans de prison ferme, le 11 février 1998, pour *« diffamation contre l'ordre public et les autorités, diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public et incitation des citoyens à transgresser les lois du pays »*. La condamnation avait été confirmée en appel sans que Khémaïs Ksila ait été entendu.

« Malgré cette libération, de nombreux défenseurs des droits de l'homme sont toujours l'objet de graves violations en Tunisie, au seul motif de leur engagement », estime dans un communiqué publié, mercredi, à Paris l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme.

La Jordanie poursuit son offensive contre le Hamas

AMMAN. Les autorités jordaniennes ont arrêté, mercredi 22 septembre, deux dirigeants du mouvement islamiste palestinien Hamas et en ont expulsé un troisième vers l'Iran. Moussa Abou Marzouk, membre du bureau politique du Hamas, porteur de la nationalité yéménite, a été expulsé vers Téhéran, d'où il était venu en compagnie de deux autres dirigeants, Khaled Mechaal et Ibrahim Ghosheh. Tous trois se trouvaient sous le coup d'un mandat d'arrêt délivré en août, date à laquelle les autorités jordaniennes ont lancé une offensive contre l'organisation. MM. Mechaal et Ghosheh, ainsi que quatre de leurs assistants, tous porteurs de la nationalité jordanienne, ont été arrêtés et déférés à la justice.

Le Hamas a mis en garde les autorités jordaniennes contre les retombées de leur décision *« injustifiée »*. Deux autres responsables, passés dans la clandestinité, sont toujours recherchés par les autorités. – *(AFP.)*

Abdullah Öcalan appelle un groupe de ses partisans du PKK à se rendre

ANKARA. Le dirigeant kurde Abdullah Öcalan a appelé un groupe de son Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à se rendre aux forces turques pour démontrer la sincérité de son engagement à mettre fin à la lutte armée. *« J'appelle un groupe du PKK à se rendre avec ses armes en signe de bonne volonté pour prouver que le PKK n'est pas opposé aux efforts démocratiques »*, a déclaré, dans un communiqué diffusé mercredi 22 septembre par ses avocats, le chef du PKK, condamné à mort en juin par la justice turque pour trahison et séparatisme.

L'organisation armée kurde avait annoncé fin août qu'elle allait retirer ses forces de Turquie, répondant à un appel de son chef. Le PKK a ensuite déclaré qu'il allait mettre fin à ses quinze ans de lutte armée pour un Etat kurde indépendant et se transformer en organisation politique. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS : le Sénat américain a adopté,** mercredi 22 septembre, un projet de budget de défense pour l'an 2000 de près de 289 milliards de dollars (275 milliards d'euros), qui doit être soumis au président Bill Clinton pour signature. Le texte prévoit, pour la première fois en quinze ans, une augmentation des dépenses militaires. Une revalorisation des salaires des militaires est également prévue, ainsi que la création d'une administration nationale sur la sécurité nucléaire, pour examiner les accusations d'espionnage au profit de la Chine. – *(AFP.)*

■ **DJIBOUTI : le président Ismaël Omar Guelleh accuse l'Erythrée** de mener une politique de déstabilisation dans la Corne de l'Afrique. *« L'Erythrée doit apprendre ce qu'est le bon voisinage »*, a-t-il dit, mercredi 22 septembre, aux Nations unies. *« Au lieu de s'en tenir à son conflit avec l'Ethiopie, nous assistons à un élargissement des hostilités qui concernent pratiquement tous les pays de la Corne »*, a-t-il ajouté. – *(AFP.)*

■ **YOUGOSLAVIE : les manifestations anti-Milosevic,** qui n'en sont qu'à leur deuxième journée, semblent déjà s'essouffler. Mercredi 22 septembre, à Belgrade, il n'était que quelques milliers à participer à ce que l'opposition qualifiait d'action décisive pour obtenir le départ du président yougoslave. Ils étaient 20 000 la veille, alors que les organisateurs tablaient sur 2 millions de participants à travers le pays et affirmaient vouloir manifester quotidiennement jusqu'à la démission de Slobodan Milosevic. – *(Reuter.)*

L'OPEP maintient ses baisses de production jusqu'en mars 2000

VIENNE. Les onze pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont réaffirmé leur *« ferme engagement »* à maintenir leurs réductions de production de pétrole décidés en mars, *« au moins jusqu'en mars 2000 »*, a annoncé, mercredi 22 septembre à Vienne, le secrétaire général de l'organisation, le Nigérian Rilwanu Lukman. Malgré le doublement des prix du pétrole observé depuis six mois grâce aux réductions de production, le baril se négociant à près de 23 dollars (21,9 euros), le président de l'OPEP, l'Algérien Youcef Yousfi, a reconnu que la situation du marché semblait toujours *« fragile »*, les stocks étant élevés.

M. Lukman reste secrétaire général de l'organisation, plusieurs heures de débat n'ayant pas suffi à départager les trois candidats qui se disputent sa succession : l'Iranien Hussein Kazempour Ardebili, le Saoudien Souleiman Al-Herbiche et l'Irakien Abdoul Amir al-Anbari. La prochaine réunion se tiendra le 27 mars 2000 à Caracas. – *(AFP.)*

Gerhard Schröder soigne ses relations avec la France avant la visite de Lionel Jospin

L'Allemagne souhaite une limitation du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU

Le chancelier allemand, qui recevra le premier ministre samedi à Berlin, a répété, mercredi 22 septembre, que les relations avec le gouvernement français n'étaient pas en crise, après les tensions nées du « manifeste » Blair-Schröder de juin. À l'ONU, le ministre des affaires étrangères Joschka Fischer a demandé une réforme du Conseil de sécurité et a rappelé que l'Allemagne est prête à prendre plus de responsabilités internationales.

BERLIN
de notre correspondant

Trois jours avant sa rencontre avec le premier ministre, Lionel Jospin, à Genshagen, au sud de Berlin, le chancelier allemand, Gerhard Schröder, multiplie les gestes de bonne volonté à l'égard de la France. M. Schröder a estimé, mercredi 22 septembre, que les relations franco-allemandes n'étaient pas en crise, contrairement à ce qui a pu être écrit (*Le Monde* du 22 septembre). Au cours d'un colloque organisé par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Deustchland Radio Berlin et le Centre de recherche politique appliqué (CAP), en collaboration avec *Le Monde* et *El Pais*, le chancelier a cherché à dissiper le trouble né en France après la publication du « manifeste » Blair-Schröder sur la modernisation de la social-démocratie, dit manifeste de la « troisième voie ». Le chancelier allemand a expliqué qu'il y avait une différence entre le discours et la réalité et que les politiques menées en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne n'étaient pas si éloignées. Il a ajouté qu'aujourd'hui M. Blair et M. Jospin arrivaient mieux à expliquer leur politique à leur opinion publique que lui-même.

Sur le plan économique, M. Schröder a fait un geste, plaidant pour un rapprochement dans l'aéronautique entre Aerospatiale et DASA. Il a également souhaité une plus grande coopération culturelle franco-allemande et s'est inquiété des *« livres effrayants publiés en France »* à propos d'une Allemagne qui serait dangereuse.

« PEU DÉMOCRATIQUE »

M. Schröder a confirmé son virage en politique européenne, pris début septembre. Sa politique s'inscrit dans la continuité de celle de son prédécesseur, la France et l'Allemagne devant rester, selon lui, le moteur de la construction européenne.

Sans citer une seule fois la Grande-Bretagne dans son discours, il a estimé que la réforme des institutions européennes ne pourrait avoir lieu que sous la présidence française de l'UE, au second semestre 2002, et que celle-ci ne *« se réalisera réellement que si la France et l'Allemagne ont une position commune »*. Le chancelier a notamment expliqué que, dans une Europe à vingt, il ne serait plus possible d'avoir un commissaire par pays. A propos de l'élargissement, il a déclaré que les pays candidats s'étaient eux-mêmes fixé la fin de 2002 pour entrer dans l'Union européenne, et que l'Allemagne ferait tout pour les y aider.

Le même jour, à New York, devant l'assemblée générale des Nations unies, le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a confirmé la volonté de son pays de prendre toutes ses responsabilités dans la diplomatie mondiale, en particulier dans le domaine des droits de l'homme et de l'ingérence humanitaire. Pour cela, il faut que le Conseil de sécurité de l'ONU soit plus efficace, a souligné M. Fischer, qui s'est attaqué au droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité : *« Ce n'est pas seulement peu démocratique et peu transparent, cela facilite l'émission de vetos unilatéraux dans des intérêts non pas internationaux mais nationaux. L'introduction d'une obligation de motiver son veto devant l'assemblée générale compliquerait cela et introduirait un progrès substantiel vers l'utilisation responsable du droit de veto »*, a proposé M. Fischer.

Le ministre allemand a demandé une réforme globale du Conseil de sécurité, qui doit être *« adapté aux nouvelles réalités de la politique mondiale »* et *« composé de manière plus représentative »*. *« La réforme doit aussi comprendre un élargissement des membres permanents et non permanents et renforcer les mécanismes de décision. L'Allemagne est prête à prendre durablement plus de responsabilités dans ce domaine »*, a-t-il ajouté.

Berlin confirme ainsi chaque jour sa volonté d'être une grande puissance diplomatique, mais qui agit toujours dans le cadre des institutions internationales, qu'il s'agisse des Nations unies, de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Arnaud Leparmentier

Progression de 14 % du résultat net consolidé
Croissance de 15 % des placements gérés

Le groupe CNP Assurances présente pour le 1er semestre 1999 un résultat net consolidé (part du groupe) de 132,8 M€ (871 MF), en progression de 14 % par rapport au 1er semestre 1998 et ce malgré une légère baisse sur la même période, de son chiffre d'affaires (-1,97 %) liée au caractère cyclique de l'activité au cours de la même période.

Le volume de placements gérés continue de croître (+ 14,8 % depuis le 30 juin 1998) et dépasse au 30 juin 1999 le cap des 100 Md€ (665,3 MdF).

Pour l'ensemble de l'exercice 1999, le groupe CNP Assurances attend une progression de son résultat net consolidé au moins en ligne avec celle du 1er semestre.

CNP Assurances proposera une hausse d'au moins 25 % de son dividende net et poursuit, par l'amélioration constante de sa solidité financière et de sa rentabilité, son objectif prioritaire : la création de valeur pour l'actionnaire.

La présentation détaillée des résultats semestriels est disponible et téléchargeable sur internet : www.cnp.fr.
Pour toutes informations complémentaires sur CNP Assurances : Service des relations avec les actionnaires : 4, place Raoul Dautry - 75015 Paris.
E.mail : actionnaires@cnp.fr ou appelez le N° Vert 0 800 544 544

LeMonde Job: WMQ2409--0006-0 WAS LMQ2409-6 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:16 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0376 Lcp:700 CMYK

DROITE **François Bayrou propose de prolonger de quelques semaines la durée du mandat des actuels députés afin que l'élection présidentielle précède, en 2002, les législatives. Il souhaite, par cette inversion, rendre au président de la République la « primauté » sur la majorité parlementaire. Le président de l'UDF dénonce *« l'effacement du politique »* et se prononce pour *« un Etat actif »*. Il souhaite que l'opposition s'organise sur un modèle *« fédéral »*. ● LE REPORT des élections législatives suppose le vote d'une loi organique. Pour être adoptée, celle-ci requiert soit l'accord des députés et des sénateurs, soit l'assentiment d'une majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale. ● AU RPR, un climat de suspicion se développe entre les candidats à la présidence du mouvement. Certains d'entre eux craignent que des fraudes n'entachent le scrutin.**

François Bayrou veut l'élection présidentielle avant les législatives

Le président de l'UDF approuve, dans un entretien au « Monde », les propos de Jacques Chirac sur le respect des échéances, mais il estime que l'équilibre de la Ve République doit être rétabli en donnant la priorité à l'élection du chef de l'Etat sur celle des députés

« Face à un gouvernement populaire et qui réussit sur le front du chômage, où est passée l'opposition ?

– Que l'opposition cesse d'avoir des complexes ! Pour un gouvernement, rien n'est plus fragile que la popularité. En quelques jours, on a vu les difficultés du premier ministre lorsqu'il s'agissait de définir une "*deuxième étape*". On a vu l'impasse du discours traditionnel de gauche devant l'affaire Michelin. On la verra lorsqu'il s'agira de vérifier la réalité des résultats des 35 heures. Ce jour-là, c'est vers l'opposition que l'attention se tournera. Notre destin est entre nos mains.

– Quand Lionel Jospin explique, au sujet de Michelin, que l'Etat ne peut pas tout faire, dites-vous que les socialistes sont devenus raisonnables ?

– Je dis que les socialistes se trouvent devant le mur, au fond de l'impasse. Comment soutenir, en même temps, qu'on ne peut rien faire chez Michelin et prétendre administrer le temps de travail dans toutes les entreprises ? C'est l'incohérence d'un "socialisme" qui n'a plus d'inspiration.

– Approuvez-vous le choix de Jacques Chirac de laisser les mandats aller à leur terme, choix qui implique que l'action de ce gouvernement n'est pas si néfaste qu'il faille envisager de l'interrompre prématurément ?

– J'ai approuvé ce choix. La démocratie a besoin d'une respiration régulière. Il est normal que le mandat de l'Assemblée nationale aille à son terme. Seule une menace urgente sur les intérêts vitaux de la nation justifierait une dissolution, et ce n'est évidemment pas le cas aujourd'hui. Pour autant, je ne trouve pas que la cohabitation soit un bon régime. Le chef de l'Etat et le chef du gouvernement sont nécessairement en embuscade, l'un épiant l'autre ou le marquant à la culotte. La cohabitation amoindrit la légitimité de la fonction présidentielle.

– Vous voulez dire que la légitimité de M. Chirac est effacée ?

– M. Chirac n'est pas en cause mais, dans la Ve République, le président assume deux missions : il est le garant des institutions et l'inspirateur de la politique du pays. En cohabitation, cette mission d'inspiration lui est niée. Les élections législatives, plus récentes, sont forcément interprétées comme gommant, sur ce point, le résultat de la présidentielle intervenue deux ans plus tôt.

– M. Chirac ne devait-il pas en tirer les conséquences en démissionnant ?

– C'est avec M. Mitterrand, en 1986, que le débat a été tranché. Ce jour-là, la Ve République a changé profondément, et pas dans le bon sens. Il faut aujourd'hui remettre la Ve République d'aplomb. Il faut harmoniser la durée des deux mandats, présidentiel et législatif, à cinq ans, et organiser systématiquement les deux élections en même temps, à quinze jours d'intervalle, par exemple, pour qu'aucun des deux pouvoirs ne puisse gommer la légitimité de l'autre.

» Si l'on ne fait rien, les élections législatives auront lieu deux mois avant la présidentielle, en 2002. C'est la charrue devant les bœufs !

FRANÇOIS BAYROU

Cela signifie que le président n'inspire plus la politique du pays. C'est consacrer dans les actes la primauté de la majorité parlementaire. Si nous voulons rendre à la fonction présidentielle tout son sens, il faut retarder de quelques semaines les élections législatives, ce qui peut se faire par une loi organique, et qu'elles aient lieu après l'élection présidentielle.

– Votre position n'est-elle pas contradictoire avec le fait d'approuver la décision de M. Chirac d'écarter le quinquennat ?

– Jacques Chirac s'est toujours opposé au quinquennat. Il est fidèle à lui-même. Comment le lui reprocher ? Changera-t-il d'idée ? Au moment des grandes échéances, la nécessité d'une évolution s'imposera. C'est à ce moment que le débat aura lieu.

– L'opposition a donc trois ans devant elle. A quoi allez-vous les occuper ?

– Nous avons deux choses à faire : nous donner un projet, et faire apparaître une génération nouvelle. Tout se passe comme si un renoncement général, à droite et à gauche, faisait abandonner l'idéal du politique qui défend, propose et impulse une société nouvelle. Beaucoup de responsables politiques ont l'air résignés à cet effacement du politique. Moi pas. Entre le socialisme épuisé et le capitalisme absolu, il est temps de réhabiliter notre projet, celui d'un humanisme sans concession.

– La droite a habitué les électeurs à ne tenir qu'un seul langage : moins d'impôts, moins d'Etat. Aujourd'hui, vous dites : il faut renforcer l'action de l'Etat...

– Ce que nous avons dénoncé, c'est l'Etat jacobin, qui veut prendre la société en charge. Pour autant, il ne faut pas jeter l'Etat avec le jacobinisme. Nous avons besoin d'un Etat actif, d'un Etat partenaire, défenseur de l'intérêt général.

– Ne pas parler seulement d'économie expose l'opposition à des divisions, comme sur le PACS...

– Sur ce sujet, s'il y a des divisions, dans l'opposition comme dans la société, elles sont normales. Une partie de la société veut conserver ou retrouver des repères stables, en particulier lorsqu'il s'agit de morale sociale. Une autre partie se bat pour que soient consacrés les changements de comportement. L'opposition s'est exprimée, et elle a eu raison de le faire, mais elle aurait dû être capable de se faire entendre des deux sensibilités.

– Est-il possible de rester sur cette position de non-choix ?

– Le choix, c'est le vote. Pour ma part, je refuse la versatilité, et je n'en changerai pas. Je me sens proche de ceux qui veulent des repères forts et stables. Leur demande est angoissée, quelquefois maladroite, mais elle n'est ni réactionnaire ni passéiste. Elle est juste pour l'avenir.

> « Il faut organiser systématiquement les deux élections en même temps, (...) pour qu'aucun des deux pouvoirs ne puisse gommer la légitimité de l'autre »

– Comment l'opposition doit-elle s'organiser ?

– Il faut organiser notre diversité. C'est une clé pour l'avenir. Nous savons que le modèle hégémonique, avec un parti dominant et les autres qui font de la figuration, est révolu. On va voir apparaître un modèle fédéral, qui permet à chacun d'affirmer son identité tout en travaillant avec les autres.

– L'idée n'est pas très neuve... Pourquoi marcherait-elle mieux maintenant ?

– Parce que la preuve a été faite que le modèle hégémonique ne marche plus.

– En clair, le mauvais score du RPR aux européennes rend possible cette évolution...

– Les européennes ont donné la prime à l'authenticité et à la cohérence des projets. Avant, on s'évertuait à expliquer qu'il n'y avait pas de différences entre nous. Or, il y a des différences. Les assumer et les organiser, c'est la condition du succès. On voit bien que les clarifications interviennent, en particulier sur l'Europe. Tout cela est sain.

– En dressant l'acte de décès de l'"hégémonie", n'oubliez-vous pas qu'il y a toujours un président de la République ?

– Ayons, avec le président de la République, des relations confiantes, privilégiées, suivies. Et assumons nos propres responsabilités. Il est chef de l'Etat et ne peut pas être un chef de parti.

– On l'a vu intervenir directement au RPR...

– C'est vrai que cette indépendance confiante que je souhaite est sans doute plus facile pour l'UDF.

– En fait, tout le monde a les yeux tournés vers la bataille pour la présidence du RPR...

– Je sais mieux que quiconque ce que l'UDF a dû traverser, dans un passé proche, pour sortir de ses difficultés. C'est la même épreuve, aujourd'hui, pour le RPR. Derrière le désordre apparent, j'espère et je crois que se profilent des comportements nouveaux et un nouvel équilibre. Si cette évolution se poursuit, je la trouve positive et prometteuse. »

Propos recueillis par Cécile Chambraud et Patrick Jarreau

Comment modifier le calendrier électoral ?

L'INTERVENTION télévisée du 14 Juillet de Jacques Chirac n'y a rien changé : le calendrier électoral prévu pour 2002 est toujours en débat. Dans l'état actuel des choses, les élections législatives auront lieu un ou deux mois avant l'élection présidentielle. Cette séquence paradoxale ne convient pas à tout le monde. Aussi, depuis quelques mois, plusieurs personnalités de l'opposition, au premier rang desquelles Valéry Giscard d'Estaing, avaient engagé le président de la République à réduire de sept à cinq ans la durée du mandat présidentiel. M. Chirac avait coupé court à cette éventualité : *« Le quinquennat* [...] *serait une erreur et donc je ne l'approuverai pas. J'assumerai par conséquent ma mission jusqu'à son terme »*, avait déclaré M. Chirac. Les interrogations n'ont pas cessé pour autant.

« BOGUE DE 2002 »

Aujourd'hui, François Bayrou propose de prolonger de quelques semaines le mandat des actuels députés pour que l'élection présidentielle vienne en premier lieu. Lors des journées parlementaires de Démocratie libérale, les 21 et 22 septembre, Alain Madelin avait, pour sa part, redit sa perplexité devant ce calendrier qu'il qualifie de *« bogue de 2002 »*. Le président de DL n'a fermé aucune porte : *« Changer le calendrier, c'est changer les institutions. Cela mérite réflexion »*, a-t-il indiqué.

Le caractère insolite du calendrier prévu pour 2002 provient de la combinaison d'une loi organique et de la dissolution de 1997. Les articles L. O.121 et L. O.122 du code électoral fixent la date des élections législatives « ordinaires » – c'est-à-dire hors cas de dissolution – *« dans les soixante jours qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale »*, ces pouvoirs expirant *« le premier mardi d'avril de la cinquième année qui suit son élection »*. L'application de ces dispositions conduirait à organiser les prochaines législatives en février ou en mars 2002. L'élection présidentielle, si elle vient à son échéance normale, doit avoir lieu dans un délai compris entre vingt et trente-cinq jours avant l'expiration des pouvoirs conférés à M. Chirac en 1995, soit en avril et/ou en mai.

La date de l'élection présidentielle étant fixée par la Constitution (article 6), il est plus simple, si l'on veut inverser l'ordre de ces deux scrutins en 2002, de repousser la date des élections législatives. Pour cela, il faut que le Parlement vote une loi organique. A la différence d'une loi ordinaire, une loi organique, pour être adoptée, suppose soit l'accord de l'Assemblée nationale et du Sénat, soit, si le Sénat y était hostile, un vote favorable de la majorité absolue des députés.

Cé. C.

Au RPR, la suspicion gagne les candidats

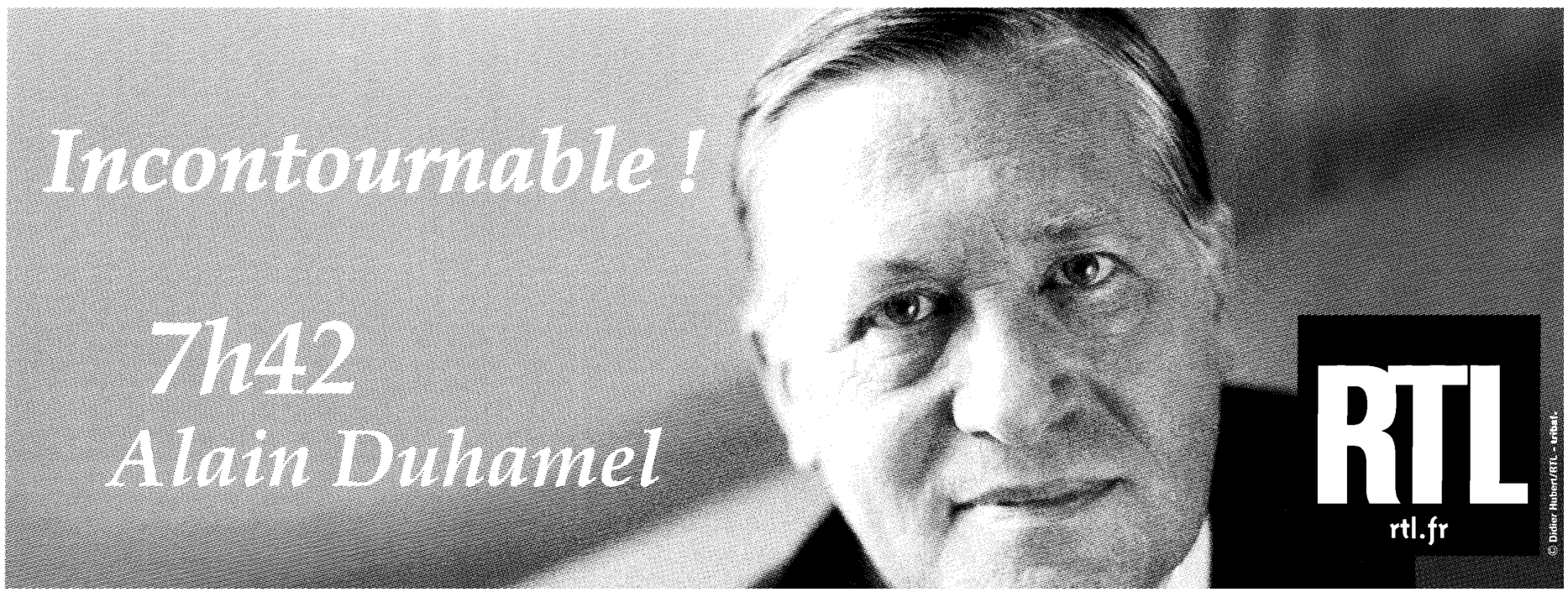
DEVANT l'afflux de candidatures pour l'élection du président du RPR, la commission exécutive du mouvement, toujours dirigée par Nicolas Sarkozy, a tenté, mercredi 22 septembre, d'arrêter quelques règles pour la campagne interne. Le prochain numéro de *La Lettre de la nation* (daté 24 septembre) fournira d'ailleurs une illustration de ce souci d'équité : aux six candidats déclarés s'ajoutent actuellement quatre militants de base, qui ont peu de chances d'obtenir les parrainages nécessaires. Tous bénéficient cependant, par ordre alphabétique, du même nombre de lignes pour adresser un premier message aux adhérents.

Les candidats disposeront de bureaux au siège du RPR. Ils auront accès au fichier des cadres et se partageront 1 million de francs (152 450 €) pour mener leur campagne. Ces dispositions n'ont pas suffi à rassurer le sénateur Jean-Paul Delevoye, qui a soulevé deux objections concernant le vote par correspondance et l'organisation du scrutin sur deux jours. *« Il s'inquiète du sort réservé aux urnes pendant la nuit fatale »*, ironise l'un de ses concurrents, le député des Hauts-de-Seine Patrick Devedjian. Plutôt opposé au vote par correspondance – qui avait représenté plus de 40 % des suffrages lors de l'élection, le 13 décembre 1998, de Philippe Séguin –, un troisième candidat, François Fillon, président du conseil régional des Pays de la Loire, redoute surtout que le résultat de l'élection puisse être ensuite contesté, ce qui affaiblirait l'autorité du futur président.

Ce climat de suspicion témoigne de la fébrilité des principaux candidats. Aucun d'entre eux ne se hasarde en effet à faire le moindre pronostic, tant les incertitudes sont grandes. La première d'entre elles tient à la composition du corps électoral. Celui-ci s'est singulièrement réduit : il y avait 91 577 inscrits lors de l'élection de M. Séguin ; il n'y aurait plus, à l'heure actuelle, que 55 000 adhérents environ à jour de cotisation. Certes, on peut encore adhérer jusqu'au 8 octobre pour pouvoir voter et les adhérents des années 1997 et 1998 peuvent verser leur cotisation jusqu'aux jours du vote, les 20 et 21 novembre. Mais la déperdition de militants reste réelle et on ne sait qui elle désavantage.

Pour l'heure, les candidats sont à la recherche des signatures nécessaires pour se présenter : il en faut au moins 1 650, réparties au minimum dans vingt fédérations. Aussi est-il vraisemblable que seuls cinq candidats, MM. Delevoye, Devedjian et Fillon, Michèle Alliot-Marie et Renaud Muselier, seront en mesure de se présenter.

Jean-Louis Saux



LeMonde Job: WMQ2409--0008-0 WAS LMQ2409-8 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:29 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0378 Lcp:700 CMYK

Martine Aubry précise les objectifs de dépenses de l'assurance-maladie

L'UDF dénonce une « présentation cosmétique »

LES ENVELOPPES d'évolution des dépenses de santé sont distribuées. Vingt-quatre heures après la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale (*Le Monde* du 22 septembre), Martine Aubry a précisé devant les députés, mercredi 22 septembre, la répartition de l'objectif national des dépenses d'assurance-maladie (Ondam) fixé, pour 2000, à 658,3 milliards de francs, en progression de 2,5 %. Transmis pour avis aux caisses, les taux d'évolution prévus sont de 2 % pour la médecine de ville, de 2,4 % pour les hôpitaux publics, de 2,2 % pour les cliniques privées et de 4,9 % pour le secteur médico-social.

L'HÔPITAL MIEUX LOTI

Bien que ce dernier secteur ait dépassé de 500 millions de francs ses objectifs 1999 (3,72 %), la ministre de l'emploi et de la solidarité, qui présentait devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale son avant-projet de loi de financement de la Sécurité sociale, a justifié cette hausse par les *« besoins pour les personnes âgées et handicapées »*. De même, si l'hôpital paraît mieux loti que les soins de ville c'est, a expliqué Mme Aubry, parce qu'*« il tient ses budgets »*.

La ministre a réagi aux critiques de députés de l'opposition qui lui reprochent de ne plus calculer la progression de l'Ondam à partir de l'objectif précédent, mais sur la base des dépenses réelles. Pour l'UDF, il s'agit là d'une *« présentation cosmétique »* des comptes. Jean-Luc Préel (UDF, Vendée) estime ainsi que l'évolution des dépenses n'est pas, au global, de 2,5 %, mais de 4 %. *« Afficher des objectifs dont nous savons pertinemment que nous ne les tiendrons pas n'a aucun sens »*, a lancé Mme Aubry. Pour les mêmes raisons, les 8,3 milliards de francs de déficit de l'assurance-maladie enregistrés en 1998 ne seront jamais rattrapés, ni même comptabilisés directement. Ce boulet sera supporté par l'Acoss, la « banque » de la Sécurité sociale, à charge pour elle d'emprunter auprès de la Caisse des dépôts, avant de rembourser avec de futurs excédents.

Isabelle Mandraud

Un rapport confidentiel alerte M. Strauss-Kahn sur la crise du système financier de l'Etat

Les dysfonctionnements porteraient sur des centaines de milliards de francs

Chargé d'une mission de réflexion sur la comptabilité de l'Etat, un haut fonctionnaire de Bercy, Jean-Jacques François, a remis ses conclusions à Dominique Strauss-Kahn. Selon *L'Expansion*, qui en a obtenu une copie, le rapport pointe de graves dysfonctionnements qui porteraient sur des centaines de milliards de francs. La gestion du parc immobilier ou encore des établissements publics sont notamment visés par l'étude.

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN a sur son bureau un rapport confidentiel particulièrement encombrant. A dire vrai, ce n'est pas lui qui a eu l'idée d'en passer la commande à un haut fonctionnaire de Bercy, Jean-Jacques François, mais son précédesseur, Jean Arthuis, ancien expert-comptable et obsédé par la modernisation des comptes publics (*Le Monde*, daté 28-29 juin 1998). Tout juste l'actuel ministre des finances a-t-il confirmé au chef de la « mission comptabilité patrimoniale » qu'il attendait de lui une étude cherchant à percer l'opacité des comptes publics. La demande a été exaucée au-delà de ses espérances : daté du 30 juin et révélé par *L'Expansion* du 23 septembre, le bilan, intitulé *« Le système financier de l'Etat en question : situation d'urgence ? »*, présente une vision accablante des finances publiques.

« Si rien est fait, il est très vraisemblable que l'Etat sera à échéance de 3 à 5 ans victime d'un système financier devenu archaïque et desservi par une gestion de l'information financière obsolète ou éclatée », met en garde l'auteur, qui apporte des preuves innombrables de l'opacité du système actuel.

M. François relève ainsi que les relations comptables entre l'Etat et les établissements publics (hors entreprises publiques) sont particulièrement obscures et que près de 120 milliards de francs d'actifs sont immobilisés dans ces établissements, sans que personne s'en soucie. Ce chiffre apparaît d'autant plus invraisemblable que les subventions versées par l'Etat à ces établissements atteignent *« 170 milliards de francs »* et que leur situation nette accusait un déficit de 19 milliards en 1996 et de 34 milliards en 1997.

Autre exemple, le rapporteur met en évidence que l'Etat dispose d'un parc immobilier, évalué entre 260 milliards et 450 milliards de francs, qui est géré en dépit du bon sens. Connaissant mal l'étendue de son patrimoine, et se préoccupant encore moins de l'entretenir, l'Etat risque d'enregistrer une *« perte totale sur dix ans de 60 milliards de francs »*. Une simple *« mise à niveau »* dans l'entretien du parc coûterait *« 5 à 6 milliards de francs par an »*. L'étude souligne encore que les créances et les dettes d'exploitation, mal appréhendées par l'Etat, avoisinent 200 milliards de francs.

Sur le long terme, M. François insiste sur le fait que les 1 800 milliards de francs de dépenses annuelles devraient être analysées *« selon une optique économique »*. Il pointe également que l'Etat n'a pas de vision claire de ses *« engagements »* ou de ses *« risques »* – il s'agit en particulier du paiement des retraites des fonctionnaires – alors qu'ils constituent une bombe à retardement : le rapport les évalue *« de 500 à 1 000 milliards de francs selon la définition retenue »*.

RELANCE DE LA CONTROVERSE

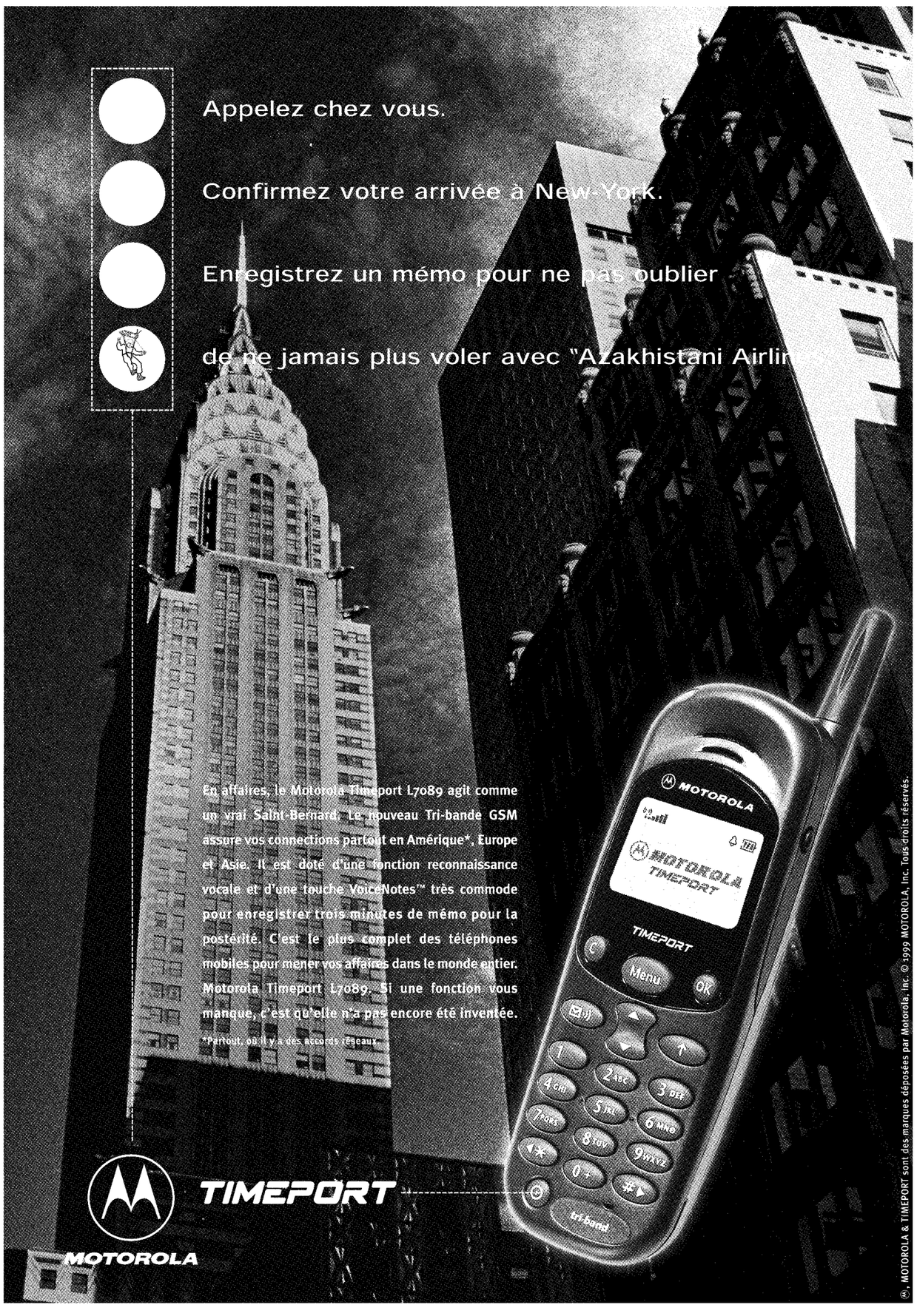
L'auteur pimente sa présentation des comptes calamiteux de l'Etat d'une remarque assassine : *« La mécanique administrative et financière de l'Etat ne fait pas figurer au premier rang de ses préoccupations la notion de bonne décision. (...) Quelles sont les "sanctions" et les "récompenses" d'une bonne ou d'une mauvaise décision financière ? Il n'y en a pas. Seules les fautes contre la régularité sont prévenues, recherchées, sanctionnées. »*

Ces constats relanceront la controverse sur les dysfonctionnements de l'Etat. Le débat est ancien. De longue date, les libéraux déplorent que la comptabilité de l'Etat ne soit guère plus sophistiquée que celle d'une épicerie, prenant en compte seulement les entrées et les sorties d'un exercice, mais sans vision de long terme. Pour remédier à ce travers, ils prônent donc que la gestion de l'Etat soit alignée sur celles des entreprises et que son système comptable s'apparente progressivement à un bilan, avec des amortissements, des provisions, etc.

Le clan des « républicains » observe, lui, de longue date, que la partielle cécité de l'Etat est le prix inévitable à payer pour que le système reste démocratique : en clair, pour que le Parlement garde ses prérogatives de décider des dépenses et de voter l'impôt, il ne saurait être question de remettre en cause le principe constitutionnel de l'annualité budgétaire.

Sans entrer de plain-pied dans ce débat, M. François cherche visiblement une voie moyenne puisqu'il ne recommande pas directement de mettre en œuvre une comptabilité patrimoniale, c'est-à-dire d'assimiler l'Etat à un agent économique ordinaire. Plus pragmatique, il suggère d'avancer vers *« une comptabilité décisionnelle »* permettant de responsabiliser davantage les agents de l'Etat.

Laurent Mauduit



Deux concurrents face à Jean Mattéoli au Conseil économique et social

CETTE FOIS, c'est officiel : trois candidats se disputeront, le 28 septembre, la présidence du Conseil économique et social. Outre Jean Mattéoli, président sortant, et André Roulet, questeur de cette Assemblée et trésorier de Force ouvrière, Jacques Dermagne, haute figure de l'ex-CNPF et patron de la branche professionnelle du commerce (CNC), a annoncé officiellement aux conseillers son intention de concourir (*Le Monde du* 14 août).

Dans sa déclaration de candidature, M. Dermagne souhaite que le Conseil soit le lieu d'un *« nouveau dialogue social »*, n'occultant *« aucune réalité, aucune sensibilité »*, et qu'il redevienne *« une assemblée qui se fasse entendre, celle de la société civile »*. *« Les retraites, c'est nous, la santé, c'est nous, la famille, c'est nous, le travail et la production, c'est nous, la tragédie de l'exclusion, c'est encore nous »*, écrit-il, plaidant plus loin pour que les études, avis et rapports du CES puissent devenir *« la source d'un nouveau contrat social »*.

LA CGT COURTISÉE

Appartenant à l'ancienne école contractuelle du CNPF, incarnée par Pierre Guillen et Yvon Chotard, ses deux *« pères spirituels »* ; gaulliste social adepte de la participation et de la troisième voie, M. Dermagne, est, depuis l'arrivée d'Ernest-Antoine Seillière à la tête de l'organisation patronale, en délicatesse avec l'équipe dirigeante, trop imprégnée, à son goût, de thèses ultra-libérales. *« L'enjeu du CES est particulièrement important*, explique t-il en privé, *car il n'y a plus, au Medef, de gens qui ont le sens politique des relations sociales. »* Il insiste pour que sa candidature soit présentée comme celle d'un individu et non comme celle du groupe des entreprises privées, dans lequel siègent, au CES, les représentants du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Le Medef l'a assuré de leur soutien, le groupe des entreprises privées devant être présidé, pendant la prochaine mandature, par Arnaud Leenhardt, ancien numéro un de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). Cependant, selon un accord de rotation tacite, l'animation de ce groupe aurait dû revenir aux chambres de commerce, qui pourraient être tentées de faire payer à M. Dermagne le non-respect de cet accord. Quant à l'appui annoncé par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), il doit être apprécié en tenant compte du fait que le président de cette dernière, Lucien Rebuffel, n'a de cesse de désigner son vis-à-vis du CNC comme son *« ennemi de classe »*, en raison de la présence de la grande distribution au sein de cette branche.

Grande distribution ou pas, M. Dermagne se dit assuré du soutien du très influent groupe des agriculteurs, après des contacts répétés avec Luc Guyau, président de la FNSEA. Les agriculteurs briguent la présidence de la commission conjoncture, et il semble qu'elle leur ait été promise par tous les candidats. Enfin, M. Dermagne peut compter sur l'appui de Nicole Notat et de la CFDT, malgré l'ire de Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui entendait rassembler les voix de toutes les confédérations sur son poulain. La CGT, elle, joue le jeu de l'unité syndicale en annonçant qu'elle votera pour le candidat de FO. Fait notable : pour la première fois de son histoire, la CGT ne présente pas de candidat, ce qui était, traditionnellement, sa façon de signifier son opposition à la culture de conciliation du Conseil économique et social.

Très courtisée, la confédération dirigée par Bernard Thibault est pratiquement assurée d'obtenir une vice-présidence pour son président de groupe, Gérard Alezard, ainsi que l'importante section du travail pour Lydia Brovelli. Cette section était présidée précédemment par Elisabeth Berger Suet – épouse de Patrick Suet, ancien conseiller d'Edouard Balladur à Matignon –, dont le mandat, au titre des personnalités qualifiées, n'a pas été renouvelé par Jacques Chirac.

Caroline Monnot

CONCOURS ADMINISTRATIFS
Préparations intensives
IRA 4 week-ends en oct/nov 1999
TACAA Tribunal Administratif et Cour Administrative d'Appel 5 week-ends en mars/avril 2000
ENI 5 week-ends en sep/oct 2000
IPESUP Enseignement supérieur privé
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris 01 43 25 63 30

LeMonde Job: WMQ2409--0009-0 WAS LMQ2409-9 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:52 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0379 Lcp:700 CMYK

Le PCF repousse son congrès de deux mois pour tenter d'apaiser les critiques de la « base »

Les communistes s'inquiètent du « socialisme moderne » de M. Jospin

Pierre Blotin, numéro deux du Parti communiste, a annoncé, mercredi 22 septembre, le report de quelques semaines du congrès du parti, initialement prévu en février 2000. Cette initiative est destinée à calmer les inquiétudes des militants sur la stratégie du PCF, leurs critiques sur son fonctionnement et leurs interrogations sur la politique du gouvernement.

POUR « MUTER », l'appareil communiste a besoin de temps. De plus de temps, sans doute, que ne l'avait imaginé Robert Hue. Pour « muter », les communistes doivent en avoir envie. Or, en ces temps troublés où le premier ministre dîne pendant *« quatre heures »*, chez lui, avec Daniel Cohn-Bendit – l'épisode a beaucoup marqué les militants –, où le responsable *« libéral-libertaire »* en sort en disant combien les *« vibrations »* entre eux ont été bonnes, où Lionel Jospin peut dire que *« ce n'est pas par la loi qu'on va réguler l'économie »* sans aucun blâme public de la Place du Colonel-Fabien, les militants ne veulent pas avoir le sentiment, comme lors de la constitution de la liste « Bouge l'Europe ! » aux élections européennes, que la messe est dite à l'avance.

C'est pour calmer ces impatiences que Pierre Blotin, numéro deux du PCF, a proposé, le 21 septembre, lors du bureau national hebdomadaire, de tenir le trentième congrès du 23 au 26 mars, à Martigues, au lieu du mois de février initialement prévu. *« Nous voulons déboucher sur un travail sérieux permettant aux communistes de prendre réellement les décisions qu'ils veulent prendre »*, a indiqué M. Blotin, le 22 septembre.

M. Blotin a aussi précisé que ce congrès ne s'ouvrirait plus sur une *« résolution-fleuve »* soumise aux amendements mais organisera la discussion autour de *« huit à dix »* textes. Leurs thèmes seront définis par les adhérents du PCF lors d'une *« consultation »* et entérinés lors de la prochaine réunion du Parti en comité national, les 25 et 26 octobre. Parmi les probables sujets retenus, les formes d'adhésion au Parti et l'organisation de structures parallèles *« à côté des cellules »* : *« Il n'est pas normal que l'on ne puisse pas adhérer aujourd'hui au PCF »*, a rappelé M. Blotin, *« puisqu'en effet on adhère à une cellule que l'on n'a pas choisie »*.

PAS DE CHANGEMENT DE NOM

Pour ne pas brusquer la « base », la direction semble avoir fait son deuil d'un changement de nom, envisagé de longue date (*Le Monde* du 23 octobre 1997). De même, M. Blotin a précisé qu'on ne discuterait pas au trentième congrès des statuts du parti, mais que l'on y définirait *« des principes qui seront codifiés le moment venu »*. Un second congrès de transformation, comme la direction l'avait envisagé avant les élections européennes (*Le Monde* du 15 juin), des *« assises »*, comme le réclament les refondateurs ? La Place du Colonel-Fabien est muette.

Les militants sont aussi invités à *« préciser le positionnement politique »* qu'ils attendent du PCF, *« force de contestation du nouveau capitalisme, force de proposition pour répondre aux attentes des Français, force de construction d'une alternative »*. Ils ont deux mois de plus que prévu pour le faire. *L'Humanité* du 23 septembre annonce brièvement la nouvelle, juste au-dessus d'une autre, moins bonne : Lionel Jospin se rendra au sommet des *« modernisateurs »* de la gauche européenne, avec MM. Blair, Schröder et Clinton. Une nouvelle concession au *« socialisme moderne »* ?

Devant tant d'incertitude, les communistes ont décidé, comme François Hollande, de *« juger les actes »*, a expliqué M. Gremetz, jeudi 23 septembre, sur RTL, alors que s'ouvrent les journées parlementaires des communistes à Sète *(lire ci-dessous)*. Les actes ? Les amendements acceptés sur le budget et la seconde loi sur les 35 heures des socialistes. Et puis peut-être, aussi, le nombre de grandes villes que le PS est prêt à céder aux communistes pour les élections municipales de 2001. Mieux vaut donc prendre son temps.

Ariane Chemin

Les députés communistes sont-ils « crédibles » ?

LOIN DES YEUX, mal au cœur. Georges Hage n'est pas à Sète (Hérault), jeudi 23 septembre, pour l'ouverture des Journées parlementaires communistes. Le député du Nord, doyen du groupe, est en voyage en Roumanie, avec des collègues de la commission des affaires étrangères. Mais, avant de partir, il a laissé une lettre à l'intention de ses camarades, à charge pour Alain Bocquet de la rendre publique. Un message au vitriol sur la *« commedia dell'arte »* du groupe communiste de l'Assemblée, que M. Hage écrit toujours avec un grand G.

M. Hage commence par rappeler l'explication de vote du 21 octobre 1997 sur la première partie de la loi de finances pour 1998. *« L'orateur énumère en trois ou quatre paragraphes très courts les quelques dispositions favorables de ce projet ; s'ensuivent une quinzaine de paragraphes truffés de critiques* (...), *pour conclure sous les quolibets de l'opposition au vote "pour" du Groupe. »* Le comble, poursuit M. Hage, est atteint lors du débat sur le projet de loi réformant l'épargne et la sécurité financière, présenté en mars par Dominique Strauss-Kahn. De service ce jour-là, Jean Vila (PC, Pyrénées-Orientales) n'en finit pas de tourner et de retourner les arguments « contre », les raisons « pour » et prescrit finalement... *« un vote d'abstention constructif ». « Rires et exclamations sur les bancs de l'opposition »*, note le compte-rendu du *Journal officiel*. La savante consigne n'est pas suivie par tous : sur les 35 députés communistes, 31 s'abstiennent, 4 – dont Georges Hage – ne participent pas au vote. *« Nous inventons alors un vote que j'ai appelé évasif, élusif, ne figurant pas au dictionnaire »*, écrit l'élu du Nord.

« Un tel mode de fonctionnement peut-il perdurer sans porter atteinte à la crédibilité politique du Groupe ? Et à notre fraternité ? », s'interroge-t-il. A Sète, les *« camarades »* auront de quoi méditer la question. A la veille du débat sur le projet de loi sur les 35 heures, l'un des leurs, Maxime Gremetz, ne cesse de répéter : *« Ce texte, nous voulons le voter, mais en l'état il est invotable. »*

Clarisse Fabre

La manifestation pour l'emploi divise les chevènementistes

LA MANIFESTATION pour l'emploi ne fait pas l'unanimité au Mouvement des citoyens. Le débat a fait irruption lors de la conférence de presse concluant la journée parlementaire du MDC, mercredi 22 septembre, à l'Assemblée nationale. Alors qu'un journaliste s'interrogeait sur les propos de Lionel Jospin, lors de sa prestation télévisée le 13 septembre, sur l'économie administrée, Jean-Pierre Michel (Haute-Saône) a déclaré, à la stupéfaction de ses camarades : *« Ce qui m'a frappé, c'est qu'un premier ministre appelle à manifester contre lui-même et son gouvernement ! S'il y a une manif en Haute-Saône, moi je n'irai pas ! Par cohésion avec le gouvernement. » « Moi, j'irai manifester »*, a aussitôt rétorqué Georges Sarre, député de Paris et président-délégué du MDC, qui devait discuter le jour même de cette initiative avec le PCF. *« Donc, s'il y a une manif, Jean-Pierre Michel ira certainement... »* a conclu M. Sarre.

DÉPÊCHES

■ **35 HEURES : la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale** a entamé, mercredi, l'examen du projet de loi sur les 35 heures. Après une discussion générale générale de trois heures, au cours de laquelle Yves Cochet pour les Verts et Maxime Gremetz pour le PCF ont réaffirmé que le projet n'était *« pas votable en l'état »*, huit amendements seulement – sur 600 – ont pu être examinés.

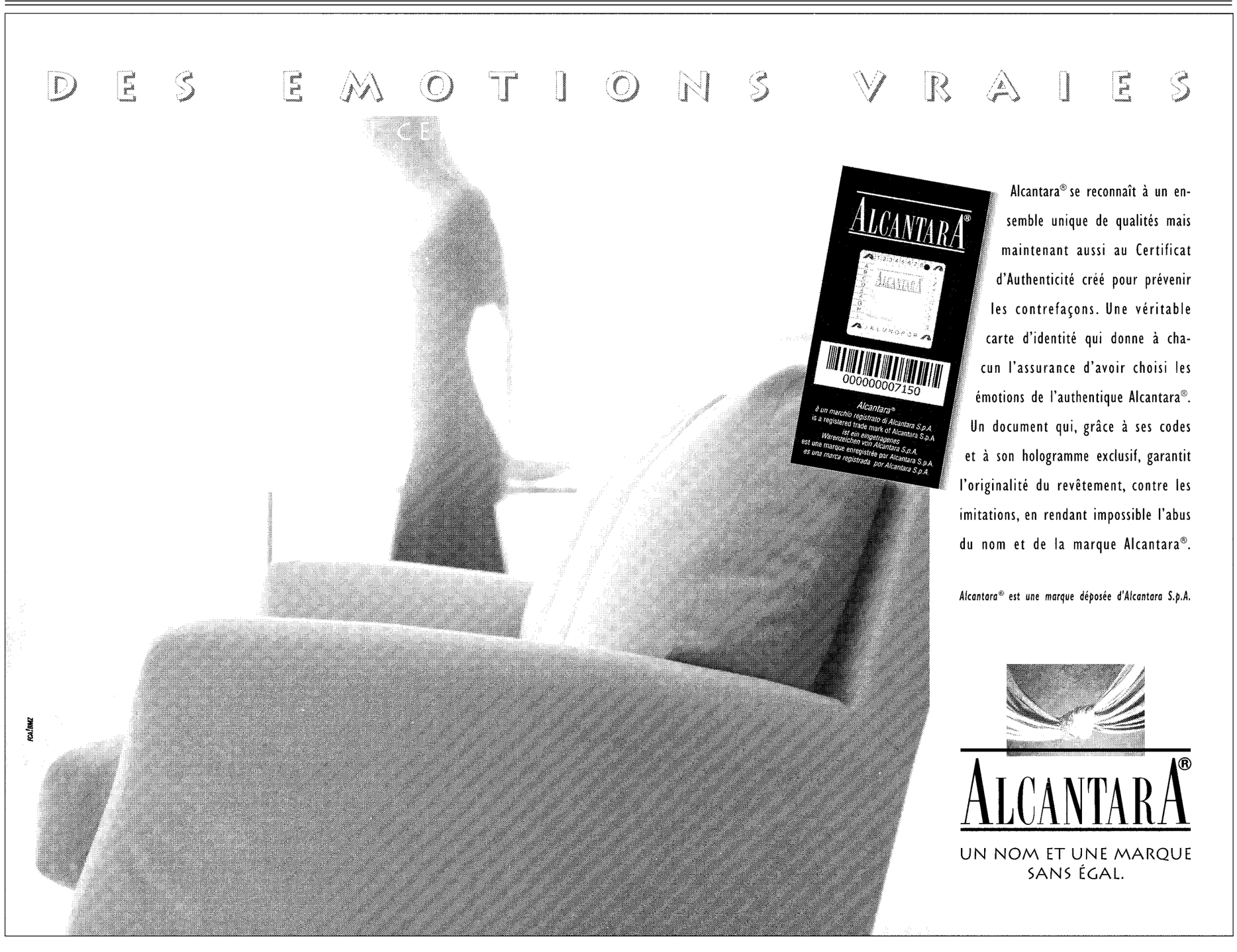
■ **NOMINATION : Lionel Jospin a procédé au renouvellement** des membres du Conseil d'analyse économique (CAE). Selon un arrêté publié jeudi 23 septembre au *Journal officiel*, plusieurs experts quittent le conseil : Michèle Debonneuil, Jean-Jacques Laffont, Jean-Jacques Rosa et Dominique Taddei. Annie Fouquet, directrice du centre d'études sur l'emploi, Fiorella Padoa-Schioppa, professeur à l'université de Rome, Thomas Piketty, du Cepremap, Jean Tirole, de l'université de Toulouse, Charles Wyplosz, professeur à Genève, et Laurence Tubiana, jusqu'ici chargée de mission à Matignon, entrent au CAE.

■ **AGRICULTURE : un accord sur le prix du lait a été conclu** entre le secteur de la distribution, les industries de transformation et les producteurs, a annoncé mercredi 22 septembre Jean-Michel Lemétayer, président de la Fédération nationale des producteurs de lait. La baisse de 5,4 centimes du litre décidée pour le troisième trimestre (par rapport à la même période de 1998) qui a provoqué cet été de nombreuses manifestations, devrait être ramenée à 3 ou 4 centimes pour les six prochains mois, grâce à la bonne tenue de la conjoncture des produits laitiers de grande consommation sur le marché français.

■ **COHN-BENDIT : le député européen, a reçu l'assurance** de Martine Aubry, ministre de l'emploi, mercredi 22 septembre, qu'il obtiendrait la nationalité française dans les six mois (*Le Monde* du 11 août).

■ **LYON : Anne-Marie Comparini estime** que *« Lyon a vocation à rester à l'UDF »*, alors que la campagne pour les élections municipales de 2001 a commencé à droite comme à gauche dans cette ville. Dans un entretien à *La Croix* du 23 septembre, après avoir salué le bilan du maire sortant Raymond Barre, la présidente (UDF) de la région Rhône-Alpes écarte l'hypothèse d'être elle-même candidate à la mairie : *« J'ai fait le choix de la région et je ne l'abandonnerai pas. »*

■ **FN : Jean-François Touzé, président du Parti national républicain (PNR),** a annoncé, mercredi 22 septembre, sa décision de retourner au Front national, qu'il avait quitté en 1989 pour *« désaccord avec la ligne radicale impulsée par Bruno Mégret au nom d'une conception ethnique de la nation »*. Ancien vice-président du CNI, M. Touzé avait adhéré quelques semaines, en 1999, à La droite de Charles Millon avant d'en être exclu pour avoir appelé à voter pour Jean-Marie Le Pen aux élections européennes.



LeMonde Job: WMQ2409--0010-0 WAS LMQ2409-10 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:51 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0380 Lcp:700 CMYK

HISTOIRE Des anciens combattants marocains affluent depuis quelques mois à Bordeaux, où sont gérés leurs dossiers, pour faire valoir leurs droits à une prestation supérieure à la retraite dérisoire que leur verse l'Etat français. La loi Chevènement de 1998 leur donne la possibilité de bénéficier du minimum-vieillesse, d'un montant de 3 500 francs. ● UNE APPLICATION tatillonne de cette disposition oblige ces anciens combattants de la seconde guerre mondiale et de la colonisation à résider en France, où ils s'entassent dans des foyers pour sans-abri. ● DE NOMBREUSES ASSOCIATIONS réclament que la France s'acquitte de sa dette envers eux en leur permettant de percevoir cette allocation dans leur pays. ● ITINÉRAIRES de deux de ces anciens combattants qui attendent à Bordeaux l'ouverture de leurs dossiers *(Lire notre éditorial page 17).*

D'anciens combattants marocains affluent pour faire valoir leurs droits

La loi Chevènement de 1998 leur ouvre la possibilité de bénéficier du minimum vieillesse, d'un montant supérieur à la pension de retraite dérisoire que leur versait la France depuis 1959. Des contrôles tatillons les contraignent à s'entasser à Bordeaux dans des foyers pour sans-abri

ILS SONT ASSIS sur les bancs qui longent le cours du Médoc, à l'ombre des platanes. Ils tuent le temps. On les voit errer en ville, un sac de plastique à la main avec leurs maigres affaires personnelles. Blousons en cuir trop large ou veste de pyjama enfilée à la va-vite sur une chemise, ils ont quitté à 8 heures le foyer d'urgence. Quelque 600 vieux Marocains ont ainsi investi la ville de Bordeaux dans l'espoir que la France reconnaisse leurs droits d'anciens combattants. Depuis quelques mois, leur nombre ne cesse de croître.

Tunis, Monte Cassino, la Provence, le Tyrol, puis l'Indochine, et même l'Algérie : ceux que l'on appelait les « goums » (en référence aux contingents militaires levés dans les tribus en Algérie) ont connu toutes les batailles sanglantes de la seconde guerre mondiale et de la décolonisation. Envoyés au front, la plupart d'entre eux ont une citation à l'ordre militaire, une médaille, voire la Légion d'honneur. Au pays, ils ne touchent qu'une pension d'un montant dérisoire versée par l'Etat français depuis que le Parlement a voté, en pleine vague de décolonisation, la *« cristallisation »* en novembre 1959.

Le 26 novembre 1959, le Parlement transformait les pensions, rentes et allocations payées par l'Etat français aux militaires et anciens combattants de l'Union française, en indemnités annuelles calculées sur la base des tarifs en vigueur à la date de l'indépendance de chaque pays. Les sommes, jusque-là indexées sur le coût de la vie, ont été gelées.

La retraite militaire, destinée à ceux qui ont passé quinze ans dans l'armée, vaut ainsi 2 500 francs pour un ancien combattant français, mais seulement 673 francs s'il est guinéen et tout juste 400 s'il est originaire de Tunisie ou du Maroc. Il en va de même pour la pension d'invalidité : un invalide à 100 % reçoit à Paris 4 081 francs de pension mensuelle, mais seulement 1 500 F à Dakar et 500 F à Tunis. Alors, faute d'une retraite décente, les anciens goumiers sont venus chercher le RMI, dès 1989, puis, depuis un an, le minimum vieillesse auquel ils ont droit.

Depuis le mois de mai, le nombre d'arrivants ne cesse d'augmenter. Alors qu'on dénombrait 79 arrivants pour l'ensemble de l'année 1998, ils étaient 89 pour les seuls trois mois d'été (juillet, août et septembre). Le dispositif mis en place par l'Entraide protestante, chargée par la DDASS de l'accueil des anciens combattants marocains, est saturé : *« Nous avons dû en héberger dans un foyer d'urgence de sans-abri. Depuis le mois d'août, nous avons 28 personnes en chambre d'hôtel. Nous avons alerté les autorités préfectorales dès le mois de mai, mais rien ne bouge. Il faut trouver une solution durable »*, explique Hélène Lapeyre, chef de service à l'Entraide.

Les premiers anciens combattants ont commencé à arriver en 1989 à Bordeaux, où se trouvent les archives des anciens combattants marocains. Cette année-là, le gouvernement instaure le revenu minimum d'insertion (RMI). Leur carte de combattant leur donnant droit à une carte de résident, ils peuvent percevoir cette allocation, sous réserve de résider en France.

DRAME HUMAIN

Avec 2 429 francs mensuel, les distributions de nourriture et de vêtements, ces vieux soldats pouvaient survivre tout en nourrissant leur famille au pays. Logés dans des foyers, ils passaient de 3 à 6 mois en France pour le règlement de leur dossier avant de repartir au village. Avec l'indulgence des services sociaux, leur obligation de résidence n'était plus permanente.

Depuis un an, finis les allers et retours. La loi du 11 mai 1998, dite loi Chevènement, leur a ouvert le droit à l'allocation dite « minimum vieillesse » d'un montant de 3 540 francs. Mais leur présence est plus sévèrement contrôlée : il leur faut se plier aux contrôles de la Caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du dossier. *« On a inversé la logique de l'aide : il faut maintenant qu'ils restent neuf mois en France pour avoir le droit de rentrer l'été au pays ! Du coup, ils deviennent à 70 ans un phénomène de migration »*, estime Mohamed Fazani, directeur de l'Association régionale des Tunisiens de France. Gonflée par un arrivage continu, la situation s'est tendue à Bordeaux. Et les associations tirent toutes la sonnette d'alarme.

A l'Entraide protestante, l'amertume point : *« On nous donne des subventions, mais on a l'impression que l'Etat attend qu'ils s'éteignent »*, assure le pasteur Olivier Bres. *« J'ai vu des papys pleurer dans mon bureau parce qu'ils n'en pouvaient plus de ne pas voir leur femme et leurs enfants. C'est un vrai drame humain que de voir ces vieux messieurs, fatigués, malades, être obligés de venir ici pour réclamer une reconnaissance de la France »*, s'indigne Rachid Farahi, responsable du suivi social pour la Sonacotra. Pour les anciens combattants français, cette absence de reconnaissance du sang versé est incompréhensible. *« C'est profondément injuste que ces gars qui se sont battus pour la France n'aient pas droit à une retraite décente »*, s'emporte Adrien Claude Tisné, président de l'union départementale des associations d'anciens combattants de Gironde.

La DDASS elle-même reconnaît qu'il faut trouver des solutions *« décentes »* et que l'envoi au pays d'une allocation équivalente à la pension de Djibouti – la plus élevée – ou au RMI coûterait probablement moins cher que toutes les aides aujourd'hui mobilisées.

Une solution que prône depuis longtemps Gilles Savary, député européen (PS). *« Il faut trouver un consensus en leur versant chez eux leur droit à la retraite décristallisé. Je ne comprends pas le blocage du gouvernement, on ne devrait pas monnayer cette reconnaissance »*, insiste l'ancien vice-président du conseil régional. Pour l'actuel secrétaire d'Etat aux anciens combattants, il n'est pas question de décristalliser. Le coût de la mesure, estimé à un milliard de francs, est trop élevé. Mais Jean-Pierre Masseret a assuré, lors de sa visite à Bordeaux le 9 avril, qu'il travaillait à des mesures financières dans le projet de loi de finances 2000. Une évaluation du pouvoir d'achat des pensions actuelles dans les différents pays a démontré que les deux pays les plus défavorisés étaient la Tunisie et le Maroc. Une mesure d'*« harmonisation »* des valeurs des pensions entre les différentes anciennes colonies serait envisagée.

Sylvia Zappi

« La seule fierté qui me reste : avoir combattu sous le drapeau français »

DANS le long couloir blanc du « Petit trianon », ancienne résidence pour personnes âgées prêtée par la mairie de Bordeaux, le vieil homme traîne ses pieds enflés dans des tongs, appuyé sur une canne. Un turban blanc sur sa tête altière, il sort sa pochette en plastique. A l'intérieur, sa seule richesse : sa carte d'ancien combattant et ses états de service dans les troupes françaises pendant la deuxième guerre mondiale. Voici quarante-cinq jours que Mohammed Zouita a débarqué à la gare routière de Bordeaux après trois jours de voyage dans un bus dans l'espoir de *« faire valoir ses droits »*.

PROCÈS

Calmement, ce paysan âgé de soixante-dix-sept ans, aujourd'hui aveugle, égrène *« ses »* batailles. Engagé à seize ans comme volontaire en trichant sur son âge – *« il y avait la misère au village »* –, il se retrouve à Marseille dans le 64e régiment d'artillerie. Avec d'autres RTM (régiments de tirailleurs marocains), la troupe est envoyée à Verdun puis en Belgique. *« On devait pousser dans la neige les canons tirés par des chevaux »*, se souvient-il. Sur le front, sa troupe bat en retraite. Après des jours d'errance – *« j'ai mangé des racines pour survivre »* – il est être fait prisonnier par les Allemands, et passera cinq ans à la prison de Laval. Libéré après neuf ans d'armée, le tirailleur refusera de partir en Indochine.

Ces neuf années, il ne peut accepter que la France les ait oubliées. *« C'est ma seule fierté qui me reste d'avoir combattu sous le drapeau français. Nous les Marocains, on était tous des bons soldats »*. Il a laissé sa femme, ses sept enfants à Taounate dans le Rif. Aujourd'hui, il attend sa carte de séjour. Ensuite, il pourra constituer son dossier de demande de minimum vieillesse.

C'est aussi le parcours qu'a suivi Amar Mellouk voici trois ans. A soixante-treize ans, cet ancien tailleur de Taza, survit dans sa chambre de 7 m² du foyer Médoc. Les photos sont épinglées sur le pauvre mur de la chambre. Femme, enfants, petits-enfants – *« pas tous, je n'ai pas la place »*, souligne ce père de dix enfants et grand-père de quinze. Comme deux cents autres anciens combattants marocains, il attend tous les mois ses 2 429 F de RMI. *« Je savais depuis 1989 que je pouvais le toucher, mais je ne voulais pas : j'ai toujours voulu rester au pays. C'est difficile d'arriver dans un pays qu'on ne connaît pas »*, explique-t-il. Voici trois ans, sa femme est *« tombée malade »* : diabétique, elle devait subir une opération du cœur. Coût : 150 000 francs. *« On avait tout juste de quoi manger, alors payer... »* M. Mellouk a emprunté, beaucoup, et doit maintenant rembourser. *« Je suis venu chercher l'argent ici »*, glisse-t-il pudiquement. Sa première idée est de la faire opérer en France. Sans logement ni ressources suffisantes pour prétendre au regroupement familial, sa demande de visa est rejetée. *« J'ai tout essayé, même d'écrire au président Chirac. Il m'a répondu, mais pour me dire non »*.

Sans révolte, Amar Mellouk ne comprend pas. Pourquoi, lui qui, en tant qu'infirmier, a assisté la femme du médecin du 8e régiment d'artillerie, n'a pu à son tour faire soigner la sienne avant de rentrer au pays. Il avait à peine dix-huit ans quand il s'est engagé dans le 5e régiment de tirailleurs marocains, la première armée levée par le général de Gaulle. Belfort, l'Alsace, l'Autriche puis le Cantal et l'armistice à Marseille avant de débarquer à Meknès. Cinq années d'une sale guerre dont il est fier. Aujourd'hui il touche 275,74 francs par semestre comme ancien combattant.

Mais à Bordeaux, *« on est là comme des prisonniers »*. Dès qu'il le peut, quand les *« papiers »* le laissent en paix – déclaration à la caisse d'allocations familiales, fiche d'état civil pour l'appel, loyer... –, il rentre. Parfois en trichant avec l'obligation de résidence : *« ma femme a besoin de moi et moi j'ai besoin de la voir. C'est la base. On ne peut pas jeter tout ça »*. Pourtant malgré la solitude et la tristesse, il n'a pas le choix. *« Tant que Dieu me permettra de faire des allers et retours, je viendrai »*.

S. Z.

LeMonde Job: WMQ2409--0011-0 WAS LMQ2409-11 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:57 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0381 Lcp:700 CMYK

La loi Chevènement ouvre un accès au minimum vieillesse

EN CHERCHANT à parfaire l'égalité entre Français et étrangers pour l'accès aux droits sociaux, la loi Chevènement de 1998 aurait-elle un effet pervers ? C'est la question qui se pose face à un phénomène de migration qui touche les anciens combattants marocains. Si le phénomène demeure marginal – 600 anciens combattants marocains ont franchi la Méditerranée pour réclamer le versement du minimum vieillesse –, ils sont près de 9 000 prétendants potentiels pour le seul Maroc. L'Algérie, qui fut la principale terre de recrutement militaire, ne connaît pas ce mouvement de retour : la politique de visas imposée par la France a pratiquement bloqué toute demande.

Depuis l'instauration du RMI en 1989, les ex-tirailleurs marocains, bénéficiaires de plein droit d'une carte de dix ans, avaient droit au revenu minimum d'insertion (RMI). Ils bénéficiaient de l'allocation personnalisée au logement (APL) et de l'aide médicale gratuite. En instaurant le principe de l'égalité de traitement entre Français et étrangers en matière de prestations non contributives, la loi Chevènement leur donne dorénavant accès au minimum vieillesse avec une condition de résidence effective en France plus sévèrement contrôlée.

Voulant remédier aux injustices de l'ancienne législation qui interdisait aux vieux travailleurs immigrés de toucher une pension d'invalidité ou de vieillesse au pays, et les dissuadait de rentrer au pays, la loi a supprimé la condition de résidence pour demander la liquidation de sa pension de vieillesse. Dans le même esprit, le texte a instauré une carte de séjour portant la mention *« Retraité »*, qui permet à son titulaire de s'établir dans son pays d'origine tout en conservant le droit de revenir périodiquement en France. Les anciens combattants étrangers n'ayant pas droit à une retraite décente dans leur pays, ce dispositif attire nombre d'anciens goumiers : avec 3 540 francs mensuels d'allocation vieillesse (le salaire minimum au Maroc équivaut à 900 francs), on peut faire vivre une famille.

S. Z.

L'observatoire des discriminations raciales se réunit pour la première fois

Sa mise en place s'est heurtée à des querelles de chapelle et à des choix de personne

La première réunion du *« groupe d'étude sur les discriminations »*, créé par Martine Aubry il y a presque un an, doit avoir lieu vendredi 24 septembre. Il devrait être dirigé par Jérôme Guedj, inspecteur général des affaires sociales et vice-président (PS) du conseil général de l'Essonne. Des observateurs craignent que la composition de cet organisme ne nuise à son autonomie face aux services de l'Etat.

LA LUTTE contre les discriminations raciales avancera symboliquement d'un pas, vendredi 24 septembre. Ce jour-là se réunit pour la première fois le conseil d'administration du « groupe d'étude sur les discriminations » (GED), l'observatoire créé par Martine Aubry pour engager la lutte contre un fléau qui décrédibilise la promesse républicaine de l'égalité et compromet l'intégration des populations perçues comme étrangères.

La réunion de vendredi devrait entériner le choix ministériel de Jérôme Guedj, inspecteur général des affaires sociales, vice-président (PS) du conseil général de l'Essonne chargé des affaires sociales et militant de la gauche socialiste, pour diriger le GED, une instance qui associe des représentants des administrations – majoritaires – à des acteurs syndicaux, patronaux et associatifs et à des chercheurs. Ces derniers seront réunis dans un « conseil d'orientation » dont la responsabilité est confiée au sociologue Philippe Bataille, dont les travaux pour la CFDT sur le racisme dans le monde du travail, publiés en 1997 (Le Seuil) ont contribué à lancer le débat en France.

Il aura fallu presque un an pour que l'annonce faite par Martine Aubry en conseil des ministres connaisse un début de réalisation. Une année au cours de laquelle les querelles de chapelle et les dosages politico-syndicalo-associatifs ont davantage mobilisé les énergies que les questions de fond. Derniers événements en date : le non-renouvellement par la ministre du mandat de Thierry Tuot, directeur du Fonds d'action sociale pour les immigrés (FAS), qui portait le projet à bout de bras, et la mise à l'écart de Nourredine Boubaker, directeur de l'action sociale au FAS, chargé de la mise en place de l'observatoire et explicitement promis à sa direction.

Ces choix de personnes ont semé la consternation chez des membres du Groupe de réflexion et d'initiative sur les discriminations (GRID), association où se retrouvent les chercheurs et les responsables associatifs à l'origine de l'idée d'observatoire. Certes, ils ont obtenu de siéger dans son conseil d'administration, mais certains craignent que leur rêve d'une instance indépendante capable de bousculer les administrations et de mobiliser l'opinion ne résiste pas à des choix structurels dictés, selon eux, par la volonté de l'Etat d'assurer sa prééminence. *« Une partie de notre projet se réalise*, admet Kamel Jendoubi, président du GRID, *mais nous avons le sentiment d'avoir été floués : nous avions conçu un organisme autonome capable de mettre en cause le fonctionnement de certains services publics, d'être en prise avec les acteurs sociaux. A la place, on nomme un énarque comme directeur et on le fait siéger face à neuf ministères, avec un conseil d'orientation composé à 98 % de chercheurs et donc coupé du monde associatif et de la vie locale. Toutes les conditions sont remplies pour qu'il ne se passe rien ! »*

Des critiques que réfute vigoureusement Jérôme Guedj, le premier directeur de l'observatoire : les inspecteurs généraux des affaires sociales *« ne sont pas connus pour être tendres avec les administrations contrôlées »*. Et il rappelle ses états de service : élu local, membre de la commission Weil qui a préparé la réforme des lois sur l'immigration et rapporteur du Haut Conseil à l'intégration qui, voici un an, a préconisé la création d'une « autorité indépendante » habilitée à recevoir les plaintes individuelles. Cette hypothèse plus ambitieuse, repoussée à titre personnel par M. Guedj, a été défendue par le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey dans le rapport remis à Martine Aubry en avril, puis finalement repoussée par cette dernière.

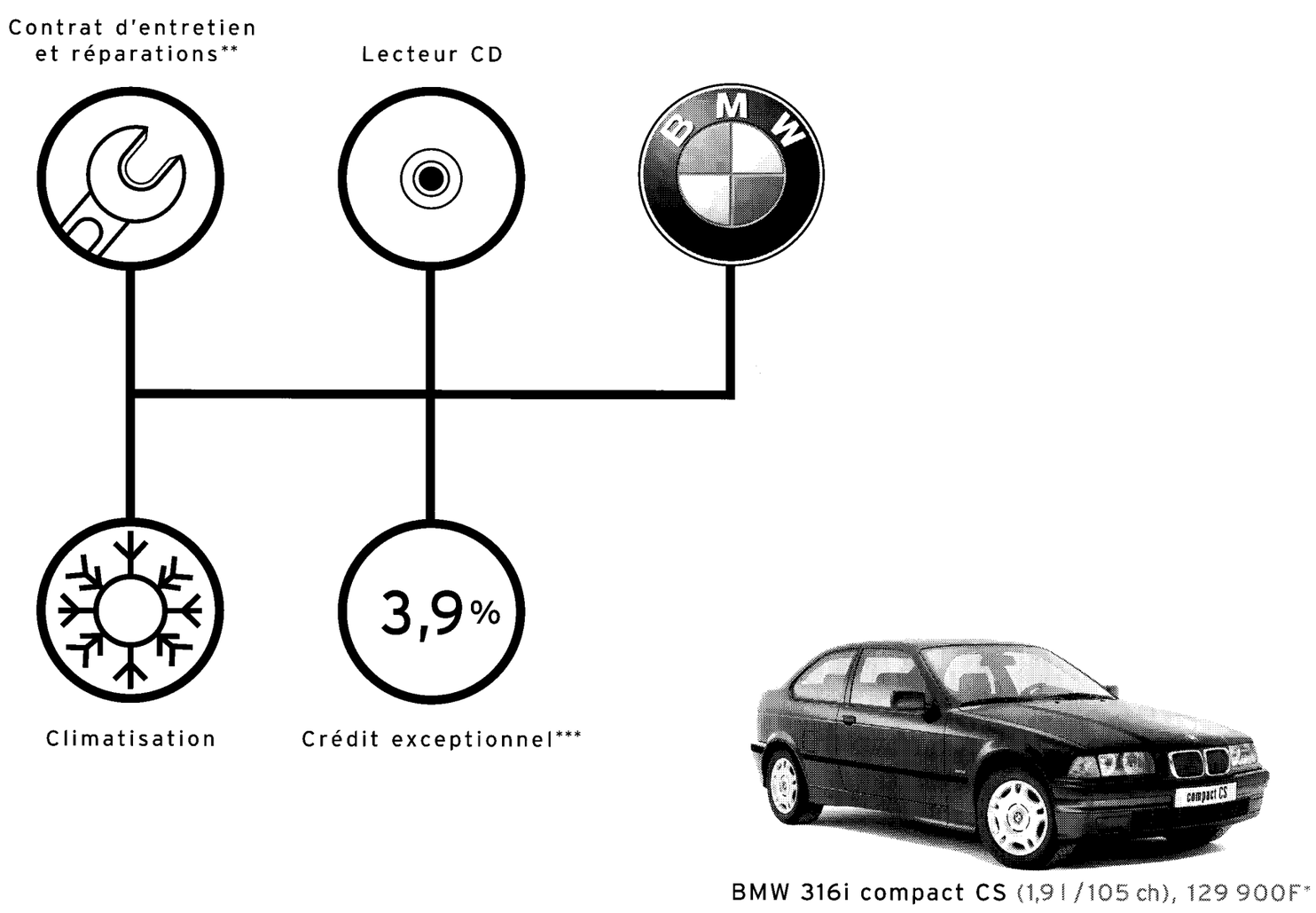
« L'Etat et les élus doivent assumer leurs responsabilités et non confier aux seuls experts la solution des questions sensibles, estime M. Guedj. *Ne confondons pas observation et traitement des discriminations : à partir des travaux de l'observatoire, les politiques décideront. »* Le nouveau directeur annonce que son mandat consiste à *« aller titiller les administrations, qui le demandent d'ailleurs »* et définit l'observatoire comme *« une caisse de résonance pour les syndicats et le mouvement social »*, se disant convaincu que *« la société mobilisée fait mieux avancer les choses qu'un chef de bureau »*. Cofondateur de la Fondation Marc-Bloch, proche des « nationaux républicains », il pense que *« l'intransigeance sur les principes républicains n'est pas contradictoire avec une réflexion sur la réalité de leur exercice »*, qu'il faut *« sortir d'une approche incantatoire de l'intégration »* et qu'il n'est *« pas exclu de déboucher sur une autre conception de l'intégration à la française »*.

> « Ne confondons pas observation et traitement des discriminations »
>
> **Jérôme Guedj**

Philippe Bataille, de son côté, a constitué une équipe de dix-sept chercheurs qui doivent servir de poil à gratter de la nouvelle institution. *« On sait qu'il existe des discriminations mais on ignore largement comment elles fonctionnent, quelles sont les catégories visées. Il faut affiner les analyses avant d'agir »*, explique-t-il, *« il faut sortir du débat idéologique sur l'intégration pour repérer et analyser les blocages concrets de la société française »*. Il souhaite que l'observatoire soit le *« fer de lance de cette nouvelle démarche qui remet en cause aussi bien la stratégie des associations antiracistes que l'attitude des institutions proches de l'Etat »*.

Le décor est planté mais l'observatoire est encore loin de pouvoir fonctionner. Le peu de place réservé aux syndicats et aux associations antiracistes dans le conseil d'administration a suscité de telles aigreurs qu'aucune nomination n'a été annoncée, susceptibilités obligent. L'instance dirigeante, quasiment réduite aux représentants de l'Etat, n'est donc pas près de lancer ses travaux, même si ses responsables promettent de modifier les statuts *« avant la fin de l'année »* pour élargir les instances. Le groupe d'études sur les discriminations qui devait fonctionner *« sans attendre »* dès octobre 1998 pourrait entrer dans le vif du sujet.

Philippe Bernard



BMW 316i compact CS (1,9 l / 105 ch), 129 900F*

Equipements de série : ABS, antipatinage électronique, coussin de sécurité gonflable, 7 cv fiscaux. * Prix maximum conseillé au 08/07/99 AM2000. Consommations norme CEE pour 100 km : 5,8 l. hors agglomération, 10,8 l. en agglomération, total 7,6 l. Émissions de CO_2 : 183 g/km. **Offre valable chez tous les Concessionnaires et Agents BMW en France pour 24 mois et/ou 30 000 km (limitée au premier des deux termes atteint) pour l'achat d'une BMW Série 3 compact CS AM 2000. Il comprend : l'extension de garantie au-delà du 12e mois, les opérations de vidange et d'inspection, le remplacement des pièces d'usure (plaquettes et disques de frein, embrayage, échappement, amortisseurs...) les appoints d'huile moteur entre deux vidanges. *** Crédit à 3,9 % de 12 à 36 mois sans apport. Exemple sur 36 mois par tranche de 10 000 F empruntés : 36 mensualités (hors assurance facultative) de 294,80 F, TEG annuel de 3,9 %, TEG mensuel de 0,325 %. Coût total du crédit : 612,80 F, coût total de l'achat à crédit : 10 612,80 F. Offre de crédit valable pour l'achat d'une 316i compact CS neuve à 129 900 F commandée et livrée avant le 31 décembre 99. Sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 170 000 000 F. RCS VERSAILLES B 343 606 448. Crédit minimum : 50 000 F. Pour connaître le détail et les conditions d'application du contrat national d'entretien et de l'offre de financement, veuillez consulter votre concessionnaire BMW.

LeMonde Job: WMQ2409--0012-0 WAS LMQ2409-12 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:54 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0382 Lcp:700 CMYK

La gestion des enseignants remplaçants menace le « zéro défaut » de Claude Allègre

Dans certaines académies, les premiers congés-maladie ne pourront pas tous être remplacés

Une manifestation a réuni environ deux cents enseignants remplaçants « mal nommés », mercredi 22 septembre, à Paris. Selon le SNES, ces « titulaires sur zone de remplacement » sont 24 000. Certains assurent un service complet ou partiel d'enseignement mais d'autres meublent les heures qu'ils doivent à l'éducation nationale en encadrant des sorties ou en assurant la maintenance du matériel informatique.

DES ENSEIGNANTS titulaires appelés à remplacer des aides-éducateurs pour encadrer des élèves, il fallait y penser. C'est pourtant ce qui arrive, depuis la rentrée, à certains professeurs nouvellement nommés. Sommée de satisfaire au slogan du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre – *« pas de classe sans enseignant »* –, la machine scolaire connaît un rodage difficile.

Quelque deux cents représentants de ces enseignants remplaçants *« mal nommés »* ont manifesté, mercredi 22 septembre à Paris, à l'appel du SNES. Catherine, professeur d'économie-gestion, rattachée dans un lycée de Brignoles (Var), s'est vu proposer d'aider le proviseur adjoint à traiter les résultats des évaluations de seconde, puis d'assurer la maintenance du matériel informatique de l'établissement. *« On cherche à tout prix à nous occuper*, raconte-t-elle. *Mais, moi, je veux des heures de cours et des classes. Je n'ai pas passé le concours pour changer les cartouches d'encre des imprimantes. »*

A d'autres, on a demandé de couvrir les livres au centre de documentation, d'occuper les élèves par des *« conférences »* lors de l'absence imprévue de l'un de leurs collègues, d'assurer des heures de soutien, d'encadrer une sortie au musée ou d'enseigner dans une autre discipline que la leur. Certains jonglent avec des emplois du temps élastiques, répartis entre deux ou trois établissements, ou se plaignent d'avoir à effectuer chaque jour, sans être défrayés, plusieurs centaines de kilomètres pour rejoindre leur lycée. D'autres, enfin, sont directement contactés par des chefs d'établissement pour venir délivrer quelques heures d'enseignement, ordre démenti quelques jours plus tard par le rectorat, qui les affecte ailleurs.

Le volapük de l'éducation nationale désigne ces personnels sous le sigle TZR : titulaires sur zone de remplacement. Ils se qualifient déjà eux-mêmes de *« zonards »*. Ces enseignants se substituent pour la première fois aux anciens titulaires académiques et aux remplaçants, qui garantissaient au système une certaine souplesse. Ils peuvent effectuer des remplacements à l'année, comme les anciens titulaires académiques, mais aussi, dans le cas des enseignants nouvellement nommés, être appelés, sans l'avoir demandé, à enseigner seulement quelques mois ou quelques jours.

Très attendu, le décret « relatif à l'exercice des conditions de remplacement dans les établissements du second degré » est paru au *Journal officiel* du 21 septembre. Il précise qu'entre deux remplacements, *« les personnels enseignants peuvent être chargés, conformément à leur qualification, d'assurer des activités de nature pédagogique dans leur établissement de rattachement »*. Une définition encore trop floue, se plaint le SNES. Une note de service explicative doit compléter le texte dans les prochains jours. Le ministère s'est aussi engagé à rappeler les recteurs à l'ordre sur les conditions d'emploi des remplaçants. En attendant, chaque académie a depuis la rentrée utilisé ses TZR comme elle l'entendait, pour parer aux besoins les plus urgents.

« PAS DE CLASSE SANS ENSEIGNANT »

Parmi les 24 000 remplaçants recensés par le SNES, les deux tiers seraient actuellement affectés à demeure dans des collèges et lycées : 44 % enseignent dans un seul établissement, 17 % dans deux, 3 % dans trois. Ils y assurent un service complet ou partiel d'enseignement, afin de garantir le *« pas de classe sans enseignant »* promis par le ministre. Le tiers restant des remplaçants, 8 600 environ, se trouve en situation « de rattachement administratif » sur un collège ou sur un lycée : ils représentent désormais le vrai vivier d'enseignants prêts à boucher les trous après les départs en congé maladie ou en formation.

En attendant, ils meublent les heures qu'ils doivent à l'éducation nationale comme ils peuvent. Les chefs d'établissement répugnent en effet à leur confier des classes, sachant qu'ils seront, dans les prochains jours, happés par leurs premiers remplacements. Cette organisation fait cependant peser un doute sur la capacité du système à assurer les demandes de remplacements, traditionnellement nombreuses dès octobre. *« Nous avons là une bombe à retardement »*, pronostique un fonctionnaire du ministère. Le vivier des remplaçants est d'ores et déjà asséché dans les disciplines qui souffrent d'un manque chronique d'enseignants titulaires, comme les sciences de la vie et de la terre, l'anglais, l'espagnol, les sciences physiques, les lettres classiques.

Dans les académies d'Amiens, Grenoble, Nantes, Paris ou Versailles, on sait d'ores et déjà que les besoins de remplacements habituels de l'année scolaire ne seront pas couverts. Le vrai bilan de la déconcentration de la gestion des enseignants se mesurera donc avec l'arrivée des premières grippes. Pour l'heure, les rectorats recrutent au coup par coup des maîtres auxiliaires ou des contractuels. Comme l'an dernier, 2 500 personnes pourraient être ainsi embauchées en appoint. *« Le zéro défaut, ce n'est pas pour cette année »*, concluent enseignants et chefs d'établissement.

Nathalie Guibert et Stéphanie Le Bars

***Lire aussi notre dossier sur l'école en crise dans* « Le Monde des livres »**

Un policier détenu à Fresnes accuse les surveillants de brutalités

GAËL LE PINIC, un policier incarcéré dans le cadre d'une affaire de trafic de stupéfiants à la maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne), a-t-il été victime de brutalités de la part de surveillants ? Une plainte contre X a été déposée, mardi 21 septembre, par son avocat, Thibault de Montbrial, au tribunal de grande instance de Créteil, pour *« coups et blessures volontaires avec armes par fonctionnaires ayant autorité »* et *« mise en danger d'autrui et incitation au suicide »*. Une enquête administrative interne a été déclenchée à la maison d'arrêt où le policier, un gardien de la paix affecté à la brigade de recherche et d'intervention de la préfecture de police de Paris, a été placé en détention provisoire le 12 juillet.

Les faits allégués remontent au jeudi 9 septembre. Le détenu revient du centre hospitalier de la prison où il a passé deux jours, après avoir tenté de se sectionner l'index gauche. Un incident l'oppose en début de matinée à un surveillant qui, d'après les déclarations de Gaël Le Pinic, lui refuse la possibilité de prendre une douche, et le pousse sans ménagement dans sa cellule. En signe de protestation, le détenu déchire sa carte d'identification. Selon la version rapportée dans la plainte, le surveillant aurait alors pratiqué un étranglement au cou de Gael Le Pinic, et l'aurait plaqué au sol, avant d'appeler ses collègues à la rescousse.

« RÉBELLION »

Le policier aurait été roué de coups, frappé à coups de clefs, et traité de *« sale flic »*, de *« pourri »*, avant d'être conduit au quartier disciplinaire. Une fois au *« mitard »*, le détenu a tenté de se pendre avec son pantalon. Il a été sauvé par l'intervention d'un surveillant et transféré à l'hôpital, d'où il est sorti mardi 21 septembre.

A l'appui de cette version, l'avocat du policier produit un certificat médical en date du 9 septembre, dans lequel un médecin exerçant à Fresnes a pu constater quatre types de lésions, sans toutefois déceler de fractures. Le praticien avait prescrit l'hospitalisation du détenu en raison d'une blessure à l'oreille gauche, et de la possibilité d'un traumatisme crânien qui aurait entraîné la perte de connaissance provisoire dont se plaignait Gaël Le Pinic. *« Les premiers éléments laissent apparaître un très grave dysfonctionnement dans l'attitude d'une partie du personnel de surveillance à l'encontre de mon client,* estime Thibault de Montbrial. *Je regrette d'autre part qu'il ait fallu douze jours pour obtenir des informations précises sur ce qui s'était passé le 9 septembre. » « Si les faits sont vérifiés, ils sont d'une extrême gravité,* a déclaré de son côté Gérard Boyer, le secrétaire général du syndicat de police Alliance, auquel Gaël Le Pinic est adhérent. *Nous nous réservons d'ailleurs le droit de déposer à notre tour une plainte. »*

A Fresnes, selon une source informée, des responsables de la maison d'arrêt contestent la version de violences exercées à l'encontre du détenu. Ils estiment que l'usage de la force à l'encontre de Gaël Le Pinic a été normale, puisqu'il était en *« rébellion »*. Ils avancent par ailleurs que les blessures constatées, qui ont occasionné une incapacité temporaire de huit jours, proviennent de sa tentative de suicide, et non de brutalités commises par les surveillants. Le juge d'instruction de Créteil, Eric Halphen, en charge de l'enquête sur le trafic de stupéfiants dans lequel est poursuivi le policier, a demandé son transfert vers un autre établissement pénitentiaire de la région parisienne.

Pascal Ceaux

Une peine de prison ferme requise contre un responsable scientologue

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Le procureur-adjoint Danièle Drouy-Ayral a requis, mercredi 22 septembre, devant le tribunal correctionnel de Marseille, trois ans de prison, dont dix-huit mois ferme, et 200 000 francs d'amende contre le scientologue Xavier Delamare, quarante-deux ans, ancien directeur des centres de dianétique de Nice et de Marseille. Poursuivi pour escroquerie à l'encontre d'une dizaine de personnes qui avaient versé de l'argent à ces centres, il y a une dizaine d'années, des sommes allant de quelques centaines de francs à 140 000 francs (*Le Monde* du 23 septembre), M. Delamare a effectué cinq mois de détention provisoire en 1990.

PROCÈS

Le représentant du ministère public a également réclamé une peine de deux ans avec sursis contre cinq autres scientologues, et *« une peine de principe »* contre un ancien adepte, qui a pris ses distances depuis dix ans mais qui reste poursuivi pour avoir récupéré, pour le compte de son centre, un chèque de 200 francs. La représentante du parquet a souhaité que l'ensemble des peines requises soient complétées par une interdiction des droits civiques, civils et de famille de cinq ans.

« Votre tribunal doit condamner cette escroquerie, chacun en fonction de son rôle », a lancé le procureur-adjoint en évoquant la scientologie, qui revendique en France cinq mille adeptes et dans le monde six millions. Manifestement attachée à dresser avant tout le réquisitoire de ce mouvement répertorié, en France, parmi les sectes par un rapport parlementaire, Mme Drouy-Ayral n'a jamais détaillé, au cours de son intervention, souvent teintée d'ironie, les responsabilités imputées à chacune des personnes poursuivies.

Faisant part de son *« impression personnelle »*, la représentante du parquet a estimé que la scientologie était une *« pieuvre »*, un *« monstre »*, qui s'attaquait aux faibles pour capter leur argent. Elle a affirmé qu'il n'appartenait pas aux juges de se prononcer sur la validité de son caractère religieux, mais qu'il était néanmoins dans la fonction du tribunal, par sa décision, d'alimenter *« la réflexion sociale »* au sujet de la scientologie, *« alors qu'on se pose la question de l'éventuelle interdiction des sectes»*.

« UNE MONSTRUEUSE ARNAQUE »

Revenant sur l'arsenal sectaire utilisé, elle a esquissé les *« manœuvres frauduleuses »* reprochées aux prévenus : la promesse d'embauche au stade du recrutement, puis le passage de tests *« du même acabit que ceux qu'on trouve, l'été, dans la presse magazine »*, pour débuter, moyennant finances, le cursus scientologique. Puis elle a relevé, comme l'avait fait un expert, *« la dérive commerciale »* des scientologues niçois et marseillais, soucieux de grimper, par leur productivité, au hit-parade des *« missions »* européennes de l'Eglise de scientologie.

« La scientologie vend-elle du bien être ? C'est faux, a encore soutenu Mme Drouy-Ayral. *C'est une monstrueuse arnaque.»* La représentante du parquet ne s'est donc pas engagée sur le terrain de l'éventuelle *« sincérité»* ou *« bonne foi »* des prévenus que d'autres juridictions ont accordée, par le passé, à des scientologues également poursuivis pour escroquerie afin de les relaxer puisque, juridiquement, l'escroquerie suppose l'intention de tromper.

Auparavant, Jean-Michel Pesenti, avocat de deux anciens adeptes et de l'Union nationale des associations de défense des familles et de l'individu, avait dénoncé les *« pressions »* auxquelles les magistrats marseillais avaient dû faire face lorsque l'affaire avait éclaté, début 1990. Puis il a puisé quelques *« morceaux choisis »* dans la logorrhée des textes du fondateur de la scientologie, l'écrivain de science-fiction Lafayette Ron Hubbard, pour exposer les fondements de l'idéologie *« dangereuse et totalitaire »* de la secte. *« La scientologie, c'est une magnifique pompe à fric,* avait-il résumé. *C'est une entreprise de type mafieux, dont le but est d'infiltrer toutes les couches de la société, y compris la justice. »*

Jean-Michel Dumay

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Recommandé par Paris pas Cher, Paris Combines...
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixes ou relevables
SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuirs - Tissus - Alcantara
Steiner - Coulon - Duvivier - Sufren - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19 M° Télégraphe
50, avenue d'Italie PARIS 13 M° Pl. d'Italie
01.42.08.71.00 - 7j/7

L'instruction contre M. Dumas est validée par la cour d'appel de Paris

LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE LA COUR D'APPEL DE PARIS a rejeté, mercredi 22 septembre, la requête en annulation présentée par Roland Dumas contre la procédure des juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky, dans laquelle il est mis en examen depuis le 29 avril 1998. Le président – en congé – du Conseil constitutionnel invoquait notamment la compétence exclusive de la Cour de justice de la République, les faits pour lesquels il est poursuivi remontant à la période où il était ministre des affaires étrangères.

La cour d'appel a estimé que les délits de *« complicité et recel d'abus de biens sociaux »* qui lui sont reprochés n'avaient *« aucun lien direct avec la détermination et la conduite de la politique de la nation et des affaires de l'Etat, même si la commission de ces faits est concomitante à l'exercice d'une activité ministérielle »*. Les magistrats ont rejeté tous les autres recours formés M. Dumas, ainsi que ceux de son ancienne compagne, Christine Deviers-Joncour, et de l'homme d'affaires Gilbert Miara, également mis en examen dans cette affaire. Seul un procès-verbal de confrontation entre Mme Deviers-Joncour et M. Miara, daté du 8 janvier 1998, a été annulé.

Les juges Joly et Vichnievsky devront comparaître devant la cour d'appel de Paris

EN ACCORD AVEC LE PARQUET GÉNÉRAL, le président de la 11e chambre de la cour d'appel de Paris, Dominique Charvet, a indiqué, mercredi 22 septembre, qu'il entendait exiger la comparution personnelle des juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky dans le procès pénal concernant les conditions dans lesquelles elles ont conduit, le 26 janvier, une perquisition au cabinet de l'avocat parisien Eric Turcon. Poursuivies par Me Turcon pour atteinte au secret de la correspondance et violation de domicile devant le tribunal correctionnel, elles s'étaient faits représenter par leurs conseils lors de l'audience du 10 juin (*Le Monde* du 12 juin). Le tribunal avait déclaré *« irrecevable en l'état »* la citation de Me Turcon, qui a interjeté appel. L'affaire sera examinée par la cour le 29 mars 2000.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : le tribunal de grande instance de Paris a condamné l'Etat,** mercredi 22 septembre, à payer 40 000 francs de dommages-intérêts à un particulier pour mauvais fonctionnement de la justice. Celui-ci avait dû attendre trois ans et demi pour que la cour d'appel d'Aix-en-Provence examine son dossier prud'homal. Le tribunal a estimé que ce délai d'attente, non susceptible de recours, ne se justifiait ni par la nature de l'affaire, ni par un encombrement passager de la cour d'appel et révélait un fonctionnement défectueux de la justice, équivalent à un déni de justice.

■ **La 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour diffamation,** le 14 septembre, la journaliste Nicole Leibowicz, qui avait accusé le procureur de Carpentras d'avoir agi *« hors de toute déontologie mais très probablement au service du RPR »* lors d'un documentaire d'Arte consacré à la profanation de Carpentras, ainsi que *Le Monde diplomatique* et l'un de ses journalistes qui en avaient rendu compte (*Le Monde* du 1er juillet). Chacun devra payer une amende de 20 000 francs et verser 1 franc de dommages-intérêts au procureur, Jean-Michel Tissot. Le présentateur, Alexandre Adler, et la chaîne ont été relaxés pour des raisons de procédure.

■ **Un avocat du barreau de Strasbourg a été mis en examen pour *« tentatives de blanchiment et violation du secret professionnel »***, mercredi 22 septembre, par le juge d'instruction Michel Le Pogam. Me Eric Braun est soupçonné d'avoir cherché à blanchir des sommes en espèces provenant d'un trafic de stupéfiants et d'avoir prévenu l'un de ses clients d'une perquisition imminente. Il a été soumis à un contrôle judiciaire, qui lui interdit d'exercer la profession d'avocat.

■ **Le mari et la mère d'une jeune Turque désirant divorcer contre leur gré** ont été mis en examen pour *« violences volontaires en réunion avec préméditation et séquestration »* de la jeune femme, mercredi 22 septembre à Mulhouse (Haut-Rhin), et écroués. A la suite d'arrangements familiaux, la jeune femme domiciliée à Mulhouse s'était mariée l'an passé avec un ressortissant turc qui avait ainsi pu venir en France au titre du regroupement familial. Refusant cette union, elle s'était réfugiée à plusieurs reprises au commissariat de Mulhouse, avant de se plaindre d'être séquestrée et battue par des membres de sa famille.

■ **FAIT DIVERS : huit personnes ont été légèrement blessées** lors de l'effondrement des éléments d'un plafond, mercredi 23 septembre, dans un supermarché Match du centre-ville de Saverne (Bas-Rhin) en cours de rénovation. Pour une raison inconnue, des gaines électriques se sont détachées du plafond, entraînant dans leur chute huit rampes lumineuses. Les blessés n'ont pas été brûlés, selon l'hôpital.

■ **Des restes d'un corps humain, ont été retrouvés** dans onze sacs, en trois endroits, près du village de Rancourt-sur-Ornain, à proximité de Bar-le-Duc (Meuse). Le maire du village a signalé la découverte des premiers restes mardi 21 septembre, après avoir été alerté par une agricultrice. *« On a pour l'instant trouvé des poumons, un pied, des chairs, un autre sac avec des côtes, mais pas encore de tête ou de mains, ce qui complique l'identification »*, a expliqué le commandant François Paris, adjoint du groupement de gendarmerie de Bar-le-Duc. Selon les premiers éléments de l'enquête, il s'agirait d'un corps de femme, dont la mort remonterait à une trentaine de jours.

OSP
VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

94
Vente au Palais de justice de CRETEIL
Jeudi 14 Octobre 1999 à 9h 30
TERRAIN A BATIR (1.263 m² environ)
3, avenue des Tilleuls à LIMEIL BREVANNES
MISE A PRIX : 500.000 F
S'adr. à Me Gerald COMBES, Avocat à NOGENT S/Marne (94130), 1, avenue de Lattre de Tassigny - Tél : 01.48.76.24.15
SCP STORCK-PAULUS, Avocat à STRASBOURG (67007), 3, rue Grandidier - Tél : 03.88.21.23.00
Sur les lieux pour visiter le Vendredi 8 Octobre 1999 de 11h à 12h

78
Vente au Tribunal de Grande Instance de NANTERRE
Jeudi 21 Octobre 1999 à 14h - En un lot
CHATEAU DU PLANET
à SAINT-LEGER-EN-YVELINES
CHATEAU, MAISON DE GARDIEN, PARC, TENNIS, ETANG, BOIS ET TERRES
MISE A PRIX : 30.000.000 F
Renseignements : Cabinet BARON - BONNET - BOUCHERY-OZANNE, Avocats à (92500) RUEIL-MALMAISON, 3-5-7, avenue Paul Doumer
Tél : 01.55.47.10.50 - Fax : 01.55.47.10.51

LeMonde Job: WMQ2409--0013-0 WAS LMQ2409-13 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:25 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0383 Lcp:700 CMYK

Journée sans voitures : bilan contrasté selon les villes

Si la pollution a souvent baissé dans les périmètres réservés, elle a cependant augmenté dans les périphéries des agglomérations. Les transports en commun ont connu globalement une hausse de fréquentation

SOIXANTE-SIX VILLES, contre trente-quatre en 1998, des kilomètres de voiries réservées multipliées parfois par deux ou par trois, la deuxième édition d'« En ville, sans ma voiture ? », mercredi 22 septembre, a globalement satisfait son organisatrice, Dominique Voynet : il ne s'agissait pas, selon la ministre de l'environnement, de *« punir les automobilistes »*, mais de *« faire réfléchir les gens sur leurs modes de déplacement »*. Quelques agglomérations ont pourtant été les grandes absentes de cette journée à volonté pédagogique (*Le Monde* du 22 septembre) : ainsi Lyon, Strasbourg ou Rennes, déjà encombrées par des chantiers de métro ou de tramway, ont-elles préféré ne pas rajouter au désarroi des automobilistes. Toulouse a fait bande à part, préférant interdire les voitures dimanche 19 septembre. Et Bordeaux le fait chaque premier dimanche du mois.

Pour celles qui se sont engagées dans cette journée, le bilan est plutôt contrasté. Ainsi, si la pollution a parfois baissé dans les périmètres réservés, elle a aussi augmenté en périphérie des villes qui ont connu quelques sérieux bouchons.

● **Paris.** La circulation automobile a diminué de près d'un tiers dans la capitale, mercredi (*Le Monde* du 23 septembre). Selon la préfecture de police, le bilan est meilleur que celui de la journée de circulation alternée du 1er octobre 1997, qui n'avait vu qu'une baisse de 20 % du trafic. La baisse du trafic automobile était de l'ordre de 60 % dans le périmètre central, où pouvaient encore circuler les bus, les taxis – deux fois plus nombreux que d'habitude –, ainsi que les motos et les scooters. La fréquentation des transports en commun a augmenté d'environ 10 %, selon la RATP. Les cyclistes étaient trois fois plus nombreux dans le centre.

Le bilan de la pollution atmosphérique est beaucoup plus contrasté. Les premiers résultats observés par Airparif ont montré que les concentrations de monoxyde de carbone avaient baissé dans la zone centrale (– 8 % au Forum des Halles et – 30 % place Vendôme). La baisse est beaucoup moins significative pour les oxydes d'azote. En revanche, la pollution atmosphérique a fortement augmenté dans les secteurs paralysés par les embouteillages, à la frontière du périmètre interdit.

● **Marseille.** Limitée à cinq kilomètres dans l'hypercentre, l'opération n'a pas sensiblement modifié la circulation ni profité à la Régie des transports de Marseille, qui s'attendait à une fréquentation beaucoup plus importante. Le matin, les bouchons habituels ont été un peu plus importants qu'à l'ordinaire. En fin d'après-midi, ils l'étaient un peu moins. Le niveau de dioxyde d'azote a considérablement baissé d'un jour sur l'autre (– 67 %), mais le vent et la fraîcheur expliquent aussi cette forte amélioration de la qualité de l'air.

Une expérience de covoiturage sur l'autoroute Est entre Marseille et Aubagne, menée sur trois jours, a vu une augmentation considérable de l'usage des transports en commun (+ 50 %) : les tarifs SNCF étaient à 10 francs quelle que soit la distance parcourue. Les embouteillages, dus au fait qu'une voie était réservée aux voitures transportant au moins trois personnes, ont un peu diminué mercredi par rapport au premier jour de l'expérience, où ils avaient été considérables.

● **Lille.** La ville s'est abandonnée avec une certaine volupté à sa première journée sans voitures, une expérience à laquelle elle n'avait pas voulu se joindre tant que le métro n'avait pas achevé sa liaison avec Roubaix, Tourcoing et le nord-est de l'agglomération. C'est chose faite depuis août. Si ce dernier a rempli son rôle, les habitants de banlieue se sont peu servis des parkings de dissuasion. Quant à la SNCF, elle n'a pas constaté de hausse sensible. Seul élément chiffré disponible mercredi soir, une diminution de 20 % à 30 % pour le monoxyde d'azote et de carbone. Il y eut le matin quelques bouchons sur le périphérique et quelques incidents aux barrières mises en place par la police.

● **Nantes**. La fermeture de la moitié du cours des Cinquante-Otages, qui traverse et irrigue le centre-ville, a réduit sensiblement la circulation de transit. Ce plan de circulation sera répété, tous les samedis après-midi, à partir du 9 octobre. Les transports en commun ont enregistré une hausse de fréquentation de 10 %, soit 15 000 voyageurs supplémentaires, tandis que l'utilisation des parcs de stationnement implantés le long des lignes de tramway augmentait de 40 %. Les analyses réalisées par Air Pays de la Loire faisaient état d'une baisse de plus de 30 % de la présence de dioxyde d'azote en centre-ville par rapport à un jour habituel.

● **Rouen**. Si le périmètre interdit avait été élargi à tout le centre historique, sur la rive droite de la Seine, l'amélioration de la qualité de l'air a été peu significative. Les instruments de mesure du réseau Air normand indiquaient depuis la veille un niveau élevé de qualité, avec un indice 3 mardi soir puis 2 mercredi matin, alors qu'il est souvent compris entre 4 et 6. Dans le centre-ville, le traceur de la pollution d'origine automobile, le dioxyde d'azote, est resté à un niveau bas toute la matinée et a commencé à diminuer vers midi pour descendre sous la moyenne journalière en fin d'après-midi. Les résultats observés sur les deux stations de contrôle implantées à la périphérie du centre, sur les boulevards, se sont révélés plus encourageants : les concentrations de dioxyde d'azote étaient plus basses que d'habitude. Cela corroborait l'observation d'une circulation automobile assez fluide et sans embouteillages.

Récit de nos correspondants

Les agressions sonores mesurées en détail

Dans les 66 villes qui ont participé à l'opération, des mesures du bruit dans les périmètres interdits à la circulation ont été faites. Des techniciens des services d'hygiène municipaux se sont déplacés avec des sonomètres qui enregistrent instantanément les décibels et dessinent une courbe sur une durée déterminée. Les moyennes sont ensuite calculées par ordinateur. Les résultats du 22 septembre qu'on devrait connaître prochainement seront comparés aux chiffres d'avant et d'après l'opération. En 1998, les sonomètres avaient enregistré en moyenne des baisses de 6 décibels, ce qui représente une division par deux du bruit. Le bruit est considéré comme *« une agression et un facteur de stress dont on ne tient pas suffisamment compte »*, indique Jean-Pierre Blazy, président du Conseil national du bruit. Selon lui *« cette journée est l'occasion d'une prise de conscience pour les habitants des communes participantes »* qui peuvent, pour une fois, savourer le calme revenu dans les centres-villes.

57 jours de pollution par an dans les grandes agglomérations

L'INSTITUT français de l'environnement (IFEN) a choisi la journée « En ville sans ma voiture ? » pour publier dans son numéro des *Données de l'environnement* une synthèse des chiffres fournis par 43 associations de surveillance de la qualité de l'air dans les grandes villes françaises, entre 1992 et 1998. Les résultats de cette étude sont plutôt alarmants : les indices atmosphériques, dits « Atmo », qui permettent de mesurer chaque jour la qualité moyenne de l'air dans les villes, restent *« médiocres »* (supérieurs à 6 sur une échelle de 1 à 10) 57 jours par an. Au premier rang des causes de ces épisodes de pollution figure l'ozone, qui, doublé de conditions météorologiques défavorables, devient prépondérant en été. Les températures élevées s'ajoutant à un fort ensoleillement accentuent en effet le phénomène pour provoquer les pics de pollution régulièrement enregistrés. L'IFEN rappelle en outre que l'automobile joue en France un rôle capital dans l'émission des polluants *« précurseurs »* de l'ozone que sont les composés organiques volatils (COV) et le monoxyde de carbone (CO).

A travers cette étude, une grande diversité de situations apparaît. Si, d'un point de vue national, la moyenne tourne autour d'un jour d'indice médiocre par semaine, cette donnée ne doit pas faire oublier chaque situation particulière. Dans le détail, on remarque que les villes concernées au premier chef par les épisodes de pollution les plus graves se situent dans le sud-est du pays : à Vitrolles et à Berre-l'Etang dans les Bouches-du-Rhône, l'indice est qualifié de *« médiocre »* dix jours par mois, soit un jour sur trois.

Selon Mohamedou Ba, chargé de mission à l'IFEN et coauteur de ces analyses, il faut prendre avec une certaine précaution les résultats émanant des seuls indices synthétiques Atmo, car *« ils minimisent l'étendue de la pollution »*. Comme le souligne Mohamedou Ba, *« ils ne prennent pas en compte les capteurs proches des sources d'émission de polluants, par exemple près du périphérique parisien »*. Il donne des informations sur *« une pollution de fond à laquelle serait soumise la majorité de la population d'une ville »*. Si l'indice Atmo s'élève à 7 un jour donné, il est certain que *« les gens qui habitent à côté d'une source d'émission industrielle, par exemple, ont été soumis à un indice beaucoup plus élevé »*, le capteur situé à proximité ayant été exclu du calcul pour ne pas fausser la moyenne d'exposition des citadins.

Les pollutions dues à l'automobile ne sont pas chiffrées avec précision. *« Cependant,* selon M. Ba, *même si seulement 10 % des Français changeaient leur mode de déplacement pour préférer les transports en commun, cela aurait un effet direct important sur les épisodes de pollution que nous connaissons actuellement. »*

Isabelle Gaudin

DÉPÊCHES

■ **RHÔNE-ALPES : la circulation des poids lourds** a été bloquée sur l'axe France-Italie à proximité du tunnel du Fréjus (Savoie) par quelque 250 manifestants, mercredi 22 septembre. Ils entendaient protester contre l'augmentation du trafic des camions consécutive à la fermeture du tunnel du Mont-Blanc. Ils voulaient faire pression sur les pouvoirs publics pour obtenir une accélération des études du projet de ligne de fret ferroviaire Lyon-Turin et la fermeture des cols alpins aux poids-lourds.

■ **Le ministre de l'équipement et des transports,** Jean-Claude Gayssot, a reporté sa décision sur la poursuite de la construction de l'autoroute A 51 (Sisteron-Grenoble), initialement prévue à la fin 1999, à février ou mars 2000. Jusqu'ici, trois hypothèses sont à l'étude : le passage par l'ouest à travers la vallée du col de Lus-la-Croix-Haute, ou par l'est (via Gap), ou encore la construction d'une simple route deux fois deux voies.

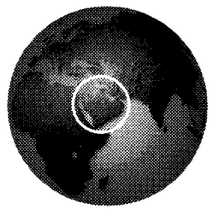
■ **BASSE-NORMANDIE : la grève** des chauffeurs de bus de la Société des transports de Normandie (STN, groupe Verney), commencée lundi 20 septembre, se poursuivait le 23 à Tourlaville, Saint-Lô et Granville, dans la Manche. Les grévistes réclament une augmentation de salaire de 2,5 % et une revalorisation de leurs primes, notamment de 5 francs sur la prime de repas. Un mouvement similaire a aussi touché, mercredi 22 septembre, la Sociéte des transports automobiles de l'Ouest (STAO, groupe Verney) dans l'Orne, la Mayenne et la Sarthe.

23 septembre 1999

Fête Nationale du Royaume d'Arabie Saoudite

Au cours des vingt-neuf dernières années, le Royaume d'Arabie Saoudite a, avec l'aide de Dieu, réalisé un programme de développement d'une envergure exceptionnelle.

	1970	1998
RESSOURCES ÉCONOMIQUES		
Usines agréées	199	3.123
Production d'électricité (mégawatts)	418	107.400.000
Capacité de dessalement (en millions de litres par jour)	22,7	2.604,8
Téléphones en fonctionnement	29.400	2.160.000
Longueur de routes empierrées (en kilomètres)	8.000	45.200
Prêts pour projets industriels (en riyals)	35.000.000	25.000.000.000
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES		
Écoles et collèges	3.283	22.678
Enfants scolarisés	600.000	4.600.000
SANTÉ		
Dispensaires	591	3.411
Hôpitaux	74	308



En outre, le Royaume a consacré 5,5% de son produit national brut, moyenne annuelle sans précédent, à l'aide financière de plus de 70 pays dans le monde islamique et au-delà.

Le montant total de l'aide financière apportée aux Kosovars par le "Joint Saudi Committee for Relief of Kosovars" s'est élevé à plus de 185 millions de riyals.

Pour tous renseignements complémentaires, contacter :
Ministry of Information, PO Box 570, Riyad 11161 ou visiter notre site internet :

www.saudinf.com

LeMonde Job: WMQ2409--0014-0 WAS LMQ2409-14 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:32 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0384 Lcp:700 CMYK

DISPARITION

Stéphane Barsony

Une figure de la Résistance à Toulouse

STÉPHANE BARSONY s'est éteint le 9 septembre à Saint-Orens, à proximité de Toulouse. Ainsi s'est achevée une vie consacrée à tous les combats contre le malheur des hommes. Contre le fascisme, contre le nazisme, contre Vichy, avec les républicains espagnols contre Franco, dans la Résistance à Toulouse et à Marseille. Et consacrée aussi, après 1944, à Toulouse, à l'activité intense de son métier de médecin.

Stéphane Barsony était né le 9 décembre 1915 à Brasov, dans la Transylvanie roumaine, où son père était avocat. Quand, à la fin du lycée, son choix se porta sur des études de médecine, les portes de l'Université étaient fermées pour les juifs, au nom d'un antisémitisme d'Etat. Contraint de quitter sa famille et la Roumanie, il s'inscrivit à la faculté de Bologne. En proie au fascisme et à la folie nationaliste, l'Italie de Mussolini n'était pas accueillante pour les étudiants étrangers. Une année plus tard, en 1934, il décida de conclure en France ce périple d'exclu, d'abord à Montpellier, puis à Toulouse. Cette même année, face à la répression sanglante de la révolte des mineurs des Asturies, il participa à la solidarité au sein de l'Union fédérale des étudiants, dominée par le Parti communiste : ses choix politiques étaient faits.

En 1936, Stéphane Barsony était en deuxième année de médecine. Il avait vingt et un ans quand le Front populaire fut porté au pouvoir et quand le général Franco déclencha sa guerre contre la République espagnole. Sa vie prit un cours plus grave. S'ouvraient pour lui des années de combats, d'entraide, de solidarité. Il partit pour l'Espagne et fut intégré aux Brigades internationales dès leur constitution, à Figueras, puis à Albacete. Envoyé à Madrid pour la première bataille d'importance, et ensuite sur l'Ebre, il contribua sur le front à la mise sur pied d'infirmeries et de services de santé.

Les Brigades dissoutes, il revint à Toulouse pour finir ses études. En 1939, à la déclaration de guerre contre l'Allemagne, Stéphane Barsony se porta volontaire. Il fut refusé : les étrangers devaient rejoindre la Légion étrangère. La défaite de la France n'offrit plus qu'une possibilité : la clandestinité, dans la 35e brigade de la MOI (Main- d'œuvre immigrée), qui signa les plus fortes et les plus glorieuses des actions de la Résistance à Toulouse et dans la région. A l'artisanat collectif – armes, argent, faux papiers – Stéphane Barsony ajouta sa qualité de médecin. Il dut au sang-froid et à l'audace de sa compagne, Madeleine Santucci, qui devint son épouse, de se tirer de très mauvais pas.

A la Libération, le docteur Barsony ouvrit son cabinet de médecin sur les allées Jean-Jaurès, à Toulouse. Les anciens de la Résistance, les sans-argent, les militants de tout poil, se retrouvaient dans sa salle d'attente, où débats et polémiques se prolongeaient. Sa porte était toujours ouverte. L'intervention soviétique à Budapest en 1956, puis à Prague en 1968, et le Mai 68 français l'avaient peu à peu éloigné du Parti communiste. Mais les souffrances des autres, c'était toujours son affaire. Cet homme était un emblème, un drapeau.

Gérard Verbizier

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 17 septembre sont publiés :

● **Drogue :** un décret relatif au comité interministériel de lutte contre la drogue et la toxicomanie et de prévention des dépendances et à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie ; une circulaire relative à la lutte contre la drogue et à la prévention des dépendances (*Le Monde* daté 19-20 septembre).

● **Accord international :** un décret portant publication de l'accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part, fait à Madrid le 15 décembre 1995.

● **Délocalisation :** un arrêté portant agrément d'une opération de localisation en province de l'Institut national de la propriété industrielle.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– De La Boussac à Amiens,
via Québec et Quimper,

un demi-siècle de passions.

Bon anniversaire,

Daniel COUAPEL.

Dany, Gurvan et Morgane.

Mariages

Béatrix FOISIL
et **Matthieu FAULLIMMEL**

se sont mariés en l'église protestante de la Robertsau, à Strasbourg, le 18 septembre 1999.

Décès

– Dominique Azicri,
sa sœur,
Christian Fargues,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Danielle AZICRI,

survenu brutalement le samedi 18 septembre 1999, à Paris, dans sa cinquante et unième année.

Une bénédiction aura lieu le vendredi 24 septembre, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amet (Mo Dupleix), à 15 h 45, suivie des obsèques au cimetière de Bagneux.

[*Le Monde*, sa direction et ses personnels s'associent à la douleur de Dominique.

Toute l'équipe du service Entreprises lui fait part de son profond désarroi et de son immense peine après la disparition de

Danielle.]

– L'Œuvre de secours aux enfants (OSE) a le regret de faire part du décès de

M. Edmond BLUM,

dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Il a participé activement à l'action de sauvetage des enfants juifs durant la dernière guerre et n'a cessé, comme administrateur, de marquer son intérêt pour l'action de l'Œuvre et d'apporter son concours éclairé et sage.

CARNET DU MONDE
TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
136 F TTC - 20,73 €
TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €
THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 + 01-42-17-38-42
Fax : 01.42.17.21.36

– Mme Denyse Genuini,
son épouse,
M. Benoît Genuini,
son épouse, Anne Montagnon,
et leurs enfants,
M. Laurent Genuini,
M. Xavier Genuini,
son épouse, Isabelle Arrago,
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Antoine GENUINI,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 21 septembre 1999, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Symphorien de Versailles, sa paroisse, où l'on se réunira.

– Marie-Noëlle,
Frédéric,
Matthieu et Sophie-Gaëlle Guétin,
Les familles Guétin, Fleury, Graber, Labey, Maleprade, Wallon,
ont la douleur de faire part du décès de

Daniel GUÉTIN,
chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu le 22 septembre 1999, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Sainte-Rosalie, 50, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13e, le vendredi 24 septembre, à 10 heures.

– Anne-Marie Honoré,
son épouse,
Nicolas, Lionel, Anne-Gaël, Marie-Laure, Christelle, Isabelle et Olivier,
ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Michel HONORÉ,

survenu le 22 septembre 1999, à Rennes.

– Marie-Jacques Hoog, née Debrix,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Armand HOOG,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
écrivain,

survenu à Boston (Etats-Unis d'Amérique), le 10 septembre 1999, dans sa quatre-vingt-septième année.

8, Bow Lane,
Barnstable,
Massachusetts, 02630
(Etats-Unis d'Amérique).

– Jacqueline et Serge Boulin,
Jeanne et Yves Chaillet,
Christian et Nicole Jost,
ses enfants,
Anne, Frédéric, François et Karen,
Charles, Marc-Henri et Fiona,
Alexandre, Nicolas, Caroline,
ses petits-enfants,
Audrey, Marc, Philippe, Pierre,
Henri, Margaux, Martin, Rémi,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger JOST,
prospecteur géophysicien,

survenu le 21 septembre 1999, dans sa quatre-vingt-treizième année, à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine).

« Je demeurerai dans la maison de l'Eternel. »
Psaume 23.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le jeudi 23 septembre, au temple de Bourg-la-Reine.

15, rue du Professeur-Leriche,
92260 Fontenay-aux-Roses.

– Mme Simone Kirry,
Isabelle et Gilles Maleyre,
Anne-Laure, Laetitia, Aurélie, Alix et Louis,
Françoise et Jean Harrivelle,
Charlotte, Matthieu, Elisabeth et Bruno,
Michèle et Antoine Kirry,
Pierre-Etienne, Emmanuel et Anne-Cécile,
Laurent Kirry,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland KIRRY,
ancien combattant 39-45,
ingénieur-chimiste ENSCM,

survenu le 21 septembre 1999, dans sa soixante-dix-huitième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le 24 septembre 1999, à 15 h 30, en l'église de Lencloître (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claire de SANCY

s'en est allée dans la sérénité, le 19 septembre 1999.

Elle veille sur nous.

Guillaume de Sancy,
son mari,
Tom Hubert,
son fils,
Mme Hervé Rives,
sa mère,
Sa famille Hervé,
Sa belle-famille Sancy,
Et tous ses amis.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 22 septembre 1999, dans l'intimité.

– M. et Mme Roger Nordmann,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Claudie Micoleau,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part de la mort, à son domicile d'Arcueil, le 19 septembre 1999, de

Antoinette NORDMANN,

leur sœur, tante, grand-tante.

Selon sa volonté, elle sera incinérée au Père-Lachaise, le vendredi 24 septembre, à 11 h 30.

– Le Centre Georges-Pompidou,
Et la Biennale internationale du film sur l'art,
ont la profonde tristesse d'apprendre la disparition de

Henri STORCK,

pionnier du film sur l'art,
ami et fidèle compagnon de la Biennale,
à qui, avec modestie et bonheur,
il laissa son nom pour le grand prix.

(Le Monde du 21 septembre)

– Le président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur
André TUNC,
professeur émérite de droit international privé à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

– M. le directeur de l'UFR de droit des affaires,
Ses collègues enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur
André TUNC,
professeur émérite de droit international privé à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

– M. le directeur de l'UFR études internationales et européennes,
Ses collègues enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur
André TUNC,
professeur émérite de droit international privé à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Anniversaires de décès

– « Macerado el poeta en su floresta
la alianza con el tiempo consumada
el poema plenario está en acecho. »

Félix C. COBO.

In memoriam d'amour en ce seizième anniversaire.

Joëlle GUYOT,
24 sept. 1989-24 sept. 1999,

Cariñosamente.

– Il y a vingt ans,

Raymond ODENT.

– Il y a un an, le 22 septembre 1998,

Mariette PARENT.

– Il y a dix ans ! C'était hier...
Le 24 septembre 1989, à Cayenne, victime d'un accident,

Jean-Philippe POINGT

nous quittait, dans sa vingt-septième année.

Merci à tous ceux et celles qui penseront particulièrement à lui en ce jour de triste anniversaire.

Avis de messe

– Les amis de

Marité BIASINI,
née **DUPUIS,**
décédée le 29 juin 1999,

sont conviés à la messe qui sera dite à son intention le mercredi 6 octobre, à 18 h 45, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6e.

Cours

Découvrez l'art de voir dans atelier lumineux avec modèles vivants. 16e arrondis., **dessin, sculpture, modelage.**
Tél. : 01-45-20-38-29
01-46-51-82-45

Stages

ATELIERS D'ÉCRITURE
Elisabeth Bing
Week-ends de sensibilisation.
Programme 1999-2000 sur simple appel : 01-40-51-79-10
www.club-internet./frperso/atecbing

Diplômes

Université
de la Sorbonne nouvelle - Paris-III
DU d'études européennes
(niveau maîtrise)

Ce diplôme pluridisciplinaire d'études européennes en sciences humaines et sociales s'adresse à des étudiants titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, désireux de renforcer leurs connaissances dans leur discipline de base et d'en acquérir de nouvelles sur l'Europe, en vue de préparer leur candidature aux diplômes de troisième cycle d'études européennes de Paris-III.

Derniers jours d'inscription.

Département d'études de la société contemporaine (DESC),
bureau 208,
13, rue Santeuil,
75005 Paris.
Tél. : 01-45-87-40-82.
Fax : 01-45-87-78-98.
E-mail : desc@univ-paris3.fr

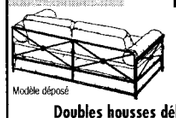
Conférences

– Pour l'inauguration
de la chaire d'études mexicaines
Alfonso Reyes,
M. CARLOS FUENTES
donnera une conférence,
« Les cinq soleils du Mexique »,
le 5 octobre, à 17 h 30, à **l'IHEAL,**
28, rue Saint-Guillaume, Paris-7e.
Tél. : 01-44-39-86-98.
/iheal@univ-paris3.fr/

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

le nouvel Observateur
www.nouvelobs.com
QUI BOSSE QUI BULLE
NUMÉRO SPÉCIAL
Métier par métier, la grande enquête sur
LE VRAI TEMPS DE TRAVAIL DES FRANÇAIS

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS
LES CLES DE L'INFO
Au sommaire du numéro d'octobre
La société française
Permanences et transformations de la France à l'aube d'un nouveau millénaire
Cinquante ans de communisme en Chine
Cinquante ans après la victoire des communistes, le pays s'éveillera-t-il enfin à la démocratie
Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité
Chez votre marchand de journaux
18 F - 2,74 €

paringer
A partir de 7 000 F ou version de base 4 500 F
Le corps est votre monture la plus sûre ! Ne le flattez pas, ne le désarticulez pas. Voici un nouvel art de dormir.

Modèle déposé
Lit double gigogne directoire sur lattes, métal noir. 2 matelas "densiflex" ou laine et crin.
Doubles housses déhoussables, coton écru, 2 oreillers, 2 traversins.
121, rue du Cherche-midi, 6e - Tél. 01 42 22 22 08
12, rue de la Chaise, 7e - Tél. 01 45 44 10 44

U.C.S. ANTIQUITÉS
Recherche : Meubles anciens
Argenterie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ
ACHAT TABLEAUX IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc...
ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions
21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
☎ 01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

LeMonde Job: WMQ2409--0015-0 WAS LMQ2409-15 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 18:50 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0385 Lcp:700 CMYK

REPORTAGE

Le « royaume des femmes » Nas en péril

MICHAEL S. YAMASHITA/RAPHO

Femmes de la communauté Na, sur les bords du lac Lugu.

ELLE a tisonné les éclats de braise avec sa pipe. Puis elle a inspiré goulûment l'arôme du tabac. Le foyer, qui se consume sous un lourd anneau de bronze, jette des lueurs orangées sur la grand-pièce obscure. Au plafond, des orifices embouchés de soleil libèrent des lances de lumière. La vieille Gaoru sourit. Elle se parchemine de toutes les plissures d'un visage embruni et édenté. Elle a le front ceint d'un turban grenat.

Sur une tablette de pierre, fichée entre le foyer et l'autel bouddhiste, trône une tête de coq tranché. C'est la fille de Gaoru, Lazuo, qui l'a posée d'un air recueilli. Se saisissant d'un récipient en forme de cylindre de bambou, elle y a ensuite déversé quelques gouttes de thé au fromage. Les ancêtres rôdent par ici. Ils ont faim et soif : il faut les nourrir. Silhouette longiligne et nez aquilin, Lazuo orchestre avec soin la cérémonie des offrandes. C'est sa mère qui lui a enseigné chacun de ces gestes rituels qui flottent dans la pénombre.

Le déjeuner vient de s'achever. On suçotte des graines de tournesol pour mieux dissoudre le gras du porc. On bavarde. On parle de la récolte attendue de maïs, du fils Luru, parti travailler dans une mine d'or du Sichuan et, surtout, de la danse autour du feu prévue ce soir.

Ah, la belle fête qui s'annonce ! Il faudra filer à vélo à Yongning, le bourg voisin, faire provision de cigarettes, d'alcool de riz et de bonbons pour les invités. On rameutera tous les jeunes des villages alentour. Les gars auront le cheveu couvert d'un feutre noir et noueront à leur taille une écharpe rouge. Et les filles caleront sur leur front une coiffe de laine noire piquée de branches de camélias. Qui sera le flûtiste qui mènera le bal ? La vieille Gaoru et Lazuo répartissent les tâches. Elles matronnent. Elles sont les officiantes en chef des rites du hameau d'Ago, au cœur du territoire des Nas, plus connu à travers la Chine – et ailleurs – sous le sulfureux label de « pays des femmes ».

Etrange contrée que ce royaume féminin niché à 2 700 mètres au pied des premiers contreforts tibétains ! Il mord la frontière séparant les provinces du Yunnan et du Sichuan, dans le sud-ouest de l'empire. Le canton de Yongning est une cuvette cernée de montagnes aux flancs nus ou tailladés d'échancrures de terre pourpre. Les bûcherons ont saigné la forêt. Hautaine, la montagne du Lion domine la vallée de sa masse sombre.

Lalo, Hliwalo, Gassa, Ago... les hameaux se succèdent le long d'une piste crevée de nids-de-poule. Des murets en boue séchée bordent des jardins de pommiers en fleur. Poignante solitude ! Le soir, on s'éclaire à la bougie et on s'asperge de bassines d'eau bouillie. Yongning est une enclave coupée du monde, un joyau coutumier, une incongruité ethnologique qui intrigue chercheurs et aventuriers. La rumeur en fait le siège d'une des dernières sociétés matriarcales au monde. La vérité scientifique oblige à parler plutôt de société matrilinéaire – le matriarcat évoque l'idée d'une domination féminine qui n'a pas lieu ici – dont un jeune ethnologue chinois, Cai Hua, a magistralement exploré les mystères dans une étude qui fait autorité : *Une société sans père ni mari, Les Nas de Chine* (PUF-Ethnologies, 1997).

Les Nas – appelés aussi Mosos – n'ont cessé de troubler les visiteurs. Pensez donc ! Voilà une communauté qui s'adonne à la liberté sexuelle. Voilà un groupe d'où sont bannies l'institution du mariage et jusqu'à l'idée même de paternité. Le foyer conjugal y est inconnu. Toute la vie durant, chacun réside dans sa maisonnée maternelle, le seul lignage pertinent. La relation amoureuse se limite à une visite nocturne : l'homme va gratter à la porte de sa bien-aimée et regagne furtivement à l'aube son propre toit maternel. Les liaisons se nouent et se dénouent sans aucune contrainte sociale et au seul gré des désirs de chacun. Il n'y pas de mal à cumuler les amours. C'est au contraire le serment de fidélité qui est perçu comme une hérésie. Un négoce, un marchandage – bref, une vilénie !

L'institution du mariage et l'idée de paternité étaient inconnues dans l'enclave chinoise de Yongning, au pied des premiers contreforts tibétains. Mises à mal par la révolution culturelle, ces coutumes sont aujourd'hui encore plus menacées par le développement économique et l'ouverture sur le monde

Une fois né, l'enfant est pris en charge par la maisonnée maternelle. Le père est vaguement connu mais il ne joue aucun rôle. Comment le pourrait-il puisque la coutume moso ignore la notion de géniteur ? Car le fœtus, croit-on, existe déjà dans le ventre de la mère. L'homme ne pourvoit aucune graine. Il vient seulement *« arroser »* pour déclencher l'enfantement. *« Si la pluie ne tombe pas du ciel, les herbes ne poussent pas dans la terre »*, dit un proverbe moso. L'insignifiant arroseur s'efface donc loin derrière l'oncle maternel, qui, lui, assume le véritable magistère.

ON imagine le mélange de fascination et d'effroi que peuvent susciter d'aussi insolites coutumes. Un groupe féministe allemand s'est enthousiasmé pour les Mosos. Une de leur représentante fait régulièrement le pèlerinage de Yongning pour distribuer des dons et, de retour chez elle, propage que le *« modèle moso »* devrait être appliqué à travers le monde. Mais c'est un prosélytisme inverse que les Mosos ont eu à connaître : celui de la Révolution culturelle chinoise venue d'au-delà de la montagne du Lion. Les petits soldats de Mao sont arrivés jusqu'ici, la cervelle farcie des dogmes évolutionnistes puisés chez Engels, bien résolus à casser la pratique de la visite nocturne sous le toit maternel, qui *« empêche la prise de conscience de la lutte des classes chez le peuple »*.

Gloire à *« la monogamie socialiste »* ! Il faut marier le peuple ! Incrédulité des habitants de Yongning quand ils voient arriver un beau jour une jeep chargée de cartons de livrets de mariage. On somme le peuple de s'émietter en couples. Les Mosos vivent un *« séisme social »*, note l'ethnologue Cai Hua. *« Il s'agissait de mariages forcés »*, se souvient Ruan Xue Wu, l'actuel vice-président du canton de Yongning. *« Tout le monde ne pensait qu'à une seule chose : regagner la famille maternelle. »* Le cataclysme prendra fin avec la chute à Pékin de la « bande des quatre ». Du jour au lendemain, tous les mariages se dénouent et chacun rejoint à grandes enjambées sa matrilignée.

Etonnante résistance de la culture moso ! Aujourd'hui encore, le mariage y reste une exception. Même les cadres du Parti du cru vivent selon les préceptes coutumiers. Ruan Xue Wu s'en amuse. *« Quand je vais avec ma femme à Kunming* (la capitale du Yunnan)*, on nous demande à la réception de l'hôtel notre livret de mariage. Mais nous n'en avons pas puisque nous ne sommes pas mariés ! Alors, en vertu de la loi chinoise, nous sommes obligés de prendre deux chambres distinctes. »* Il éclate de rire en rapportant l'anecdote. Est-ce à dire que la culture des Hans (Chinois) est sans effet ? Qu'elle ne fait pas œuvre de corrosion ? Voire.

En fait, ce que la Révolution culturelle a échoué à imposer, l'ouverture sur le monde l'instille insidieusement. Vingt ans de réformes économiques commencent à infuser les normes hans. Sous prétexte de défendre l'honneur de leur culture injustement caricaturée (*« mœurs licencieuses »*), les cadres mosos en viennent ainsi à afficher un moralisme d'emprunt. *« Les Mosos se sentent insultés quand on dit d'eux qu'ils ont de multiples partenaires sexuels »*, explique Ruan Xue Wu, contre l'évidence ethnologique dévoilée par les chercheurs les plus sérieux. Le discours de ces cadres s'encombre aujourd'hui d'une sentimentalité guimauve à l'évocation des fameuses visites nocturnes. Les tabous du puritanisme commencent à inhiber. Un exemple : les Mosos de la vallée se lavaient naguère dans un bain-douche collectif, les deux sexes mélangés. Au début des années 80, les officiels ont mis un terme à cette douteuse cohabitation qualifiée de *« non civilisée »*. Il y a désormais des baignoires pour hommes et des baignoires pour femmes.

CETTE nouvelle *« civilisation »* trouve bien sûr en l'école un vecteur de diffusion privilégié. On croise sans mal de jeunes Mosos qui tiennent la tradition de l'amour libre pour de la *« la prostitution »*. *« Plus tard, je n'aurai qu'un seul homme »*, clame fièrement Detze Lazuo, âgée de seize ans. La gamine est coquette. Elle a des bijoux plantés dans les lobes d'oreille et des lèvres scintillant de rose. Elle chausse des talons pour fouler la caillasse de la piste. Elle est la première à minauder, le soir, dans le halo de la danse du feu. Mais elle se réserve à *« un seul »*.

Les atteintes à la coutume ne s'arrêtent pas là. Un autre glissement de terrain ajoute à l'érosion du particularisme moso : la montée en puissance des hommes. Certes, ces derniers n'ont jamais été opprimés au « Royaume des femmes ». Si les pères et les maris n'existent pas, les oncles maternels ont toujours été là et bien là. *« Les hommes s'occupent des affaires extérieures,* énonce le dicton, *et les femmes des affaires intérieures. »* Dans ce schéma, la femme occupait un rôle stratégique dans les rituels religieux et l'allocation des richesses. Mais avec l'ouverture économique, les oncles maternels de la maisonnée – mandatés de la relation avec l'au-delà de la montagne du Lion – voient leur pouvoir démultiplié. Détenteurs du savoir technique, ils pèsent de plus en plus dans les décisions de la maisonnée. La scolarisation des garçons – supérieure à celle des filles – accuse la tendance.

Cette affirmation des oncles maternels se double d'une autre évolution encore plus déstabilisatrice : la naissance du père. Le géniteur, hier nié, apparaît au grand jour. Croquis à l'appui, les instituteurs brisent devant les petits Mosos le mythe de *« l'arrosage »*. L'impensé de la coutume prend forme humaine. Surgi du néant, le père s'affiche. Il s'enquiert des études, donne de l'argent, des vêtements.

Duozhong est-il un précurseur ? Avec son pull-over beige et sa fillette dans les jambes, il ressemble à un papa modèle de Pékin. Sur la terrasse en bois de la maisonnée d'Ago, il câline sa petite princesse, la prend en photo. Il est marié et a demandé à sa femme de rejoindre la maisonnée de sa propre mère – une hétérodoxie chez les Mosos, où la cohabitation conjugale n'existe pas. L'exception risque pourtant de faire école. *« C'est vrai, je vis comme un Han,* dit-il. *Je pense que nous serons de plus en plus nombreux à vivre ainsi. La société moso est extraordinairement arriérée avec ses grandes familles. Les jeunes aspirent maintenant à fonder des petits foyers. »* Si Duozhong préfigure l'avenir, alors les années de la coutume moso sont comptées.

La relation amoureuse se limite à une visite nocturne : l'homme va gratter à la porte de sa bien-aimée et regagne furtivement à l'aube son propre toit maternel

Il faut maintenant quitter Yongning. Le bus s'arrache de la cuvette en cahotant dans un nuage de poussière. Deux poules, chassées de l'allée par les sacs de riz et un ordinateur Epson, caquettent sous les sièges. Lakezhaxi a le nez collé à la vitre. Il a l'allure sauvage d'un gaucho : élancé, cuivré, feutre sur le front et poignard tibétain à la ceinture. Il regarde la trouée turquoise qui flotte derrière les flancs de la montagne du Lion. *« C'est chez moi »*, s'exclame-t-il en désignant la presqu'île de Lige, un ruban de verdure étendu à fleur d'eau comme un index paresseux.

A une heure de Yongning, voilà le lac Lugu, beau et triste. On y a bâti sur sa rive yunnanaise une réserve du folklore moso. Le long d'une Croisette de cailloux, les maisonnées deviennent des *« guest houses »*. Les notes de Richard Cleyderman s'échappent d'une maison de thé. Les touristes affluent de toute la Chine, de Taïwan ou du Japon, alléchés par cette société *« fossile »* – comme dit une brochure touristique – ou émoustillés par son parfum de grivoiserie. Ce soir, ils iront dans une arrière-cour, là où sont garés des 4x4 aux vitres fumées, assister à la danse du feu. On gloussera pour eux une vieille chansonnette à la gloire de Mao *« immortel »*. A la fin du cérémonial (tarifé vingt yuans), ils se joindront à la ronde en saisissant par la taille les filles mosos coiffées de camélias dans une posture pataude évoquant la danse du canard. Les plus avides gratteront la paume des jolis cœurs – le geste traditionnel des avances galantes. Ils seront éconduits, bien sûr : on ne s'encanaille pas dans un musée. Les plus intrépides pourront alors se replier à l'orée du village, où clignotent les ampoules roses des bars karaoké et des bordels.

Les Mosos, c'est de l'or vert en barre. Les marchands de rêve traficoté y ont planté leur nouvelle frontière. Décor de Far West : on hisse des charpentes sur des champs de boue tandis que les pelleteuses besognent la piste. Les courtisanes du lointain Hunan accourent jusqu'ici. Après le silence de Yongning, le lac Lugu est une douleur. Quel autre *« séisme social »* annonce ce Mosoland flanqué d'un lupanar ?

Lakezhaxi, l'âpre gaucho, réajuste son feutre et son poignard. Avant de sauter du bus rejoindre sa mère, il lance à la cantonade : *« Dans deux générations, nous ne serons plus qu'une jolie légende. »*

Frédéric Bobin

LeMonde Job: WMQ2409--0017-0 WAS LMQ2409-17 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:26 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0387 Lcp:700 CMYK

Aide internationale et raison(s) d'Etat

LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT américaine, Madeleine Albright, a fermement conseillé la semaine dernière au président Boris Eltsine de faire de la lutte contre la corruption une priorité du gouvernement russe. Faute de quoi les Etats-Unis s'opposeraient à une nouvelle assistance financière à la Russie. Il y a quelques semaines, le secrétaire américain au Trésor, Larry Summers, avait déjà affirmé que toute la lumière devait être faite sur l'utilisation de l'argent prêté à Moscou ces dernières années avant que ne soit décidée la reprise de l'aide.

Ces mises en garde du plus influent actionnaire du Fonds monétaire international (FMI) ont plusieurs raisons : l'ampleur des détournements dont la Russie – clans, oligarques, mafias – est soupçonnée (on parle de 10 à 15 milliards de dollars) ; le fait qu'une grande banque américaine a pu être utilisée pour blanchir de l'argent sale venu de Russie ; le fait qu'une partie des fonds versés par le FMI a pu être détournée ; la personnalité de l'homme qui a incarné la politique de Washington à l'égard de Moscou, le vice-président et candidat président Albert Gore ; la faillite avérée d'une telle politique, tout au moins sur le plan économique.

« ÉVITER LE CHAOS »

L'indignation des Occidentaux laisse perplexe. Personne n'ignorait la corruption qui règne en Russie. Ce qui choque, et surprend peut-être certains, c'est l'ampleur des chiffres cités, l'implication de la famille Eltsine, la captation systématique des richesses du pays à la faveur de privatisations. Il s'agit d'une question d'échelle compte tenu des milliards de dollars déversés sur le pays depuis dix ans. Pour le reste, les Occidentaux, Etats-Unis en tête, n'ignoraient rien, et notamment pas la décrépitude de l'appareil d'Etat russe. Ils ont agi en connaissance de cause. La communauté internationale avait décidé de soutenir Boris Eltsine, envers et contre tout, au motif qu'il représentait le seul rempart contre la venue au pouvoir des nationaux-communistes. *« Nous avons rempli notre mandat : éviter le chaos »*, disait récemment un responsable du FMI.

D'autres justifient le dialogue avec des dirigeants *« soit incapables, soit corrompus »* par le souci de ne pas créer un foyer de déstabilisation au moment de la reconstruction de l'Europe. *« On a payé pour ça »*, assure un diplomate. Moscou ne s'est pas (trop) manifesté lors de l'élargissement de l'OTAN ni lors de l'intégration des pays de l'Europe centrale dans l'Union européenne : *« Nous avons acheté le silence de l'ours. »*

En clair, les motivations autres que financières n'ont pas manqué, bien que le FMI se défende de subir des pressions politiques dans l'octroi de ses prêts. L'accompagnement de la Russie vers un régime démocratique fait partie de ces motivations : raison d'Etat. Ou plutôt raisons des Etats, selon l'intérêt stratégique de chacun à une période donnée.

Pour de bonnes ou de mauvaises raisons, l'aide au développement a, en fait, toujours été politique. C'est pour des raisons géostratégiques que les Etats-Unis ont soutenu le régime, corrompu, de Fernando Marcos aux Philippines, que la France a soutenu tel ou tel pays du Maghreb ou d'Afrique. Selon un haut fonctionnaire, le Gabon est le pays où la proportion de détournements de l'aide a été la plus élevée ces dernières vingt-cinq années. Et les exemples sont légion.

Il n'est jamais trop tard pour s'insurger contre la corruption et l'utilisation au profit de quelques-uns des aides destinées à améliorer le sort de la population, même si cette indignation est tardive ou relève du calcul tactique. De ce point de vue, la mise en scène politique du « scandale » russe est une bonne chose pour avoir montré les limites des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) et manifesté la nécessité de mettre en place cette nouvelle architecture mondiale que promettent les pays du G 7. Elle a mis en lumière l'incapacité des institutions multilatérales à vérifier a priori où passe l'argent qu'elles versent. C'est particulièrement vrai pour le FMI, dont les prêts sont fongibles dans les réserves de la banque centrale du pays destinataire. Cela vaut également pour la Banque mondiale et, de manière générale, pour tous les bailleurs de fonds.

En amont, puisque les institutions multilatérales ne sont que l'émanation de leurs actionnaires, elle va pousser les grandes puissances à repenser leur politique de développement et à transformer en actes leur discours de principe sur la lutte contre les paradis fiscaux, le blanchiment d'argent, la nécessaire transparence et la mise en œuvre d'une bonne gouvernance. Elles ont aujourd'hui l'occasion de montrer que la raison d'Etat n'est pas forcément incompatible avec quelques principes de base de moralité financière. Dans les pays récipiendaires comme dans les pays riches. Car les industriels et les banquiers doivent également balayer devant leur porte : l'évasion des capitaux et les pots-de-vin ne peuvent exister qu'avec la complicité d'établissements bancaires ou de compagnies qui « s'adaptent » aux pratiques du pays et permettent la pérennité d'un système corrompu.

Babette Stern

Les gens *par Kerleroux*

Après le plein emploi

Suite de la première page

L'observation du dernier quart de siècle, on vient de le voir, ne nous permettrait de conclure qu'à la première possibilité : si demain devait ressembler à hier, l'aggravation du chômage lors de la prochaine récession nous fera franchir un palier plus élevé. Mais il est un enseignement robuste, intemporel dirais-je, que nous livre le passé : les périodes de recul du chômage ont toutes été des périodes de retour de la croissance à un rythme relativement soutenu.

Pourtant, combien de fois n'a-t-on pas entendu que la croissance ne créait plus d'emplois ? Jusqu'en 1997, ce fut une des croyances les mieux partagées dans le monde politique. Mais, d'une certaine façon, cette croyance était induite par la pensée économique dominante selon laquelle le chômage n'avait de causes que structurelles. Dans ces conditions, une croissance plus vive était soit empêchée, soit porteuse d'inflation. Ainsi a-t-on légitimé ce qu'il faut bien appeler le renoncement aux politiques de croissance qui a caractérisé les années 90.

Avant le plein emploi, il fallait débarrasser l'économie française des éléments de « socialisme » hérités du pacte d'après guerre et progressivement intégrés au système pendant les « trente glorieuses ». Aujourd'hui où l'on n'ose plus répéter une telle affirmation, c'est sous une autre forme qu'elle resurgit : ce sont les évolutions démographiques spontanées qui, parce qu'elles réduisent la population active, permettront le retour au plein emploi. En clair, ce n'est pas la croissance qui permettra de réduire le degré de sous-utilisation du travail, mais la disparition de l'« excédent » de population. C'est une autre façon de dire que le chômage est naturel, puisqu'il résulterait d'une surproduction des hommes. Le premier ministre ne se tromperait pas en annonçant pour dans dix ans la société de plein emploi ; mais cet avenir ne devrait rien à son œuvre, il est simplement inscrit dans la fatalité du vieillissement de la population.

Il nous faut comprendre la relation entre l'emploi, la croissance et la population active pour percevoir ce que les deux affirmations précédentes ont d'erroné. L'augmentation du nombre des emplois peut être d'autant plus élevé et la croissance d'autant plus forte qu'il existe des réserves de travail inutilisées, c'est-à-dire du chômage. Car le taux de la croissance en un pays dépend essentiellement de deux facteurs : l'augmentation du nombre des personnes au travail – 12 personnes produisent davantage que 10 – et le progrès technique, qui fait que la production par travailleur a tendance à continûment s'élever. Ce second facteur est évidemment la source principale de l'élévation du niveau de vie. Si chacun produit 3 % de plus, il peut en effet gagner 3 % de plus sans que l'économie ne connaisse de tensions inflationnistes.

ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES

Mais c'est le premier facteur qui nous intéresse ici, parce qu'il fait litière de l'argument selon lequel les évolutions démographiques permettraient de retrouver spontanément le plein emploi. La baisse du nombre de personnes au travail signifie une baisse de la croissance économique, et elle ne s'accompagnerait d'un retour au plein emploi que si et seulement si le nombre des postes de travail baissait moins que proportionnellement. Or rien n'est moins sûr. Moins de jeunes couples, par exemple, signifie moins de construction de nouveaux logements, et probablement une baisse des prix de l'immobilier, moins d'achat de biens durables, etc. Dans ces secteurs, le nombre des emplois diminuerait et, de proche en proche, par effet de contagion, dans la plupart des autres secteurs de l'économie. En bref, les évolutions démographiques influent sur le rythme de croissance mais sont sans effet, autres que transitoires, sur le taux de chômage. Il n'y a pas grand chose à espérer de ce côté-là. Et ce n'est que bon sens, le vieillissement d'une population n'est pas particulièrement une bonne nouvelle.

POIDS ARTIFICIEL

Mais la croissance effective dépend aussi d'autres facteurs. Pour des raisons diverses, elle peut rencontrer des obstacles qui l'empêchent d'atteindre son potentiel. Dans les courses avec handicap, les chevaux les plus performants sont lestés de poids supplémentaires qui les empêchent effectivement d'atteindre leur rythme le plus rapide.

On comprend aujourd'hui avec un peu de distance ce que l'on ne voulait point admettre avec obstination : un tel handicap a effectivement été imposé à l'économie française sous forme de taux d'intérêt anormalement élevés. L'épisode a la netteté d'une expérience de laboratoire : les chevaux débarrassés du poids artificiel qui leur était imposé retrouvent leur allure normale. Ce ne sont pas les sacrifices d'hier qui expliquent les performances d'aujourd'hui, mais la disparition d'une contrainte artificielle. Eût-elle disparu plus tôt que le retour de la croissance eût été avancé.

Le plein emploi demain est subordonné à la poursuite de la croissance. Il ne faut pas avoir la mémoire courte. L'épisode de baisse du chômage que nous connaissons aujourd'hui n'est pas le premier ni le plus important que la France a connu depuis le début des années 80. Mais si l'annonce au retour d'une société de plein emploi est aujourd'hui plus crédible qu'hier, c'est qu'on ne voit plus pour quelles raisons on imposerait à l'économie française de nouveaux handicaps artificiels.

On peut même se mettre à rêver de l'après plein-emploi. Car l'économie française, comme la plupart des économies européennes, est caractérisée aujourd'hui à la fois par du chômage et du sous-emploi, qui, pour l'essentiel, est du mal-emploi. Pour que ce dernier disparaisse, il faut que les emplois morcelés se transforment en emplois choisis, que le travail précaire voie son importance diminuer, que l'écart entre les compétences et la qualification des emplois se réduise, que les taux d'activité, singulièrement des « vieux », augmentent. Mais une société qui a besoin de tous ses citoyens pour produire est caractérisée par un autre rapport entre les forces sociales que celui du temps présent, un autre partage des revenus et des richesses. Peut-être le seul obstacle au retour du plein-emploi est-il dans la capacité de certaines fractions de la société de s'opposer à cette évolution des rapports de forces que ce retour suppose. Mais alors à quoi servirait le gouvernement ?

Jean-Paul Fitoussi
pour Le Monde

RECTIFICATIFS

Athlétisme

Le nouveau record du monde du kilomètre établi par le Kényan Noah Ngeny n'est pas de 2 mn 16 s 96, comme nous l'avons écrit dans *Le Monde* du 7 septembre, mais de 2 mn 11 s 96. Le précédent record, que détenait le Britannique Sebastian Coe depuis 1981, était bien de 22 centièmes de seconde supérieur (2 mn 12 s 18).

Parité

Le rapport de Dominique Gillot (PS) sur l'application du principe de parité dans les modes de scrutin, remis au premier ministre, Lionel Jospin, le 8 septembre, propose d'imposer un taux de 50 % de femmes sur les listes aux prochaines élections régionales et européennes, et non pas 40 % comme nous l'avions indiqué, par erreur, dans *Le Monde* du 10 septembre.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : **01-42-17-20-00.** Télécopieur : **01-42-17-21-21.** Télex : **206 806 F**
Tél. relations clientèle abonnés : **01-42-17-32-90**
Internet : **http : //www.lemonde.fr**

ÉDITORIAL

Une injustice française

DES centaines de vieillards marocains ont récemment traversé la Méditerranée pour converger sur Bordeaux, la ville où sont gérées leurs pensions militaires. Il ne s'agit pas d'immigrés classiques mais d'anciens combattants qui, discrètement, viennent rappeler à la France sa dette à leur égard. De la victoire contre le nazisme aux bourbiers d'Indochine et d'Algérie, ils sont au total près de 60 000 Africains, Maghrébins et Indochinois à avoir combattu sous le drapeau de leur colonisateur, souvent en première ligne. Aujourd'hui, les voilà entassés dans des foyers pour sans-abri, septuagénaires abîmés par la vie et par la guerre, errant en France en quête de leurs droits sociaux.

Un volet entier de la loi Chevènement sur l'immigration de 1997 a pourtant été conçu pour améliorer la situation des vieux immigrés. En permettant la liquidation et la perception au pays des retraites, elle a fait cesser l'absurdité qui consistait à maintenir en France contre leur gré les anciens travailleurs soucieux de conserver l'intégralité de leurs droits ; elle a instauré une carte de séjour « retraité » qui facilite les allers-retours ; surtout, elle a supprimé la condition de nationalité française pour la perception de l'allocation adulte handicapé et du minimum vieillesse.

C'est cette dernière prestation, versée sous condition de résidence en France, qui fait débarquer les anciens combattants Marocains à Bordeaux. Entre cette allocation et les misérables pensions de guerre et d'invalidité, ils ont vite fait le calcul. « Cristallisées », c'est-à-dire quasiment gelées depuis la décolonisation, leurs retraites ne dépassent guère quelques centaines de francs par trimestre, alors que le minimum vieillesse – 3 540 francs – permet de faire vivre enfants et petits-enfants au Maroc.

Là se situe un scandale qui dure depuis quarante ans dans l'indifférence générale. En décidant, en 1959, le gel des pensions d'anciens combattants comme réponse à la volonté d'indépendance des anciennes colonies, le gouvernement du général de Gaulle a créé une injustice qui n'a fait que s'aggraver depuis lors. Même aujourd'hui, alors qu'ils sont de moins en moins nombreux, le gouvernement refuse le moindre geste financier à leur égard. L'Etat reprend même les arguments des pays d'origine selon lesquels verser à ces « vieux » une pension alignée sur celles versées aux Français, infiniment supérieure aux salaires locaux, serait une source de désordre social.

La question de la dette de la France à l'égard des étrangers qui ont combattu à ses côtés reste encore taboue, au point qu'il a fallu récemment l'intervention de Pierre Messmer pour qu'Elisabeth Guigou consente à l'idée de faciliter la naturalisation des légionnaires blessés au combat. Quarante ans après une décolonisation douloureuse, il serait temps que la France solde non seulement politiquement mais financièrement ses comptes avec ceux qu'elle est allée chercher, parfois sous la contrainte, pour défendre ses intérêts et sa liberté.

Le Monde est édité par la **SA LE MONDE**
Président du directoire, directeur de la publication : **Jean-Marie Colombani**
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy**, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : **Edwy Plenel**
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ;
Michel Kajman *(Débats)* ; Eric Fottorino *(Enquêtes)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : **Robert Solé**

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **SA Le Monde**
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises,
Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Il y a 50 ans, dans Le Monde

Dévaluation et hausse des salaires

LE PROBLÈME des salaires a été soulevé après la dévaluation avec une rapidité qui ne s'expliquerait pas si depuis quelque temps déjà des revendications n'avaient été présentées ou préparées par les syndicats. L'opération monétaire qui vient d'être faite peut en effet servir d'occasion, mais non de justification à une hausse générale des salaires.

Pourquoi a-t-on dévalué le franc ? Parce que la dévaluation de la livre et d'autres monnaies, en élevant le niveau relatif des prix français, nous aurait affaiblis dans la concurrence internationale, aurait arrêté nos exportations et condamné nos industries au chômage. Une hausse générale et nominale des salaires risquerait donc, en relevant nos prix de revient, de détruire en totalité ou en partie les effets de la dévaluation.

Cependant, sans parler de certaines revendications outrancières, il est des esprits sérieux, dans le ministère même, pour proposer qu'une augmentation générale, mais assez faible, soit décrétée rapidement. Ils font observer que la dévaluation, par son effet sur les produits importés, élèvera le coût de la vie. C'est possible, mais ce n'est pas certain.

D'après des calculs officiels l'action sur les prix serait peu sensible, la baisse du sterling et d'autres monnaies compensant en partie la hausse du dollar. Par ailleurs, la réduction des achats aux Etats-Unis accentuera peut-être la tendance à la baisse des cours, au moins pour certains produits de la zone dollar. En tout cas les conséquences mécaniques de la dévaluation sur les prix intérieurs français ne se feront pas sentir avant quelques semaines.

Marcel Tardy
(24 septembre 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : **3615 code LEMONDE**
Documentation sur Minitel : **3617 code LMDOC**
ou **08-36-29-04-56**

Le Monde sur CD-ROM : **01-44-88-46-60**
Index et microfilms du *Monde* : **01-42-17-29-33**

Le Monde sur CompuServe : **GO LEMONDE**
Adresse Internet : **http : //www.lemonde.fr**

Films à Paris et en province : **08-36-68-03-78**

LeMonde Job: WMQ2409--0018-0 WAS LMQ2409-18 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 09:27 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0388 Lcp:700 CMYK

Alexandre Kojève : du trompe-l'œil au vertige

par Dominique Auffret

SAURA-t-on un jour parler avec justesse d'Alexandre Kojève, ce singulier philosophe – (très) haut fonctionnaire (sans en avoir, d'ailleurs, le satut) ? Dernière révélation en date : la DST croit pouvoir affirmer (*Le Monde* du 16 septembre) qu'il fut l'un des agents du KGB pendant trente ans et qu'*« il aurait joué un rôle important dans le cadre des liens entre Charles Hernu et le KGB »*. La parution en Grande-Bretagne du livre *The Mitrokhin Archive*, coécrit par l'universitaire Christopher Andrew et un ancien archiviste du KGB, le colonel Vassili Mitrokhine, ravive le parfum de scandale qui accompagne toujours de telles « révélations ».

Pour la première fois, voici le nom d'Alexandre Kojève, plus connu pour son interprétation de Hegel et pour avoir été le théoricien de la fin de l'histoire, bien avant Francis Fukuyama, jeté au pâture au public.

Je pressentais, il est vrai, que, dans les circonstances actuelles, plus encore qu'à l'époque où avait éclaté l'affaire Hernu, le nom d'Alexandre Kojève finirait bien tôt au tard par « sortir ». N'avais-je pas moi-même entendu un informateur de la DST dire au téléphone à l'historienne du communisme Annie Kriegel, à qui je rendais visite peu après la parution de ma biographie de Kojève (Grasset, 1990), que le grand interprète de Hegel était clairement identifié comme un *« agent du KGB »* et que *« le KGB avait transmis les éléments du dossier permettant de l'affirmer »*.

Surtout, j'avais été conduit à penser que certaines des difficultés – rétention d'informations, contrôle permanent sur le contenu de l'ouvrage, chantage auprès de mon éditeur – rencontrées lors de ma recherche sur le « célèbre inconnu », né en Russie en 1902, sur ce philosophe mystérieux et génial, conseillé des princes depuis son bureau, quai Branly, de la direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère des finances pouvaient être liées à la connaissance, à tout le moins, au fort soupçon par certain(e)s de ses proches de son appartenance au KGB.

> Si tous les éléments du dossier étaient rendus publics et faisaient l'objet d'une critique scientifique, on verrait que, si Kojève fut, comme il est affirmé, un agent du KGB, il le fut dans un sens bien spécial

Mais je dois m'empresser d'ajouter que cette « révélation » ne laisse pas à mes yeux de soulever des difficultés et de poser des questions. D'abord, nous ne connaissons pas, à ce jour, le contenu du dossier. Le fait qu'il existe un dossier, seul fait que l'on puisse tenir pour assuré, ne permet aucune conclusion sur l'appartenance ou non de Kojève au KGB. Une institution telle que la DST, de même que le MI5 en Angleterre, peut bien convaincre – ou d'ailleurs ne pas convaincre – le gouvernement au service duquel elle travaille, elle n'est pas toujours en mesure de prouver par ce qu'elle affirme simplement que ce qu'elle dit est vrai. Juge et partie alors, son jugement ne saurait que *« réputer »* et non *« identifier »* comme on est en droit de l'attendre d'un jugement de droit, émis par une juridiction désintéressée, tierce par définition par rapport à l'Etat et au justiciable mis en cause.

Tout laisse à penser que les services de renseignement français ouvrirent de multiples dossiers au sujet de personnalités politiques qui n'étaient pas a priori de gauche, pour, si besoin était, briser net leur carrière. Parce que la DST n'est pas elle-même sans distinguer entre diverses catégories : *« traître »*, *« agent d'influence »*, *« simple contact »*, *« espion »* ou simple *« sympathisant politique »*, on est en droit de s'interroger sur l'interprétation à donner d'une éventuelle collaboration de qui que ce soit, qu'il s'appelle Claude Estier, Charles Hernu ou Alexandre Kojève !

Il est trop facile, à destination d'un public actuel, de plus en plus dépourvu de culture historique, et s'accommodant de représentations toutes faites, de jeter l'anathème sur des personnalités dont l'action « historique » devait immanquablement comporter de multiples facettes pour être efficace (quels que pussent être les motifs idéologiques de leur engagement).

J'ai, pour ma part, tout lieu de penser que si tous les éléments du dossier Kojève étaient rendus publics et faisaient l'objet d'une critique scientifique, on verrait que, si Kojève fut, comme il est affirmé, pendant trente ans un agent du KGB, il le fut dans un sens bien spécial. Si spécial qu'il pourrait bien expliquer pourquoi, nonobstant la mort de Kojève survenue il y a plus de trente ans, la DST ne mentionne Kojève que maintenant.

Tout indique que les services de renseignement français ont enquêté sur Kojève depuis fort longtemps. Pour au moins trois raisons. La première : son origine russe (il obtint sa naturalisation en janvier 1937). La deuxième : sa réputation d'hégélien de gauche et le fait qu'il pouvait, mi-roublard mi-sérieux, se présenter, ainsi que le rapporte, admiratif et agacé, Raymond Aron, comme *« la conscience de Staline »* et qu'il se dira *« affligé »* comme s'il s'agissait de son père à la mort du « Petit Père des peuples ». Enfin, et surtout : Kojève occupera à partir de 1945 jusqu'à sa mort (1968) une place éminente de conseiller gouvernemental en matière de politique commerciale française, intervenant en permanence dans de nombreuses enceintes internationales.

Si Kojève fut, comme la DST l'affirme aujourd'hui, *« agent du KGB »*, cela ne présume aucunement du rôle qui put alors être le sien. La biographie de Kojève, comme je l'ai montré avec le concours de Maud Amine, n'exclut pas une telle possibilité qui, si elle était avérée, complèterait assez logiquement le tableau du personnage étonnant qu'il fut.

Mais il est un fait à propos duquel je crois qu'il est possible de risquer une appréciation à peu près assurée : Kojève ne fut certainement pas un espion à la manière de la vieille dame anglaise dont la presse était pleine il y a quelques jours.

Kojève fut recruté à la fin de la guerre à la DREE, par Robert Marjolin, auditeur en 1938 et 1939 du fameux séminaire (1933-1939) à l'Ecole pratique des hautes études sur *La Phénénoménologie de l'esprit,* de Hegel. Il fut secrétaire de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) à partir de 1948. Toute sa seconde carrière consista, jusqu'à sa mort survenue à Bruxelles lors d'une réunion du Marché commun, à conseiller les gouvernements français sur les dossiers les plus importants. Il jouera un rôle non négligeable en 1950 dans les suites du plan Schuman concernant le programme de la Communauté européenne sur le charbon et l'acier (CECA). Il occupera une position de premier plan dans toutes les négociations internationales, à la CNUCED ou au GATT. Aurait-il pu, impunément, avoir été un espion pour les Soviétiques ? Cela n'a, à mes yeux, pas de sens.

Ce Russe d'origine qui s'exila en 1920, neveu du peintre Kandinski, fut l'ami, le conseiller, le stratège reconnu des décisions de Bernard Clappier (qui fut directeur de la DREE, puis gouverneur de la Banque de France) et d'Olivier Wormser (lequel achèvera sa carrière comme ambassadeur de France à Moscou !). Il fut estimé comme nul autre par Raymond Barre. Les accusations du moment ne semblent nullement tenir compte de la philosophie politique de Kojève, qui est probablement la clé de la totalité de son action à la DREE et qui se conjugue à l'intelligence supérieure de l'homme qui fut aussi un expert... pour brouiller les pistes. Cette philosophie, dont l'essentiel sera transcrit en 1943 dans *Esquisse d'une phénoménologie du droit* (Gallimard), mais que Kojève refusera de publier de son vivant afin de ne pas dévoiler l'« artillerie » qui lui servirait pendant plus de vingt ans comme base de son action, explique l'avènement, au terme de l'histoire politique et juridique de l'humanité, de l'Etat universel et homogène et prévoit, entre la phase intermédiaire de l'Etat-nation (dont la seconde guerre mondiale signe la mort historique) et la formation de cet Etat mondial, la constitution d'empires dont les Etats-Unis, le Commonwealth britannique et l'URSS anticipent la future actualité pour la planète entière.

Pour Kojève, l'URSS accomplissait le destin historique recherché par la Sainte Russie pendant des siècles et Staline en était le César-Inquisiteur, annoncé de façon visionnaire, pour le honnir, par Dostoïevski dans sa parabole du Grand Inquisiteur des *Frères Karamazov*. L'Europe continentale n'avait pas encore, selon lui, construit son empire et n'existait désormais que sur les décombres brûlants de la guerre. Kojève saura gré ultérieurement au général de Gaulle d'avoir su réinsuffler aux Français une idée nationale en rapport avec la conquête universaliste des droits de l'homme par la Révolution française, complètement dévoyée et annihilée par le pétainisme.

Kojève travaillera toute sa vie pour la formation autonome de l'Empire européen, et d'abord à travers son action en faveur du Marché commun, puis de la réalisation de la Communauté européenne. Même si, dans le sillage du général de Gaulle, il refusait le modèle des Etats-Unis d'Europe rêvés par Jean Monnet. Par ailleurs, en cela opposé à la conception internationaliste de Trotsky et à la paranoïa occidentale qui craignait à tout moment l'invasion, il ne crut jamais que Staline voulait étendre le soviétisme à la planète entière.

> Pendant la guerre, Kojève écrit une « Notice sur l'autorité » dans laquelle il accepte l'idée, au cas où les nazis sortiraient victorieux, qu'il faudrait envisager de travailler avec eux pour préparer contre eux l'après-nazisme

Tout laisse donc à penser que, s'il était vérifié que Kojève fut un agent du KGB, il ne le fut certainement pas en vil serviteur de la politique des maîtres du Kremlin – dont il connut la cruauté dès les débuts du régime en 1917 (il faillit être fusillé à Moscou, à quinze ans, pour une banale affaire de contrebande de savon) et qu'il avait fuit, faute d'être autorisé, comme bourgeois moscovite, à suivre des études, par son exil en 1920 !

L'hypothèse que Kojève chercha à utiliser à ses fins le KGB, et peut-être même en parfait accord avec les gouvernements français, doit être sérieusement envisagée. On doit, à la faveur de cette thèse, évoquer une note secrète de Kojève, tenue sous le boisseau par son entourage, de crainte sans doute qu'elle ne fût mal interprétée. Pendant la guerre, Kojève écrit une *Notice sur l'autorité* – mention en est faite dans *L'Esquisse,* page 499 – dans laquelle il accepte l'idée, au cas où les nazis sortiraient victorieux, qu'il faudrait envisager de travailler avec eux pour préparer contre eux l'après-nazisme.

Cette position de Kojève prouve bien qu'il n'était pas homme à se laisser dicter les termes du débat politique européen par le maître du jour, dût-il faire avec l'autorité du moment. Il n'y a pas dans l'analyse du Kojève de la *Notice,* ni d'ailleurs dans son action réelle pendant la guerre – il faillit encore être fusillé, par les nazis cette fois –, à voir la moindre adhésion au nazisme. Encore moins doit-on supposer que Kojève, eût-il été l'agent du KGB réputé par la DST, ait put se *« rallier »* en *« traître »* à la Russie soviétique.

Kojève, bien après sa mort, continue et continuera longtemps à piéger son monde. De ce point de vue, chacun pourra méditer sur le fait qu'avant de mourir il choisit de disperser son œuvre, la répartissant entre les femmes qui avaient joué auprès de lui un rôle important, à un titre ou à un autre.

Dominique Auffret *est professeur de psychologie fondamentale à l'Ecole de psychologues praticiens de Paris et Lyon, psychanalyste.*

LeMonde Job: WMQ2409--0019-0 WAS LMQ2409-19 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 18:46 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0389 Lcp:700 CMYK

Pour ne pas subir l'Europe, il faut la parfaire

par Massimo D'Alema

EN un certain sens, la réalité va plus vite que nos structures mentales, ce qui nous oblige à reconsidérer nos approches au regard de l'Europe. C'est dans cet état d'esprit qu'il faut envisager la valeur de la confrontation d'idées entre deux pays comme l'Italie et la France, qui ont historiquement joué un rôle décisif d'impulsion dans le processus d'intégration européenne.

Nous avons fortement voulu l'euro mais, en quelque sorte, « subi » le Kosovo. Nous nous sommes trouvés dans une situation paradoxale : force nous a été de gérer deux défis essentiels pour l'avenir de l'économie et de la sécurité de notre continent – et destinés à caractériser son identité – alors qu'en arrière-plan l'Union européenne vivait une crise institutionnelle sans précédent. Mais nous avons su réagir. Voilà pourquoi je me sens en mesure d'affirmer aujourd'hui qu'une phase de grandes opportunités s'ouvre devant nous.

Nous avons, tout d'abord, de nouvelles institutions auxquelles nous référer : un Parlement européen tout juste réélu, transformé et fortifié par les pouvoirs d'Amsterdam ; une Commission qui est née, somme toute, sur la base d'un mandat « fort » et qui est appelée à faire face avec courage, outre à sa propre réforme, aux trois questions centrales dont a parlé Romano Prodi dans son discours d'investiture à Strasbourg : l'élargissement, une nouvelle phase de réformes institutionnelles et la capacité de réponses créatives à la question sociale décisive de notre continent : le chômage.

Si le nouveau Parlement et la nouvelle Commission choisissent la voie d'une grande coopération constructive – il existe de bonnes raisons pour la réaliser –, le troisième volet du « triangle » qui dirige l'Europe, le Conseil, devra, lui aussi, montrer la même responsabilité.

Mais que signifie, plus précisément, saisir l'existence de nouvelles opportunités pour essayer de surmonter les faiblesses encore évidentes de la construction européenne ? Très concrètement, trois choses : une conférence intergouvernementale dotée d'un ordre du jour incisif et aussi avec un calendrier bien défini ; un soutien politique de fond au développement d'une véritable identité européenne dans le domaine de la politique étrangère et de défense ; enfin, mais certes pas en dernier, une gestion équilibrée et innovante de la politique économique de l'Europe.

Certes, il existe une série d'autres questions très importantes : par exemple, les thèmes de la construction d'un espace européen de sécurité, justice et liberté, qui seront au cœur du prochain sommet de Tampere et qui sont des thèmes vitaux pour un pays comme l'Italie, sorte de frontière de fait exposée de l'Europe continentale. Mais il est hors de doute que la partie centrale et essentielle de l'identité de l'UE se joue sur la combinaison institutions-économie-sécurité.

La conférence intergouvernementale devra, avant tout, faire en sorte que les prochains élargissements soient possibles, tâche primordiale dont dépend notre crédibilité vis-à-vis des pays depuis longtemps associés à l'UE et notre capacité d'agir réellement sur le plan continental en tant que facteur de stabilité. S'il est vrai que l'Europe ne peut envisager de s'élargir sans se réformer, il est aussi vrai que cette contrainte ne saurait – comme l'a justement noté Jacques Attali dans son récent rapport sur l'avenir de l'Union – être utilisée comme prétexte pour retarder son élargissement mais pour le rendre concrètement possible. Ce qui n'empêche pas que le thème des réformes institutionnelles doive aller au-delà des fameux *left-over* d'Amsterdam, bref, qu'il soit posé plus courageusement : et cela est particulièrement valable en ce qui concerne la nouvelle organisation de la PESC.

Il est en effet difficile de nier qu'une des plus éclatantes implications politiques de la crise du Kosovo a justement été l'apparition d'une nouvelle conscience de la nécessité et de l'urgence, de voir l'Europe se renforcer sur le terrain de la sécurité commune. Il s'agit aujourd'hui d'exploiter au mieux l'occasion qu'offre la nomination de Javier Solana comme haut représentant de la PESC, nomination qui ne doit pas rester formelle mais être « ancrée » à des structures décisionnelles et à des capacités opérationnelles adéquates.

La bataille pour l'emploi en Europe n'est pas une compétition qui puisse connaître des vainqueurs et des vaincus : le chômage est une défaite pour tout le monde

L'Europe a besoin de se donner des capacités militaires qui, bien plus que celles qui existent actuellement, soient en mesure de s'acquitter de missions de gestion des crises, dans le cadre de l'OTAN ou aussi de façon autonome. C'est là un domaine où la définition d'objectifs de « convergence » – non pas rigides, mais flexibles ; qualitatifs et non seulement quantitatifs – pourra servir à orienter la réorganisation en cours des forces militaires nationales.

Cependant, des capacités militaires dénuées de capacités décisionnelles ne serviraient pas à grand chose : c'est pourquoi le scénario général qui sous-tend notre action depuis Washington et Cologne – le renforcement de l'identité européenne de défense dans l'OTAN, l'intégration de l'UEO dans l'UE, l'établissement de nouveaux rapports directs entre l'UE et l'OTAN – doit s'accompagner de choix spécifiques. De ceux-ci fait partie la définition d'une nouvelle structure (comité politique et de sécurité, comité militaire, cellule de planification) sur laquelle « M. Pesc », qui sera aussi secrétaire général du Conseil, pourra s'appuyer.

L'Europe, enfin, doit utiliser l'occasion qu'offre l'euro pour consolider une stratégie qui soit en mesure de combiner croissance, stabilité et équité dans la distribution des ressources. Il est évident qu'un euro fort et stable ne saurait se baser que sur une économie européenne en vigoureuse croissance, compétitive sur le marché global et en même temps en mesure d'offrir du travail à ses citoyens, notamment les plus jeunes.

La monnaie unique sera un puissant stimulant au changement, à l'adaptation de l'économie et de la société européennes aux nouveaux défis qui nous attendent. Il ne peut en être qu'ainsi. D'ailleurs, l'euro une fois réalisé, il reste encore beaucoup à faire pour mettre au point et appliquer des politiques en vue de la croissance et de l'emploi. C'est là un terrain où il faut rechercher une combinaison vertueuse entre choix nationaux et engagements au niveau de l'Union.

Si le choix d'un modèle unique a été indispensable pour la politique monétaire, je crois beaucoup plus fécond qu'il y ait, dans d'autres domaines, des confrontations entre modèles nationaux différents, non pas pour entrer en compétition les uns contre les autres mais pour qu'ils s'influencent plutôt réciproquement et que les pays puissent apprendre les uns des autres. Tout cela doit devenir plus cohérent par le biais d'un cadre de référence unitaire. C'est là le rôle du Pacte européen sur l'emploi, qui relie le cadre macroéconomique aux mesures microéconomiques et structurelles, encourage un processus d'émulation entre les meilleures pratiques et indique en même temps les mesures concrètes – comme le développement d'infrastructures et de grands réseaux – qui devront être prises au niveau de l'Union.

La bataille pour l'emploi en Europe n'est pas une compétition qui puisse connaître des vainqueurs et des vaincus : le chômage est une défaite pour tout le monde car il représente une énorme perte de ressources et une humiliation pour tous ceux qui reconnaissent dans le travail la richesse la plus grande de la société.

La tâche qui attend les gouvernements européens sur ce terrain est certainement très ardue. Elle devra être menée avec acharnement mais aussi avec imagination et créativité pour trouver la juste combinaison de politiques nationales et européennes. Car ce sera évidemment de cette combinaison que naîtra l'identité concrète de l'Europe du XXIe siècle.

***Massimo d'Alema** est président du conseil italien.*

AU COURRIER DU « MONDE »

L'Alsace en mots

Soucieux de l'état de notre *« patrimoine linguistique »*, Jean Hourcade propose de *« réinjecter les langues régionales dans le français (...). Truffons le français de béarnais, de provençal, de breton, de créole »* (Courrier du *Monde* daté 19-20 septembre).

Et l'alsacien alors ? Car le français a aussi emprunté et assimilé nombre de mots alsaciens : choucroute et kouglof, bien sûr, mais aussi flan, frichti, schnick, chic, etc. Le linguiste Jean Charier en a établi un compendium documenté et savoureux dans *« Recherches germaniques »* (n° 3, Strasbourg 1973).

Lucien Kieffer
Le Mans

Journée sans voitures

Je trouve un peu gênant que dans l'article consacré à la journée sans voitures (*Le Monde* du 22 septembre), l'initiative soit attribuée au ministère de l'aménagement du territoire et à Dominique Voynet. Ce n'est pas que je conteste le fait qu'ils aient du mérite à l'organiser, mais l'initiative revient quant à elle à la ville de La Rochelle en 1997. Les problématiques et l'esprit de la journée avaient été largement définis et testés lors de cette première expérience et cela est dommage qu'un peu de mérite ne revienne à ses initiateurs.

Cécile Fredon
par courrier électronique

Le chercheur et l'université

M. Allègre désire que la recherche soit valorisée (*Le Monde* du 22 septembre). Il déclare être contre la fonctionnarisation précoce des chercheurs. Ceci semble indiquer qu'il favorise la création de start-up. Que faut-il alors penser du texte que doit signer tout thésard s'inscrivant à l'université de Paris VI, dont je reprends une des phrases : *« Le doctorant s'interdit d'utiliser les résultats des travaux de la thèse pour des recherches futures à l'extérieur du laboratoire et des applications éventuelles »*, et ce jusqu'à *« deux ans après le départ du doctorant du laboratoire. »*

Je prépare une thèse en informatique. Dans ce domaine, deux ans d'attente me privent de la majeure partie du bénéfice de mes recherches.

Que signifie cette politique ? L'université est-elle devenue un centre de recherche concurrentielle, sans en avoir les moyens ?

Eric Leblond
par courrier électronique

Kochmar

Dans votre éditorial du 19 août on pouvait lire, au sujet de l'alliance entre M. Primakov [ex-premier minitre russe] et le maire de Moscou : *« Pour le président russe, bien sombre ces derniers jours, il s'agit en effet du pire des scénarios, d'un "cauchemar", comme on dit familièrement là-bas en français. »*

Quand un Russe utilise le mot « kochmar », il ne pense guère à ses origines françaises. Ce mot existe dans la langue russe depuis le deuxième quart du XIXe siècle, précise le dictionnaire historico-étymologique de la langue russe. En 1835, Gogol l'a déjà employé dans sa nouvelle *« Le Portrait »*. Quant à son usage stylistique, il n'est pas familier, mais neutre.

Lara Estel
Paris

Racisme russe

L'esprit anti-caucasien que vous décrivez (*Le Monde* du 18 septembre) ne se limite pas à Moscou et il n'est pas né avec les attentats de la semaine dernière. Ayant vécu et fait mes études de médecine à Rostov-sur-le-Don puis à Krasnodar, je peux vous dire qu'il est omniprésent sur tout le territoire russe, et ses racines remontent loin dans l'histoire. Le gouvernement russe a un « besoin vital » de coupable(s), il veut pouvoir leur mettre un nom, un visage, une nationalité et une religion. Tant mieux s'il est caucasien à la peau basanée, musulman anti-russe de surcroît. C'est simple et facile.

Néanmoins, j'ai été choquée de lire qu'un programme de télévision aussi regardé que *Vremetchko* se fasse aussi l'outil d'une telle propagande (...).

Le monde entier assiste à l'agonie d'un empire mené par un gouvernement désespéré et impuissant et face à une communauté internationale mal à l'aise et déconcertée.

Karima El Karzazi
par courrier électronique

LeMonde Job: WMQ2409--0020-0 WAS LMQ2409-20 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:47 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0390 Lcp:700 CMYK

SOCIAL Les temps sont durs pour les employeurs américains qui ont de plus en plus de mal à embaucher et à conserver leur personnel. Pour obtenir la fidélité de leurs salariés, ils multiplient les offres d'amélioration des conditions de travail et d'avantages en nature. ● AU COURS DES HUIT DERNIÈRES ANNÉES, 20,3 millions d'emplois ont été créés aux Etats-Unis. Le taux de chômage est tombé de 6,8 % à 4,3 % de la population active. ● SELON UNE ÉTUDE de la National Association of Manufacturers publiée cette semaine, 83 % des PME américaines éprouvent aujourd'hui des difficultés à retenir leurs salariés. ● LES ENTREPRISES ont découvert que des années de « dégraissage » ont anéanti le sentiment de loyauté des salariés. ● LA PRÉFÉRENCE DES SALARIÉS va désormais aux avantages qualitatifs et à l'amélioration des conditions de travail.

Les patrons américains tentent par tous les moyens de retenir leurs salariés

Les 20 millions d'emplois créés aux Etats-Unis au cours des huit dernières années ont modifié les rapports de forces entre employés et employeurs. Pour conserver leur personnel, les entreprises multiplient les avantages sociaux

NEW YORK
de notre correspondante

IBM a cédé. Confronté à un vent de rébellion parmi le personnel à propos de l'instauration d'un nouveau régime de financement des retraites, le géant américain de l'informatique (291 000 employés) a préféré céder à la fin de la semaine dernière, plutôt que de voir écorner son image d'employeur modèle. Cette réforme, explique la direction d'IBM, visait à concentrer davantage de ressources sur la rémunération des salariés, afin d'attirer une main-d'œuvre hautement qualifiée, de plus en plus difficile à trouver dans le secteur des nouvelles technologies. Mais lorsqu'il apparut que le plan risquait aussi de provoquer le départ d'une partie des salariés actuels d'IBM, le calcul fut vite fait : demi-tour.

Les temps sont durs pour les employeurs américains, aussi puissants soient-ils : ces huit dernières années, 20,3 millions d'emplois ont été créés aux Etats-Unis. Le taux de chômage est tombé de 6,8 % à 4,3 % de la population active. Sur la Côte est, l'Etat du Connecticut revendique le taux de chômage le plus bas du pays : 2,1 %. A ce niveau-là, les patrons américains ne parlent plus de plein emploi mais de pénurie de main-d'œuvre ; dans un marché du travail extrêmement serré, leur marge de manœuvre se rétrécit à vue d'œil.

Premier défi : recruter. Deuxième défi : conserver. Selon une étude de la National Association of Manufacturers, publiée cette semaine, 83 % des PME américaines éprouvent des difficultés à embaucher et à conserver leur personnel. Le problème est particulièrement aigu dans le secteur des nouvelles technologies, où le taux de renouvellement du personnel atteint en moyenne 15 % à 20 % par an, ainsi que dans ceux de la vente, du marketing, du commerce de détail, des services financiers et de la santé privée.

IL FAUT FIDÉLISER

« Dans tous ces secteurs, affirme Sherill Riddle, vice-présidente de Development Dimensions International, société de consulting en ressources humaines basée à Pittsburgh, *se livre une véritable guerre pour le talent. »* Ronald Raab, qui dirige le cabinet de chasseurs de têtes RD Raab & C° à Philadelphie, affirme avoir été contacté au cours des derniers mois par *« plusieurs douzaines de start-up qui, dans le secteur de la high-tech, s'étranglent littéralement avec leur propre croissance : ce sont des entreprises d'une centaine d'employés qui viennent d'obtenir leur deuxième vague de capital-risque et sont prêtes à doubler leurs effectifs, ou à dégager un taux de croissance annuel de 50 % à 60 %, afin de capturer des parts de marché. Mais elles n'arrivent ni à recruter ni à fidéliser. »* Dans les directions des ressources humaines, *« retention »* (fidélisation) est devenu le maître-mot. Les grandes entreprises créent des *« comités de fidélisation »*, des postes de *« vice-président pour la fidélisation du personnel »*. La firme de consulting Ernst & Young (30 000 employés) a, depuis 1996, un « bureau pour la fidélisation » qui, en *« redéfinissant le travail et la flexibilité »*, se targue d'avoir réussi à retenir une bonne partie de sa main-d'œuvre, en particulier féminine.

TEMPS PARTIEL

Parmi les avantages proposés aux salariés tentés par le *job-hopping*, technique par laquelle le salarié saute d'un emploi à un autre, la direction offre l'accès à du personnel extérieur pour les tâches ménagères qui détournent les employés de leur travail (ménage, marché, soin des animaux domestiques, linge à apporter ou aller chercher chez le teinturier, entretien de la voiture familiale, organisation des vacances), ou encore la possibilité de s'habiller « sport » toute la semaine et non plus seulement le vendredi, de limiter les voyages d'affaires ou, enfin, luxe suprême, *« la liberté de ne pas écouter son répondeur ni relever son courrier électronique professionnels pendant le week-end et les vacances »*.

L'hebdomadaire *Business Week* évoquait récemment les efforts déployés par plusieurs grandes sociétés pour inciter les cadres de plus de cinquante ans, épuisés par un rythme de travail intense, à ne pas partir à la retraite anticipée, une fois leurs stock-options et leurs plans de retraite enrichis par Wall Street : pour eux, le temps partiel fait partie des solutions possibles.

Les employeurs américains sont en train de faire deux découvertes : d'abord, que des années de dégraissage d'effectifs, le fameux *downsizing*, et de réduction des coûts ont anéanti le sentiment de loyauté des salariés à l'égard de leur entreprise, et ensuite que, dans le monde des salariés américains, l'argent ne fait pas nécessairement le bonheur. *« Bien sûr, ils prendront votre argent,* assure David Russo, DRH du SAS Institute, société de logiciels de Caroline du Nord qui emploie 5 600 personnes, *mais cela n'achètera pas leur loyauté. »*

Le système de prime à l'embauche, qui s'est généralisé pour attirer la main-d'œuvre, permet aux employeurs d'éviter d'augmenter les salaires de l'ensemble des employés ; mais si elle peut séduire un nouvel embauché, elle ne l'incite pas à rester, surtout si, au bout d'un an ou deux, une entreprise concurrente lui propose une autre prime d'embauche. Les stock-options font aussi partie de la panoplie du parfait employeur, mais ne suffisent pas non plus à dissuader un employé de partir.

De plus en plus, la préférence des salariés va en fait aux avantages qualitatifs, à l'amélioration des conditions de travail : aménagement du temps, horaires flexibles (réellement flexibles, souligne un DRH, pas comme dans la Silicon Valley, *« où la flexibilité c'est pouvoir faire ses 80 heures quand on veut dans la semaine »*), vacances supplémentaires, aides pour la garde des enfants, possibilité de travailler chez soi par ordinateur.

RECYCLAGES

« Les primes et les augmentations de salaires ne suffisent plus à retenir les meilleurs employés, relève John Challenger, chef d'un cabinet de placement de Chicago. *Ce que les gens veulent, aujourd'hui, c'est un équilibre entre leur vie familiale et leur vie professionnelle. »* Ainsi le SAS Institute, qui affirme avoir l'un des plus faibles taux de renouvellement de personnel de l'industrie high-tech (moins de 5 % depuis vingt ans), a introduit, dès les années 80, crèches, centre médical et centre d'activités sportives sur les lieux de travail. D'autres entreprises forment des partenariats avec des écoles pour rapprocher les établissements scolaires du lieu de travail des parents.

Une autre grande exigence des salariés est la formation permanente, qui leur permet de rester compétitifs dans des industries en perpétuelle évolution. De plus en plus d'employeurs remboursent à leurs employés leurs études supérieures ou les aident à trouver des formations. Dans l'Oregon, Intel, par exemple, s'est associée avec une université locale où ses employés peuvent aller se recycler en permanence, aux frais de l'entreprise, comme Toyota dans le Kentucky.

Restent bien sûr, tous les petits avantages en nature qui ont fait leur apparition ces deux dernières années, du massage sur le lieu de travail au hamac dans le bureau en passant par les cours de pilotage gratuits. Pour Berverly Kaye, auteur d'un livre qui vient de sortir à San Francisco, sous le titre *Love'em or Lose'em, Getting Good People to Stay* (« Aimez-les ou perdez-les, Comment garder les bons employés ») et pour bon nombre de sociologues du travail, ces petites attentions sont dérisoires : ce qui incite un employé à rester, une fois obtenu un bon niveau de rémunération, c'est avant tout un environnement professionnel motivant et agréable, dans lequel il continue d'apprendre, se sent apprécié et utile, sous les ordres d'une direction *« qui le considère comme un atout et non comme un handicap »*.

Sylvie Kauffmann

Emploi à vie et augmentations salariales dans l'automobile

Signe de la bonne santé de l'économie américaine et de la situation de plein emploi, les syndicats parviennent à obtenir de fortes concessions de la part des employeurs. Ainsi, les 75 000 ouvriers syndiqués de DaimlerChrysler viennent de signer un nouveau contrat de travail de quatre ans, qui prévoit des hausses de salaires annuelles de 3 %, une première depuis 1982. Le salaire horaire de base de DaimlerChrysler atteindra donc 22,63 dollars (près de 140 francs) en 2003. Mieux, l'UAW, le syndicat de l'automobile, a obtenu l'emploi jusqu'à la retraite pour ses salariés les plus anciens, ainsi qu'un bonus de 1 350 dollars. Enfin, ultime concession, DaimlerChrysler a promis de ne pas fermer ou vendre d'usines aux Etats-Unis. Les deux autres constructeurs automobiles américains, General Motors et Ford, vont entamer des négociations avec UAW sur les bases du contrat signé chez DaimlerChrysler.

En Géorgie, Revenue Systems offre une BMW à l'embauche

NEW YORK
de notre correspondante

Ce n'est pas un hasard si le parking de Revenue Systems Inc., petite entreprise de logiciels située à Alpharetta (Géorgie), au nord d'Atlanta, ressemble à s'y méprendre à celui d'un concessionnaire BMW : lorsque l'on travaille à Revenue Systems, on conduit une BMW. Non pas par mimétisme, mais parce que la voiture fait partie du contrat d'embauche.

Une BMW en prime : c'est la trouvaille qui a permis aux dirigeants de cette entreprise de 60 employés de faire face à la pénurie de main- d'œuvre, particulièrement cruelle dans le secteur de la high tech. *« Nous recrutons dans un marché du travail tendu à l'extrême,* explique le directeur financier de la société, Charles Crumley. *Disons que 100 000 programmeurs travaillent actuellement exclusivement sur le bogue de l'an 2000 et que à peu près autant sont recherchés sur le marché. Donc c'est très dur. »*

Créée en 1992, Revenue Systems s'est trouvée confrontée à ce problème en pleine croissance, à un moment où elle avait besoin d'embaucher deux ou trois personnes par mois. *« Au début, nous sommes passés par des chasseurs de têtes. Mais outre le fait que ça nous coûtait cher, même eux parfois n'arrivaient pas à fournir et quand ils nous trouvaient quelqu'un de bien, ils le débauchaient un an plus tard pour le placer dans une autre société. »* En se demandant comment faire pour attirer et conserver des salariés qualifiés, les dirigeants de l'entreprise réalisent que les jeunes sont plus intéressés par des avantages immédiats que par des investissements à long terme, même sous forme de stock options.

SUCCÈS IMMÉDIAT

« Bill Glover, notre PDG, avait cette petite Z3 (BMW) *dont il était fou, le genre de voiture au volant de laquelle vous avez l'impression que la vie est belle »*, se souvient Charles Crumley. *Alors on s'est dit, tiens, au lieu de donner notre argent à des chasseurs de tête, on va acheter des BMW à notre personnel. Ce sera à la fois un avantage immédiat et un moyen de fidélisation, puisque celui qui voudra quitter la société devra rendre sa BMW. »*

Au cours de l'été 1998, la direction de Revenue Systems annonce donc qu'à partir d'octobre de la même année, chaque salarié à plein temps se verra attribuer une BMW modèle 1999. Le succès est tel que les salariés déjà employés par la société amènent eux-mêmes de nouvelles recrues, empochant au passage une prime de 1 000 dollars qu'ils avaient négligée auparavant. *« Nous n'avons plus besoin d'aller recruter de l'autre côté de l'Atlantique »*, déclare fièrement M. Crumley, à la tête de 50 salariés à plein temps et de 50 BMW, que pilotent aussi bien la réceptionniste que le directeur technique. *« Nous travaillons en équipe, et l'on ne peut pas ne récompenser qu'une partie de l'équipe ! »* La réceptionniste gagne 25 000 dollars par an et conduit une voiture qui en vaut 30 000... Au début, tout le monde se jette sur le modèle sport, la Z3, celle du patron ; *« mais en mûrissant, ils préfèrent la BMW 323, une quatre portes, un peu plus familiale »*. Le directeur financier, lui, est au-dessus de tout cela : il a préféré garder sa *« bonne vieille Cadillac »*.

S. K.

La Commission européenne perquisitionne chez Peugeot

POUR ACHETER sa voiture moins cher : rien de plus simple, aller la chercher dans un autre pays de l'Union européenne (UE) qui pratique des tarifs plus bas. Depuis l'entrée en vigueur du marché unique en 1993, la législation européenne l'autorise. Encore faut-il que les constructeurs automobiles laissent jouer le jeu de la libre concurrence. C'est dans ce contexte que la Commission européenne a ordonné une perquisition chez Peugeot, qui a commencé mardi 21 septembre et s'est poursuivie mercredi, a indiqué le nouveau commissaire européen chargé de la concurrence, Mario Monti. D'autres enquêtes ont été ordonnées dans les filiales allemandes et néerlandaises du constructeur français.

L'objectif de cette « descente » des inspecteurs communautaires est de rassembler les pièces qui prouveraient que Peugeot se livre à une limitation des importations « parallèles », autrement dit qu'il interdirait à certains de ses concessionnaires de vendre des voitures aux ressortissants de l'Union venant d'un autre pays que celui où ils sont installés. *« Nous respectons la réglementation en vigueur, nous collaborons avec la Commission avec la conscience tranquille »*, affirme un porte-parole de Peugeot.

DES PRÉCÉDENTS

Il s'agit, pour la Commission, de préserver la libre circulation et la concurrence au sein du Marché unique européen, de faire en sorte, par exemple, qu'un Britannique puisse acheter sans problèmes la 206 dont il rêve aux Pays-Bas ou en Allemagne alors qu'elle y est facturée moins cher qu'en Grande-Bretagne. Dans le cas du Royaume-Uni, les écarts sont de 30 % avec la France ou la Belgique, et peuvent aller jusqu'à 60 % avec l'Irlande. Ce différentiel concerne la plupart des pays. Mais, en Grande-Bretagne, le problème est d'autant plus criant à cause de la prédominance du marché des flottes d'entreprise. Trois voitures particulières sur quatre sont des véhicules de fonction, bénéficiant de gros rabais de la part des constructeurs. Ce système se fait au détriment de l'acheteur individuel, qui paie jusqu'à 40 % plus cher son véhicule. D'où la tentation de passer la Manche pour acquérir sa 206.

Des pratiques que les constructeurs sont tentés de limiter, voire d'empêcher. Volkswagen s'était déjà fait prendre à ce petit jeu. Le groupe allemand a été condamné, en janvier 1998, à payer une amende de 102,2 millions d'euros (670 millions de francs) pour avoir empêché ses concessionnaires italiens de vendre des Volkswagen et des Audi à des clients allemands et autrichiens. En mars, c'est Renault qui a dû ouvrir ses portes et ses livres aux inspecteurs bruxellois. DaimlerChrysler fait aussi l'objet d'une enquête sur laquelle Bruxelles doit rendre ses conclusions dans les semaines qui viennent.

Pour atteindre le mal à sa source, la Commission pourrait être tentée de remettre en cause le règlement d'exemption des règles de concurrence qui, en raison des spécificités de la profession, permet aux constructeurs automobiles de disposer de concessionnaires exclusifs, et donc de ne pas laisser jouer la concurrence à ce niveau des vendeurs. L'actuel règlement vient à expiration en 2002. M. Monti a expliqué qu'aucune décision n'avait été prise quant à son renouvellement. Mais d'ici là, la Commission européenne a écrit à 80 fabricants automobiles, concessionnaires, garages, associations de consommateurs, en vue de faire un rapport sur ces liens d'exclusivité, qui sera rendu en février 2000.

Stéphane Lauer et Philippe Lemaître (à Bruxelles)

LeMonde Job: WMQ2409--0022-0 WAS LMQ2409-22 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:39 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0392 Lcp:700 CMYK

La reprise en main du GAN par Groupama s'accélère

UN PEU PLUS d'un an après avoir racheté le GAN, dernier assureur public à être privatisé, Groupama entre dans la deuxième phase du rapprochement. L'assureur mutualiste a annoncé, mi-septembre, la fusion des holdings Groupama SA et GAN SA. Thierry Aulagnon, directeur général de GAN SA, et membre du directoire de Groupama-GAN, va quitter ses fonctions d'ici à la fin de l'année. *« La nature du groupe et son mode de gouvernement font que mes aspirations de développement de carrière ne peuvent être pleinement satisfaites »*, confie M. Aulagnon. Il avait été nommé au GAN il y a trois ans et demi pour mener à bien la privatisation du groupe, puis a achevé le rapprochement du pôle financier (banque, gestion d'actifs) et de l'immobilier des deux compagnies d'assurances. La banque Financière Groupama et la BIF (Banque pour l'industrie française) seront fusionnées sous l'appellation Banque Finama.

« Les choses vont plus vite que prévu », commente-t-on du côté du GAN. Les deux holdings, qui coiffent les fonctions centrales, seront donc fusionnées en une seule, début 2000, menée par un organe unique de pilotage. GAN SA va disparaître. Restera donc la seule Groupama SA, détenue par la caisse centrale mutualiste Groupama. L'empreinte de Groupama se fera sentir à tous les niveaux. La holding de tête coiffera toutes les activités, organisées par réseaux de distribution, chacun dépendant d'une entité juridique autonome. Le groupe maintient une stratégie de distribution multimarque, chaque réseau conservant sa marque. *« Cette architecture permet d'identifier chaque centre de profit »*, se félicite-t-on chez Groupama.

Prochaine étape, la fusion des comités d'entreprises en un seul, et celle des statuts des personnels. Il s'agira ensuite de trouver une porte de sortie pour les salariés qui sont devenus actionnaires de GAN SA. Le groupe proposera alors des formules d'actionnariat salarié pour l'ensemble du personnel.

Pascale Santi

Premier semestre exceptionnel pour les banques françaises

La demande de crédit a fortement progressé

Les banques françaises ont affiché au premier semestre des bénéfices record. Elles ont bénéficié de la bonne santé de l'économie française et de l'environnement favorable sur les marchés financiers internationaux. Les efforts de productivité qu'elles ont réalisés portent également leurs fruits.

MULTIPLICATION par neuf des résultats du CIC, par sept de ceux du Crédit lyonnais, doublement du bénéfice de la BNP et de la Société générale, le premier semestre a été un bon cru pour les banques françaises. Dernier des grands établissements français à publier ses comptes, le Crédit agricole a annoncé, jeudi 23 septembre, une progression de 23,5 % de son bénéfice net, qui était déjà le plus élevé des banques françaises au premier semestre de 1998.

Certes la vigueur de la bataille boursière entre la BNP, la Société générale et Paribas a incité les dirigeants de ces trois banques à afficher des résultats flatteurs, supérieurs à ce qu'aurait guidé une stricte orthodoxie financière à laquelle ils nous avaient pourtant jusqu'à présent habitués. Mais, dans l'ensemble, les bénéfices des établissements français s'appuient toutefois sur bases solides.

La bonne santé de l'économie française tout d'abord. *« Le regain de croissance a fait plus que compenser la baisse sur les marges »*, note Philippe Léonnard, analyste à la société de Bourse Meeschaert-Rousselle. La demande de crédit a été soutenue. La banque verte enregistre ainsi une hausse de 17 % de sa production et la hausse s'élève à 22,5 % pour les prêts immobiliers. Les crédits aux entreprises, qui marquaient le pas depuis plusieurs années, connaissent également une embellie. Le Crédit commercial de France (CCF) a accru ses prêts aux entreprises de plus de 10 %.

Les établissements français n'ont pas eu non plus à essuyer des tempêtes à l'international. Les marchés financiers ont été globalement porteurs pour les activités de marché. La crise asiatique, en passe d'être résorbée, et les difficultés financières russes n'ont pas le même impact sur les comptes des banques françaises qu'au premier semestre 1998. Résultat, à l'exception du CCF, les établissements ont diminué leur dotation aux provisions destinées à couvrir des créances douteuses. Mais cette salve de bons résultats ne s'explique pas uniquement par une meilleure conjoncture économique et financière. *« Elle traduit les efforts de productivité menés depuis trois ou quatre ans »*, se félicite un analyste. Pour preuve, les coefficients d'exploitation (le rapport entre le chiffre d'affaires et le bénéfice) continuent de baisser. Celui du CCF tombe à 58,5 % (61,2 % si on prend en compte l'impact de la Société marseillaise de crédit intégrée récemment dans le groupe), bien en-dessous de la moyenne des banques britanniques (63,3 %) pourtant souvent montrées en exemple.

Des bénéfices en forte progression

RÉSULTATS PREMIER SEMESTRE 1999 — en **millions** d'euros

	PRODUIT NET BANCAIRE		DOTATION AUX PROVISIONS		RÉSULTAT NET (part du groupe en %)	
BNP	4 437	**+25,3%**	196	**– 62,3%**	1 200	**+107,0%**
CCF	1 202	**+16,4%**	92,5	**+12,3%**	227	**+33,6%**
CIC	1 416	**+4,9%**	163,4	**– 44,7%**	82	**+822,4%**
CRÉDIT AGRICOLE	7 000	**+10,7%**	527	**– 34,0%**	1 149	**+23,5%**
CRÉDIT LYONNAIS	3 352	**– 7,0%**	447	**– 46,0%**	240	**+605,8%**
DEXIA	1 608	**+19,6%**	83	**– 36,2%**	447	**+25,9%**
PARIBAS	3 666	**+19,0%**	147	**– 65,0%**	1 002	**+56,0%**
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	5 691	**+19,4%**	407	**– 63,3%**	1 281	**+106,0%**

Source : Etablissements

A CONFIRMER

Un autre ratio examiné de près par les analystes financiers, le rendement des fonds propres (ROE), connait un redressement spectaculaire. Certains établissements (le CCF, la Société générale, Paribas et Dexia) dépassent les 15 %, un objectif qu'ils s'étaient fixé il y a quelques années. Reste à savoir s'ils pourront maintenir ce niveau de résultat.

Le CIC, repris en main par le Crédit mutuel, et le Crédit lyonnais devront confirmer leur redressement. La situation de la banque privatisée divise les analystes. Le Lyonnais se targue d'enregistrer, depuis le début du mois de mai, de bons résultats commerciaux, mais ceux-ci ne se sont pas encore traduits dans les comptes de la banque.

Prudents, les établissements bancaires ont déjà prévenu que les ROE atteints au premier semestre ne seraient probablement pas maintenus pour 1999. *« On peut s'interroger sur le potentiel d'amélioration des résultats des banques françaises dans les années à venir »*, s'inquiète un analyste de Merrill Lynch. *« Elle ne peuvent pas compter sur une diminution de la charge du risque, qui est au plus bas, ni sur une forte croissance de leur activité, le marché français étant mature »*, souligne-t-il.

Enfin, après l'enterrement du projet SBP (la réunion de la Société générale, de la BNP et de Paribas), *« la banque française ne devrait pas connaître des rapprochements de réseaux qui auraient été bénéfiques en terme de réduction de coûts »*, regrette un autre analyste.

Joël Morio

La banque japonaise LTCB serait cédée à l'américain Ripplewood

LA IONG TERM CREDIT BANK (LTCB) pourrait être reprise par une société américaine, selon le *Nihon Keizai Shimbun* du 23 septembre. Le gouvernement japonais, qui avait, en 1998, nationalisé la LTCB, alors au bord de la faillite, s'apprêterait à la vendre à Ripplewood, un investisseur qui rachète des sociétés pour les redresser avant de les mettre en Bourse. Ce dernier serait prêt à payer 5,97 milliards de dollars (5,7 milliards d'euros) pour reprendre le numéro deux nippon du financement à long terme. Si cet accord était confirmé, Ripplewood serait la première société étrangère à détenir une banque japonaise. Les noms de la banque française Paribas et de l'américain JP Morgan avaient également circulé à propos de LTCB.

Le gouvernement américain poursuit les fabricants de cigarettes

LE MINISTRE de la justice, Janet Reno, a annoncé, mercredi 22 septembre, le dépôt d'une plainte du gouvernement américain contre les industriels du tabac. Mme Reno a accusé les fabricants de cigarettes d'avoir mené *« depuis quarante-cinq ans »* des campagnes publicitaires pour *« maintenir leurs énormes profits sans tenir compte du prix en vies humaines et en ressources médicales »*. Quarante-six Etats américains avaient déjà engagé une action similaire, qui avait abouti à un accord à l'amiable en novembre 1998, par lequel les industriels avaient accepté de verser 206 milliards de dollars sur vingt-cinq ans, en échange de l'abandon des poursuites.

Rumeurs de fermeture d'usines Nestlé en Europe

LE GROUPE SUISSE Nestlé s'est refusé à commenter les déclarations, mercredi 22 septembre, du président du syndicat agroalimentaire du Bade-Wurtemberg, Herbert Berger. Selon ce dernier, Nestlé s'apprête à fermer sept à dix usines en Europe, ce qui devrait conduire à 3 000 suppressions d'emplois, dont 1 000 en Allemagne. *« Nestlé ne procède pas qu'à des fermetures, le groupe ouvre aussi des usines »*, a déclaré le porte-parole de la société, Hans-Joerg Renk. Le 16 septembre, le quotidien allemand *Handelsblatt* avait déjà annoncé de possibles réductions d'effectifs à Singen et Karlsruhe. Le groupe agroalimentaire doit annoncer ses résultats semestriels vendredi 24 septembre.

Après la SNCF, EDF envisage de vendre son siège social

ALORS QUE la SNCF a signé, mercredi 22 septembre, la vente de quatre immeubles, dont son siège social historique, rue Saint-Lazare, à Paris, au Crédit agricole, pour un montant de 1,2 milliard de francs, EDF s'engage sur la même voie. Selon la CGT, l'électricien national annoncera, début octobre, une série de mesures pour financer ses prochaines acquisitions en Europe, notamment en Allemagne. *« EDF compte récupérer 20 milliards de francs »*, estime la CGT. L'essentiel, soit 11 milliards, proviendra de cessions immobilières, dont le siège social parisien, rue Murat, d'ici à 2001. Il comprendra également 14 000 logements, dont 10 000 situés près des centrales nucléaires. La CGT dénonce ce *« bradage »*. Sans donner de détail, la direction a confirmé cette politique et prévoit également la titrisation de créances.

HR-V Joy-Machine*

Vos **compétences**, vos **goûts** et votre **personnalité** font de vous **un être unique**. Alors en conduisant le nouveau HR-V Joy Machine* vous affirmez votre **différence** parce que vous aimez vous sentir différent ! *À partir de 102 800 F. Prix client conseillé hors option du HR-V Joy Machine* au 01/07/99 - AM 00. ABS avec répartiteur électronique, coussin gonflable de sécurité conducteur et passager, radio K7 Sony, vitres électriques, rétroviseurs extérieurs réglables et rabattables électriquement. 3615 HONDA (2,23 F/mn).*

HONDA
L'innovation au service de l'homme

LeMonde Job: WMQ2409--0023-0 WAS LMQ2409-23 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:41 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0393 Lcp:700 CMYK

Bertelsmann fait sa révolution culturelle vers le multimédia

Le numéro un européen des médias a fait d'Internet sa priorité. Il a créé 3 400 emplois en quatre ans dans ce secteur, où il souhaite tripler son chiffre d'affaires d'ici à 2002, notamment grâce à des partenariats et des acquisitions de start-up

GÜTERSLOH
de notre envoyé spécial

En succédant à Mark Wössner à la tête de Bertelsmann, Thomas Middelhoff avait pour mission d'ancrer le troisième groupe mondial de communication dans l'ère du multimédia. C'est sur ce terrain là qu'il avait gagné ses galons de manager et convaincu Reinhard Mohn, le patriarche et fondateur du groupe de Gütersloh, de ses dons de stratège. Moins d'un an après sa prise de fonctions, Bertelsmann tente de prendre le train d'Internet en marche.

A quarante-six ans, alors qu'il en paraît trente-cinq, M. Middelhoff, patron au sourire télégénique et aux ambitions planétaires, se targue de passer une bonne partie de son temps aux Etats-Unis. Et d'être à l'affût des opportunités de croissance. Il préfère, comme il l'a répété lors de sa première conférence de presse bilan, mercredi 22 septembre, *« la vitesse à la taille »* pour conduire le développement du géant médiatique européen. Une vision qui génère une petite révolution au sein de Bertelsmann.

Sous son égide, le groupe a décidé de multiplier les partenariats et les acquisitions avec un objectif : rattraper dans le multimédia le retard de trois à cinq ans du Vieux Continent sur les concurrents américains. Près de 2 milliards de deutschemarks (1 milliard d'euros) vont être investis d'ici à 2001/2002. Près de 1 milliard a déjà été dépensé, en particulier dans les services en ligne. Parmi les opérations les plus marquantes, le groupe s'est associé à l'un des champions mondiaux d'Internet, l'américain AOL, dans une société commune (50/50), AOL Bertelsmann Online Europe. Cette dernière a pris le contrôle de Compuserve Europa. Même volonté de coopération avec le moteur de recherche Lycos, qui cherchait à s'implanter en Europe.

De plus, expert du marketing et de la culture de masse, Bertelsmann ne veut surtout pas laisser passer les nouveaux débouchés liés au commerce électronique, où il revendique actuellement la deuxième place en Europe. *« Internet est un fantastique moyen de distribution »*, indique Klaus Eierhoff, membre du directoire chargé du multimédia, qui prévoit que *« le commerce électronique représentera, en Europe, entre 3 % et 10 % des achats à moyen terme »*. Depuis février, la filiale BOL (Bertelsmann Online) propose une choix de livres dans plusieurs pays d'Europe, dont l'Allemagne, la France, et la Grande-Bretagne, les trois pays au cœur de la stratégie continentale. Aux Etats-Unis, c'est barnesandnoble.com, créée en commun avec l'éditeur américain Barnes & Noble, qui vend sur le réseau des réseaux ses livres, disques, magazines et autres logiciels. *« Tous les créneaux porteurs seront utilisés pour de nouveaux produits »*, dit M. Eierhoff. Fin août, un site de vente aux enchères, Andsold, a été lancé en Allemagne.

PHASE DE CONSOLIDATION

En quatre ans, Bertelsmann se vante d'avoir créé 3 400 emplois dans le secteur. Ces activités génèrent un chiffre d'affaires consolidé encore modeste comparé aux pôles traditionnels : 480 millions de deutschemarks lors de l'exercice 1998-1999, en hausse de 53 % sur un an ! Il s'agit de la division la plus petite du groupe, elle est encore largement déficitaire, avec une perte de 290 millions de deutschemarks cette année. Mais Bertelsmann n'entend pas s'arrêter là, alors que l'ensemble du groupe entre dans une phase de consolidation après une année riche en investissements.

Le chiffre d'affaires Internet doit tripler d'ici à deux ans. *« Nous voulons nous développer sur les fondations posées dernièrement, mais aussi réaliser des acquisitions »*, affirme M. Eierhoff. Avec un intérêt prononcé pour les start-up d'Internet : Thomas Middelhoff préfère un engagement *« plus rapide, plus jeune, plus agressif »* dans une société en forte croissance à un investissement d'envergure dans ce qu'il appelle un *« dinosaure »* des médias. Une filiale de capital-risque installée en Californie – Bertelsmann Ventures – suit le secteur, à la recherche des opportunités prometteuses ; son capital vient d'être porté à 75 millions de dollars, afin d'investir davantage, dans des sociétés européennes en particulier.

ÉVOLUTION DES MENTALITÉS

Le style de M. Middelhoff, ses objectifs dans le secteur du multimédia, marquent un tournant. Alors qu'elles ont toujours fonctionné de manière très autonome, en vertu d'une décentralisation chère au fondateur de la maison, les différentes filiales (édition, divertissement, livres, presse généraliste et spécialisée, audiovisuel, et... multimédia) doivent désormais travailler ensemble. M. Middelhoff veut convaincre que leur mise en réseau permettra de bénéficier à plein des possibilités d'Internet. *« Réseau ne signifie pas centralisation »*, affirme-t-il, pour vaincre les réticences et faciliter l'évolution des esprits. Certains projets ont été retardés par le manque de culture Internet des « baronnies » du groupe. Mais les mentalités changent : le service de ventes aux enchères virtuelles Ansold, qui arrive bien après ses concurrents allemands, est issu de la coopération entre la branche multimédia et ses sœurs RTL et Grüner und Jahr (presse).

Autre évolution notable, le financement de cette croissance. Tandis que le groupe doit respecter la volonté de M. Mohn de ne pas entrer en Bourse, l'ouverture au public d'une partie du capital des filiales multimédias est favorisé. *« Cela nous donne une monnaie d'échange pour réaliser des alliances »*, explique Thomas Middelhoff. Barnesundnoble.com a déjà été introduit à New York. D'autres sociétés devraient suivre prochainement. Bertelsmann a en outre vendu une partie des 5 % qu'il détenait dans AOL. Une cession très rentable, qui devrait couvrir partiellement la croissance dans les nouvelles technologies.

Philippe Ricard

Le groupe en chiffres

● **Chiffre d'affaires 1998-1999 :** 26 milliards de deutschemarks (13,2 milliards d'euros) + 3 milliards de deutschemarks de la participation de 50 % dans CLT-UfA, non consolidés.
● **Résultat :** 910 millions de deutschemarks (465,2 millions d'euros).
● Effectifs : 64 940 personnes.
● **Chiffre d'affaires par activités** (en deutschemarks et euros) : Livres, 8,3 milliards (4,2 milliards) ; Grüner und Jahr 5,4 milliards (2,7 milliards) ; BMG Entertainment, 8,1 milliards (4,1 milliards) ; Arvato (imprimerie, etc.), 3,8 milliards (1,9 milliard) ; Multimédia, 480 millions (245 millions) ; Information spécialisée, 906 millions (463 millions).

Vers une montée au capital de CLT-UFA ?

Bertelsmann a fait part, mercredi 22 septembre, de son intérêt pour l'achat des 50 % que le groupe Audiofina possède dans CLT-UFA. Le groupe possède actuellement déjà 50 % de la société audiovisuelle germano-luxembourgeoise, propriétaire de RTL en France. Le holding financier Audiofina est détenu à 80 % par l'homme d'affaires belge Albert Frère et à 20 % par Vivendi.

En juillet, le président de Vivendi, Jean-Marie Messier, avait indiqué que son groupe sortirait *« vraisemblablement d'ici la fin de l'année »* du capital d'Audiofina. Albert Frère dispose d'un droit de préemption sur la participation du groupe français. *« Si Albert Frère n'en faisait pas usage, nous serions intéressés »*, a dit Michael Dornemann, membre du directoire de Bertelsmann et président de CLT-UFA. Après avoir revendu à Kirch sa participation dans la télévision à péage Première, à l'issue d'une longue bataille juridico-commerciale, le groupe entend renforcer ses positions dans la télévision hertzienne et le câble.

Apaisement à l'Agence France-Presse

APRÈS LA GRÈVE de 24 heures lancée par les syndicats pour protester contre le plan du président Eric Giuily, la tension est retombée à l'Agence France-Presse. A l'occasion de la réunion du comité d'entreprise, mercredi 22 septembre, organisations syndicales et direction ont rétabli le dialogue et défini un nouveau calendrier de discussions. A la demande des syndicats, une commission d'experts est chargée de réaliser un « contre-examen » de la réforme proposée par M. Giuily et de passer en revue les points de désaccord. Cette commission doit donner son avis avant le vote du conseil d'administration que M. Giuily a accepté de repousser du 8 novembre au 15 décembre. Sur le fond, les syndicats campent sur leur position et demandent toujours le retrait du plan. Mercredi, Marc Blondel, le secrétaire général de Force ouvrière, leur a apporté son soutien. Il a affirmé que le plan de M. Giuily *« met en danger la crédibilité et donc l'existence même »* de l'AFP.

DÉPÊCHES

■ **CANAL + a enregistré une perte nette** de 233 millions de francs (36 millions d'euros) au premier semestre 1999, a annoncé la chaîne cryptée, mercredi 22 septembre. L'an dernier, pour la même période, les pertes s'étaient élevées à 175 millions de francs (27 millions d'euros). Le chiffre d'affaires a gagné 12 % pour s'établir à 8,579 milliards de francs (1,3 milliard d'euros). A l'ouverture de la Bourse de Paris, le titre Canal + cédait 5 %.

■ **TF 1 a gagné 8,39 %, à 275,5 euros, à la Bourse de Paris,** mercredi 22 septembre, après l'annonce d'une hausse de 36,3 % de son chiffre d'affaires semestriel. La chaîne a réalisé un résultat net de 724,83 millions de francs (110,5 millions d'euros).

« Le Télégramme » crée un hebdomadaire à Nantes

LE GROUPE du Télégramme de Brest et de l'Ouest élargit sa sphère d'influence. Alors que *Ouest-France* et la Socpresse peinent à sceller leur rapprochement dans les Pays de la Loire (*Le Monde* daté 19-20 septembre), le quotidien imprimé à Morlaix (Finistère) s'installe à Nantes en créant un hebdomadaire d'informations locales, *L'Hebdo*, sur la ville et son agglomération.

Prévu pour jeudi 30 septembre, le premier numéro, d'une soixantaine de pages, vendu au prix de 8 francs et réalisé avec une équipe de six journalistes, devrait être tiré à 50 000 exemplaires. Les dirigeants du quotidien espèrent une diffusion moyenne de 10 000 à 15 000 exemplaires de cette publication qui inclut le supplément *Fémina* du groupe Hachette et le *TV Magazine* du groupe Hersant. Ils ont décidé de consacrer un investissement de 6 millions de francs (914 000 euros) sur deux ans pour s'installer durablement dans cette capitale régionale, où la précédente tentative de création d'un hebdomadaire, *7 à l'Ouest,* à la fin de l'année 1997, s'était soldée par un échec.

Pour Edouard Coudurier, directeur général du *Télégramme,* les hebdomadaires locaux et les « city-guides » représentent une *« alternative »* à la presse quotidienne. Soumis à la concurrence pressante d'*Ouest-France* dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, le quotidien breton, dont la diffusion s'établit à 190 420 exemplaires en 1998, est déterminé à renforcer son implantation dans le Grand-Ouest en créant un réseau d'hebdomadaires en association avec *La Manche libre.* La nouvelle société, Editouest regroupe *Le Courrier de la Mayenne* à Laval, *Le Journal de Vitré, L'Echo d'Anceny* et *Le Haut-Anjou* de Château-Gonthier.

Parallèlement, les dirigeants du *Télégramme* ont confirmé leur engagement dans le multimédia, par le biais d'un site réalisé en association avec le Crédit mutuel de Bretagne. Enfin, à l'occasion du lancement de *L'Hebdo,* Edouard Couturier ne pas caché ses visées sur la télévision locale, notamment dans l'agglomération nantaise.

M. De.

Prenez un Monde d'avance avec notre rendez-vous
"Les Métiers de l'Avenir".

Le 1er volet de cette série sera consacré aux *métiers axés sur l'innovation*, et ce

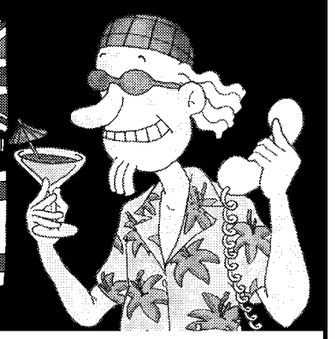
- **dès lundi prochain dans le supplément** Le Monde ECONOMIE
et
- **mardi prochain dans le supplément** Le Monde INTERACTIF

Rendez-vous pour les 2ème et 3ème volets de cette série :
- **lundi 25 daté 26 octobre et mardi 26 daté 27 octobre,**
- **lundi 29 daté 30 novembre et mardi 30 novembre daté 1er décembre.**

Les feuilles tombent, les prix chutent avec One.Tel

DES APPELS NATIONAUX À BAS PRIX 0,33F heures creuses ET 0,45F heures pleines, TTC LA MINUTE

0,70F LA MINUTE TTC VERS L'ALLEMAGNE
0,97F LA MINUTE TTC VERS L'ESPAGNE
0,44F LA MINUTE TTC VERS LE ROYAUME-UNI
0,67F LA MINUTE TTC VERS LE CANADA
0,99F LA MINUTE TTC VERS L'ITALIE
1,64F LA MINUTE TTC VERS ISRAËL



One.Tel vous offre des tarifs téléphoniques internationaux très bas chez vous ou au bureau, 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Pas besoin de pré-payer ni de changer d'opérateur téléphonique. Inscrivez-vous en appelant le 0 801 00 16 18* entre 8h00 et 21h00 du lundi au vendredi, ou entre 9h30 et 17h00 le samedi et dimanche. Une fois inscrit, il vous suffit de composer votre code One.Tel avant le numéro international de votre choix. Rien de plus simple.

PAS DE CHANGEMENT D'OPÉRATEUR
PAS DE PREPAIEMENT
PAS DE FRAIS MINIMUM MENSUELS

COMPOSEZ LE 2† ET ECONOMISEZ
COMPOSEZ 2† – 0 – CODE PAYS – CODE LOCAL – NUMERO LOCAL
Ex. Pour appeler en Angleterre le 0044 171 999 9999, composez : 20 44 171 999 9999.

One.Tel
100% Télécoms
SERVICE CLIENT 0800 48 38 28

TARIFS INTERNATIONAUX INCROYABLES

Destination	TARIF UNIQUE (la minute ttc)
Australie	0,89F
Autriche	1,04F
Finlande	0,99F
Espagne	0,97F
Grèce	1,64F
Hong Kong	1,89F
Irlande	0,84F
Luxembourg	0,99F
Norvège	0,89F
Pays-Bas	0,65F
Suède	0,87F
Turquie	1,65F

TeL 0 801 00 16 18*

Non disponible depuis ou vers les GSM français portables. Les tarifs sont corrects au moment de la publication et peuvent changer à tout moment. TVA incluse. †Réseau de l'opérateur SIRIS. *Coût d'un appel local. Ce service et ces tarifs sont disponible dans certaines régions en France. Ces tarifs sont valables 24h/24h, et 7 jours sur 7. Les heures creuses : 19h00 à 8h00 du lundi au vendredi, les samedis, dimanches et les jours fériés. Les heures pleines : 8h00 à 19h00 du lundi au vendredi.

LeMonde Job: WMQ2409--0024-0 WAS LMQ2409-24 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:56 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0394 Lcp:700 CMYK

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **DAIMLERCHRYSLER : le constructeur automobile germano-américain devrait réduire son directoire,** ce qui coûtera leur poste à quatre membres, selon le quotidien allemand *Handelsblatt*. Le conseil de surveillance de DaimlerChrysler déciderait vendredi d'une nouvelle structure du directoire.

● **BOUYGUES TELECOM : l'introduction en Bourse** de la filiale de téléphonie mobile du Bouygues n'est plus d'actualité. Pour financer le développement, les actionnaires actuels participeront à une augmentation de capital de 370 millions d'euros.

● **TOTALFINA-ELF : le Conseil des marchés financiers (CMF)** a fixé au 15 octobre la clôture de la nouvelle offre publique d'échange (OPE) lancée par TotalFina sur Elf. L'OPE porte sur l'échange de 19 actions TotalFina pour 13 actions Elf, présentées ex-dividende 1998.

● **PREMIER OIL : la compagnie britannique d'exploration a annoncé**, jeudi, qu'elle était en « négociations avancées » avec les compagnies américaine Amerada Hess et malaisienne Petronas qui devraient prendre chacune 25 % de son capital.

● **SEMI-CONDUCTEURS : les prix mondiaux des semi-conducteurs se sont envolés** après le tremblement de terre qui a paralysé la production de Taiwan, rapporte, jeudi, le quotidien sud-coréen *Korea Times*. Les entreprises de l'île occupent 12 % du marché mondial des mémoires DRAM.

● **FINMECANICA : la société italienne de mécanique reprendra la participation italienne** de 21 % actuellement détenue par l'IRI dans le groupe STMicroelectronics, selon le quotidien *Il Sole 24 Ore*.

● **MÉTRIX : le fabricant français d'instruments de mesure,** de source syndicale, prévoit 85 suppressions de postes sur le site d'Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie), qui emploie 198 salariés. L'existence d'un projet de restructuration a été confirmé par Axel Arnoux, le PDG du groupe Chauvin-Arnoux, qui a racheté Métrix en juillet 1997, mais son contenu n'a pas été précisé. – *(Corresp.)*

●**XEROX : le groupe américain a annoncé,** mercredi, l'acquisition des activités copieurs et imagerie de Tektronix pour 950 millions de dollars, lui permettant de se hisser au second rang mondial dans l'impression couleur, derrière Hewlett-Packard.

● **LAGARDÈRE : le groupe « réfléchit » au rachat de l'agence Gamma,** a fait savoir Arnaud Lagardère, co-gérant de Lagardère, mercredi. Après le rachat de Canal J et MCM, le groupe veut continuer *« à créer ou racheter des chaînes »* thématiques et souhaite aussi *« s'adosser à une plateforme satellitaire »*, notamment Télévision par satellite (TPS).

SERVICE

● **OLIVETTI : le groupe italien, qui contrôle Telecom Italia**, envisagerait, selon le *Wall Street Journal* du 23 septembre, de distribuer le capital TIM (la filiale de téléphonie mobile) aux actionnaires. Cette opération lui permettrait de rembourser plus vite la dette contractée pour l'achat de Telecom Italia.

● **LA POSTE : les bureaux seront fermés le vendredi 31 décembre 1999** mais les collectes de courrier et de colis seront effectuées normalement.

FINANCE

● **TRADEPOINT : la Bourse électronique privée britannique** accueillera deux nouveaux actionnaires : la banque allemande Dresdner Bank et la suisse Crédit suisse First Boston.

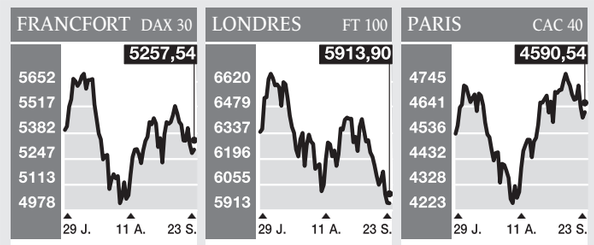
● **SE-BANKEN : la banque suédoise Skandinaviska Enskilda Banken a fait une offre pour la banque allemande BfG Bank**, filiale à 50,1 % du Crédit lyonnais, rapporte, jeudi, le *Financial Times*. SE-Banken aurait offert 2 milliards d'euros.

● **OFFRES PUBLIQUES : la Commission des opérations de bourse (COB)** va mener *« une réflexion sur l'usage de la publicité lors d'offres publiques »*, comme durant la bataille bancaire entre BNP et Société générale (SG), indique son président, Michel Prada, dans un entretien à *L'Expansion* du jeudi 23 septembre.

RÉSULTATS

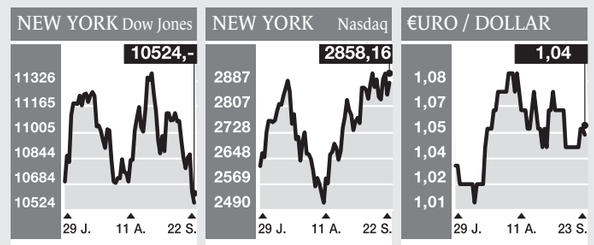
■ **ENI : la société pétrolière italienne** a annoncé, mercredi, une baisse de 37 % de son bénéfice net consolidé à 1,189 milliard d'euros au premier semestre 1999. En excluant les résultats exceptionnels, le bénéfice net a reculé de 27 %.

EUROPE



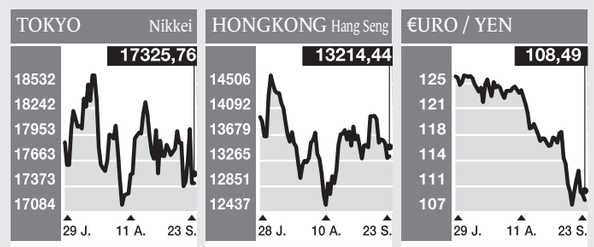
Europe 10 h 00	Indices sélection	cours 23/09	Var. % 22/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3731,00	0,47	11,63
EUROPE	STOXX 50	3662,96	0,76	10,32
EUROPE	EURO STOXX 324	323,86	0,42	8,54
EUROPE	STOXX 653	307,33	0,53	10,08
PARIS	CAC 40	4590,54	0,49	16,43
PARIS	MIDCAC	0,00	....	....
PARIS	SBF 120	3144,20	0,40	18,37
PARIS	SBF 250	0,00	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	....	....
AMSTERDAM	AEX	565,86	0,31	5,11
BRUXELLES	BEL 20	3181,03	– 0,02	– 9,49
FRANCFORT	DAX 30	5257,54	0,36	5,01
LONDRES	FTSE 100	5913,90	– 0,73	0,53
MADRID	STOCK EXCHANGE	9649,70	– 0,05	– 1,90
MILAN	MIBTEL 30	34820,00	0,67	– 0,94
ZURICH	SPI	7049,40	0,45	– 1,55

AMÉRIQUES



Amérique 10 h 00	Indices sélection	cours 22/09	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10524,07	– 0,70	14,62
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1310,51	0,22	6,61
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2858,16	1,31	30,35
TORONTO	TSE INDEX	6886,28	– 0,46	6,17
SAO PAULO	BOVESPA	11531,00	0,71	69,97
MEXICO	BOLSA	279,91	1,50	20,40
BUENOS AIRES	MERVAL	509,81	– 1,19	18,54
SANTIAGO	IPSA GENERAL	130,75	0,11	69,81
CARACAS	CAPITAL GENERAL	5334,60	0,82	11,40

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10 h 00	Indices sélection	cours 23/09	Var. % 22/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	17325,76	– 3,39	25,17
HONGKONG	HANG SENG	13214,44	0,20	31,51
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	....	48,09
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	114,31	– 1,74	76,02
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2927,30	0,88	4,05
BANGKOK	SET	28,01	– 1,75	9,07
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	4701,37	0,30	53,87
WELLINGTON	NZSE-40	2063,83	– 0,06	– 0,07

ÉCONOMIE

L'économie mondiale sort de la crise, selon le FMI

LES PERSPECTIVES de l'économie mondiale se sont nettement améliorées avec la sortie de crise des pays d'Asie du Sud-Est, selon le Fonds monétaire international (FMI), qui a révisé à la hausse la quasi-totalité de ses prévisions pour 1999, selon un rapport publié mercredi 22 septembre *(lire page 36)*.
La croissance mondiale devrait atteindre 3 % en 1999, soit 0,7 point de plus que prévu lors des prévisions d'avril dernier, et 3,5 % en 2000. Le groupe des pays du G 7 (Etats-Unis, Canada, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, et Japon) devrait afficher une croissance de 2,6 % cette année (révision de + 0,7 point) et 2,4 % en 2000. Le FMI a révisé à la hausse (+ 0,4 point) la croissance des Etats-Unis, à 3,7 % en 1999 et 2,6 % en 2000. Le Japon semble enfin émerger de la récession et le FMI a relevé de plus de 2 points ses prévisions de croissance pour 1999 qui ressortent à 1 % cette année et 1,5 % en 2000. La zone euro tient ses promesses et la reprise se matérialise avec un PIB en croissance de 2,1 % en 1999 et de 2,8 % en 2000. La croissance française serait de 2,5 % cette année et 3 % en 2000. L'Allemagne, en revanche, devrait faire un peu moins bien que prévu à 1,4 % en 1999 et 2,5 % en 2000. Les pays émergents touchés par la crise financière renouent quasiment tous avec la croissance sauf le Brésil, dont le PIB sera en légère récession de 1 % en 1999.

■ **ETATS-UNIS : les Etats-Unis ont accusé un déficit budgétaire** de 2,5 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros) en août, contre un déficit de 11,2 milliards un an plus tôt. Pour les onze premiers mois de l'année fiscale, le gouvernement fédéral a dégagé un excédent de 66,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 31,8 milliards pour la période correspondante en 1998.

■ **FRANCE : la consommation des ménages en produits manufacturés s'est accrue** de 6,8 % en juillet, mais s'est ensuite repliée de 3,1 % en août pour atteindre 101,70 milliards de francs (15,5 milliards d'euros), après avoir diminué de 1,3 % en juin, selon les données publiées jeudi par l'Insee.

■ **ALLEMAGNE : l'indice des prix à la production industrielle a augmenté** de 0,1 % en août comparé à juillet, ce qui porte son recul sur un an à 0,7 %, a annoncé jeudi l'Office fédéral des statistiques.

■ **GRANDE-BRETAGNE : la croissance du produit intérieur brut (PIB)** au deuxième trimestre a été révisée à la hausse à 0,6 % contre 0,5 % pour l'estimation précédente, et la hausse en glissement annuel a été relevée à 1,4 % contre 1,2 %, selon les chiffres définitifs annoncés mercredi par l'Office des statistiques nationales (ONS).

■ **ITALIE : le nombre d'emplois a progressé de 0,4 %** dans la péninsule entre avril et juillet, soit une création nette de 84 000 postes, selon les chiffres officiels publiés mercredi par l'institut national des statistiques, Istat.

■ **ESPAGNE : le déficit budgétaire a diminué de 4,4 %** en août dernier par rapport au même mois de 1998, reculant à 305,3 milliards de pesetas (1,84 milliard d'euros), a indiqué le ministère de l'économie dans un communiqué.
■ **La croissance économique espagnole est restée très soutenue** au deuxième trimestre de 1999 : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,6 % sur un an, après une hausse déjà de 3,6 % au premier trimestre.

■ **GRÈCE : la production industrielle a diminué de 0,1 %** au cours du premier semestre 1999 par rapport aux six premiers mois de l'année précédente, a indiqué mercredi le service national de la statistique (ESYE).

■ **POLOGNE : le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une hausse** de 3 % au deuxième trimestre 1999 comparé à la même période de l'an dernier. La hausse atteint 2,3 % pour le premier semestre comparé au premier semestre de 1998.

■ **VIETNAM : le taux d'inflation, en rythme annuel**, s'est établi à 1,4 % en septembre, contre 3 % enregistré le mois précédent, selon des statistiques préliminaires publiées jeudi par le département général des statistiques.

■ **MALAISIE : le pays maintient ses prévisions de croissance** de son produit intérieur brut (PIB) à 1 % pour l'année en cours, malgré les estimations supérieures émanant du secteur privé, a annoncé jeudi le premier ministre Mohamad Mahathir.

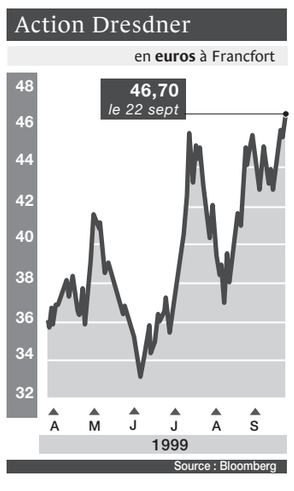
■ **TAÏWAN : le tremblement de terre qui a dévasté l'île** pourrait lui coûter 0,5 % de son PIB, l'industrie des semi-conducteurs ayant été gravement affectée, selon un responsable gouvernemental.

VALEUR DU JOUR

Spéculations autour d'un mariage Dresdner Bank - Deutsche Bank

L'AVENIR de la Dresdner Bank fait l'objet de nombreuses spéculations à la Bourse de Francfort. Mercredi 22 septembre, le titre a gagné 1,95 % , à 46,50 euros, suite à la publication d'un article du magazine économique *WirtschaftsWoche* évoquant une fusion de l'établissement avec la Deutsche Bank. Le journal croit savoir qu'un des membres du directoire de la première banque allemande a entamé des négociations en ce sens avec, en particulier, le principal actionnaire de la Dresdner, l'assureur Allianz, détenteur de 21,7 % du capital. Ce dernier, qui n'a pas voulu commenter ces informations tout en contestant les chiffres avancés, contrôlerait directement et indirectement près de 40 % de la Dresdner, selon le magazine.
La Deutsche Bank a démenti ces *« rumeurs »*, mais il semble bien que des contacts pour un rapprochement des deux établissements francfortois aient eu lieu. Fin août, ils avaient, en outre, reconnu mener des pourparlers préliminaires pour coopérer, voire fusionner, dans le domaine de la banque de détail. Cette éventualité a déjà suscité une grande effervescence sur la place financière allemande, qui observe avec attention les fusions en cours dans les pays voisins.
L'avenir de la Dresdner Bank suscite de nombreuses hypothèses, alors que la plupart des observateurs s'interrogent sur sa stratégie. *« Dresdner Bank a copié la Deutsche Bank pendant longtemps, mais cela ne suffit plus »*, commente en aparté le représentant d'un actionnaire. Bernhard Walter, président de la Dresdner, répète ces derniers temps être à la recherche en Europe d'opportunités d'alliance. Sans annonce concrète pour le moment.
Un rapprochement avec la BNP est également évoqué. L'établissement de Francfort avait indiqué, fin août, vouloir approfondir la coopération initiée avec les Français. Des négociations sont en cours pour développer le partenariat existant, voire augmenter les participations croisées entre les deux banques. Michel Pébereau, le président de la BNP, n'a pas exclu une fusion à long terme.

Philippe Ricard



SUR LES MARCHÉS

PARIS

JEUDI 23 septembre, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris accentuait une partie de ses gains en début de matinée après avoir ouvert en hausse de 0,27 %. Le CAC 40 progressait de 0,47 % à 4 589,81 points, une heure après le début des transactions. Mercredi, le CAC 40 avait abandonné 0,97 % à 4 568,12 points. Le volume des échanges s'était élevé à 2,56 milliards d'euros, dont 2,09 milliards sur les valeurs de l'indice.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a débuté la séance de jeudi en hausse de 0,34 %, l'indice de référence DAX des trente valeurs vedettes affichant à l'ouverture 5 256,43 points. La Bourse de Francfort avait clôturé mercredi en baisse de 0,83 %, à 5 238,76 points après avoir plus fortement chuté en début de séance dans le sillage de Wall Street.

LONDRES

LE MARCHÉ des actions britanniques était indécis jeudi, à l'ouverture. L'indice Footsie des cent principales valeurs de la Bourse britannique gagnait seulement 0,05 % à 5 917,1 points, après avoir cédé la veille 0,7 % à 5 913,9 points, son plus bas niveau depuis le 11 février.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo était fermée, jeudi 23 septembre, en raison d'un jour férié au Japon.

NEW YORK

LE DOW JONES, l'indice-phare de Wall Street qui retrace l'évolution des 30 grandes valeurs, a perdu 0,70 %, mercredi 22 septembre, après avoir abandonné 2 % la veille. Le Dow Jones Industrial Average (DJIA) a fini la séance à 10 524,07 points. Les grandes valeurs vedettes ont été délaissées au profit des valeurs des télécommunications. L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq, qui regroupe une bonne partie des sociétés de hautes technologies, a progressé de 37,07 points, à 2 858,17 points (+ 1,31 %). A Wall Street, la séance a été animée avec près de 812 millions d'actions échangées.

TAUX

EN EUROPE, les marchés obligataires étaient stables à l'ouverture de la séance, jeudi 23 septembre. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) d'échéance 10 ans se situait à 5,23 %, tandis que son équivalent allemand atteignait 5,09 %.

MONNAIES

LA VALEUR de l'euro était sans grand changement face au dollar, en début de matinée jeudi 23 septembre. A 1,0447 dollar, jeudi matin, la devise européenne avait franchi la veille en fin de séance le seuil de 1,05 dollar, quelques heures après la publication des prévisions de croissance du fonds monétaire international (FMI). Le billet vert poursuivait lentement sa baisse contre le yen, jeudi matin, à 103,58 yens.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre	22/09
COURONNE DANOISE	7,4315
COUR. NORVÉGIENNE	8,2220
COUR. SUÉDOISE	8,6280
COURONNE TCHÈQUE	36,299
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6131
DOLLAR CANADIEN	1,5449
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9975
DRACHME GRECQUE	327
FLORINT HONGROIS	255,29
ZLOTY POLONAIS	4,2998

Cours de change croisés

23/09 10 h 00	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	....	0,96418	1,04670	0,15950	1,63075	0,65219
YEN	103,71500	....	108,49500	16,54500	169,15000	67,63500
€URO	0,95538	0,92170	....	0,15245	1,55970	0,62340
FRANC	6,26960	6,04445	6,55957	....	10,22380	4,08975
LIVRE	0,61321	0,59120	0,64115	0,09780	....	0,39995
FRANC SUISSE	1,53330	1,47825	1,60425	0,24450	2,50035	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 22/09	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,46	2,48	5,24	5,93
ALLEMAGNE	2,46	2,62	5,10	5,85
GDE-BRETAG.	4,94	5,22	5,58	4,87
ITALIE	2,46	2,56	5,38	6,09
JAPON	0,05	0,02	1,76	....
ÉTATS-UNIS	5,22	4,76	5,92	6,06
SUISSE	0,58	0,97	3,16	4,17
PAYS-BAS	2,41	2,56	5,28	5,95

Matières premières

En dollars	Cours 22/09	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		**$/TONNE**
CUIVRE 3 MOIS	1786,5	– 0,64
ALUMINIUM 3 MOIS	1543,5	– 0,23
PLOMB 3 MOIS	509,5	– 0,29
ETAIN 3 MOIS	5360	– 0,37
ZINC 3 MOIS	1191,5	– 0,29
NICKEL 3 MOIS	6975	– 1,27
MÉTAUX (NEW YORK)		**$/ONCE**
ARGENT A TERME	5,32	1,63
PLATINE A TERME	51514,89	0,88
GRAINES DENRÉES		**$/BOISSEAU**
BLÉ (CHICAGO)	270,5	0,28
MAÏS (CHICAGO)	210,25	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	148,7	0,13
SOFTS		**$/TONNE**
CACAO (NEW YORK)	976	2,95
CAFÉ (LONDRES)	1268	....
SUCRE BLANC (PARIS)	188	....

Matif

Cours 10 h 00	Volume 23/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 99	1713	86,43	86,71
Euribor 3 mois			
OCTOBRE 99	....	....	....

Pétrole

En dollars	Cours 22/09	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	22,93	....
WTI (NEW YORK)	24,46	....
LIGHT SWEET CRUDE	24,26	– 0,45

Or

En €uros	Cours 22/09	Var % 21/09
OR FIN KILO BARRE	8080	+ 2,28
OR FIN LINGOT	8050	+ 1,90
ONCE D'OR (LO) $	263,40	+ 3,25
PIÈCE FRANCE 20 F	44,20	– 0,90
PIÈCE SUISSE 20 F	45,60	+ 1,79
PIÈCE UNION LAT. 20 F	44,50	....
PIÈCE 10 DOLLARS US	205	– 3,30
PIÈCE 20 DOLLARS US	381,25	....
PIÈCE 50 PESOS MEX	295	– 0,34

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● Le titre **British Airways** a perdu 3,46 %, à 355,25 pence, mercredi 22 septembre. Le transporteur aérien a annoncé qu'il ne voyait pas de fin à la baisse de ses revenus par passager alors que les pressions compétitives restreignent les recettes sur les routes aériennes transatlantiques.

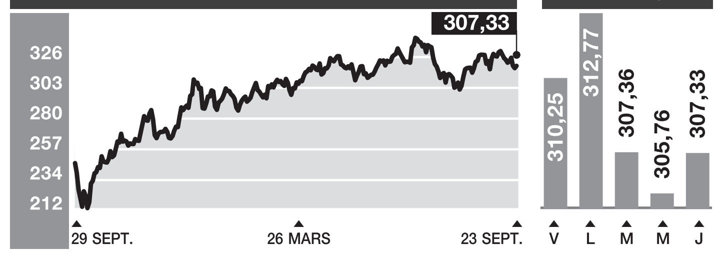
● L'action **Adidas Salomon** a cédé 2,08 %, à 77,85 euros, mercredi. Les investisseurs craignent qu'Adidas ait à faire face à une concurrence accrue, alors que Nike a accru ses ventes en Europe.

● La valeur **British American Tobacco** a plongé, mercredi, de 4,97 %, à 478 pence. L'administration Clinton a décidé d'engager un procès contre l'industrie du tabac afin de recupérer les milliards de dollars investis par l'Etat fédéral pour soigner les fumeurs.

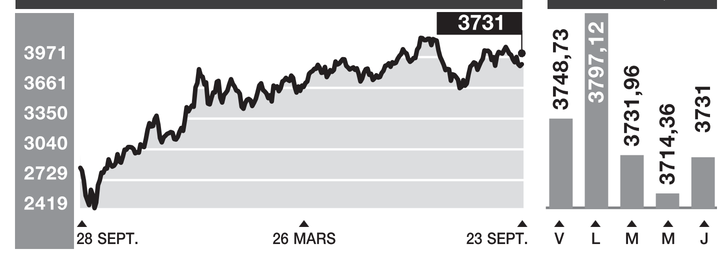
● Le cours de l'entreprise norvégienne d'exploration d'or, **Kenor**, s'est apprécié de 6,12 %, à 2,6 couronnes norvégiennes, mercredi. Le prix de l'or a augmenté après que la Banque d'Angleterre a vendu 25 tonnes d'or à un prix supérieur au prix du marché.

● Le titre **Dresdner Bank** a gagné mercredi 1,95 %, à 46,5 euros. Selon le magazine *Wirtschaftswoche,* Deutsche Bank serait en pourparlers avec Allianz pour racheter sa participation au capital de la Dresdner. Deutsche Bank dément, tandis qu'Allianz et la Dresdner se sont refusés à tout commentaire.

STOXX 653 — sur un an — sur 5 jours



EURO STOXX 50 — sur un an — sur 5 jours



23/09 10 h 24 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	34,94	....
BASF AG	BE ★	42,8	− 1,50
BMW	DE ★	28,45	− 0,18
CONTINENTAL AG	DE ★	20,4	+ 0,74
DAIMLERCHRYSLER	DE ★	66,5	− 0,75
FIAT	IT ★	31,1	+ 0,48
FIAT PRIV.	IT ★	15,35	+ 0,33
MICHELIN /RM	FR ★	46	− 0,11
PEUGEOT	FR ★	185,8	+ 0,27
PIRELLI	IT ★	2,32	....
RENAULT	FR ★	48,44	+ 1,34
VALEO /RM	FR ★	67	− 1,47
VOLKSWAGEN	DE ★	53	− 1,30
VOLVO -A-	SE	27,06	....
VOLVO -B-	SE	27,18	....
▶ DJ E STOXX AUTO P		239,31	− 0,05

BANQUES

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	15,69	+ 2,54
ABN AMRO HOLDIN	NL ★	21,65	− 0,46
ALL & LEICS	GB	12,25	+ 1,03
ALLIED IRISH BA	GB	17,03	....
ALPHA CREDIT BA	GR	81,06	....
ARGENTARIA R	ES ★	20,67	− 0,14
B PINTO MAYOR R	PT ★	17,5	....
BANK AUSTRIA AG	AT ★	47,3	+ 0,64
BANK OF IRELAND	GB	....	....
BANK OF PIRAEUS	GR	28,44	....
BANKINTER R	ES ★	37,35	− 0,40
BARCLAYS PLC	GB	25,46	− 0,12
BAYR.HYPO-U.VER	DE ★	59,4	+ 0,17
BCA FIDEURAM	IT ★	5,61	+ 0,18
BCA INTESA	IT ★	4,2	+ 0,72
MONTE PASCHI SI	IT ★	4,04	....
BCA ROMA	IT ★	1,47	− 0,68
BBV R	ES ★	12,36	....
BCO POPULAR ESP	ES ★	67,45	− 0,22
BSCH R	ES ★	10,15	....
BCP R	PT ★	25,03	....
BIPOP CARIRE	IT ★	40,25	− 0,12
BNP /RM	FR ★	75,5	+ 0,94
BSCH R	ES ★	9,74	− 0,20
CCF /RM	FR ★	120,7	+ 0,58
CHRISTIANIA BK	NO	4,93	....
COMIT	IT ★	6,58	+ 0,92
COMM.BANK OF GR	GR	91,13	....
COMMERZBANK	DE ★	35,2	+ 1,29
CREDIT LYONNAIS	FR ★	27,31	+ 0,77
DEN DANSKE BK	DK	113,03	− 0,83
DEN NORSKE BANK	NO	3,78	+ 0,32
DEUTSCHE BANK	DE ★	66,6	....
DEXIA CC	BE ★	139	....
DEXIA FCE RM	FR ★	138,6	− 0,14
DRESDNER BANK	DE ★	47,1	+ 1,29
EFG EUROBANK	GR	45,26	....
ERGO BANK	GR	91,74	....
ERSTE BANK	AT ★	47	+ 0,97
FOERENINGSSB A	SE	15,30	− 0,38
HALIFAX GROUP	GB	10,71	− 0,15
HSBC HLDG	GB	11,02	+ 0,43
IONIAN BK REG.S	GR	58,12	....
JYSKE BANK REG	DK	89,48	....
KAPITAL HOLDING	DK	36,33	....
KBC BANCASSURAN	BE ★	50,75	....
LLOYDS TSB	GB	11,80	+ 0,80
MERITA	FI ★	5,35	− 0,74
NAT BANK GREECE	GR	81,38	....
NATEXIS BQ POP.	FR ★	62,5	− 0,79
NATL WESTM BK	GB	16,33	+ 0,48
NORDBANKEN HOLD	SE	5,41	....
ROLO BANCA 1473	IT ★	20,05	+ 0,35
ROYAL BK SCOTL	GB	17,76	− 0,35
S-E-BANKEN -A-	SE	9,85	....
STE GENERAL-A-/	FR ★	194	− 0,31
SV HANDBK -A-	SE	12,52	....
UBS REG	CH	257,11	+ 1,60
UNICREDITO ITAL	IT ★	4,65	+ 0,43
UNIDANMARK -A-	DK	64,59	+ 0,63
XIOSBANK	GR	29,01	....
▶ DJ E STOXX BANK P		278,53	+ 0,29

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	53,55	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,91	+ 3,89
ASSIDOMAEN AB	SE	17,50	....
AVESTA	SE	4,83	....
BEKAERT	BE ★	435	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT ★	42,5	+ 1,53
BRITISH STEEL	GB	2,34	+ 2,04
BUHRMANN NV	NL ★	16,2	− 0,31
BUNZL PLC	GB	4,52	....
CART.BURGO	IT ★	7,22	− 1,23
ELKEM ASA, OSLO	NO	17,03	....
ELVAL	GR	18,33	....
INPARSA	PT ★	11,34	....
JOHNSON MATTHEY	GB	9,96	+ 9,40
MAYR-MELNHOF KA	AT ★	43	− 1,49
METSAE-SERLA A	FI ★	9,05	....
MODO B FR	SE	29,32	....
NORSKE SKOGIND-	NO	41,23	....
OUTOKUMPU OY -A	FI ★	11,7	+ 1,39
PECHINEY-A-	FR ★	52,6	− 1,59
PORTUCEL INDUST	PT ★	6,8	....
RAUTARUUKKI K	FI ★	6,37	....
RIO TINTO	GB	16,29	− 1,88
SIDENOR	GR	40,52	....
SILVER & BARYTE	GR	39,33	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,76	− 2,75
SONAE INDUSTRIA	PT ★	7,49	....
SOPORCEL	PT ★	14,03	....
SSAB SW ST A FR	SE	12,69	....
STORA ENSO -A-	FI ★	12,6	+ 0,40
STORA ENSO -R-	FI ★	12,7	− 0,39
SVENSKA CELLULO	SE	25,15	....
THYSSEN KRUPP	DE ★	20,65	− 1,20
TRELLEBORG B	SE	8,87	....
UNION MINIERE	BE ★	39,8	....
UPM-KYMMENE COR	FI ★	33,3	+ 0,60
USINOR	FR ★	13,8	− 0,72
VIOHALCO	GR	48,99	....
VOEST-ALPINE ST	AT ★	29,42	+ 0,20
▶ DJ E STOXX BASI P		197,13	− 0,35

CHIMIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AGA -A-	SE	16,05	....
AGA -B-	SE	16,05	....
AIR LIQUIDE /RM	FR ★	149,5	+ 0,88
AKZO NOBEL NV	NL ★	40,3	− 0,62
BASF AG	DE ★	42,8	− 1,50
BAYER AG	DE ★	38,8	− 0,44
BOC GROUP PLC	GB	19,98	+ 0,31
CIBA SPEC CHEM	CH	72,24	− 0,22
CLARIANT N	CH	433,72	....
DEGUSSA-HUELS	DE ★	35,25	− 0,42
DSM	NL ★	112,55	....
DYNO	NO	21,04	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4677,36	+ 0,27
HENKEL KGAA VZ	DE ★	66,2	− 0,45
ICI	GB	9,84	+ 1,61
KEMIRA	FI ★	5,3	....
LAPORTE	GB	9,42	− 3,97
PERSTORP -B-	SE	9,91	....
RHODIA	FR ★	19,61	....
SNIA	IT ★	1,14	+ 1,79
SOLVAY	BE ★	69,5	+ 0,36
TESSENDERLO CHE	BE ★	45,93	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		340,2	− 0,17

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	13,99	....
CGIP /RM	FR ★	46,99	+ 1,49
CHRISTIAN DIOR	FR ★	154,9	+ 0,52
CIR	IT ★	1,54	− 0,65
D'IETEREN SA	BE ★	424	....
GAZ ET EAUX /RM	FR ★	46,45	− 0,75
GBL	BE ★	178,9	....
GENL ELECTR CO	GB	9,14	+ 0,69
GEVAERT	BE ★	50	− 0,99
HAGEMEYER NV	NL ★	22,7	+ 0,22
INCHCAPE	GB	5,57	+ 2,29
INVESTOR -A-	SE	11,13	....
INVESTOR -B-	SE	11,36	....
KVAERNER -A-	NO	21,22	....
LVMH / RM	FR ★	284,9	− 0,77
MYTILINEOS HOLD	GR	32,09	....
NORSK HYDRO	NO	42,33	+ 0,87
OERLIKON-BUEHRL	CH	131,05	− 0,12
ORKLA -A-	NO	14,53	+ 0,42
ORKLA -B-	NO	12,59	....
SONAE SGPS	PT ★	28,21	....
TOMKINS	GB	4,20	+ 0,37
VEBA AG	DE ★	53,5	− 0,56
▶ DJ E STOXX CONG P		266,81	− 0,32

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
EIRCOM	IE	4,01	....
BRITISH TELECOM	GB	14,39	− 0,22
CABLE & WIRELES	GB	10,34	− 1,19
DEUTSCHE TELEKO	DE ★	39,2	− 1,01
ENERGIS	GB	21,05	− 2,38
EUROPOLITAN HLD	SE	10,14	....
FRANCE TELECOM	FR ★	78,3	+ 1,03
HELLENIC TELE (	GR	22,45	....
KONINKLIJKE KPN	NL ★	42,5	− 0,12
PANAFON HELLENI	GR	27,37	....
PORTUGAL TELECO	PT ★	38,16	....
SWISSCOM N	CH	291,75	+ 0,43
TELE DANMARK -B	DK	52,88	+ 1,03
TELECEL	PT ★	111,96	....
TELECOM ITALIA	IT ★	9,28	+ 1,31
TELECOM ITALIA	IT ★	5,65	+ 1,62
TELEFONICA	ES ★	15,15	....
TIM	IT ★	5,76	+ 1,59
VODAFONE AIRTOU	GB	21,14	+ 2,26
▶ DJ E STOXX TCOM P		678,5	+ 0,32

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCIONA	ES ★	46,83	....
ACESA R	ES ★	10,49	+ 0,10
AKTOR SA	GR	26,15	....
ASKO OY	FI ★	15,5	....
AUMAR R	ES ★	19,46	+ 0,10
AUTOSTRADE	IT ★	7,25	+ 0,28
BCA INTESA	IT ★	4,2	+ 0,72
BICC PLC	GB	1,59	....
BLUE CIRCLE IND	GB	5,48	− 0,28
BOUYGUES /RM	FR ★	266,9	+ 1,56
BPB	GB	5,68	+ 14,06
CARADON	GB	2,44	....
CBR	BE ★	86,6	....
CIMPOR R	PT ★	15,64	....
COLAS /RM	FR ★	204,8	+ 0,15
CRH PLC	GB	29,63	....
CRISTALERIA ESP	ES ★	48	....
GRUPO DRAGADOS	ES ★	11,12	....
FOM CON CONTRAT	ES ★	54	+ 0,19
GROUPE GTM	FR ★	104	+ 0,29
HANSON PLC	GB	7,21	+ 0,87
HEIDELBERGER ZE	DE ★	87	....
HELL.TECHNODO.R	GR	48,93	....
HERACLES GENL R	GR	37	....
HOCHTIEF ESSEN	DE ★	42,2	+ 0,48
HOLDERBANK FINA	CH	341,36	....
HOLDERBANK FINA	CH	1218,17	+ 0,88
IMETAL /RM	FR ★	152	+ 2,36
ITALCEMENTI	IT ★	13,16	− 0,23
ITALCEMENTI RNC	IT ★	4,69	+ 0,86
LAFARGE /RM	FR ★	102,3	+ 1,99
MICHANIKI REG.	GR	28,44	....
PARTEK	FI ★	11,77	+ 1,47
PHILIPP HOLZMAN	DE ★	159,5	....
PILKINGTON PLC	GB	1,68	− 0,92
RMC GROUP PLC	GB	14,01	− 1,75
RUGBY GRP	GB	1,40	....
SAINT GOBAIN /R	FR ★	171,8	+ 0,17
SEMAPA	PT ★	16,26	....
SKANSKA -B-	SE	36,68	....
SUPERFOS	DK	21,13	− 0,63
TAYLOR WOODROW	GB	2,52	+ 1,25
TECHNIP /RM	FR ★	105,8	+ 1,05
TITAN CEMENT RE	GR	115,90	....
UNICEM	IT ★	13,35	+ 0,07
URALITA	ES ★	7,79	....
VALENCIANA CEM	ES ★	11,32	− 0,18
WIENERB BAUSTOF	AT ★	21,6	....
WILLIAMS	GB	5,22	+ 1,52
▶ DJ E STOXX CNST P		214,73	+ 0,46

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR ★	212	+ 0,28
ADIDAS-SALOMON	DE ★	78	+ 0,13
AIRTOURS PLC	GB	6,38	+ 0,74
ALITALIA	IT ★	2,6	− 0,76
AUSTRIAN AIRLIN	AT ★	20	− 1,72
BANG & OLUFSEN	DK	56,52	+ 0,48
BARRATT DEV PLC	GB	4,31	+ 4,53
BEAZER GROUP	GB	2,41	+ 1,97
BENETTON GROUP	IT ★	2	+ 0,50
BERKELEY GROUP	GB	9,56	+ 0,49
BRITISH AIRWAYS	GB	5,57	+ 0,28
CHARGEURS RM	FR ★	58,5	....
CLUB MED. /RM	FR ★	95	....
COATS VIYELLA	GB	0,84	− 1,82
COMPASS GRP	GB	8,73	− 0,88
COURTAULDS TEXT	GB	2,27	....
DT.LUFTHANSA N	DE ★	17,5	+ 0,57
ELECTROLUX -B-	SE	18,08	+ 0,65
EMI GROUP	GB	7,04	− 0,88
EURO DISNEY /RM	FR ★	1,26	....
FINNAIR	FI ★	4,6	+ 1,55
G WIMPEY PLC	GB	2,07	+ 3,10
GRANADA GROUP	GB	8,20	+ 0,76
HERMES INTL	FR ★	104,8	− 0,19
HPI	IT ★	0,65	+ 3,17
HUNTER DOUGLAS	NL ★	26,9	+ 0,75
KLM	NL ★	24,45	− 0,20
HILTON GROUP	GB	3,19	− 0,49
MOULINEX /RM	FR ★	9,16	− 1,51
NCL HLDG	NO	3,09	....
PATHE /RM	FR ★	101,8	+ 0,49
PENTLAND GRP	GB	2,26	....
PERSIMMON PLC	GB	3,53	+ 0,89
PREUSSAG AG	DE ★	49,4	− 1
RANK GROUP	GB	3,74	+ 2,13
SAIRGROUP N	CH	205	+ 0,92
SAS DANMARK A/S	DK	10,23	....
SEB /RM	FR ★	62,5	+ 4,69
THE SWATCH GRP	CH	755,74	+ 0,17
THE SWATCH GRP	CH	157,58	+ 0,80
WILLIAM BAIRD	GB	1,25	− 9,09
WILSON BOWDEN	GB	9,51	....
WOLFORD AG	AT ★	49,9	− 0,10
▶ DJ E STOXX CYC GO P		158,16	+ 0,18

PHARMACIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ASTRAZENECA	GB	39,93	+ 0,94
ELAN CORP	GB	30,75	....
GLAXO WELLCOME	GB	24,99	+ 0,63
HOECHST AG	DE ★	39,45	− 0,38
NOVARTIS N	CH	1432,23	− 0,17
NOVO NORDISK B	DK	114,78	+ 0,83
ORION A	FI ★	21,75	+ 0,69
ORION B	FI ★	21,85	+ 0,69
RHONE POUL./RM	FR ★	46,46	+ 0,41
ROCHE HOLDING	CH	17451,95	+ 0,27
ROCHE HOLDING G	CH	11102,10	+ 0,08
SANOFI /RM	FR ★	163,8	....
SCHERING AG	DE ★	102,25	+ 0,74
SMITHKLINE BEEC	GB	11,79	+ 0,13
▶ DJ E STOXX PHAR P		379,46	+ 0,16

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	9,49	....
BG	GB	5,54	+ 0,56
BP AMOCO	GB	17,38	+ 1,27
BURMAH CASTROL	GB	17,47	− 0,71
CEPSA	ES ★	11,5	+ 1,05
ELF AQUITAINE /	FR ★	172	+ 0,29
ENI	IT ★	5,76	....
ENTERPRISE OIL	GB	6,96	+ 1,36
F.OLSEN ENERGY	NO	8,21	....
LASMO	GB	2,29	....
OMV AG	AT ★	89,8	+ 0,45
PETROLEUM GEO-S	NO	17,64	....
PRIMAGAZ /RM	FR ★	78,6	+ 0,13
PROSAFE	NO	10,46	....
REPSOL	ES ★	19,17	....
ROYAL DUTCH CO	NL ★	57,05	+ 0,44
SAIPEM	IT ★	4,24	+ 0,71
SHELL TRANSP &	GB	7,29	+ 1,30
SMEDVIG -A-	NO	11,07	....
TOTAL FINA /RM	FR ★	118,6	− 0,08
▶ DJ E STOXX ENGY P		307,09	+ 0,37

(Publicité)

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
3I	GB	12,25	− 0,76
ALMANIJ	BE ★	54	....
ALPHA FINANCE	GR	84,07	....
AMVESCAP	GB	7,71	+ 3,34
BAIL INVEST /RM	FR ★	124	....
BPI R	PT ★	17,9	....
BRITISH LAND CO	GB	7,64	+ 0,20
CANARY WHARF GR	GB	6,18	+ 0,51
CAPITAL SHOPPIN	GB	6,59	....
COBEPA	BE ★	61,45	− 0,57
CONSORS DISC-BR	DE ★	51	+ 0,99
CORP FIN ALBA	ES ★	26,15	+ 0,58
CPR /RM	FR ★	43,5	+ 1,87
CS GROUP N	CH	174,11	+ 0,36
EURAFRANCE /RM	FR ★	561	− 0,53
FONCIERE LYONNA	FR ★	127,7	+ 0,55
FORTIS (NL)	NL ★	31,2	− 0,64
GECINA /RM	FR ★	111,2	− 1,59
HAMMERSON	GB	7,19	....
KAPITAL HOLDING	DK	36,33	....
LAND SECURITIES	GB	12,77	+ 0,24
LIBERTY INTL	GB	7,12	....
MEDIOBANCA	IT ★	11,2	+ 0,18
MEDIOLANUM	IT ★	7,31	+ 0,69
MEPC PLC	GB	7,47	+ 2,35
METROVACESA	ES ★	21,4	+ 1,42
MEDIOLANUM	NL ★	7,31	+ 0,69
PARIBAS	FR ★	108,2	+ 0,46
PROVIDENT FIN	GB	11,44	....
RODAMCO UK	NL ★	43	− 0,92
RODAMCO CONT. E	NL ★	37	− 1,33
RODAMCO NORTH A	NL ★	34,1	− 0,73
SCHRODERS PLC	GB	20,05	+ 7,07
SEFIMEG N /RM	FR ★	68	....
SIMCO N /RM	FR ★	82,1	− 0,73
SLOUGH ESTATES	GB	5,71	+ 0,82
UNIBAIL /RM	FR ★	128,2	− 0,62
UNIM	IT ★	0,44	....
VALLEHERMOSO	ES ★	9	− 0,11
WCM BETEILIGUNG	DE ★	36,1	− 2,43
WOOLWICH PLC	GB	4,95	....
▶ DJ E STOXX FINS P		242,06	− 0,08

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ (	GB	9,08	....
ASSOCIAT BRIT F	GB	6,10	− 1,26
BASS	GB	11,91	+ 0,26
BBAG OE BRAU-BE	AT ★	42,99	....
BONGRAIN /RM	FR ★	360	....
BRAU-UNION	AT ★	44,9	+ 2,05
CADBURY SCHWEPP	GB	6,54	− 1,64
CARLSBERG -B-	DK	35,26	....
CARLSBERG AS -A	DK	35,52	....
CHR. HANSEN HLD	DK	94,19	+ 0,72
CULTOR -1-	FI ★	17,75	....
DANISCO	DK	40,64	+ 0,67
DANONE /RM	FR ★	235,3	+ 0,13
DELTA DAIRY	GR	35,44	....
DIAGEO	GB	9,86	+ 2,76
ELAIS OLEAGINOU	GR	57,80	....
ERID.BEGH.SAY /	FR ★	113	....
GREENCORE GROUP	GB	2,76	....
HEINEKEN HOLD.N	NL ★	36	− 0,83
HELLENIC BOTTLI	GR	26,64	....
HELLENIC SUGAR	GR	21,96	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI ★	31,04	+ 0,32
KERRY GRP-A-	GB	11,99	....
MONTEDISON	IT ★	1,8	+ 1,69
NESTLE N	CH	1833,50	+ 0,38
KONINKLIJKE NUM	NL ★	39,95	....
PARMALAT	IT ★	1,28	− 0,78
PERNOD RICARD /	FR ★	64,85	− 0,31
RAISIO GRP -V-	FI ★	6,99	....
RIEBER & SON -B	NO	5,59	....
SCOTT & NEWCAST	GB	9,54	+ 1,16
SOUTH AFRICAN B	GB	6,82	− 0,45
TATE & LYLE	GB	6,18	+ 1,53
UNIGATE PLC	GB	5,29	....
UNILEVER	NL ★	67,9	+ 1,19
UNILEVER	GB	9,31	+ 1,53
WHITBREAD	GB	11,74	+ 0,13
▶ DJ E STOXX F & BV P		233,28	+ 0,30

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ABB PARTI	CH	1597,60	....
ADECCO N	CH	521,72	+ 0,72
ALSTOM	FR ★	31,57	+ 0,70
ALUSUISSE LON G	CH	1126,44	− 0,28
ASSOC BR PORTS	GB	4,55	....
ATLAS COPCO -A-	SE	25,90	....
ATLAS COPCO -B-	SE	25,61	+ 0,45
ATTICA ENTR SA	GR	21,19	....
BAA	GB	9,79	− 0,16
BBA GROUP PLC	GB	7,32	+ 3,75
BERGESEN	NO	15,02	....
BONHEUR	NO	27,37	....
CMB	BE ★	41,45	....
CMG	GB	32,57	− 1,78
COOKSON GROUP P	GB	3,19	+ 6,77
DAMPSKIBS -A-	DK	9168,54	....
DAMPSKIBS -B-	DK	9755,77	− 1,09
DAMSKIBS SVEND	DK	13859,92	....
DELTA PLC	GB	2,07	....
DET SONDENFJ NO	NO	7,30	+ 1,69
ELECTROCOMPONEN	GB	7,91	+ 0,99
EQUANT NV	DE ★	73	− 2,01
EUROTUNNEL /RM	FR ★	1,39	+ 0,72
FINNLINES	FI ★	25,25	....
FKI	GB	2,99	+ 2,67
FLS IND.B	DK	25,84	+ 0,52
FLUGHAFEN WIEN	AT ★	36,98	+ 0,90
GKN	GB	14,04	+ 1,35
GLYNWED INTL PL	GB	3,57	....
HALKOR	GR	23,85	....
HAYS	GB	9,81	....
HEIDELBERGER DR	DE ★	59,5	....
HELLAS CAN SA P	GR	50,76	....
IFIL	IT ★	6,06	+ 0,33
IMI PLC	GB	4,20	− 0,74
ISS INTL SERV-B	DK	54,90	− 0,24
KOEBENHAVN LUFT	DK	77,37	− 1,71
KON.NEDLLOYD	NL ★	26,05	+ 0,19
KONE B	FI ★	119	....
LEGRAND /RM	FR ★	214,3	− 0,33
LEIF HOEGH	NO	11,68	....
LINDE AG	DE ★	55	+ 0,82
MAN AG	DE ★	31	....
MANNESMANN AG	DE ★	146	....
METALLGESELLSCH	DE ★	19,2	− 0,26
METRA A	FI ★	18,6	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	4,05	....
NFC	GB	3,43	+ 4,27
NKT HOLDING	DK	72,39	− 0,37
OCEAN GROUP	GB	15,65	+ 1,62
PENINS.ORIENT.S	GB	14,01	− 2,17
PREMIER FARNELL	GB	4,45	− 0,69
RAILTRACK	GB	17,70	− 0,70
RANDSTAD HOLDIN	NL ★	48,5	....
RATIN -A-	DK	107,65	....
RATIN -B-	DK	110,35	+ 0,58
RENTOKIL INITIA	GB	3,58	− 1,71
REXAM	GB	4,11	+ 1,15
REXEL /RM	FR ★	84,1	− 0,53
RHI AG	AT ★	28,3	− 0,35
RIETER HLDG N	CH	582,25	− 0,53
SANDVIK -A-	SE	26,43	....
SANDVIK -B-	SE	26,60	....
SAURER ARBON N	CH	408,76	− 0,76
SCANIA AB -A-	SE	35,81	....
SCANIA AB -B-	SE	35,87	....
SCHINDLER HOLD	CH	1466,55	+ 2,17
SCHINDLER HOLD	CH	1547,68	+ 3,33
SCHNEIDER ELECT	FR ★	67,05	+ 0,37
SEAT-PAGINE GIA	IT ★	1,35	+ 0,75
SECURICOR	GB	9,25	− 0,34
SECURITAS -B-	SE	14,20	....
SGS GENEVA BR	CH	1073,39	+ 1,18
SHANKS GROUP	GB	3,46	....
SIDEL /RM	FR ★	95,9	+ 1,80
INVENSYS	GB	4,81	+ 0,65
SITA /RM	FR ★	253	+ 0,40
SKF -A-	SE	20,51	....
SKF -B-	SE	21,67	....
SOPHUS BEREND -	DK	23,28	....
SULZER FRAT.SA1	CH	594,73	+ 0,21
SVEDALA	SE	19,41	....
T.I.GROUP PLC	GB	6,94	− 1,55
TOMRA SYSTEMS	NO	34,48	....
VA TECHNOLOGIE	AT ★	76,99	+ 0,72
VALMET	FI ★	10,72	− 2,55
▶ DJ E STOXX IND GO P		375	+ 0,70

ASSURANCES

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AGF /RM	FR ★	49,83	− 0,24
ALLEANZA ASS	IT ★	9,83	− 0,41
ALLIANZ AG	DE ★	272,3	− 0,26
ALLIED ZURICH	GB	11,07	− 0,28
ASPIS PRONIA GE	GR	31,31	....
AXA /RM	FR ★	113,7	+ 0,98
BALOISE HLDG N	CH	786,32	+ 0,16
CGU	GB	14,29	− 0,33
CNP ASSURANCES	FR ★	26,82	+ 0,64
CORP MAPFRE R	ES ★	17,92	....
ERGO VERSICHERU	DE ★	106,8	− 0,19
ETHNIKI GEN INS	GR	57,80	....
FONDIARIA ASS	IT ★	5,7	− 0,52
FORSIKRING CODA	DK	88,30	+ 0,18
FORTIS (B)	BE ★	31,7	....
GENERALI ASS	IT ★	31,5	....
GENERALI HLD VI	AT ★	158,01	+ 0,26
INA	IT ★	3,03	+ 1
INTERAM HELLEN	GR	84,10	....
IRISH LIFE & PE	GB	10,07	+ 1,09
LEGAL & GENERAL	GB	2,97	+ 0,53
MUENCH RUECKVER	DE ★	195,5	....
NORWICH UNION	GB	7,02	− 1,53
POHJOLA YHTYMAE	FI ★	47,5	− 1,04
PRUDENTIAL CORP	GB	14,17	+ 1,11
RAS	IT ★	9,09	+ 0,55
ROYAL SUN ALLIA	GB	....	....
SAMPO -A-	FI ★	33,7	....
SWISS RE N	CH	1920,24	+ 0,52
SEGUROS MUNDIAL	PT ★	35,1	....
SKANDIA INSURAN	SE	19,41	....
STOREBRAND	NO	6,51	....
SUN LF & PROV H	GB	6,93	+ 1,60
SWISS LIFE REG	CH	582,25	+ 2,08
TOPDANMARK AS	DK	181,66	....
ZURICH ALLIED N	CH	534,82	+ 0,82
▶ DJ E STOXX INSU P		325,73	+ 0,33

MEDIAS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,44	− 2,34
CANAL PLUS /RM	FR ★	62,7	− 2,79
CARLTON COMMUNI	GB	6,49	− 0,24
ELSEVIER	NL ★	10,15	− 0,98
EM.TV & MERCHAN	DE ★	48,2	+ 3,21
EMAP PLC	GB	14,73	+ 0,42
HAVAS ADVERTISI	FR ★	231,4	− 0,47
INDP NEWS AND M	IR ★	4,67	....
LAGARDERE SCA N	FR ★	41,35	+ 1,72
MEDIASET	IT ★	9,16	+ 1,78
PEARSON	GB	19,69	+ 1,12
REED INTERNATIO	GB	5,87	− 1,57
REUTERS GROUP	GB	11,91	− 11,66
SCHIBSTED	NO	9,79	....
TELEWEST COMM.	GB	3,36	− 1,37
TF1	FR ★	274,4	− 0,76
UNITED NEWS & M	GB	9,36	− 0,17
UNITED PAN-EURO	NL ★	59,8	+ 0,67
WOLTERS KLUWER	NL ★	35,3	+ 0,28
WPP GROUP	GB	8,92	+ 0,88
▶ DJ E STOXX MEDIA P		308,28	+ 0,16

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AHOLD	NL ★	32,15	....
ASDA GROUP PLC	GB	3,41	....
ATHENS MEDICAL	GR	54,72	....
AUSTRIA TABAK A	AT ★	43,9	+ 1,22
BEIERSDORF AG	DE ★	64,5	+ 0,39
BIC /RM	FR ★	47,14	− 0,57
BRIT AMER TOBAC	GB	7,40	− 2,26
CASINO GP /RM	FR ★	105,2	+ 0,19
CFR UNITS -A-	CH	1853,47	+ 0,17
CPT MODERNES /R	FR ★	564	....
DELHAIZE	BE ★	76	....
ESSILOR INTL /R	FR ★	308	+ 0,82
ETS COLRUYT	BE ★	591	....
FRESENIUS MED C	DE ★	67,2	− 0,59
FYFFES	GB	1,82	− 0,85
GALLAHER GRP	GB	6,55	− 0,71
GIB	BE ★	41,35	....
GOODYS	GR	33,94	....
IMPERIAL TOBACC	GB	11,33	− 2,28
KESKO -B-	FI ★	11,6	....
L'OREAL /RM	FR ★	610	+ 0,74
MODELO CONTINEN	PT ★	15,16	....
MORRISON SUPERM	GB	....	....
PROMODES /RM	FR ★	877	+ 0,80
RECKITT & COLMA	GB	12,14	+ 2,23
SAFEWAY	GB	3,74	− 0,41
SAINSBURY J. PL	GB	5,93	+ 0,79
SEITA /RM	FR ★	56,5	− 0,79
SMITH & NEPHEW	GB	3,10	+ 1,53
STAGECOACH HLDG	GB	3,13	+ 1,52
TABACALERA A	ES ★	17,83	− 0,50
TAMRO	FI ★	3,7	....
TESCO PLC	GB	2,86	....
TNT POST GROEP	NL ★	24,2	− 1,02
▶ DJ E STOXX N CY G P		493,25	+ 0,08

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	2,86	+ 6,36
BOOTS CO PLC	GB	10,80	+ 0,73
CARREFOUR /RM	FR ★	148,2	+ 0,82
CASTO.DUBOIS /R	FR ★	250	+ 0,85
CENTROS COMER P	ES ★	19,55	....
CONTINENTE	ES ★	24,9	....
DIXONS GROUP PL	GB	15,62	+ 4,37
GEHE AG	DE ★	35,4	− 0,84
GREAT UNIV STOR	GB	7,50	− 2,82
GUCCI GROUP	NL ★	81	− 1,22
GUILBERT /RM	FR ★	124	+ 1,14
HENNES & MAURIT	SE	24,98	....
JERONIMO MARTIN	PT ★	26,65	....
KARSTADT AG	DE ★	412	+ 0,24
KINGFISHER	GB	9,89	+ 3,25
MARKS & SPENCER	GB	4,87	− 1,88
METRO	DE ★	50,8	− 0,10
NEXT PLC	GB	9,81	+ 1,12
PINAULT PRINT./	FR ★	172,9	+ 0,82
RINASCENTE	IT ★	6,96	+ 0,87
STOCKMANN A	FI ★	17,7	− 0,56
VALORA HLDG N	CH	243,70	+ 0,39
W.H SMITH GRP	GB	7,94	+ 2
WOLSELEY PLC	GB	6,23	....
▶ DJ E STOXX RETL P		378,03	+ 0,51

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AEROSPATIALE MA	FR ★	19,8	− 0,60
ALCATEL /RM	FR ★	133,6	+ 0,38
ALTEC SA REG.	GR	24,62	....
BAAN COMPANY	NL ★	14,1	− 0,35
BARCO	BE ★	123,4	....
BRITISH AEROSPA	GB	6,41	− 0,48
CAP GEMINI /RM	FR ★	170,9	+ 2,03
COLOPLAST B	DK	94,19	− 0,71
COLT TELECOM NE	GB	19,76	+ 1,68
DASSAULT SYST./	FR ★	36,98	+ 1,32
FINMECCANICA	IT ★	0,91	+ 3,41
GAMBRO -A-	SE	9,21	+ 0,63
GETRONICS	NL ★	50,8	− 0,10
GN GREAT NORDIC	DK	30,95	+ 0,88
INTRACOM R	GR	84,25	....
LOGICA	GB	11,86	− 1,42
MERKANTILDATA	NO	10,58	+ 1,75
MISYS	GB	8,80	− 0,35
NERA ASA	NO	2,31	....
NETCOM ASA	NO	31,62	....
NOKIA	FI ★	85,2	+ 1,91
NYCOMED AMERSHA	GB	6,31	+ 2,02
OCE	NL ★	18,05	− 0,28
OLIVETTI	IT ★	2,35	+ 1,73
KON. PHILIPS	NL ★	97,5	+ 0,88
ROLLS ROYCE	GB	3,36	− 0,92
SAGE GRP	GB	41,66	....
SAGEM	FR ★	645	....
SAP AG	DE ★	362	+ 1,54
SAP VZ	DE ★	418	+ 0,97
SEMA GROUP	GB	9,34	− 18,70
SIEMENS AG N	DE ★	80,6	− 0,62
SMITHS IND PLC	GB	13	+ 0,60
STMICROELEC SIC	FR ★	77,3	+ 3,07
TANDBERG DATA A	NO	2,42	+ 2,05
THOMSON CSF /RM	FR ★	32,35	+ 2,31
TIETOENATOR	FI ★	31,65	+ 0,48
WILLIAM DEMANT	DK	71,99	....
▶ DJ E STOXX TECH P		485,49	+ 1,45

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en €uros	% Var. veille
AEM	IT ★	2,25	− 0,44
ANGLIAN WATER	GB	11,80	+ 1,74
BRITISH ENERGY	GB	7,08	+ 1,11
CENTRICA	GB	2,41	+ 1,31
EDISON	IT ★	8,33	+ 0,12
ELECTRABEL	BE ★	332,3	....
ELECTRIC PORTUG	PT ★	14,65	....
ENDESA	ES ★	18,02	+ 0,11
EVN	AT ★	121,4	+ 1,51
GAS NATURAL SDG	ES ★	20,8	− 0,62
HAFSLUND -A-	NO	5,96	....
HAFSLUND -B-	NO	3,53	....
IBERDROLA	ES ★	13,43	+ 0,30
ITALGAS	IT ★	4,12	+ 0,73
NATIONAL GRID G	GB	6,59	− 0,70
NATIONAL POWER	GB	7,35	− 0,63
OESTERR ELEKTR	AT ★	141,89	+ 1,28
POWERGEN	GB	9,98	+ 0,31
SCOT POWER	GB	8,20	....
SEVERN TRENT	GB	14,06	− 3,83
SUEZ LYON EAUX/	FR ★	158,2	+ 0,25
SYDKRAFT -A-	SE	18,89	....
SYDKRAFT -C-	SE	17,73	....
THAMES WATER	GB	13,87	− 1,11
TRACTEBEL	BE ★	172,5	− 0,23
FENOSA	ES ★	13,45	− 0,22
UNITED UTILITIE	GB	10,66	+ 0,74
VIAG	DE ★	20,4	− 0,24
VIVENDI/RM	FR ★	68,35	+ 0,22
▶ DJ E STOXX PO SUP P		292,62	+ 0,51

EURO NOUVEAU MARCHÉ

23/09 10 h 24 ▶

AMSTERDAM

	Cours en €uros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	17,5	− 0,57
ANTONOV	0,96	....
C/TAC	7,5	....
CARDIO CONTROL	6,7	+ 6,35
CSS	15,95	− 0,31
HITT NV	8	+ 0,63
INNOCONCEPTS NV	19,7	− 1,01
NEDGRAPHICS HOLD	17,45	+ 0,87
POLYDOC	2	....
PROLION HOLDING	99,5	+ 0,30
RING ROSA	6,7	....
RING ROSA WT	0,7	....
UCC HOLDING NV	13,75	....

BRUXELLES

	Cours en €uros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	1,65	....
FARDEM BELGIUM B	18,5	....
INTERNOC HLD	3,1	....
INTL BRACHYTHER B	11,68	....
LINK SOFTWARE B	9,99	....
PAYTON PLANAR	1,7	....
SYNERGIA	7,7	....

FRANCFORT

	Cours en €uros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	81	− 0,61
AIXTRON	87	+ 0,58
AUGUSTA TECHNOLOGI	51	+ 0,99
BB BIOTECH ZT-D	47,5	+ 0,21
BB MEDTECH ZT-D	15,3	− 0,97
BERTRANDT AG	63	− 0,32
BETA SYSTEMS SOFTW	16,1	− 0,62
CE COMPUTER EQUIPM	54	− 3,57
CE CONSUMER ELECTR	73,78	− 0,97
CENIT SYSTEMHAUS	39,8	+ 3,27
DRILLISCH	7,7	− 1,91
EDEL MUSIC E 98	335	....
ELSA	47	....
EM.TV & MERCHANDI	48,2	+ 3,21
EUROMICRON	19,7	....
GRAPHISOFT NV	12,35	....
HOEFT & WESSEL	23	+ 2,22
HUNZINGER INFORMAT	11	− 1,79
INFOMATEC	35,6	+ 4,71
INTERSHOP COMMUNIC	99,5	+ 0,57
KINOWELT MEDIEN	56,4	− 6
LHS GROUP	30,1	+ 2,03
LINTEC COMPUTER	88,2	− 0,40
LOESCH UMWELTSCHUT	6,6	....
MENSCH UND MASCHIN	29,5	− 0,84
MOBILCOM	50,35	+ 2,76
MUEHL PRODUCT & SE	16,5	+ 3,13
MUEHLBAUER HOLDING	62	+ 3,33
PFEIFFER VACU TECH	37	− 0,80
PLENUM	15,5	+ 2,65
PSI	34,2	− 0,87
QIAGEN NV	40,5	+ 1,25
REFUGIUM HOLDING A	12	+ 3,90
SACHSENRING AUTO	14,65	− 0,34
SALTUS TECHNOLOGY	19,1	− 2,80
SCM MICROSYSTEMS	42	+ 0,48
SER SYSTEME	44,5	+ 1,14
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	39,1	+ 1,30
SOFTM SOFTWARE BER	40,2	− 1,47
TDS	17,5	+ 0,86
TECHNOTRANS	43	− 1,15
TELDAFAX	16,84	+ 5,25
TELES AG	34,35	+ 1,42
TIPTEL	7,05	+ 1,44
TRANSTEC	41,04	+ 0,10
W.E.T. AUTOMOTIVE	34,5	− 0,14
	....	....
	....	....
	....	....
	....	....

★ CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - **DE** : Allemagne - **ES** : Espagne **IT** : Italie - **PT** : Portugal - **IR** : Irlande **LU** : Luxembourg - **NL** : Pays-Bas - **AT** : Autriche **FI** : Finlande - **BE** : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - **NO** : Norvège - **DK** : Danemark **GB** : Grande-Bretagne - **GR** : Grèce - **SE** : Suède.

LeMonde Job: WMQ2409--0026-0 WAS LMQ2409-26 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:55 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0396 Lcp:700 CMYK

VALEURS FRANÇAISES

● Le titre **Canal +** plongeait de 5,27 %, à 61,10 euros, à l'ouverture des cotations, jeudi 23 septembre. La chaîne cryptée a accusé au premier semestre 1999 une perte consolidée nette de 233 millions de francs (36 millions d'euros), aggravant ainsi ses pertes par rapport au premier semestre 1998 (175 millions de francs, soit 27 millions d'euros), selon les résultats définitifs annoncés mercredi.

● Le cours de **Lafarge** progressait de 2,69 %, jeudi, dans les premiers échanges, à 103 euros. Le leader mondial des matériaux de construction a enregistré un bénéfice net de 221 millions d'euros, en hausse de 27 % au premier semestre, pour un chiffre d'affaires en hausse de 6 %. Le PDG, Bertrand Collomb, s'attend à de *« très bons résultats pour l'ensemble de l'exercice 1999 ».*

● La valeur **GTM** s'appréciait, jeudi matin, de 2,22 %, à 106 euros. Le groupe de construction, filiale de Suez-Lyonnaise, a annoncé, jeudi, un résultat net consolidé, part du groupe, de 113 millions de francs (17 millions d'euros), soit une progression de 57 % par rapport au semestre équivalent de 1998 .

● L'action **Lagardère** gagnait 0,86 %, à 41 euros, jeudi matin. Le groupe a enregistré un résultat net part du groupe en forte hausse de 43 %, à 119 millions d'euros, pour un résultat d'exploitation en baisse de 21,5 %, à 193 millions d'euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 23 SEPTEMBRE **Cours relevés à 10 h 00**

Liquidation : 23 septembre

France	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	145	145	951,14	....	....
CR.LYONNAIS(TP)	143,50	143,50	941,30	....	....
RENAULT (T.P.)	385	385,60	2529,37	+ 0,16	....
SAINT GOBAIN(T.P	173	173	1134,81	....	....
THOMSON S.A (T.P	145	142,80	936,71	− 1,52	....
ACCOR	211,40	212	1390,63	+ 0,28	....
AEROSPATIALE MAT	19,92	19,75	129,55	− 0,85	....
AGF	49,95	49,89	327,26	− 0,12	....
AIR FRANCE GPE N	16,19	16,10	105,61	− 0,56	....
AIR LIQUIDE	148,20	149,40	980	+ 0,81	....
ALCATEL	133,10	133,60	876,36	+ 0,38	....
ALSTOM	31,35	31,65	207,61	+ 0,96	....
ALTRAN TECHNO. #	280,40	280,30	1838,65	− 0,04	....
ATOS CA	123	121,40	796,33	− 1,30	....
AXA	112,60	113,60	745,17	+ 0,89	....
BAIL INVESTIS.	124	124	813,39	....	....
BAZAR HOT. VILLE	122	121	793,71	− 0,82	....
BIC	47,41	47,13	309,15	− 0,59	....
BIS	91,25	....	....	....	....
B.N.P.	74,80	75,95	498,20	+ 1,54	....
BOLLORE	165,50	166	1088,89	+ 0,30	....
BONGRAIN	360	360	2361,45	....	....
BOUYGUES	262,80	265	1738,29	+ 0,84	....
BOUYGUES OFFS	35,25	35,24	231,16	− 0,03	....
BULL#	7,08	7,11	46,64	+ 0,42	....
CANAL +	64,50	62,95	412,92	− 2,40	....
CAP GEMINI	167,50	170	1115,13	+ 1,49	....
CARBONE LORRAINE	48	48,65	319,12	+ 1,35	....
CARREFOUR	147	148,10	971,47	+ 0,75	....
CASINO GUICHARD	105	105,40	691,38	+ 0,38	....
CASINO GUICH.ADP	69,95	69,95	458,84	....	....
CASTORAMA DUB.(L	247,90	250	1639,89	+ 0,85	....
C.C.F.	120	120,10	787,80	+ 0,08	....
CEGID (LY)	180,10	180,30	1182,69	+ 0,11	....
CERUS	7,40	7,34	48,15	− 0,81	....
CGIP	46,30	46,99	308,23	+ 1,49	....
CHARGEURS	58,50	58,50	383,73	....	....
CHRISTIAN DALLOZ	49	48,50	318,14	− 1,02	....
CHRISTIAN DIOR	154,10	154,90	1016,08	+ 0,52	....
CIC -ACTIONS A.	84,30	84,35	553,30	+ 0,06	....
CIMENTS FRANCAIS	69,10	69,70	457,20	+ 0,87	....
CLARINS	100	99,50	652,68	− 0,50	....
CLUB MEDITERRANE	95	95	623,16	....	....
CNP ASSURANCES	26,65	26,82	175,93	+ 0,64	....
COFLEXIP	89	88,50	580,52	− 0,56	....
COLAS	204,50	203,50	1334,87	− 0,49	....
COMPTOIR ENTREP.	1,94	1,92	12,59	− 1,03	....
CPR	42,70	42,15	276,49	− 1,29	....
CRED.FON.FRANCE	17,05	16,81	110,27	− 1,41	....
CFF.(FERRAILLES)	33,03	33,97	222,83	+ 2,85	....
CREDIT LYONNAIS	27,10	27,46	180,13	+ 1,33	....
CS SIGNAUX(CSEE)	49,40	49,50	324,70	+ 0,20	....
DAMART	82,60	82	537,88	− 0,73	....
DANONE	235	235,50	1544,78	+ 0,21	....
DASSAULT-AVIATIO	167,60	163	1069,21	− 2,74	....
DASSAULT SYSTEME	36,50	37	242,70	+ 1,37	....
DE DIETRICH	62,70	63	413,25	+ 0,48	....
DEVEAUX(LY)#	74,90	74	485,41	− 1,20	....
DEV.R.N-P.CAL LI	15,41	15,70	102,99	+ 1,88	....
DEXIA FRANCE	138,80	138,50	908,50	− 0,22	....
DMC (DOLLFUS MI)	6,10	6,22	40,80	+ 1,97	....
DYNACTION	25,35	25,25	165,63	− 0,39	....
EIFFAGE	67,50	67,50	442,77	....	....
ELF AQUITAINE	171,50	171,80	1126,93	+ 0,17	....
ERAMET	50,80	49,60	325,35	− 2,36	....
ERIDANIA BEGHIN	113	113	741,23	....	....
ESSILOR INTL	305,50	308,90	2026,25	+ 1,11	....
ESSILOR INTL.ADP	321	328,90	2157,44	+ 2,46	....
ESSO	76,50	76,05	498,86	− 0,59	....
EURAFRANCE	564	561	3679,92	− 0,53	....
EURO DISNEY	1,26	1,26	8,27	....	....
EUROTUNNEL	1,38	1,38	9,05	....	....
FACOM SA	70,20	70,30	461,14	+ 0,14	....
FAURECIA	57,30	57,30	375,86	....	....
FIMALAC SA	117,10	118	774,03	+ 0,77	....
FINEXTEL	21,51	21,51	141,10	....	....
FIVES-LILLE	84,70	82,10	538,54	− 3,07	....
FONC.LYON.#	127	127,70	837,66	+ 0,55	....
FRANCE TELECOM	77,50	77,80	510,33	+ 0,39	....
FROMAGERIES BEL	759	....	....	....	....
GALERIES LAFAYET	145	144	944,58	− 0,69	....
GASCOGNE	76	75,50	495,25	− 0,66	....
GAUMONT #	61,95	61,50	403,41	− 0,73	....
GAZ ET EAUX	46,80	46,50	305,02	− 0,64	....
GECINA	113	111,20	729,42	− 1,59	....
GEOPHYSIQUE	57,80	58,50	383,73	+ 1,21	....
GRANDVISION	24,50	24,60	161,37	+ 0,41	....
GROUPE ANDRE S.A	135,60	134,50	882,26	− 0,81	....
GR.ZANNIER (LY)	26,60	26,59	174,42	− 0,04	....
GROUPE GTM	103,70	104	682,20	+ 0,29	....
GROUPE PARTOUCHE	66,10	66,90	438,84	+ 1,21	....
GUILBERT	122,60	123,50	810,11	+ 0,73	....
GUYENNE GASCOGNE	487	487	3194,51	....	....
HACHETTE FILI.ME	225	233	1528,38	+ 3,56	....
HAVAS ADVERTISIN	232,50	231,40	1517,88	− 0,47	....
IMETAL	148,50	152	997,05	+ 2,36	....
IMMEUBLES DE FCE	19,80	20	131,19	+ 1,01	....
INFOGRAMES ENTER	73,10	74	485,41	+ 1,23	....
INGENICO	23,89	23,97	157,23	+ 0,33	....
INTERBAIL	25,40	25,50	167,27	+ 0,39	....
INTERTECHNIQUE	317	314	2059,70	− 0,95	....
ISIS	69,50	....	....	....	....
KLEPIERRE	94	95	623,16	+ 1,06	....
LABINAL	118,40	118,10	774,69	− 0,25	....
LAFARGE	100,30	102,60	673,01	+ 2,29	....
LAGARDERE	40,65	41,35	271,24	+ 1,72	....
LAPEYRE	67	67	439,49	....	....
LEBON (CIE)	49,50	49,50	324,70	....	....
LEGRAND	215	213	1397,19	− 0,93	....
LEGRAND ADP	125,30	124,20	814,70	− 0,88	....
LEGRIS INDUST.	36,25	36,60	240,08	+ 0,97	....
LOCINDUS	105,10	105,10	689,41	....	....
L'OREAL	605,50	608	3988,22	+ 0,41	....
LVMH MOET HEN.	287,10	284,70	1867,51	− 0,84	....
MARINE WENDEL	151	151,70	995,09	+ 0,46	....
METALEUROP	7,79	7,64	50,12	− 1,93	....
MICHELIN	46,05	45,78	300,30	− 0,59	....
MONTUPET SA	32,40	32,40	212,53	....	....
MOULINEX	9,30	9,30	61	....	....
NATEXIS BQ POP.	63	62,50	409,97	− 0,79	....
NEOPOST	27,83	27,85	182,68	+ 0,07	....
NORBERT DENTRES.	24	24,10	158,09	+ 0,42	....
NORD-EST	25,35	25,35	166,29	....	....
NORDON (NY)	73	73	478,85	....	....
NRJ #	269,50	271	1777,64	+ 0,56	....
OLIPAR	8,02	8,13	53,33	+ 1,37	....
PARIBAS	107,70	109,20	716,31	+ 1,39	....
PATHE	101,30	101,80	667,76	+ 0,49	....
PECHINEY ACT ORD	53,45	52,60	345,03	− 1,59	....
PENAUILLE POLY.C	269,50	268	1757,96	− 0,56	....
PERNOD-RICARD	65,05	64,85	425,39	− 0,31	....
PEUGEOT	185,30	185,20	1214,83	− 0,05	....
PINAULT-PRINT.RE	171,50	172,80	1133,49	+ 0,76	....
PLASTIC OMN.(LY)	111	111	728,11	....	....
PRIMAGAZ	78,50	78,60	515,58	+ 0,13	....
PROMODES	870	875	5739,62	+ 0,57	....
PUBLICIS #	216,50	215,20	1411,62	− 0,60	....
REMY COINTREAU	18,15	18,15	119,06	....	....
RENAULT	47,80	48,29	316,76	+ 1,03	....
REXEL	84,55	84,10	551,66	− 0,53	....
RHODIA	19,61	19,61	128,63	....	....
RHONE POULENC A.	46,27	46,30	303,71	+ 0,06	....
ROCHETTE (LA)	3,46	3,37	22,11	− 2,60	....
ROYAL CANIN	64,20	64,50	423,09	+ 0,47	....
RUE IMPERIALE (L	1879	1856	12174,56	− 1,22	....
SADE (NY)	38,87	39	255,82	+ 0,33	....
SAGEM S.A.	256	252,10	1653,67	− 1,52	....
SAINT-GOBAIN	171,50	171,30	1123,65	− 0,12	....
SALVEPAR (NY)	83,50	82,20	539,20	− 1,56	....
SANOFI SYNTHELAB	39,30	39,40	258,45	+ 0,25	....
SAUPIQUET (NS)	71,30	71,55	469,34	+ 0,35	....
SCHNEIDER ELECTR	66,80	66,85	438,51	+ 0,07	....
SCOR	47,50	46,80	306,99	− 1,47	....
S.E.B.	59,70	64	419,81	+ 7,20	....
SEITA	56,95	56,50	370,62	− 0,79	....
SELECTIBANQUE	13,50	13,26	86,98	− 1,78	....
SGE	45	45,05	295,51	+ 0,11	....
SIDEL	94,20	95,40	625,78	+ 1,27	....
SILIC CA	158,60	158,50	1039,69	− 0,06	....
SIMCO	82,70	82,10	538,54	− 0,73	....
S.I.T.A	252	253	1659,57	+ 0,40	....
SKIS ROSSIGNOL	15,20	15	98,39	− 1,32	....
SOCIETE GENERALE	194,60	194	1272,56	− 0,31	....
SODEXHO ALLIANCE	150,40	153,20	1004,93	+ 1,86	....
SOGEPARC (FIN)	85,20	85,05	557,89	− 0,18	....
SOMMER-ALLIBERT	26,50	26,47	173,63	− 0,11	....
SOPHIA	40,26	40,20	263,69	− 0,15	....
SPIR COMMUNIC. #	75,80	75,50	495,25	− 0,40	....
SR TELEPERFORMAN	124	123	806,83	− 0,81	....
SUEZ LYON.DES EA	157,80	158,30	1038,38	+ 0,32	....
TF1	276,50	274,40	1799,95	− 0,76	....
TECHNIP	104,70	103,90	681,54	− 0,76	....
THOMSON-CSF	31,62	32,07	210,37	+ 1,42	....
TOTAL FINA SA	118,70	118,70	778,62	....	....
UNIBAIL	129	128,20	840,94	− 0,62	....
UNILOG	54	54,40	356,84	+ 0,74	....
UNION ASSUR.FDAL	121,20	123	806,83	+ 1,49	....
USINOR	13,90	13,80	90,52	− 0,72	....
VALEO	68	67,50	442,77	− 0,74	....
VALLOUREC	38	38,40	251,89	+ 1,05	....
VIA BANQUE	28,10	28,39	186,23	+ 1,03	....
VIVENDI	68,20	68,35	448,35	+ 0,22	....
WORMS (EX.SOMEAL	14,46	14,20	93,15	− 1,80	....
ZODIAC EX.DT DIV	197,50	197,80	1297,48	+ 0,15	....

International	Précédent en €uros	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
AMERICAN EXPRESS	130,50	130	852,74	− 0,38	....
A.T.T. #	41,91	42,50	278,78	+ 1,41	....
BARRICK GOLD #	19,47	19	124,63	− 2,41	....
CROWN CORK ORD.#	22,80	....	....	....	....
DE BEERS #	26,48	26,65	174,81	+ 0,64	....
DU PONT NEMOURS	58,60	59,95	393,25	+ 2,30	....
ERICSSON #	29,99	30,09	197,38	+ 0,33	....
FORD MOTOR #	47,22	47,11	309,02	− 0,23	....
GENERAL ELECT. #	113,30	113,30	743,20	....	....
GENERAL MOTORS #	60,50	60,05	393,90	− 0,74	....
HITACHI #	10,59	10,62	69,66	+ 0,28	....
I.B.M #	119,20	120,20	788,46	+ 0,84	....
ITO YOKADO #	81,05	81,55	534,93	+ 0,62	....
MATSUSHITA #	19,33	19,34	126,86	+ 0,05	....
MC DONALD'S #	41,35	41,75	273,86	+ 0,97	....
MERCK AND CO #	66,15	67,65	443,75	+ 2,27	....
MITSUBISHI CORP.	7,92	7,90	51,82	− 0,25	....
MOBIL CORPORAT.#	96,35	....	....	....	....
MORGAN J.P. #	113	....	....	....	....
NIPP. MEATPACKER	13,48	....	....	....	....
PHILIP MORRIS #	32,42	32,90	215,81	+ 1,48	....
PROCTER GAMBLE	93,80	....	....	....	....
SEGA ENTERPRISES	17,98	17,70	116,10	− 1,56	....
SCHLUMBERGER #	58,70	58	380,46	− 1,19	....
SONY CORP. #	149	149,60	981,31	+ 0,40	....

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 22 SEPTEMBRE

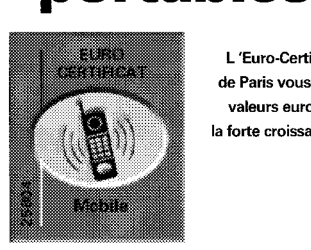
Une sélection. **Cours relevés à 17 h 35**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADL PARTNER	12,50	81,99	+ 1,63
AB SOFT	13,15	86,26	....
ALPHAMEDIA	14,50	95,11	− 2,03
ALPHA MOS	3,85	25,25	+ 14,58
ALTAMIR & CI	138	905,22	....
APPLIGENE ON	1,85	12,14	+ 1,65
ASTRA	1,49	9,77	− 4,49
ATN	9,50	62,32	− 1,04
AVENIR TELEC	78,90	517,55	+ 2,73
BELVEDERE	75,50	495,25	....
BIODOME #	12	78,71	....
BVRP EX DT S	42,01	275,57	+ 0,02
CAC SYSTEMES	7,75	50,84	− 2,52
CEREP	15,30	100,36	− 2,92
CHEMUNEX #	0,66	4,33	....
COIL	34,50	226,31	− 1,43
CRYO INTERAC	26,25	172,19	+ 5
CYBER PRES.P	38	249,26	− 3,80
CYRANO #	9,90	64,94	− 2,94
DESK #	12,80	83,96	− 1,54
DESK BS 98 ♦	1,29	8,46	....
DMS #	10,90	71,50	− 2,68
DURAND ALLIZ	7	45,92	....
DURAN DUBOI	93,90	615,94	+ 0,97
EFFIK #	14,21	93,21	+ 0,07
ESKER	30,01	196,85	+ 0,03
EUROFINS SCI	73,25	480,49	+ 0,48
EURO.CARGO S	9,95	65,27	− 0,50
EUROPSTAT #	98	642,84	+ 0,51
FABMASTER #	12,89	84,55	+ 5,66
FI SYSTEM #	77,80	510,33	+ 3,05
FLOREANE MED	9	59,04	....
GENERIX #	52,05	341,43	− 2,71
GENESYS #	18,35	120,37	− 2,19
GENSET	38,24	250,84	+ 0,50
GROUPE D #	19	124,63	− 5
GUILLEMOT #	68,35	448,35	− 0,29
GUYANOR ACTI	0,37	2,43	+ 2,78
HF COMPANY	74	485,41	− 1,99
HIGH CO.	55,85	366,35	− 2,87
HOLOGRAM IND.	39,50	259,10	− 0,28
IGE + XAO	6,20	40,67	+ 0,81
ILOG #	7,14	46,84	− 5,43
IMECOM GROUP	4,33	28,40	− 1,59
INFOSOURCES	16,40	107,58	− 2,09
INFOTEL #	26,50	173,83	− 4,33
INTERCALL #	32	209,91	− 3,64
LEXIBOOK #	21,52	141,16	− 4,36
JOLIEZ-REGOL	7,05	46,24	+ 0,57
JOLIEZ-REGOL	0,25	1,64	− 3,85
LACIE GROUP	7,50	49,20	− 1,96
MEDIDEP #	19,50	127,91	....
MILLE AMIS #	4,81	31,55	− 18,47
MONDIAL PECH	8,94	58,64	− 0,67
NATUREX	7,60	49,85	− 1,17
OLITEC	61,10	400,79	− 0,16
OXIS INTL RG	0,89	5,84	....
PERFECT TECH	20,40	133,82	+ 4,45
PHONE SYS.NE	8,16	53,53	− 4,56
PICOGIGA	17,80	116,76	− 1,39
PROSODIE #	107	701,87	+ 4,39
PROLOGUE SOF	33,01	216,53	− 0,27
QUANTEL	3,90	25,58	+ 1,30
R2I SANTE	51,50	337,82	....
RADOUX INTL	41	268,94	+ 0,24
RECIF #	20,50	134,47	− 2,38
REPONSE #	19,20	125,94	− 0,52
REGINA RUBEN	7,30	47,88	− 1,22
SAVEURS DE F	19	124,63	....
SILICOMP #	12,79	83,90	− 1,24
SERP RECYCLA	108,80	713,68	− 2,07
SOI TEC SILI	39,50	259,10	− 0,88
STACI #	24,28	159,27	− 0,04
STELAX	0,76	4,99	− 2,56
SYNELEC #	16,90	110,86	....
LA TETE D.L.	2,04	13,38	− 0,49
THERMATECH I	27,49	180,32	− 1,82
TITUS INTERA	96	629,72	....
TITUS INTER. ♦	101,80	667,76	....
TRANSGENE #	34,50	226,31	+ 5,50
TR SERVICES	13,40	87,90	+ 1,90
V CON TELEC	7,89	51,76	− 0,13
WESTERN TELE	9,75	63,96	+ 2,42

(Publicité)

Certificats & Warrants Paribas

1 milliard de téléphones portables en 2001 ?



L 'Euro-Certificat Paribas Mobile coté en continu en Bourse de Paris vous permet d'investir dans un panier de 18 grandes valeurs européennes les plus susceptibles de bénéficier de la forte croissante mondiale du marché de la téléphonie mobile

Contactez votre intermédiaire

PARIBAS CORTAL Tel: 01 47 38 58 58

http://warrants.paribas.com

Groupe BNP PARIBAS

Avertissement : ces produits sont susceptibles de connaître de fortes fluctuations, voire de perdre tout ou partie de leur valeur

SECOND MARCHÉ

JEUDI 23 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 10 h 00**

Valeurs	Cours en €uros	Cours en francs	% Var. veille
ADA ♦	53	347,66	....
AIGLE #	88,80	582,49	− 0,22
ALGECO #	77	505,09	− 1,28
APRIL S.A.#(	103	675,64	− 1,53
ARKOPHARMA #	62,95	412,92	− 1,18
ASSUR.BQ.POP ♦	89	583,80	....
ASSYSTEM #	40,50	265,66	− 1,22
BENETEAU CA#	206	1351,27	− 1,10
BISC. GARDEI ♦	6,50	42,64	....
BOIRON (LY)#	56,85	372,91	− 3,56
BOISSET (LY) ♦	38	249,26	....
BOIZEL CHANO ♦	95	623,16	....
BONDUELLE	16,02	105,08	− 3,49
BOURGEOIS (L ♦	6,55	42,97	....
BRICE	59,50	390,29	+ 0,85
BRICORAMA #	59	387,01	....
BRIOCHE PASQ	92	603,48	+ 0,55
SOLERI	63,45	416,20	....
CDA-CIE DES	32	209,91	....
CEGEDIM # ♦	48	314,86	....
CERG-FINANCE	116,50	764,19	− 1,19
CGBI ♦	47,10	308,96	....
CLAYEUX (LY) ♦	5,55	36,41	....
CNIM CA#	41,70	273,53	− 1,65
COFITEM-COFI ♦	55,05	361,10	....
CIE FIN.ST-H ♦	66,60	436,87	....
C.A. PARIS I.	153,10	1004,27	− 1,23
C.A.ILLE & V.	49,07	321,88	− 0,02
C.A.LOIRE AT ♦	50,75	332,90	....
C.A.MORBIHAN	48,67	319,25	....
C.A.DU NORD#	76	498,53	− 2,25
C.A. OISE CC ♦	67,10	440,15	....
C.A.PAS CAL	101,90	668,42	+ 0,30
C.A.TOULOUSE ♦	78,50	514,93	....
CRCAM TOUR.P ♦	65,90	432,28	....
CROMETAL ♦	44	288,62	....
DAPTA-MALLIN	....	....	....
GROUPE J.C.D.	60,80	398,82	− 0,16
DAUPHIN ♦	125,10	820,60	....
DECAN GROUPE ♦	39,80	261,07	....
DU PAREIL AU	85	557,56	....
ENTRELEC CB	44,30	290,59	+ 1,84
ENTREPRISE I. ♦	100,50	659,24	....
ETAM DEVELOP	38,50	252,54	+ 6,94
EUROPEENNE C.	127,90	838,97	+ 1,11
EUROP.EXTINC	49,80	326,67	+ 1,63
EXEL INDUSTR	53,60	351,59	+ 0,66
EXPAND S.A	34	223,03	+ 0,59
FACTOREM ♦	130	852,74	....
FAIVELEY #	14,81	97,15	− 0,87
FINACOR ♦	5	32,80	....
FINATIS(EX.L. ♦	105	688,75	....
FININFO ♦	183	1200,40	....
FLO (GROUPE)	45,99	301,67	+ 1,10
FOCAL (GROUP	52,35	343,39	− 1,13
FRAIKIN 2#	59,50	390,29	....
GAUTIER FRAN	41,97	275,31	− 1,94
GEL 2000 ♦	1,25	8,20	....
GENERALE LOC ♦	33	216,47	....
GEODIS	79	518,21	− 2,23
G.E.P PASQUI ♦	0,95	6,23	....
GFI INDUSTRI	23,90	156,77	+ 0,21
GFI INFORMAT	75,50	495,25	....
GO SPORT ♦	68	446,05	....
GPRI FINANCI ♦	17,53	114,99	....
GRAND MARNIE ♦	5140	33716,19	....
GROUPE BOURB ♦	50	327,98	....
GUERBET S.A ♦	20,20	132,50	....
GUY DEGRENNE	31,50	206,63	− 0,19
GUYOMARC H N ♦	62	406,69	....
HERMES INTL	104,80	687,44	− 0,19
HYPARLO #(LY	117,80	772,72	....
I.C.C.# ♦	34	223,03	....
IMMOB.BATIBA	51,50	337,82	− 3,74
IMS(INT.META	9,49	62,25	− 0,11
INFO REALITE	43,75	286,98	− 0,57
INT. COMPUTE ♦	3,14	20,60	....
JET MULTIMED	182,50	1197,12	....
LATECOERE #	103,80	680,88	+ 1,07
L.D.C.	94	616,60	+ 0,21
LECTRA SYST.	6,98	45,79	+ 1,01
LEON BRUXELL	35,50	232,86	− 1,85
LOUIS DREYFU	16,69	109,48	....
LVL MEDICAL	22	144,31	+ 1,62
M6-METROPOLE	231,20	1516,57	+ 0,52
MEDASYS DIGI	2,06	13,51	....
MANITOU #	43,25	283,70	− 0,80
MANUTAN INTE	54,90	360,12	− 3,68
MARC ORIAN ♦	106,50	698,59	....
MARIONNAUD P.	52	341,10	....
MECATHERM #	35,32	231,68	....
MGI COUTIER ♦	36,49	239,36	....
MICHEL THIER	132,30	867,83	....
NAF-NAF #	12,85	84,29	....
PHYTO-LIERAC ♦	26	170,55	....
POCHET ♦	73,50	482,13	....
RADIALL #	72,80	477,54	....
RALLYE(CATHI	66,30	434,90	+ 1,61
REYNOLDS	38,11	249,99	− 4,49
RUBIS #	22,90	150,21	....
SABATE SA # ♦	118	774,03	....
SEGUIN MOREA	74	485,41	− 1,20
SIDERGIE	155	1016,73	− 3,13
SIPAREX (LY)	26,53	174,03	− 1,74
SOCAMEL-RESC ♦	23,03	151,07	....
SOPRA #	57,20	375,21	+ 0,70
SPORT ELEC S ♦	8,04	52,74	....
STALLERGENES	18,20	119,38	− 1,62
STEF-TFE #	40,50	265,66	− 1,22
SUPERVOX (B) ♦	1,89	12,40	....
SYLEA	53,50	350,94	+ 0,19
TOUPARGEL (L ♦	13,72	90	....
TRANSICIEL #	56,90	373,24	+ 3,45
TRIGANO	53,55	351,26	− 4,20
UBI SOFT ENT	118	774,03	....
VIEL ET CIE	21,25	139,39	− 1,62
VILMOR.CLAUS	78,60	515,58	− 1,75
VIRBAC ♦	51,25	336,18	....
WALTER #	93	610,04	− 0,11
AFIBEL ♦	38	249,26	....
ARFEO #(NS)	39	255,82	....
ALAIN MANOUK	41	268,94	....

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 22 septembre

Émetteurs	Valeurs unitaires★ €uros	francs★★	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	25,97	170,35	22/09
AGIPI ACTIONS (AXA)	26,44	173,44	21/09
BNP 3615 BNP			
BNP ACTIONS EURO	113,70	745,82	22/09
BNP ACTIONS FRANCE	155,54	1020,28	22/09
BNP ACT. MIDCAP EURO	105,82	694,13	22/09
BNP ACT. MIDCAP FR.	38,75	254,18	22/09
BNP ACTIONS MONDE	177,44	1163,93	22/09
BNP ACTIONS PEA EURO	185,96	1219,82	22/09
BNP ÉP. PATRIMOINE	28,75	188,59	22/09
BNP ÉPARGNE RETRAITE	31,56	207,02	22/09
BNP MONÉ COURT TERME	2302,85	15105,71	22/09
BNP MONÉTAIRE C	873,03	5726,70	22/09
BNP MONÉTAIRE D	803,59	5271,20	22/09
BNP MONÉ PLACEMENT C	12696,47	83283,38	22/09
BNP MONÉ PLACEMENT D	11605,29	76125,71	22/09
BNP MONÉ SÉCURITÉ	1781,08	11683,12	22/09
BNP MONÉ TRÉSORIE	143671,20	942421,29	22/09
BNP OBLIG. CT	166,14	1089,81	22/09
BNP OBLIG. LT	34,32	225,12	22/09
BNP OBLIG. MONDE	179,14	1175,08	22/09
BNP OBLIG. MT C	141,22	926,34	22/09
BNP OBLIG. MT D	134,45	881,93	22/09
BNP OBLIG. REVENUS	164,14	1076,69	22/09
BNP OBLIG. SPREADS	168,50	1105,29	22/09
BNP OBLIG. TRÉSOR	1821,05	11945,30	22/09
BNP SECT. IMMOBILIER	137,87	904,37	22/09
CDC Asset Management www.cdc-assetmanagement.com			
LIVRET B. INV.D PEA	190,66	1250,65	21/09
NORD SUD DÉVELOP. C	435,50	2856,69	21/09
NORD SUD DÉVELOP. D	370,55	2430,65	21/09
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
PATRIMOINE RETRAITE C	49,73	326,21	22/09
PATRIMOINE RETRAITE D	45,81	300,49	22/09
CAISSE D'EPARGNE Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
ÉCUR. ACT. FUT.D PEA	65,65	430,64	22/09
ÉCUR. ACTIONS EUROP. C	17,15	112,50	22/09
ÉCUR. CAPITALISATION C	40,45	265,33	22/09
ÉCUR. DYNAMIQUE+ D PEA	45,49	298,39	22/09
ÉCUR. ÉNERGIE D PEA	43,64	286,26	22/09
ÉCUR. EXPANSION C	13575,27	89047,93	22/09
ÉCUR. EXPANSIONPLUS C	39	255,82	22/09
ÉCUR. INVESTIS. D PEA	51,78	339,65	22/09
ÉC. MONÉT.C/10 30/11/98	208,99	1370,88	22/09
ÉC. MONÉT.D/10 30/11/98	188,54	1236,74	22/09
ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. C	158,97	1042,77	22/09
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	280,71	1841,34	22/09
ÉPARCOURT-SICAV D	28,61	187,67	22/09
GÉOPTIM C	2099,21	13769,91	22/09
HORIZON C	490	3214,19	22/09
PRÉVOYANCE ÉCUR. D	15,20	99,71	22/09
Fonds communs de placements			
ÉCUR. ÉQUILIBRE C	35,77	234,64	22/09
ÉCUR. PRUDENCE C	32,44	212,79	22/09
ÉCUR. VITALITÉ C	40,56	266,06	22/09
INDOCAM Asset Management — CRÉDIT AGRICOLE 08 36 68 56 55 (2,23 F/mn)			
ATOUT AMÉRIQUE	42,53	278,98	22/09
ATOUT ASIE	21,91	143,72	22/09
ATOUT CROISSANCE	336,17	2205,13	22/09
ATOUT FONCIER	302,77	1986,04	22/09
ATOUT FRANCE EUROPE	189,62	1243,83	22/09
ATOUT FRANCE MONDE	46,34	303,97	22/09
ATOUT FUTUR C	193,66	1270,33	22/09
ATOUT FUTUR D	179,59	1178,03	22/09
COEXIS	318,19	2087,19	22/09
DIÈZE	419,41	2751,15	22/09
EURODYN	532,87	3495,40	22/09
INDICIA EUROLAND	111,13	728,97	21/09
INDICIA FRANCE	402,54	2640,49	21/09
INDOCAM CONVERT. C	244,26	1602,24	22/09
INDOCAM CONVERT. D	215,94	1416,47	22/09
INDOCAM EUR. NOUV.	1880,44	12334,88	21/09
INDOCAM HOR. EUR. C	181,36	1189,64	22/09
INDOCAM HOR. EUR. D	160,07	1049,99	22/09
INDOCAM MULTI OBLIG.	150,72	988,66	22/09
INDOCAM ORIENT C	37,86	248,35	21/09
INDOCAM ORIENT D	33,77	221,52	21/09
INDOCAM UNIJAPON	197,37	1294,66	22/09
INDOCAM STR. 5-7 C	314,12	2060,49	22/09
INDOCAM STR. 5-7 D	215,01	1410,37	22/09
MONÉDYN	1571,15	10306,07	21/09
MONÉ.J C	1916,47	12571,22	23/09
MONÉ.J D	1773,80	11635,37	23/09
OBLIFUTUR C	91,05	597,25	22/09
OBLIFUTUR D	80,98	531,19	22/09
ORACTION	216,48	1420,02	22/09
REVENU-VERT	173,93	1140,91	22/09
SÉVÉA	18,31	120,11	21/09
SYNTHÉSIS	3070,24	20139,45	22/09
UNIVERS ACTIONS	57,10	374,55	22/09
MONÉ ASSOCIATIONS	184,67	1211,36	23/09
UNIVAR C	199,41	1308,04	23/09
UNIVAR D	182,54	1197,38	23/09
UNIVERS-OBLIGATIONS	38,37	251,69	22/09
Fonds communs de placements			
INDOCAM VAL. RESTR.	292,87	1921,10	16/09
MASTER ACTIONS	43,97	288,42	20/09
MASTER OBLIGATIONS	28,07	184,13	20/09
OPTALIS DYNAMIQ. C	20,04	131,45	21/09
OPTALIS DYNAMIQ. D	19,51	127,98	21/09
OPTALIS ÉQUILIB. C	18,79	123,25	21/09
OPTALIS ÉQUILIB. D	17,92	117,55	21/09
OPTALIS EXPANSION C	17,86	117,15	21/09
OPTALIS EXPANSION D	17,78	116,63	21/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,05	111,84	21/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	15,93	104,49	21/09
PACTE SOL. LOGEM.	79,42	520,96	21/09
PACTE VERT T. MONDE	81,79	536,51	21/09
CIC BANQUES			
FRANCIC	34	223,03	22/09
FRANCIC PIERRE	30,70	201,38	22/09
EUROPE RÉGIONS	48,47	317,94	22/09
CIC PARIS			
ASSOCIC	168,43	1104,83	22/09
AURECIC	89,55	587,41	22/09
CICAMONDE	32,60	213,84	21/09
CONVERTICIC	74,89	491,25	22/09
ECOCIC	330,88	2170,43	21/09
EPARCIC	793,41	5204,43	22/09
MENSUELCIC	1462,03	9590,29	22/09
OBLICIC MONDIAL	657,74	4314,49	22/09
OBLICIC RéGIONS	175,97	1154,29	22/09
RENTACIC	24,44	160,32	22/09
SECURICIC	365,21	2395,62	22/09
SECURICIC D	330,05	2164,99	22/09
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
LION 20000 C/3 11/06/99	916,65	6012,83	22/09
LION 20000 D/3 11/06/99	836,08	5484,33	22/09
SICAV 5000	164,63	1079,90	22/09
SLIVAFRANCE	285,19	1870,72	22/09
SLIVARENTE	38,28	251,10	22/09
SLIVINTER	167,31	1097,48	22/09
TRILION	751,17	4927,35	22/09
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMIQUE C *.	198,65	1303,06	22/09
ACTILION DYNAMIQUE D *.	195,48	1282,26	22/09
ACTILION ÉQUILIBRE C *	182,96	1200,14	22/09
ACTILION ÉQUILIBRE D *	179,45	1177,11	22/09
ACTILION PEA ÉQUILIBRE *.	170,03	1115,32	22/09
ACTILION PRUDENCE C *	169,27	1110,34	22/09
ACTILION PRUDENCE D *	165,92	1088,36	22/09
LION ACTION EURO	93	610,04	22/09
LION PEA EURO	91,42	599,68	22/09
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EURO PEA	21,20	139,06	22/09
CM FRANCE ACTIONS	34,32	225,12	22/09
CM MID. ACT. FRANCE	28,30	185,64	22/09
CM MONDE ACTIONS	351,90	2308,31	22/09
CM OBLIG. LONG TERME	102,13	669,93	22/09
CM OPTION DYNAM.	29,54	193,77	22/09
CM OPTION ÉQUIL.	49,02	321,55	22/09
CM OBLIG. COURT TERME	150,76	988,92	22/09
CM OBLIG. MOYEN TERME	308,17	2021,46	22/09
CM OBLIG. QUATRE	162,78	1067,77	22/09
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	17,66	115,84	22/09
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
ASIE 2000	88,35	579,54	22/09
SAINT-HONORÉ CAPITAL	3253,72	21343	22/09
ST-HONORÉ MAR. ÉMER.	65,62	430,44	22/09
ST-HONORÉ PACIFIQUE	124,66	817,72	22/09
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	304,17	1995,22	22/09
LEGAL & GENERAL BANK			
SÉCURITAUX	293,73	1926,74	21/09
STRATÉGIE IND. EUROPE	201,04	1318,74	21/09
STRATÉGIE RENDEMENT	323,86	2124,38	21/09
LA POSTE Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	25,48	167,14	22/09
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	25,25	165,63	22/09
AMPLITUDE EUROPE C	34,81	228,34	22/09
AMPLITUDE EUROPE D	34,01	223,09	22/09
AMPLITUDE MONDE C	240,29	1576,20	22/09
AMPLITUDE MONDE D	220,11	1443,83	22/09
AMPLITUDE PACIFIQUE C	24,52	160,84	22/09
AMPLITUDE PACIFIQUE D	24,17	158,54	22/09
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	42,95	281,73	22/09
ÉLANCIEL EURO D PEA	106,83	700,76	22/09
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	31,64	207,54	22/09
GÉOBILYS C	107,16	702,92	22/09
GÉOBILYS D	99,69	653,92	22/09
INTENSYS C	19,15	125,62	22/09
INTENSYS D	17,08	112,04	22/09
KALEÏS DYNAMISME C	226,10	1483,12	22/09
KALEIS DYNAMISME D	222,92	1462,26	22/09
KALEÏS ÉQUILIBRE C	195,52	1282,53	22/09
KALEIS ÉQUILIBRE D	192,47	1262,52	22/09
KALEÏS SÉRÉNITÉ C	180,87	1186,43	22/09
KALEIS SÉRÉNITÉ D	177,41	1163,73	22/09
LATITUDE C	23,89	156,71	22/09
LATITUDE D	20,81	136,50	22/09
OBLITYS D	102,02	669,21	22/09
PLÉNITUDE D PEA	42,82	280,88	22/09
POSTE GESTION C	2413,13	15829,10	22/09
POSTE GESTION D	2256,91	14804,36	22/09
POSTE PREMIÈRE SI	6576,17	43136,85	22/09
POSTE PREMIÈRE 1 AN	38993,76	255782,30	22/09
POSTE PREMIÈRE 2-3	8310,23	54511,54	22/09
REVENUS TRIMESTR. D	785,19	5150,51	22/09
THÉSORA C	167,25	1097,09	22/09
THÉSORA D	144,12	945,37	22/09
TRÉSORYS C	43532,18	285552,38	22/09
SOLSTICE D	358,18	2349,51	22/09
Fonds communs de placements			
POSTE EUROPE C	82,82	543,26	22/09
POSTE EUROPE D	80,15	525,75	22/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS C	177,07	1161,50	22/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS D	171	1121,69	22/09
SG ASSET MANAGEMENT Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)			
CADENCE 1 D	159,23	1044,48	22/09
CADENCE 2 D	157,58	1033,66	22/09
CADENCE 3 D	155,79	1021,92	22/09
INTEROBLIG C	51,23	336,05	22/09
INTERSÉLECTION FR. D	77,15	506,07	22/09
SÉLECT DÉFENSIF C	182,37	1196,27	22/09
SÉLECT DYNAMIQUE C	241,97	1587,22	22/09
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	165,82	1087,71	22/09
SÉLECT PEA 3	161,97	1062,45	22/09
SG FRANCE OPPORT. C	436,27	2861,74	22/09
SG FRANCE OPPORT. D	410,14	2690,34	22/09
SOGENFRANCE C	482,94	3167,88	22/09
SOGENFRANCE D	436,66	2864,30	22/09
SOGEOBLIG C	102,27	670,85	22/09
SOGÉPARGNE D	46,31	303,77	22/09
SOGEPEA EUROPE	242,62	1591,48	22/09
SOGINTER C	67,55	443,10	22/09
Fonds communs de placements			
DÉCLIC ACTIONS EURO	16,53	108,43	21/09
DÉCLIC ACTIONS FRANC	51,09	335,13	21/09
DÉCLIC ACTIONS INTER.	41,67	273,34	21/09
DÉCLIC BOURSE PEA	53,76	352,64	21/09
DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	16,20	106,27	21/09
DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,34	113,74	21/09
DÉCLIC PEA EUROPE	20,82	136,57	21/09
DÉCLIC SOGENFR. TEMPO	68,69	450,58	21/09

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/5/99.

LeMonde Job: WMQ2409--0027-0 WAS LMQ2409-27 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:22 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0397 Lcp:700 CMYK

SCIENCES **Grâce à la miniaturisation des puces électroniques, la puissance des ordinateurs double tous les dix-huit mois. ● LA GRAVURE actuelle de microprocesseurs en silicium pourrait néanmoins atteindre bientôt ses limites, en dépit des progrès technologiques apportés, par exemple, par l'utilisation des rayons X, pour la lithographie des composants ● LES LABORATOIRES de recherche explorent, de leur côté, plusieurs voies entièrement nouvelles telles que celles des processeurs moléculaires, du traitement de l'information génétique et des ordinateurs quantiques ● LA REVANCHE DU LOGICIEL sur les puces se prépare au Massachusetts Institute of Technology (MIT), où les chercheurs travaillent sur un processeur révolutionnaire dont le câblage ne serait plus figé, mais configuré sur mesure par les logiciels utilisés afin d'en optimiser les performances.**

L'ordinateur du futur sera quantique ou biologique

Molécules traitant l'information portée par des impulsions lumineuses ou chimiques, utilisation de l'ADN des cellules vivantes pour des calculs complexes, plongée dans l'univers étrange de la mécanique quantique : la recherche informatique brise toutes les frontières

IMAGINER l'ordinateur du futur, c'est prendre le risque de tomber dans la science-fiction. A en juger par les rêves actuels des experts, on peut prédire la fin des boîtiers de plastique et des puces de silicium. Une chose paraît certaine, en effet : si les ordinateurs doivent continuer de gagner en puissance, leurs composants vont devoir réduire encore leur taille. Au rythme actuel, ils auront les dimensions de molécules simples avant vingt ans. A cette échelle, les procédés conventionnels que constituent les transistors ne seront plus de mise.

Certains estiment donc qu'il vaudra mieux concevoir des molécules pouvant accomplir les mêmes tâches. Pour les raccordements électriques, on envisage déjà l'emploi de nanotubes de carbone, conducteurs de taille moléculaire – quelques nanomètres (millionièmes de millimètre) à peine de diamètre, moins du dixième des fils les plus fins qu'il est possible de graver sur les puces commerciales de silicium. Les chercheurs de l'université Stanford de Californie ont fabriqué, à partir du méthane, des nanotubes de carbone à l'aide desquels il est possible de relier deux terminaux de composants électroniques adjacents.

D'autres molécules semblent capables de combiner les flux de « bits » (impulsions électriques dans les ordinateurs actuels) comme le font les portes logiques composées de transistors et autres éléments des puces de silicium. Certaines ont déjà conduit des opérations logiques à partir de bits codés en pulsations non pas électriques mais lumineuses ou chimiques. Ainsi, une molécule peut décharger un photon (une particule de lumière) quand elle reçoit à la fois un atome de métal chargé et un photon de couleur différente, mais rester inerte en présence d'un seul de ces deux éléments. Hélas, personne n'a, pour l'instant, la moindre idée sur la façon d'assembler ces « processeurs moléculaires » en un circuit complexe et fiable afin d'obtenir un véritable ordinateur.

L'ADN (acide désoxyribonucléique) constitue une autre piste, proposée au début des années 90 par Leonard Adleman de l'université de Californie du Sud (*Le Monde* du 4 octobre 1995). Support de l'hérédité, « base de données » des cellules vivantes, l'ADN est une chaîne de quatre composants moléculaires distincts (les bases) qui agissent comme un code à quatre lettres de l'information génétique. Grâce aux techniques de la biotechnologie moderne, les différentes chaînes de bases sont programmables à volonté en brins synthétiques d'ADN pouvant représenter des nombres gigantesques, qu'on coupe et qu'on raboute. Il ne reste plus alors qu'à dégager ceux qui codent pour la bonne solution. Les généticiens moléculaires savent reconnaître des séquences spécifiques dans un brin d'ADN : deux brins adhéreront ensemble si leurs séquences sont complémentaires, comme les pièces d'un puzzle qui s'emboîtent. Il est donc relativement aisé et rapide d'extraire le brin qui possède tous les caractères requis. Pour l'instant, aucune preuve n'a encore été donnée que le calcul ADN peut venir à bout de difficultés inaccessibles à un ordinateur conventionnel.

La troisième piste, évoquée dès les années 60, est celle de la mécanique quantique. u-delà d'un certain stade de miniaturisation, les effets quantiques prennent le pas sur les effets électromagnétiques traditionnels dans les éléments qui composent les circuits. L'idée de transformer cette complication potentielle en atout a porté ses fruits dans les années 80, lorsque les physiciens ont commencé à examiner avec attention la façon dont un ordinateur pourrait opérer dans le domaine quantique.

« QUBIT »

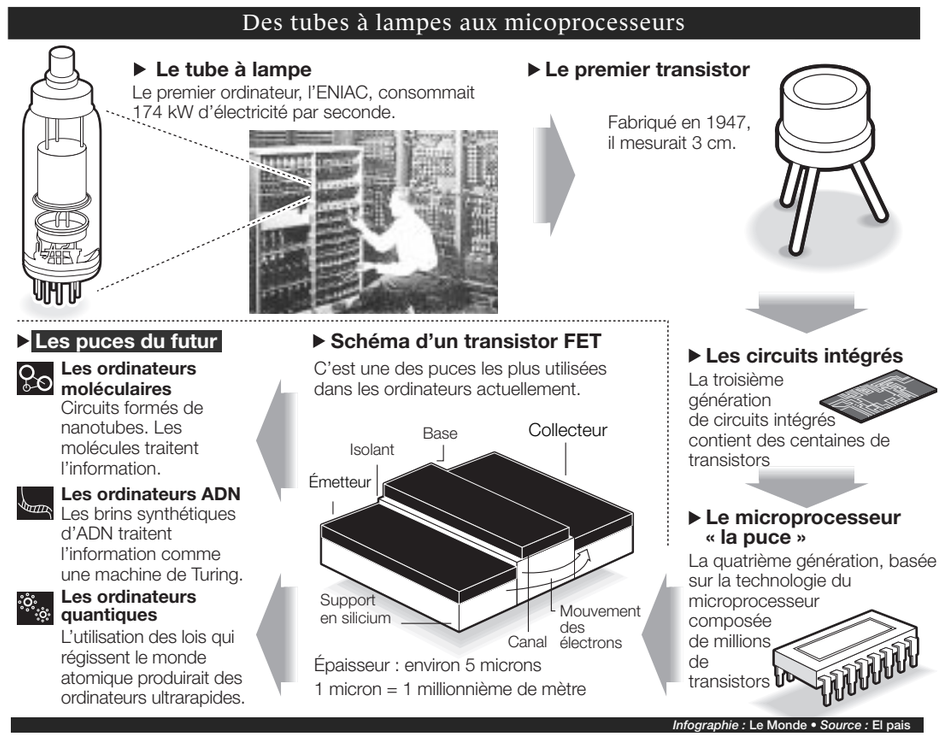
Dans un ordinateur classique, chaque élément d'information est soit un 1 soit un 0 (une impulsion ou une absence d'impulsion). Mais un bit quantique, qu'on appelle un « qubit », peut être un mélange des deux. Comme le célèbre chat de Schrödinger, qui n'est ni vivant ni mort, les objets quantiques existent en une superposition d'états qui s'excluent dans l'univers classique. Un ensemble important « passé au quantique » – comme les atomes à différents stades d'excitation – possède donc beaucoup plus de configurations de qubits (en état de superposition) que l'ensemble classique de bits qui lui correspond.

Cette multiplicité des états pourrait donner aux ordinateurs quantiques beaucoup plus de puissance, et donc de rapidité, en comparaison de leur équivalent classique. Mais concrétiser ces idées dans un dispositif représente un formidable défi. Une superposition quantique d'états est quelque chose d'extrêmement fragile, et de difficile à conserver. Dès qu'une telle superposition se met à interagir avec son environnement, elle se détériore et l'information quantique se répand alentour. Certains chercheurs estiment que ce problème rendra trop sensible et impossible à manier le calcul quantique à grande échelle. D'autres pensent que le développement des algorithmes devrait permettre aux ordinateurs quantiques de fonctionner, en dépit des légères erreurs dues à ce type de « fuite ».

L'an dernier, B. E. Kane, de l'université de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, a trouvé le moyen de créer un ordinateur quantique à partir des appareils conventionnels de silicium, à condition que les technologies existantes s'affinent quelque peu. En 1947, quand le transistor a été inventé, nul n'imaginait la vitesse à laquelle il allait mener aux super-ordinateurs actuels. Peut-être sommes-nous aujourd'hui dans une époque comparable pour les ordinateurs quantiques qui pourraient voir le jour plus tôt que personne n'ose l'envisager.

Philip Ball

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize



Le problème du voyageur de commerce

Le système de calcul ADN imaginé par Leonard Adleman est destiné aux opérations nécessitant un « parallélisme massif ». Une technique qui pourrait déjouer les codages les plus complexes. Avant d'en arriver là, le chercheur américain s'est attaqué à un autre problème célèbre de mathématique combinatoire, dit « du voyageur de commerce ». Il consiste à trouver l'itinéraire le plus court pour joindre plusieurs villes. Ces calculs « de minimation » sont difficiles à résoudre car le nombre des parcours possibles augmente très vite avec celui des villes. Quand on utilise l'ADN, chacun des brins (qui peuvent contenir des milliards de milliards d'informations) représente le chemin entre deux villes et se combinent avec les autres pour former une variété de chaînes quasi infinie. Toutes les solutions possibles peuvent ainsi être sélectionnées en même temps.

Les limites de la miniaturisation

UN ORDINATEUR acheté aujourd'hui sera obsolète avant deux ans du fait d'une inexorable et rapide course à la puissance. Cela ne durera pas indéfiniment. Les technologies actuelles ne le permettent pas. D'ailleurs, à en croire l'un des papes de l'informatique, Gordon Moore, cofondateur de la société Intel, les procédés de miniaturisation existants utilisés pour fabriquer des composants ne permettront de produire encore que deux générations d'ordinateurs.

La « loi » établie par Moore en 1965 et qui veut que la puissance des ordinateurs double tous les dix-huit mois aurait-elle vécu ? Pourtant, elle s'est vérifiée avec une exactitude troublante au cours des trente dernières années, au point qu'on est capable aujourd'hui de loger plusieurs millions de transistors dont la taille est inférieure au micron – le centième de l'épaisseur d'un cheveu – sur une pastille de silicium d'un demi-centimètre de côté.

Ces puces sont constituées d'un millefeuille fait d'un conducteur, le silicium, et d'un isolant, le dioxyde de silicium, sur lequel est gravé par photolithographie le contenu (les transistors). Pour cela, on dépose sur l'ensemble une fine pellicule de polymère dont on éclaire certaines zones grâce à un faisceau de lumière qui traverse un cache. Selon le procédé utilisé, les surfaces exposées se fixent (les zones restées dans l'ombre peuvent alors être retirées), ou se détachent (seules les zones restées dans l'ombre restent en place). Une solution acide est ensuite appliquée, qui attaque le silicium là où il n'est pas protégé.

« OXYDE-GATE »

La taille des éléments créés dépend de la longueur d'onde de la lumière utilisée : environ 0,2 micron. Pour graver des circuits plus fins – jusqu'à 0,1 micron –, les fabricants de puces devront faire appel à des rayonnements de longueur d'onde différente : ultraviolets « durs », rayons X, ou électrons de haute énergie. A ce jour, les géants de l'informatique ne sont pas parvenus à s'entendre sur un procédé commun. Pour tous, cependant, les coûts de développement de cette nouvelle technologie, de même que la modification des futurs processus de production seront colossaux. IBM, Motorola, Lucent Technologies et Lockheed Martin ont d'ailleurs été contraints de collaborer pour financer la mise au point de la lithographie par rayons X.

La miniaturisation ne se limite pas toutefois à la seule photolithographie. En admettant qu'on parvienne à fabriquer des transistors sans cesse plus petits, sait-on s'ils seront en mesure de fonctionner ? Gordon Moore considère que d'ici 2012 le plus petit composant de transistor à base de silicium – une pellicule de dioxyde de silicium du nom d'« oxyde-gate » – mesurera à peine quatre à cinq atomes d'épaisseur. Cela suffira-t-il à assurer l'indispensable isolation des couches ?

David Miller et son équipe de Lucent Technologies (Murray Hill, New Jersey) en doutent. Certes, ils ont réussi à produire une pellicule de dioxyde d'une telle épaisseur. A titre de comparaison, les puces commerciales ont des oxydes-gates de 25 atomes d'épaisseur environ. Mais ces chercheurs ont aussi découvert que leur oxyde-gate ultra-fine ne jouait pas parfaitement son rôle d'isolant. Un isolant d'une épaisseur inférieure à quatre atomes ne serait donc, estiment-ils, d'aucune utilité. De fait, les procédés actuellement employés ne permettent pas la fabrication de pellicules suffisamment souples, de sorte que des oxydes-gates qui auraient deux fois cette épaisseur sont également condamnées à se détériorer. Dans ces conditions, les limites de miniaturisation des transistors à base de silicium seront-elles atteintes d'ici une dizaine d'années ?

Ph. B.

De la puce à l'homme : la « quatrième révolution » technologique

LES PUCES font la loi. Le comportement d'un même jeu vidéo, utilisé sur deux générations d'ordinateurs, est aujourd'hui dicté par les caractéristiques du microprocesseur, qui produira des images saccadées et de basse définition s'il est trop lent. Pour améliorer le résultat, l'acquisition d'une machine plus puissante constitue actuellement l'unique solution. Demain, cet asservissement du logiciel par le matériel pourrait disparaître. Et même s'inverser.

Jusqu'à présent, le monde du *soft* (logiciel) est resté très indépendant de celui du *hard* (matériel). Les relations entre le fabricant de puces Intel et le numéro un mondial du logiciel Microsoft sont soupçonnées de servir à justifier la fuite en avant. La puissance informatique fournie par le premier est en effet rapidement consommée par les programmes de plus en plus complexes et volumineux du second. Des chercheurs américains ont entrepris de briser cette stratégie qui ne privilégie pas toujours l'efficacité. Le Massachusetts Institute of Technology (MIT) vient de lancer Oxygen, un projet de recherche sur cinq ans doté d'un budget de plusieurs millions de dollars. Objectif : rendre l'informatique aussi accessible que l'air que nous respirons. Pour donner à l'ordinateur un tel pouvoir de diffusion dans la vie quotidienne, les chercheurs du MIT se lancent sur une voie de travail originale : rendre le câblage des puces modifiable par le logiciel, de manière à rendre le microprocesseur *« configurable en fonction des besoins de chacune des applications »*, explique Anant Agarwal, codirecteur du projet Raw (brut, en français), qui fait partie d'Oxygen.

Les chercheurs du MIT travaillent sur un appareil entièrement nouveau, baptisé Handy 21, capable de se substituer à la panoplie des objets portables qui se développe aujourd'hui. *« Un caméléon de communication qui s'adaptera aux besoins de l'utilisateur »*, explique l'un d'eux, John V. Guttag. Véritable ordinateur qui tient dans la main, il rassemblera les fonctions de téléphone portable, d'accès sans fil à Internet et au commerce électronique, de messagerie, de console de jeux, de poste de radio et de télévision... Sans parler d'usages annexes comme la surveillance médicale : il pourrait, par exemple, enregistrer des échographies ou des électrocardiogrammes dont les résultats seraient accessibles à distance par le médecin traitant !

SIMPLICITÉ D'AUTEUR

Le MIT imagine que l'ensemble des systèmes existants, aujourd'hui indépendants, deviendront compatibles. Une sorte de retour à la simplicité d'antan, lorsqu'on demandait à l'opératrice des PTT la liaison avec un correspondant. Demain, la même demande, adressée verbalement au système de communication sans fil, permettra de joindre cette personne quel que soit l'appareil dont elle dispose au moment de l'appel.

Pour réaliser ce véritable « trou noir » électronique capable d'engloutir dans ses entrailles l'ensemble des gadgets qui fleurissent aujourd'hui, le MIT s'attaque à l'architecture même des puces. Ces dernières se classent aujourd'hui en deux catégories : les généralistes et les spécialisées. Les microprocesseurs font partie des premières, tandis que les secondes se trouvent sur les cartes électroniques supplémentaires dont les ordinateurs ont besoin pour améliorer leurs performances dans certains domaines. La puce Raw brisera cette distinction. Les connexions entre les transistors, au lieu d'être figées lors de sa fabrication, restent configurables à loisir et c'est le logiciel qui, avant son utilisation, établit le câblage le plus efficace pour son fonctionnement. Tout se passe comme si une même automobile pouvait se transformer automatiquement en berline, en 4 X 4, en break ou en décapotable en fonction des désirs ou des besoins du conducteur...

Dans l'ensemble d'articles publié en août par le mensuel *Scientific American* pour présenter le projet Oxygen, Mike Dertouzos, directeur du laboratoire d'informatique du MIT depuis vingt-cinq ans, se prend à rêver : *« Les trois premières révolutions socio-économiques ont été fondées sur des objets : la charrue pour l'agriculture, le moteur pour l'industrie et l'ordinateur pour l'information. Peut-être le temps est-il venu pour une quatrième révolution, dirigée non plus vers des objets mais vers la compréhension de la plus précieuse ressource sur Terre : nous-mêmes. »*

Michel Alberganti

Une progression vertigineuse

En 1987, les puces réalisant 20 millions d'opérations par seconde, avec environ 100 000 transistors, mesuraient un centimètre carré. En 2007, les experts du Massachusetts Institute of Technology (MIT) prévoient que la taille d'un composant de même puissance se limitera à un dixième de millimètre carré. Soit dix mille fois moins. *« Nous entrons dans une période où chaque microprocesseur contiendra plusieurs milliards de transistors »*, note Anant Agarwal, chercheur au MIT. Cette miniaturisation permettra d'augmenter la puissance des ordinateurs de bureau. La puce G4, qui équipe les derniers modèles d'Apple pour le marché professionnel, offre déjà, pour moins de 20 000 francs, les performances d'un supercalculateur (plus d'un milliard d'opérations par seconde). Même s'il vise prioritairement les utilisations grand public, le projet Oxygen bénéficiera de ces progrès de la microélectronique dont il pourra optimiser les performances.

LeMonde Job: WMQ2409--0028-0 WAS LMQ2409-28 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:52 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0398 Lcp:700 CMYK

En Ligue des champions, Marseille retrouve les vertus de la solidarité

L'OM s'est imposé (2-1) à Zagreb, face au Croatia, et conserve la première place de son groupe

Grâce à sa courageuse victoire sur le Croatia Zagreb (2-1), mercredi 22 septembre, à l'occasion de la deuxième journée de la Ligue des champions, l'Olympique de Marseille occupe la première place du groupe D devant Manchester United, le champion d'Europe en titre, qui s'est nettement imposé à Graz (3-0). Les deux équipes doivent se rencontrer le 29 septembre, en Angleterre.

À FORCE de soupirs et de haussements d'épaules, Rolland Courbis aurait pu paraître comme un entraîneur malheureux. Son Olympique de Marseille venait de s'imposer (2-1) sur la pelouse du Croatia Zagreb, mercredi 22 septembre, à l'occasion de la deuxième journée de la Ligue des champions, et occupait la première place du groupe D avec deux points d'avance sur Manchester United mais, devant les caméras de TF 1, l'entraîneur faisait le difficile. *« Oh là ! Moi, je reste calme. Ce soir, nous avons eu cette chance qui permet de gagner ce genre de match. Il nous faut réaliser une série de sept ou huit matches pour sortir de notre période difficile »*, déclarait-il. Et d'ajouter : *« Je sors des vestiaires. Les joueurs ont l'air content. »*

FOOTBALL

Si, à la faveur de cette victoire, l'OM s'est réconcilié avec ses supporteurs, il semble bien que Rolland Courbis n'ait pas encore pardonné à ses hommes le très pénible début de saison qu'ils lui ont fait vivre. Stéphane Dalmat, William Gallas et Peter Luccin avaient beau danser sous la douche du stade de Zagreb en chantant *« les Marseillais sont de retour ! »*, le technicien, lui, demandait à voir et s'interrogeait encore sur les raisons qui font de son équipe une formation quelconque en championnat de France et une phalange redoutée en Coupe d'Europe. *« Les grandes équipes n'ont pas de revanche à prendre, mais toujours des choses à prouver »*, tentait d'expliquer Stéphane Dalmat. Et, pour un footballeur, le terrain européen est la meilleure des scènes. Une scène dont Florian Maurice et Fabrizio Ravanelli n'auront fréquenté, mercredi, que les coulisses. Le premier nommé n'a pas quitté le banc de touche et le second n'a foulé la pelouse qu'à partir de la 67e minute, moment choisi par Rolland Courbis pour remplacer le jeune Malien Seydou Keita.

C'est que l'entraîneur marseillais avait mis en place un dispositif tactique inédit pour contrarier les intentions du Croatia Zagreb : Ibrahima Bakayoko se trouvait ainsi seul à la pointe de l'attaque, tandis que Pierre Issa évoluait en libero avancé devant une défense Blondeau-Gallas-Berizzo-Perez. Ce système du « on les laisse s'enferrer et on voit comment on peut en profiter » n'aura pas tardé à fonctionner.

PORATO EN SAUVEUR

Dès la 5e minute, sur un centre en retrait de Stéphane Dalmat, consécutif à un débordement, Ibrahima Bakayoko parvenait à reprendre le ballon et à tromper le gardien international Drazen Ladic. A l'image des 24 000 spectateurs, le président de la République croate, Franjo Tudjman, et le sélectionneur national, Miroslav Blazevic, faisaient grise mine. Et ce n'est pas Stéphane Porato qui allait leur rendre le sourire. Le gardien de l'OM sait que l'équipe de France, privée de Fabien Barthez, le 9 octobre, pour le match contre l'Islande, qualificatif à l'Euro 2000, cherche un portier de confiance. Il sait aussi que le Bordelais Ulrich Ramé est troublé par le passage à vide des Girondins et que le Parisien Bernard Lama a trente-six ans.

A quatre reprises, par d'incroyables réflexes, il évite une égalisation qui semblait acquise et, lorsqu'il semble en difficulté, ce sont les barres de son but qui renvoient la balle. Seul Tomo Sokota finira pas le battre (64e minute), d'un tir croisé déclenché du coin gauche de la surface. Mais, à nouveau pris dans le piège olympien, Zagreb s'incline sur une superbe reprise de volée de Sébastien Perez, servi par l'infatigable Stéphane Dalmat (77e minute). *« C'est le but de la victoire, mais ce n'est pas mon but*, affirmait son auteur à l'issue de la rencontre. *C'est celui d'une équipe. »*

Histoire de dissiper la brouille, les joueurs de l'OM ont célébré leur entraîneur comme jamais depuis le début de la saison. *« Je suis très content du dispositif tactique que nous avons su respecter »*, a déclaré Ibrahima Bakayoko. *« Je ne peux qu'être fier de mes coéquipiers et de la stratégie qui nous a été proposée »*, a commenté le capitaine Robert Pirès. *« Rolland a trouvé un système de jeu malin, mais surtout les mots qu'il faut pour nous motiver »*, a expliqué Pierre Issa. Reste désormais à prouver la même solidarité et la même détermination en championnat de France. Dimanche, Marseille, actuel huitième du classement, se déplace à Rennes, treizième, également en quête de rachat après la déconvenue vécue à Nantes (3-0).

M. D.

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

LIGUE DES CHAMPIONS

Groupe A

Maribor (Slo.) - Bayer Leverkusen (All.) 0-2
Lazio Rome (Ita.) - Dynamo Kiev (Ukr.) 2-1
Classement : 1. Bayer Leverkusen, 4 points ; 2. Lazio Rome, 4 pts ; 3. Maribor, 3 pts ; 4. Dynamo Kiev, 0.
Rome a eu du mal à trouver la faille face à Kiev, ce qui a suscité de nombreuses fautes (cinq cartons jaunes pour les Romains, deux pour les Ukrainiens). Kiev a ainsi ouvert le score, contre le cours du jeu, sur penalty, avant de plier en l'espace de dix minutes en seconde période. Les Allemands de Leverkusen se sont imposés in extremis, inscrivant deux buts dans les dernières minutes.

● Groupe B

Arsenal (Ang.) - AIK Stockholm (Suè.) 3-1
Barcelone (Esp.) - Fiorentina (Ita.) 4-2
Classement : 1. Barcelone, 6 points ; 2. Arsenal, 4 pts ; 3. Fiorentina, 1 pt ; 4. AIK Stockholm, 0.
Deux buts au panneau d'affichage dès la 10e minute : Barcelone a d'emblée assommé son adversaire italien. Mal inspirés, ce qui leur a valu de voir Stockholm revenir à égalité au score, les Anglais d'Arsenal ont arraché la victoire dans les arrêts de jeu, grâce à leurs recrues estivales, le Français Thierry Henry et le Croate Davor Suker.

● Groupe C

Borussia Dortmund (All.) - Boavista (Por.) 3-1
Rosenborg Trondheim (Nor.) - Feyenoord (PB) 2-2
Classement : 1. Rosenborg Trondheim, 4 points ; 2. Borussia Dortmund, 4 pts ; 3. Feyenoord, 2 pts ; 4. Boavista, 0.
Les Norvégiens de Rosenborg ont fait une bonne opération en concédant un match nul face aux Néerlandais du Feyenoord Rotterdam, dans une rencontre où quatre buts ont été inscrits en douze minutes. Face à Boavista, replié en défense, Dortmund, vainqueur de la Ligue des champions en 1997, a mis près d'une demi-heure avant de se montrer dangereux et de s'imposer.

● Groupe D

Sturm Graz (Aut.) - Manchester United (Ang.) 0-3
Croatia Zagreb (Cro.) - Marseille (Fra.) 1-2
Classement : 1. Olympique Marseille, 6 points ; 2. Manchester United, 4 pts ; 3. Croatia Zagreb, 1 pt ; 4. Sturm Graz, 0.
Manchester n'a laissé aucune chance aux Autrichiens de Graz, dont la défense n'a guère brillé par sa rigueur. Dès la première demi-heure de jeu, trois buts en poche, les champions d'Europe en titre avaient obtenu gain de cause.
Prochaine journée pour ces quatre groupes le 29 septembre.

LOTO

■ **Résultats des tirages n° 76** effectués mercredi 22 septembre.

Premier tirage : 6, 8, 14, 20, 31, 32, numéro complémentaire le 13. Rapports pour six bons numéros : 3 032 950 F (462 370 €) ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 63 130 F (9 624 €) ; pour cinq bons numéros : 6 215 F (947 €) ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 270 F (41 €) ; pour quatre bons numéros : 135 F (21 €) ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 F (4,3 €) ; pour trois bons numéros : 14 F (2,1 €).

Second tirage : 10, 17, 25, 30, 37, 46, numéro complémentaire le 27. Pas de gagnant pour six bons numéros. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 124 395 F (18 964 €) ; pour cinq bons numéros : 8 505 F (1 297 €) ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 336 F (51 €) ; pour quatre bons numéros : 168 F (25,6 €) ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 32 F (4,9 €) ; pour trois bons numéros : 16 F (2,4 €).

Le Congrès américain stigmatise « la culture de corruption » du CIO

Juan Antonio Samaranch sera convoqué

LOS ANGELES
correspondance

La succession des scandales financiers qui ont entouré l'attribution des Jeux olympiques d'Atlanta (1996) et de Salt Lake City (2002) commence à mobiliser la classe politique américaine et les nombreux sponsors olympiques. Le républicain Fred Upton, président de la sous-commission parlementaire chargée de ces dossiers, a indiqué qu'il voulait éradiquer la *« culture de corruption »* du Comité international olympique (CIO). D'après les récentes révélations du quotidien *The Atlanta Journal-Constitution*, les dirigeants du Comité de candidature de la capitale géorgienne auraient en effet offerts divers avantages financiers à des membres du CIO dans l'espoir d'acheter leurs votes (*Le Monde* du 17 septembre). Pour Fred Upton, ces comportements répréhensibles ont naturellement terni la victoire d'Atlanta pour l'organisation des Jeux d'été de 1996.

UN PREMIER REFUS

« A Atlanta, il était possible d'acheter des votes, a-t-il résumé, mardi 21 septembre à Washington. *Il faut que cela cesse. L'image des Jeux olympiques est traînée dans la boue. Ceux d'Atlanta ont déjà eu lieu mais d'autres villes sont en lice pour les prochains jeux. Il faut que les règlements soient respectés à la lettre afin que les villes candidates soient choisies sur leurs mérites et non sur la qualité des cadeaux offerts. »* Le représentant du Michigan a par ailleurs précisé qu'il convoquerait les principaux responsables de l'ancien Comité de candidature d'Atlanta, dès le mois d'octobre, pour écouter leurs dépositions.

Le président du CIO, Juan Antonio Samaranch, sera lui aussi convié. Si ce dernier refuse l'invitation du Congrès, Fred Upton envisagerait alors de l'assigner en justice. Pour cela, le Congrès serait prêt à amender le Foreign Practice Act, une loi qui autorise la justice américaine à inculper les chefs d'Etat étrangers dans les affaires de corruption internationale. Mais, pour l'instant, le statut juridique du CIO rend impossible ce genre de procédures. Il y a quelques mois, lors du scandale de Salt Lake City, le Congrès américain avait déjà convoqué Juan Antonio Samaranch à sa tribune. Mais le Catalan avait refusé de traverser l'Atlantique. Pourra-t-il ignorer cette seconde convocation ? *« Le CIO n'a pas encore reçu de demande officielle de la part du Congrès américain,* a expliqué un porte-parole de l'institution olympique sur CNN. *Mais, si nous la recevons, nous l'étudierons. »*

Lundi 20 septembre, le Comité olympique américain (USOC) avait curieusement décidé de tirer un trait sur l'affaire d'Atlanta et de stopper les enquêtes en cours. *« Il suffit de lire le rapport sur Atlanta pour comprendre qu'il s'agit de la même culture de corruption qu'à Salt Lake City,* a souligné Scott Blackmon, directeur exécutif adjoint de l'USOC. *Il n'y a rien de vraiment différent entre ce qui s'est passé dans ces deux villes. »* Pour le Congrès américain, le scandale d'Atlanta apparaît surtout comme une nouvelle chance d'épingler Juan Antonio Samaranch. Outre-Atlantique, la perspective d'une disgrâce publique du président du CIO comblerait d'aise ses plus féroces adversaires. Et ils sont nombreux.

Paul Miquel

Paris structure son projet olympique

Le projet de candidature de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques de 2008 prend forme. Mercredi 22 septembre, le Groupement d'intérêt public (GIP) créé afin de conduire cette initiative a convoqué sa première réunion à Paris. Noël de Saint-Pulgent, directeur général du GIP, a présenté son état-major, les aspects techniques du dossier, les groupes de travail et les échéances à venir. *« Nous ne nous posons pas en favori, mais avec un esprit de challenger déterminé »*, a-t-il déclaré, précisant que la réussite du projet passerait, entre autres, par des critères de transparence – allusion aux récents scandales qui émaillent le mouvement olympique. Il semble acquis que tous les sites seront situé en Ile-de-France, hormis ceux accueillant la voile et le football. Le gros morceau de cette candidature reviendra au groupe chargé du village olympique. Le travail de phase exploratoire des sites possibles commencera en octobre. Le Comité international olympique (CIO) devrait désigner la ville organisatrice des JO de 2008 en juillet 2001.

Supplément gratuit de 20 pages

A lire demain dans Le Monde

LeMonde Job: WMQ2409--0029-0 WAS LMQ2409-29 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:30 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0399 Lcp:700 CMYK

McDonald's, critiqué mais toujours fréquenté

Volontiers assimilé au degré zéro de l'alimentation, « McDo » n'a pourtant jamais eu autant de succès

UN BÉRET vissé sur le crâne, des bacchantes et des bretelles bien en vue sur un marcel. Selon les gens du lieu, il ne faut voir aucune malice ni esprit de dérision dans cette effigie grandeur nature qui accueille depuis deux ans les visiteurs au siège de McDonald's France, à Guyancourt (Yvelines). Tout au plus s'agit-il d'un clin d'œil, tel que peut se le permettre une entreprise installée en France depuis suffisamment longtemps – plus de vingt ans. N'empêche ! Les plus virulents croisés anti-hamburger verront immanquablement dans ce personnage une pure provocation.

Selon eux, le pavillon rouge et jaune de McDonald's est la nouvelle version de la bannière étoilée de l'Amérique, dont l'hégémonie commerciale menace l'agriculture et dont l'hégémonie culturelle ruine insidieusement les comportements alimentaires, reflets sacrés de l'identité française. Force est de constater que le langage courant consacre la piètre estime dans laquelle d'aucuns tiennent le Big Mac, volontiers assimilé au degré zéro de l'alimentation. Devant la moindre assemblée, un bon mot autour de la « culture McDo », symbole de la célèbre « malbouffe » popularisée par José Bové, suffit à affoler l'applaudimètre.

Dédaigné et parfois méprisé, le numéro un mondial de la restauration (25 000 établissements dans 114 pays, 200 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit 30,5 milliards d'euros) n'a pourtant jamais eu autant de succès. Chaque année, le cheeseburger arrive en conquérant dans une trentaine de grandes villes et dans une cinquantaine d'autres de taille moyenne. Les responsables de centres commerciaux sont ravis car la fréquentation augmente et les élus applaudissent à la quarantaine d'embauches réalisées (pour l'essentiel, des emplois à temps partiel et faiblement qualifiés). La France du Big Mac n'est plus seulement celle des jeunes des grandes villes.

« Parmi ceux qui crient haro sur McDo, certains s'y rendent le vendredi soir avec leurs enfants. Le fast-food est ambivalent ; repoussoir idéal face aux menaces de la mondialisation, il incarne aussi la modernité alimentaire », relève le sociologue Jean-Pierre Poulain, enseignant à l'université de Toulouse et spécialiste des comportements nutritifs. *« Lors des enquêtes que nous avons réalisées sur le terrain,* poursuit-il, *j'ai été frappé de voir, à la sortie d'un McDo, des adultes tenir un étonnant discours d'autojustification, racontant qu'ils venaient pour la première et dernière fois. On aurait dit qu'ils sortaient d'un cinéma X... »*

Première chaîne de restauration en France avec quelque 800 restaurants, le groupe représente 4,1 % de la restauration hors foyer et n'attire pas que les enfants et les adolescents. L'irruption d'un McDo dans un quartier ne chagrine pas seulement les gestionnaires de cantines lycéennes. Il donne des sueurs froides aux gestionnaires de restaurants d'entreprise, qui voient parfois leur échapper employés et cadres, lesquels représentent 43 % de la clientèle McDo (mais 31 % de la population française).

Reste que, passé quarante ans, on ne se vante pas d'aller de son plein gré chez McDo, qui devient parfois le restaurant que l'on aime haïr. Malgré sa participation à des activités humanitaires, la mauvaise réputation – non usurpée – de l'entreprise dans le domaine de la gestion de son personnel conforte les critiques des plus réticents. *« Notre part de visibilité ne correspond pas à ce que nous sommes réellement,* soupire Jean-Pierre Petit, directeur de McDonald's France. *Nous avons besoin de nous banaliser, dans le bon sens du terme. »*

« Le fast-food est ambivalent ; repoussoir idéal face aux menaces de la mondialisation, il incarne aussi la modernité alimentaire »

« On ne peut pas considérer McDonald's comme un produit imposé ou un corps étranger, estime Bernard Boutboul, directeur de la société de conseil Gira-Sic. *C'est une réponse à un phénomène de société non satisfait jusqu'alors : manger pour pas cher en moins de quinze minutes, dans de bonnes conditions. Mais ce n'est pas la seule proposition. Pour un hamburger, il se vend huit sandwiches baguette. Le jambon-beurre est dans nos gènes, on est encore loin de l'invasion. »* Souvent trop chers et parfois mal-accueillants, les cafés-brasseries traditionnels ne se sont guère adaptés à la croissance de la restauration hors foyer, qui a fait fleurir fast-foods mais aussi croissanteries ou viennoiseries. Pour autant, constatait en début d'année une étude du Crédoc, le burger-frites et ses dérivés ne représentent que 1 % de l'alimentation des 15-24 ans (*Le Monde* du 19 février). *« Aller au McDo »* est devenu un rituel : sortie familiale le week-end, ou lieu de découverte de l'indépendance pour les adolescents.

N'en déplaise aux apparences, l'exotisme salé-sucré de McDonald's doit rendre quelques comptes aux mœurs françaises. Introduite chez nous au début des années 70, l'enseigne n'a vraiment démarré qu'à partir de 1979, lorsqu'elle a présenté des « menus », concept inconnu jusqu'alors par le leader mondial du fast-food. Ses restaurants ont dû s'organiser en fonction des heures de pointe traditionnelles (12-14 heures et 19-21 heures), alors que dans les contrées anglo-saxonnes la fréquentation est répartie beaucoup plus régulièrement tout au long de la journée.

Le contrecoup de la crise de la vache folle et l'amorce d'une certaine lassitude parmi la clientèle ont accéléré le mouvement. On a vu apparaître le McDeluxe, un hamburger « au goût français » avec une sauce associant poivre et moutarde, des salades composées, un sandwich froid et une pléiade de hamburgers saisonniers ou garnis de poulet, voire de poisson. Plus conservateurs, Pizza Hut, Kentucky Fried Chicken, Planet Hollywood, les chaînes américaines de Tex-Mex ou Burger King n'ont jamais percé en France.

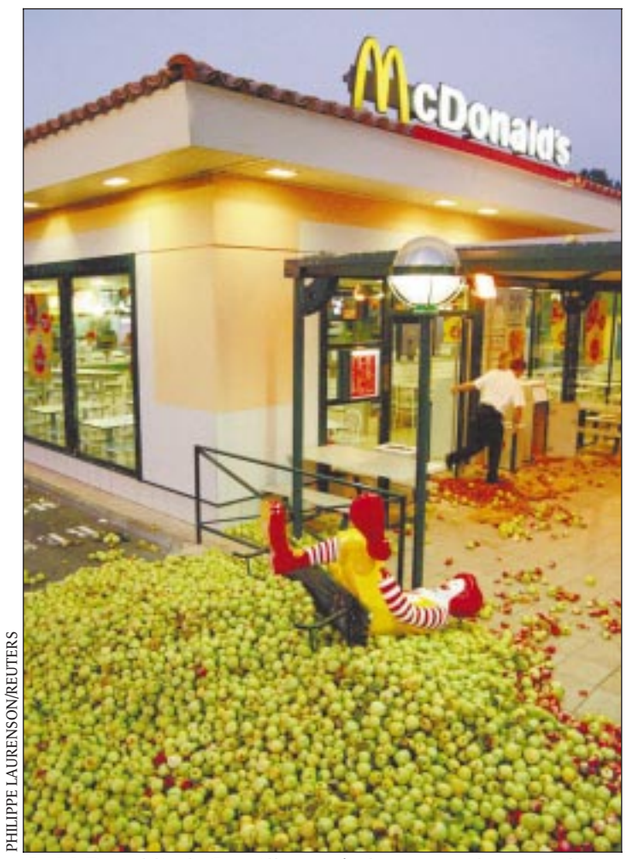
Au sein de l'empire McDonald's, assure-t-on à Guyancourt, notre province est celle qui dispose de la plus grande marge de liberté, compte tenu des singulières préférences de ces capricieux Gaulois. En attendant – qui sait ? – le ballon de côtes-du-rhône servi avec le Chicken Nuggets, l'enseigne propose actuellement, à grands renforts d'annonces publicitaires, une série de burgers d'inspiration grecque, arabe, indienne ou mexicaine adaptés à la mode « ethnique ».

La force de McDo vient de sa capacité à imposer un standard mondial mais peut-être autant à son aptitude à le moduler, afin d'adapter aux us et coutumes locaux une gamme de hamburgers-caméléons. En Israël, il est casher ; en Inde, il s'accompagne de viande de mouton ou se présente en version végétarienne ; au Chili, il se gave de guacamole. De retour du Canada, un Français affirme y avoir découvert un très honnête Mac au homard...

J.-M. N.

On a kidnappé Ronald McDonald's

Bien avant la fronde paysanne, des commandos anti-McDonald's s'en sont pris au symbole du *fast-food*. Depuis deux ans, une demi-douzaine d'effigies du fameux clown Ronald McDonald's ont été *« libérées »* sur le modèle des actions menées par le Front de libération des nains de jardin. Le premier enlèvement remonte à février 1997, à Grigny (Essonne). L'acte est revendiqué par un groupe X qui affirme s'en prendre à *« l'ambassadeur subliminal des empires marchands, de la standardisation et du conformisme »*. En 1998, une autre effigie disparaît d'un McDo de Montpellier puis, en une nuit, deux autres sont enlevées en banlieue parisienne par des *« écoguerriers »*. Rebaptisés John et Pamela, les deux clowns donnent régulièrement de leurs nouvelles sur Internet. Ils sont ravis d'être habillés normalement et se font servir des menus trois-étoiles. Ces affaires ne semblent par avoir traumatisé McDonald's, qui en fait un large écho dans sa revue interne.



PHILIPPE LAURENSON/REUTERS

Le McDonald's de Cavaillon après le passage des agriculteurs.

Un vrai danger pour le fast-food : la « ringardisation »

SI L'ON EN CROIT les chiffres, l'expansion de McDonald's en France tient de la marche triomphale. Avec un chiffre d'affaires proche de 10 milliards de francs (1,5 milliard d'euros) et un rythme d'ouverture de l'ordre de 80 restaurants par an, l'enseigne est présente dans plus de 420 villes dont 30 % comptent moins de 50 000 habitants. Au total, plus d'un million de repas sont servis chaque jour dans les huits cents établissements que compte l'Hexagone, alors que la Grande-Bretagne comme l'Allemagne en dénombrent plus d'un millier. Les analystes du secteur de la restauration relativisent ces chiffres. La croissance de l'activité de McDonald's en 1998 (15 %) s'explique pour l'essentiel par la vague de création de nouvelles unités. Or, si l'on ne prend pas en compte ces dernières, l'augmentation du chiffre d'affaires moyen par restaurant ne dépassait pas 0,3 % en 1998, selon le cabinet Gira-Sic.

Ce décalage traduit une situation duale. Les implantations de nouveaux « McDo » sont en général un succès immédiat, surtout dans les villes moyennes, où l'effet de nouveauté joue à plein. En revanche, les établissements installés depuis plusieurs années tendent à voir leur fréquentation s'éroder. *« On constate doucement un essoufflement de la demande,* analyse le consultant Mark Watkins dans son livre *Hôteliers, si vous saviez ce que vos clients pensent de vous* (éditions BPI). *Les nouveaux hamburgers ressemblent comme des jumeaux à ceux qui sont déjà connus. Les clients ne rejettent pas les fast-foods mais ils y vont un peu moins souvent. »* En outre, estime-t-il, les enquêtes de clientèle font état d'une augmentation de durée moyenne des files d'attente (six à douze minutes), y compris en dehors des heures de pointe.

Certes relative, cette baisse de forme n'épargne pas entièrement la clientèle des adolescents. Ceux-ci donnent quelques soucis aux dirigeants du groupe car ils tendent à devenir infidèles. McDo est le restaurant qu'ils ont fréquenté lorsqu'ils étaient enfants. Devenus autonomes, ils aspirent à se retrouver dans un lieu différent. *« McDonald's doit aussi prendre garde à ne pas se transformer en simple terrain de jeu,* prévient un bon connaisseur du secteur de la restauration rapide. *Les tout-petits viennent pour le cadeau McDo et pour s'amuser sur l'aire d'activités. Ils vident leur Coca mais touchent à peine à leur burger. Deux heures plus tard, ils se plaignent d'avoir faim. Les parents vont finir par se lasser. »*

« DÉCLONISATION »

L'entreprise reconnaît qu'il lui faut réagir pour maintenir la curiosité des jeunes. Les 15-24 ans représentent 36 % des visiteurs (contre 13 % de la population dans son ensemble). Et pas seulement en modifiant les ingrédients du Big Mac. Depuis deux ans, une opération de « déclonisation » progressive des restaurants a été engagée afin de leur donner un peu plus de chaleur et séduire les jeunes adultes. A Paris, le McDo se fait branché sur les Champs-Elysées (murs en brique et lumière tamisée) et chic dans l'enceinte des Galeries Lafayette (vaisselle de faïence pour *tea-time*). Plus d'une centaine d'établissements se sont transformés, multipliant les recoins plus intimes, les murs en pierre et les décors boisés ou high-tech.

Pour le fast-food en général et McDo en particulier, il existe un danger bien pire que celui d'être taxé, pêle-mêle, de symbole de la *« malbouffe mondiale, totalitaire et aseptisée »*. Ce serait de devenir ringard parmi les moins de 25 ans.

J.-. M. N.

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-PIERRE PETIT

1 Directeur général de McDonald's-France, avez-vous été surpris d'être pris pour cible par des syndicalistes agricoles ?

Ce n'est pas la première fois que nous sommes critiqués, mais les choses n'étaient jamais allées aussi loin. Toutefois, nous avons voulu plutôt calmer le jeu et rétablir les faits. L'opinion sait désormais que 80 % de nos matières premières alimentaires sont d'origine française et en quasi-totalité européennes.

2 Quelle stratégie déployez-vous en France, un pays visiblement à part ?

Nous sommes une entreprise globale, qui a compris les avantages de la mondialisation mais qui sait aussi laisser la part à l'initiative locale. 90 % de nos restaurants en France sont gérés par des franchisés qui sont des entrepreneurs très impliqués dans la vie locale.

Dans nos restaurants, que ce soit à Paris ou à Singapour, certains produits répondent à des spécificités locales. En fait, nous épousons l'évolution des modes de vie. On peut illustrer cela par l'exemple des enfants. Le restaurant traditionnel n'était pas un lieu familier pour eux et nous avons été les premiers à proposer un lieu où les enfants ne s'ennuient pas, où ils sont reconnus comme des consommateurs à part entière.

De manière générale, nous observons qu'en France la part de la restauration hors foyer (20 % des repas) est inférieure d'un tiers à ce qu'elle est dans la plupart des pays européens. Ce qui nous fait penser qu'il existe encore une grande marge de progression pour nous.

3 On évoque souvent le « rouleau compresseur » McDonald's. N'y a-t-il pas des raisons à celà ?

A un certain moment, nous avons sans doute excessivement mis l'accent sur la visibilité extérieure de nos restaurants. C'était peut-être trop clinquant. Nous n'avons plus besoin de cela. L'accent, désormais, est mis sur la qualité de l'ambiance, à l'intérieur de l'établissement.

De la même manière, nous évitons de nous implanter dans des lieux trop symboliques, à trop fort contenu émotionnel. Et nous sommes encore plus prudents qu'hier.

Propos recueillis par Jean-Michel Normand

LeMonde Job: WMQ2409--0030-0 WAS LMQ2409-30 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:55 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0400 Lcp:700 CMYK

Temps agité sur le Nord-Ouest

VENDREDI, une zone dépressionnaire au large de l'Irlande se dirige vers l'Ecosse et se comble lentement. Le flux de sud-ouest reste instable sur tout le nord-ouest de la France, plus calme ailleurs. Les températures restent douces.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le temps sera très agité avec de la pluie ou des averses parfois orageuses. Des éclaircies se développeront par moments. Le vent de sud-ouest sera soutenu avec des rafales jusqu'à 80 km/h sur les côtes atlantiques. Le thermomètre indiquera 18 à 23 degrés.

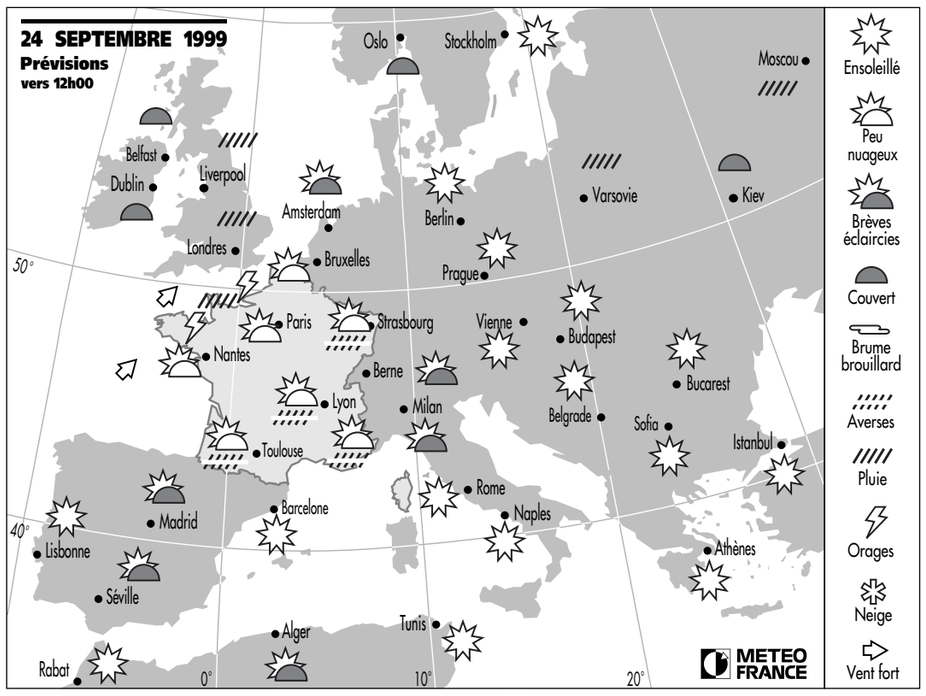
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur l'extrême est de ces régions, le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies avec quelques ondées. Sur les autres régions, le ciel sera plus chaotique avec des averses fréquentes parfois orageuses. Le vent de sud-ouest sera assez fort. Les températures indiqueront entre 19 et 24 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La journée sera plutôt agréable avec de belles éclaircies parfois entrecoupées de quelques ondées. Les températures seront douces, entre 20 et 25 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La journée s'annonce agréable avec des nuages, du soleil et quelques ondées. Le thermomètre indiquera des valeurs très douces, entre 22 et 28.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Nuages et éclaircies vont alterner en donnant quelques ondées. Les températures seront élevées pour la saison, entre 22 et 29 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Des nuages cotiers seront amenés le matin par un petit vent marin. Nuages et éclaircies vont alterner. Quelques ondées se produiront. Les températures seront douces, entre 24 et 27 degrés.

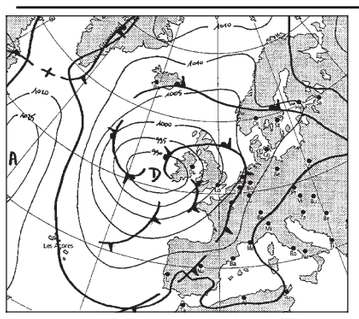


LE CARNET DU VOYAGEUR

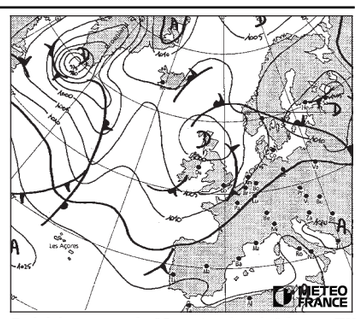
■ **AVION.** British Midland va lancer une campagne nationale afin de favoriser la concurrence sur les lignes transatlantiques. Une étude menée par la compagnie anglaise montre en effet que les tarifs classe affaires des quatre compagnies aériennes (British Airways, Virgin Atlantic, AmericanAirlines et United Airlines) autorisées à voler entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont 172 % plus élevés qu'au départ d'une autre ville européenne. La campagne annoncée vise d'une part à sensibiliser les gouvernements britannique et américain, pour qu'ils abandonnent l'accord qui limite le nombre de compagnies pouvant opérer entre les deux pays, et, d'autre part, à permettre la libéralisation du ciel et l'introduction de compagnies concurrentes sur ces lignes. En avril 1999, British Midland a obtenu des licences de vol vers New York, Washington, Boston et Miami.

PRÉVISIONS POUR LE 24 SEPTEMBRE 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole				PAPEETE	23/28	S	KIEV	14/22	C	VENISE	18/24	S	LE CAIRE	22/32	S
AJACCIO	18/30	S	NANCY	POINTE-A-PIT.	25/32	N	LISBONNE	17/22	S	VIENNE	14/25	S	MARRAKECH	19/31	S
BIARRITZ	18/26	S	NANTES	ST-DENIS-RÉ.	20/26	S	LIVERPOOL	14/17	P	**AMÉRIQUES**			NAIROBI	16/25	C
BORDEAUX	16/25	S	NICE	**EUROPE**			LONDRES	14/18	P	BRASILIA	16/24	N	PRETORIA	14/26	S
BOURGES	12/22	S	PARIS	AMSTERDAM	15/22	N	LUXEMBOURG	11/20	S	BUENOS AIR.	13/23	C	RABAT	17/26	S
BREST	13/18	P	PAU	ATHENES	22/30	S	MADRID	13/21	N	CARACAS	25/29	P	TUNIS	24/33	S
CAEN	16/19	P	PERPIGNAN	BARCELONE	22/27	S	MILAN	16/26	N	CHICAGO	10/18	N	**ASIE-OCÉANIE**		
CHERBOURG	14/19	P	RENNES	BELFAST	12/16	C	MOSCOU	7/12	P	LIMA	14/18	N	BANGKOK	28/30	P
CLERMONT-F.	14/22	S	ST-ETIENNE	BELGRADE	15/28	S	MUNICH	14/22	N	LOS ANGELES	17/20	N	BOMBAY	27/30	P
DIJON	10/23	S	STRASBOURG	BERLIN	14/23	S	NAPLES	19/30	S	MEXICO	13/20	N	DJAKARTA	27/32	N
GRENOBLE	17/30	S	TOULOUSE	BERNE	13/21	C	OSLO	10/15	C	MONTREAL	13/18	P	DUBAI	28/37	S
LILLE	15/23	P	TOURS	BRUXELLES	14/22	S	PALMA DE M.	20/30	S	NEW YORK	15/24	S	HANOI	24/31	S
LIMOGES	15/20	S	**FRANCE outre-mer**	BUCAREST	13/27	S	PRAGUE	14/23	S	SAN FRANCIS.	14/20	S	HONGKONG	22/29	S
LYON	17/27	S	CAYENNE	BUDAPEST	16/26	S	ROME	18/27	S	SANTIAGO/CHI	10/18	S	JERUSALEM	22/32	S
MARSEILLE	19/30	S	FORT-DE-FR.	COPENHAGUE	14/18	P	SEVILLE	18/25	N	TORONTO	11/17	P	NEW DEHLI	26/32	P
			NOUMEA	DUBLIN	11/16	C	SOFIA	13/27	S	WASHINGTON	11/25	S	PEKIN	12/21	S
				FRANCFORT	13/24	S	ST-PETERSB.	11/17	C	**AFRIQUE**			SEOUL	19/26	P
				GENEVE	15/24	C	STOCKHOLM	12/18	S	ALGER	22/30	N	SINGAPOUR	27/30	C
				HELSINKI	8/16	C	TENERIFE	17/22	C	DAKAR	26/29	P	SYDNEY	16/22	S
				ISTANBUL	18/24	S	VARSOVIE	14/18	P	KINSHASA	20/27	N	TOKYO	25/27	P



Situation le 23 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 25 septembre à 0 heure TU

VENTES

Des barbotines au Salon de la céramique

POUR sa deuxième édition, le Salon international de la céramique de collection a fait les choses en grand. Mobilisant du 29 septembre au 3 octobre les salons de l'Hôtel Dassault à Paris, cette manifestation qui réunit trente exposants propose aussi une douzaine de conférences où participent conservateurs de musée, historiens, experts ou antiquaires.

L'exposition présente quelques pièces d'une collection commencée au XIXe siècle par le baron de Rothschild, qui appartient encore à ses descendants. Pour ce Salon, ils ont sélectionné des pâtes tendres de la manufacture de Vincennes (transférées ensuite à Sèvres) : rafraîchissoirs commandés par Louis XV, vases ayant appartenu à la dauphine Marie-Josèphe de Saxe. Une conférence sur cette collection sera donnée par un conservateur de la Wallace Collection, le 29 septembre (en anglais). Quant aux marchands, ils exposent à peu près toutes les catégories de céramiques, des faïences du XVIe aux œuvres contemporaines. Parmi les créations XIXe, les barbotines ont connu auprès du public un succès croissant puisqu'elles étaient considérées, voici seulement dix ans, comme des brocantes, et sont cette année représentées sur ce Salon.

La fabrication de ce type de faïence remonte à la seconde moitié du XIXe, et leur meilleure époque se situe entre 1870 et 1910. La plupart des manufactures en produisent, mais les plus appréciées sont celles de Choisy-le-Roi, Sarreguemines et Vallauris. Il s'agit de céramiques à décors en relief, dont le charme réside dans les couleurs vives et tranchées. Elles sont d'abord coulées dans un moule, séchées à l'air libre, décorées d'émaux colorés, puis cuites selon la technique du grand feu.

PIÈCES DE VAISSELLE

Pour ce Salon, les spécialistes Philippe Meunier et Jean Defrocourt ont mis l'accent sur les modèles les plus prestigieux. Paul Comoléra (1813-1890), sculpteur animalier de renom, a fait éditer son bestiaire à Choisy-le-Roi : cigognes, coqs ou cacatoès (à partir de 50 000 francs, 7 650 euros). Carrier-Belleuse (1824-1897), élève de David d'Angers et surnommé « le Clodion du XIXe siècle », est considéré comme un modeleur exceptionnel. Grand créateur de barbotines, il réalise des statuettes anthropomorphes et zoomorphes. Proposé ici, son coq est annoncé à 12 500 francs (1 900 euros). A Vallauris, Delphin Massier se consacre aux « complets », des barbotines de dimension importante composées d'une colonne surmontée d'un vase assorti.

Les pièces de vaisselle sont les plus courantes des barbotines. Les assiettes à décor de fleurs se négocient de 1 200 à 2 500 francs (185 à 380 euros), les plats entre 2 000 et 5 000 francs (305 à 765 euros). Les plats à asperges à berceau perforé, très appréciés, valent entre 1 200 et 4 000 francs (185 à 610 euros).

Catherine Bedel

★ Salon international de la céramique et des arts du feu, Hôtel Dassault, 7, rond-point des Champs-Elysées, 75008 Paris. Du 29 septembre au 3 octobre, de 11 heures à 20 heures ; nocturnes le 29 septembre et le 1er octobre jusqu'à 23 heures. Entrée 50 F. Catalogue 75 F, conférences 50 F. Renseignements au 01-45-48-46-53.
Philippe Meunier et Jean Defrocourt, 15, rue Saint-Paul, 75004 Paris, tél. : 01-42-72-79-30.

DÉPÊCHES

■ **Mobilier en fer forgé.** Provenant de la famille Le Secq des Tournelles, qui a légué à la ville de Rouen une collection de ferronneries anciennes. Quelques meubles XVIIe et XVIIIe seront dispersés le 27 septembre à Drouot, dont deux rares lits en fer forgé estimés autour de 30 000 F (4 580 €).

★ Drouot-Richelieu, 27 septembre, étude Tajan, expert Jacques Saint-Bris, tél. : 01-45-04-40-24.

■ **Tableaux.** Une grande collection de tableaux impressionnistes et modernes vont être exposés chez Christie's. Un des plus chers est un Van Gogh *(Le Pont de Trinquetaille à Arles)*, dont on attend 20 millions de dollars. L'ensemble appartient à l'homme d'affaires saoudien Akram Ojjeh.

★ Christie's, 6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris, tél. : 01-40-76-85-85. Du mardi 28 au jeudi 30 septembre de 10 heures à 18 heures.

■ **Drouot vu par Magnum.** Quatre photographes de Magnum ont travaillé en juin à Drouot. Leurs clichés seront exposées à Drouot-Montaigne. Cet événement coïncide avec la sortie d'un livre, *Drouot vu par Magnum*, consacré à l'hôtel des ventes (éd. Binôme, 96 p., 129 F., en vente à Drouot-Richelieu et Drouot-Montaigne. Exposition du 24 septembre au 3 octobre de 11 heures à 18 heures).

Calendrier

ANTIQUITÉS-BROCANTES

● **Laon** (Aisne), du 24 au 26 septembre, tél. : 03-26-48-88-31.
● **Menton** (Alpes-Maritimes), du 24 au 26 septembre, tél. : 04-93-76-91-85.
● **Rennes** (Ille-et-Vilaine), du 24 au 27 septembre, tél. : 02-99-50-74-19.
● **Nantes** (Loire-Atlantique), du 24 au 26 septembre, tél. : 02-40-35-72-32.
● **Strasbourg** (Bas-Rhin), du 24 au 27 septembre, tél. : 03-88-87-25-59.
● **Paris,** avenue du Maine, du 24 septembre au 3 octobre, tél. : 01-40-62-95-95.
● **Angoulême** (Charente), du 25 au 26 septembre, tél. : 05-46-95-01-46.

COLLECTIONS

● **Paris**, Maison de la radio, disques, du 24 septembre au 3 octobre, tél. : 02-38-30-45-02.
● **Salon-de-Provence** (Bouches-du-Rhône), armes anciennes, du 25 au 26 septembre, tél. : 04-42-92-47-12.
● **Wambrechies** (Nord), jouets anciens, du 25 au 26 septembre, tél. : 03-20-39-69-28.

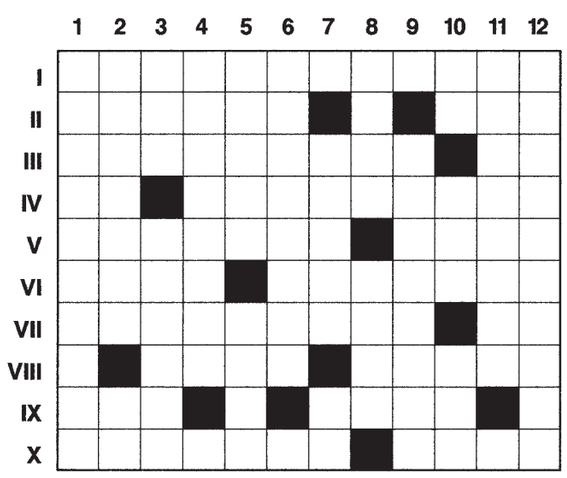
Résultats

Vente de sculptures, samedi 18 septembre à l'Orangerie de Bagatelle (*Le Monde* du 10 septembre).
● ***La Toilette de Vénus***, sculpture en pierre d'Auguste Rodin. 980 000 F, 150 000 €.
● ***Le Ratapoil***, bronze à patine bleu-vert d'Honoré Daumier. 210 000 F, 32 000 €.
● ***Le Prophète***, polyester peint de Niki de Saint Phalle. 450 000 F, 69 000 €.
● **Assemblage en métal** de Jean Tinguely. 300 000 F, 46 000 €.
● **Dessin** de Tinguely à l'aquarelle, feutre et crayons. 14 000 F, 2 140 €.
● ***Héraclès au saxophone***, bronze soudé d'Arman. 140 000 F, 21 300 €.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99227

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Plus ou moins discret, il reste en bordure. – II. Quand on s'en sert, il est frais et vient de sortir. Résistance catholique. – III. Un peu de viande et beaucoup de graisse. Le strontium. – IV. Note. Toujours prêt à en laisser aux autres. – V. Dégager sur les côtés. Sommet bulgare. – VI. Cercle fermé. Travaillait la pâte à la main. – VII. Procure très rapidement une situation élevée. Réponse enfantine. – VIII. Permit à l'Arioste de travailler. Capitale régionale. – IX. Fait ce qu'elle peut pour assurer la paix du monde. Plus il est petit, plus il est fort. – X. Epineux à fruits noirs. Pièges.

VERTICALEMENT

1. Difficile de mieux faire si elle existait. – 2. Qui devrait faciliter la conciliation. Négation. – 3. Son occupation se fait sur plan. Rien ne va pour lui. – 4. De tout repos chez Louis XVI, mais pas à Oman. – 5. Fournisseur d'huiles. Occupe le haut de l'affiche. – 6. Décomposé. – 7. Ferme pour les marins. Font un doublé au tennis. – 8. N'a pas perdu son temps avec Kronos. Renvoie aux champs. – 9. Remettre à plus tard. 10. A l'intérieur d'une noix. Essaie de tout savoir sur tout le monde. Vieille bête. – 11. C'est à Angèle qu'elle doit son nom. – 12. Apprêtées pour bien se tenir.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99226

HORIZONTALEMENT

I. Surexploitée. – II. Enumération. – III. Rapines. Les. – IV. Puisons. Part. – V. Cépée. Orge. – VI. Nao. Huées. Ir. – VII. Tel. OS. Nervi. – VIII. Ire. Bec. Euol (loue). – IX. Ne. Ti. Eh. Ere. – X. Segmentaires.

VERTICALEMENT

1. Serpentins. – 2. Unau. Aérée. – 3. Rupicole. – 4. Emise. Tm. – 5. Xénophobie. – 6. Preneuse. – 7. Lassée. Cet. – 8. Ot. En. Ha. – 9. II. Posée. – 10. Tolar. Ruer. – 11. Energivore. – 12. Stériles.

L'ART EN QUESTION

N° 136

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Un artiste aux « talents particuliers » ?

SI CERTAINES TOILES de Jean-Baptiste Chardin consacrées à la figure humaine, notamment *Le Bénédicité* ou son *Autoportrait* conservés au Musée du Louvre à Paris, sont célèbres, c'est dans l'art de la nature morte que le peintre a connu une grande notoriété de son vivant. Pourtant, en choisissant cette spécialité, il s'est fermé la porte des concours pour les grands prix, réservés aux peintres d'histoire.

En effet la *« hiérarchie des genres »* met au sommet cette peinture d'histoire et place tout en bas la nature morte, pratiquée par les peintres à *« talents particuliers »*. La codification de cette hiérarchie des genres a été établie par :

● André Félibien des Avaux et de Javercy ?
● Le comte de Nieuwerkerke ?
● Quatremère de Quincy ?

PHOTO RMN

Jean-Baptiste Chardin (1699-1779) « La Fontaine de cuivre » huile sur bois, 28,5 × 23 cm Paris, Musée du Louvre, aux galeries nationales du Grand Palais, du 10 septembre au 22 novembre, dans le cadre de l'exposition de l'œuvre de Chardin.

Réponse dans *Le Monde* du 1er octobre.

Solution du jeu n° 135 paru dans *Le Monde* du 17 septembre.
Le premier long métrage de Charlie Chaplin réalisé en 1921 s'intitule *Charlot et le Kid.*

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.
Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

LeMonde Job: WMQ2409--0031-0 WAS LMQ2409-31 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 08:00 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0401 Lcp:700 CMYK

THÉÂTRE ***A torts et à raisons,*** **programmée pour toute la saison au Théâtre Montparnasse, à Paris, met en scène le grand chef d'orchestre Wilhelm Furtwängler (1886-1954), qui continua de diriger l'Orchestre philharmonique de Berlin après l'instauration du IIIe Reich le 30 janvier 1933. ● S'IL démissionna de ses fonctions en 1935 et fut blanchi par un tribunal de dénazification en 1946, Furtwängler ne fut jamais un opposant au régime nazi. Cet artiste baigné de culture romantique, persuadé que l'art devait rester au-dessus des contingences, se pensait** ***« apolitique »*** **et se sentait** ***« responsable de la musique allemande »,*** **qu'il estimait supérieure à toutes les autres. ● IL ÉCRIVIT que** ***« le combat contre la juiverie »*** **devait viser** ***« des artistes sans racines et destructeurs »,*** **mais non** ***« d'authentiques artistes ». ● À TORTS et à raisons*** **déçoit, malgré l'excellente interprétation de Michel Bouquet dans le rôle du musicien.**

Wilhelm Furtwängler au piège du nazisme

Une pièce de théâtre ressuscite à Paris le grand chef d'orchestre, qui continua de diriger l'Orchestre philharmonique de Berlin après l'instauration du IIIe Reich et reçut l'accolade de Hitler. Le texte déçoit, au regard d'une situation qui met en jeu des questions premières sur l'art et la politique

QUAND IL MEURT à Baden-Baden, le 30 novembre 1954, le chef d'orchestre allemand Wilhelm Furtwängler est âgé de soixante-huit ans. Le 17 décembre 1946, le tribunal de dénazification des forces alliées l'a blanchi des accusations portées contre lui. Rétabli dans ses fonctions de directeur musical de la Philharmonie de Berlin, il réitère, cinq mois plus tard, le programme qu'il avait donné, le 25 avril 1935, cinq mois après s'être démis de ses fonctions officielles dans l'Allemagne nazie – à l'exception de celle de conseiller du Reich, à laquelle seule Adolf Hitler pouvait mettre fin.

Quand Furtwängler meurt, il laisse derrière lui une somme discographique, capitale dans l'histoire de l'interprétation, des écrits sur la musique et sur quelques grands compositeurs, et des entretiens réunis en France sous le titre *Musique et Verbe* (Le Livre de poche « Pluriel », 1979). Sans cesse réédités, ses enregistrements de studio réalisés pour EMI et Deutsche Grammophon seront bientôt complétés par des interprétations captées en public pendant la seconde guerre mondiale. Ces dernières seront publiées en Europe, au Japon et aux Etats-Unis de façon plus ou moins légale par différents éditeurs, tandis qu'elles le seront officiellement en Union soviétique par Melodyia : l'armée rouge avait confisqué comme butin de guerre les bandes magnétiques de la Reich Rundfunk.

Ces interprétations ont vite été vantées pour des raisons musicales, et pour d'autres qui tiennent à la fascination qu'exerce sur certains cette période historique. Deutsche Grammophon a ainsi publié un coffret intitulé *Furtwängler, les années de guerre, 1933-1945*. Aux lettres rouges de la couverture répondaient les photos et les textes du livret. Il était difficile de montrer Wilhelm Furtwängler au pupitre de la Philharmonie de Berlin, dans une salle de concert aux murs décorés de croix gammées, en présence de nombreux dignitaires nazis. Aussi l'éditeur allemand avait-il choisi des photos prises à Leipzig, en 1932. Les applaudissements, les bruits de salle, les toux avaient été effacés des sources originales, en sorte que cette édition discographique promise à une large distribution débarrassait ces interprétations de leur contexte historique et les extrayait d'une période dont elles conservaient cependant les miasmes.

Ces interprétations jouissent d'une grande réputation. La tension, la violence dont elles témoignent traduiraient le désespoir de Furtwängler et de ses musiciens plongés dans la barbarie nazie. De cette interprétation communément admise en France, on douterait moins si le même discours psychologisant était appliqué aux interprétations captées pendant la même période sous la direction de Bruno Walter, à New York. Autrichien, juif converti au catholicisme, celui-ci dirigeait un orchestre américain dans lequel jouaient des juifs informés des crimes commis par les nazis, quand ceux de la Philharmonie de Berlin avaient émigré pour laisser la place à des « Aryens ». Il y avait d'ailleurs des musiciens nazis dans la Philharmonie de Berlin. Il se trouve que les interprétations de Walter témoignent, elles aussi, d'une violence assez inhabituelle dans les interprétations de ce chef.

AKG PARIS

A la Philharmonie de Berlin, en 1934. En haut à droite, saluant, Wilhelm Furtwängler. Au premier rang des spectateurs : Hermann Goering (deuxième à partir de la gauche), Adolf Hitler, Joseph Goebbels.

Après avoir été accusé d'avoir cautionné le régime national-socialiste par sa seule présence dans les salles de concert d'Allemagne et de l'Autriche annexée, après avoir été traduit en justice pour cela, Wilhelm Furtwängler, qui ne s'est jamais inscrit au Parti nazi, serait presque devenu, aujourd'hui, un opposant, et la Philharmonie de Berlin un foyer de résistance antinazie. Les commentaires des admirateurs de Furtwängler sont malheureusement ceux de sectateurs qui ne peuvent séparer l'homme de l'artiste. Furtwängler fut pris au piège de ses propres idéaux. Sa conviction que l'art allemand était supérieur à tous les autres collait avec la propagande des nazis qui utilisèrent la musique et l'opéra comme représentation de la supériorité de l'Allemagne.

Perdu dans ses chimères, le chef était persuadé que la musique et la politique évoluaient dans deux sphères n'ayant aucun point commun. Il n'a pas compris la barbarie du IIIe Reich mis en place le 30 janvier 1933. Et cela pouvait et devait lui être reproché. D'autres musiciens de religion chrétienne furent plus clairvoyants : le chef d'orchestre Erich Kleiber quitta l'Allemagne immédiatement, bientôt suivi par les frères Busch. Ces musiciens n'étaient ni moins célèbres ni moins talentueux que Furtwängler.

L'attitude de Furtwängler fut ambiguë. Dans une lettre ouverte à Goebbels, datée de 1933, il prend la défense de ses collègues Bruno Walter et Otto Klemperer, du metteur en scène Max Reinhardt, contraints à l'exil. Mais, dans la même lettre, il distingue les bons des mauvais musiciens juifs, sous-entend que les juifs ne sont pas allemands et use d'un *« nous »* qui le fait se placer dans le camp de la nouvelle Allemagne *(lire ci-dessous).* Cette lettre est à rapprocher de quelques-unes de ses remarques sur certains interprètes : *« L'âme slave de Rachmaninov est, par essence, imperméable à Beethoven »* ; *« Toscanini dirige les notes, moi je dirige ce qu'il y a entre les notes. »*

Elle éclaire aussi l'explication qu'il donnera de son attitude pendant la période nazie : *« Etant resté en Allemagne comme un artiste apolitique, au-dessus de la politique, je me suis par là même opposé au régime qui avait rabaissé l'art à n'être qu'un instrument de la politique. Je savais que l'Allemagne était dans une terrible crise, je me sentais responsable de la musique allemande, et il était de mon devoir de l'aider à surmonter cette crise.(...) Est-ce que Thomas Mann croit réellement que "dans l'Allemagne de Himmler on ne devrait pas être autorisé à jouer Beethoven ?" Ne comprend-il pas que jamais un peuple n'en avait autant eu besoin, et n'avait autant été justiciable de son message de liberté et d'amour humain que ces Allemands qui devaient vivre sous la terreur de Himmler ? Je ne regrette pas d'être resté avec eux. »*

> « Thomas Mann croit-il réellement que "dans l'Allemagne de Himmler on ne devrait pas jouer Beethoven" ? »

Où l'on comprend que Furtwängler estimait être seul capable de sauver la musique allemande. Malgré son immense talent, voire son génie, ce chef était trop conscient de sa valeur. L'homme était aussi médiocre que tant d'autres : en certaines occasions, il manœuvra, avant guerre, de façon pitoyable contre Arturo Toscanini, invité par le Festival de Salzbourg. Dans le même temps, Furtwängler eut du courage et sut prendre la défense du compositeur Paul Hindemith que Hitler haïssait ; il sut braver les nazis en refusant de diriger, à Paris, le *Horst Wessel Lied*, en 1937, lors de l'Exposition universelle. Mais il dirigea la *Neuvième Symphonie* de Beethoven pour l'anniversaire de Hitler qui, ce soir-là, vint lui donner l'accolade.

Furtwängler tentera pourtant de quitter l'Allemagne nazie. En 1936, on lui propose de prendre la succession de Toscanini à la direction du Philharmonique de New York. Le 29 février, une dépêche de l'Associated Press annonce qu'il est rétabli dans sa fonction de directeur de l'Opéra de Berlin. C'est un faux concocté par la propagande nazie, mais il provoque une vague de protestations aux Etats-Unis. Furtwängler ne dirigera jamais dans les pays occupés, sauf en Autriche, dont il admet implicitement l'annexion dans le discours qu'il prononce à Vienne, en 1942, lors du centenaire de l'Orchestre philharmonique : *« Et je souhaite que l'Allemagne, avant toute autre nation, comprenne quel trésor inégalable elle possède là. »*

Wilhelm Furtwängler était un artiste du passé, élevé dans le culte du romantisme et de la supériorité de la musique allemande, dont la carrière prit son essor dans un pays soumis au traité de Versailles et qui avait perdu sa prééminence musicale. L'Allemagne avait Richard Strauss. Mais qui sont Max Reger, Hans Pfitzner, Carl Orff, Paul Hindemith face à aux compositeurs français, espagnols, russes et autrichiens en pleine gloire créatrice ? Faible, indécis, plus cultivé qu'intelligent, Furtwängler était un chef d'orchestre capable, plus qu'un autre, de s'emparer de l'âme de ses auditeurs pour les faire communier dans le culte de la musique. C'est justement ce dont avait besoin les nazis.

Alain Lompech

« Que notre lutte ne vise pas l'artiste digne de ce nom »

VERBATIM

« AUJOURD'HUI, la vie musicale, affaiblie comme elle l'est par la crise mondiale et par la radio, ne peut supporter d'autres épreuves. On ne peut rationner la musique comme on le fait pour les pommes de terre ou le pain. Si l'on n'offre rien de bon à entendre au concert, le public va, tout simplement, s'en éloigner. Pour cette raison, la qualité de la musique n'est pas seulement une spéculation idéaliste, mais une question de survie.

» Si le combat contre la juiverie vise principalement des artistes sans racines et destructeurs, qui cherchent à impressionner par une virtuosité stérile et de pacotille, c'est justice. Le combat contre eux et l'esprit qu'ils représentent – et cet esprit a aussi des dévots allemands – ne saurait être mené assez vigoureusement. Mais lorsque ces attaques sont dirigées contre d'authentiques artistes, là n'est pas l'intérêt de notre vie culturelle. Les artistes véritables sont rares, et aucun pays n'est en mesure de renoncer à leurs services sans grand dommage pour sa culture. C'est pourquoi, il faut le proclamer bien haut, des artistes comme Walter, Klemperer, Reinhardt et bien d'autres doivent continuer, comme par le passé, à exercer publiquement en Allemagne l'art dont ils sont les interprètes. Donc, je le répète, que notre lutte s'en prenne à l'esprit superficiel, à l'esprit de platitude et de désagrégation, de destruction et d'avilissement, mais qu'elle ne vise pas l'artiste digne de ce nom qui, toujours, dans son propre domaine, quelque valeur qu'on accorde à son art personnel, est un réalisateur, et représente, par là, une force constructrice.

» C'est dans ce sens que je fais appel à vous, au nom de l'art allemand, afin d'empêcher qu'il ne se produise des faits dont les conséquences seraient peut-être irréparables. »

★ *In Musique et Verbe,* textes de Wilhelm Furtwängler, réunis, préfacés et annotés par George Schneider, Le Livre de Poche « Pluriel », 1979).

Récit d'une défaite après tapage

À TORTS ET À RAISONS, de Ronald Harwood. Mise en scène : Marcel Bluwal. Avec Michel Bouquet, Claude Brasseur, Geno Lechner, François Feroleto, Beata Nilska, Fabrice Eberhard.
THÉÂTRE MONTPARNASSE, 31, rue de la Gaîté, 14e. Tél. : 01-43-22-77-74. Mos Gaîté et Edgar-Quinet. Du mardi au samedi, à 21 heures ; samedi, à 17 heures ; dimanche, à 15 h 30. 100 F à 280 F (15,25 € à 42,69 €).

Ce spectacle est le parfait exemple d'un phénomène devenu banal dans la vie de notre culture : celui de l'attente déçue, de l'expectative flouée. Les vivants ont eu besoin, toujours, de voir et d'entendre de belles choses, de créer de belles choses. Les peintres des cavernes en témoignent. Il nous faut, à tous, cela pour respirer, tenir le coup. Besoin si fort, de notre temps, que l'annonce, à grandes cymbales, d'œuvres enthousiasmantes, leur promesse, sont devenues pratique courante.

Le battage avant-coureur envahit, sans vergogne, les médias. Dans les devis des projets, le coût de la réclame l'emporte, parfois, sur celui de la création.

Tout le tapage préparatoire, par grandes photos de couvertures, interviews flatteuses, portraits élogieux, sont devenus, aujourd'hui, sur les ondes et sur les pages, notre pain quotidien, plus abondant et souvent plus nourrissant que l'événement lui-même, qui fait pâle figure après toutes ces grosses caisses, mais le mal est fait, les cerveaux ont été lavés, nous n'osons pas trop nous dire que nous restons sur notre faim, nous ne savons même plus quoi penser, quoi sentir, et d'ailleurs, s'il le faut, des publicités géantes ont rapido pris le relais, pour ne pas perdre les billes.

Il n'a pas été nécessaire de mentir à gros frais pour « lancer » la pièce *A torts et à raisons.* L'affiche, à elle seule, suffisait. Un immense acteur : Michel Bouquet. Un excellent comédien popularisé par l'image : Claude Brasseur. L'une des grandes figures de la télévision : Marcel Bluwal, qui a su sévir aussi au théâtre. Au programme : un personnage célèbre, Wilhelm Furtwängler, et un mal obsessionnel : les années Hitler. A quoi s'ajoute l'une des formes les plus payantes du théâtre comme du cinéma : l'affrontement des procès. Tout dans les mains, tout dans les poches.

LA MISÈRE SUR LA SCÈNE

Et c'est la misère sur la scène, s'il n'y avait Michel Bouquet. L'auteur, Ronald Harwood, sujet britannique, a écrit, nous dit le programme, *« de nombreuses pièces ».* Dans celle-ci, il met en jeu un officier américain, membre d'un commando qui, en 1945, libéra un camp de la mort, et qui est resté traumatisé par l'horreur qu'il y a vue. Sur l'élan, si l'on peut dire, de cette obsession, nous le voyons interroger, assaillir, harceler Wilhelm Furtwängler, qui continua de diriger l'Orchestre philharmonique de Berlin durant les années du nazisme.

Cette situation, ce propos, sont d'un intérêt premier. Ils pouvaient susciter une œuvre attachante. Ronald Harwood tout simplement n'en a pas été capable. Hitler, les camps, la résistance, l'acceptation, le courage, la peur, la musique ne sont ici que prétextes à platitudes, paroles niaises ou rebattues, quand la pièce ne bascule pas dans une technique théâtrale de confection de second ordre. Pris dans cette soupe sirupeuse, Claude Brasseur (l'officier américain) se débat, en pure perte, comme dans des sables mouvants, il s'accroche à un procédé de secours, une voix enrouée et vulgaire de rogomme, un jeu faux.

La présence de Michel Bouquet est la lumière de cette soirée. Il a dit, intelligemment, que l'Histoire peut vous anéantir, et que l'assentiment de Furtwängler est *« une tragédie de la dépossession ».* Mais, en vérité, Michel Bouquet est là, sur scène, et il ne joue pas cette pièce. Il la déjoue. Il est un diamant dans de la verroterie. Sa conscience, sa modestie, son irradiation spirituelle, la pureté divine de son jeu illuminent tout le théâtre et le cœur de toute l'assistance. Michel Bouquet décidément est l'honneur de l'art qu'il exerce, et nous prouve que l'art de l'acteur est l'un des plus beaux.

Michel Cournot

LeMonde Job: WMQ2409--0032-0 WAS LMQ2409-32 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 18:00 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0402 Lcp:700 CMYK

Méliès, l'escamoteur escamoté

Dix-sept films inédits, découverts dans une armoire normande, sont présentés à l'Auditorium du Louvre

SACRÉ GEORGES ! On le savait très fort, mais là, c'est pour ainsi dire plus fort que la mort. Un siècle d'escamotage ! Apparition, disparition et, ni vu ni connu, je t'embrouille : réapparition de dix-sept Méliès, cent trois ans plus tard pour être exact. Le plus long « film à truc » jamais conçu, le tour de passe-passe le plus colossal ! L'histoire commence en 1896, année de tournage des premiers films de Georges Méliès, et trouve son épilogue au début de l'année 1999, dans une maison de Charente-Maritime. Là, un brocanteur tombe sur une armoire, dans laquelle quatre-vingts kilos de bobines de films dorment depuis dieu sait quand.

Deux collectionneurs de films de la région sont appelés à la rescousse et acquièrent le lot. Ils commencent par en jeter au feu la part la plus entamée, environ la moitié des bobines. Mais le reste de la pellicule, relativement épargné par le processus de décomposition, a subi cet autre outrage réservé par le temps au nitrate de cellulose, le rétrécissement. Faute de pouvoir projeter les films, les deux hommes font alors appel au Sherlock Holmes de la bobine antique, au Robin des Bois de la vamp, au Droopy du dix-huit images seconde : Serge Bromberg. Lorsqu'il ne présente pas des *cartoons* sur La Cinquième, il passe son temps à collecter et restaurer les films anciens *via* sa société, Lobster Films. Après négociation, les collectionneurs obtenant des tirages neufs contre la cession des originaux, Lobster entre enfin en possession de ce qui s'avère très vite, au terme d'un méticuleux travail de recoupement et d'identification, un véritable trésor. 98 films au total, dont 68 bandes d'origines diverses (Pathé, Lumière, Gaumont...) et 30 Méliès, parmi lesquels 17 inédits, réalisés, comme la majorité des films de ce lot, entre 1896 et 1903. Jamais revus depuis leur projection initiale, ces films primitifs enrichissent considérablement le patrimoine Méliès, qui comprend aujourd'hui quelque 200 œuvres conservées sur une filmographie estimée à 503 titres, réalisés entre 1896 et 1912. Après quatre mois de restauration, ces 17 films vont ouvrir (samedi 25 septembre, à 20 h 30) la programmation consacrée par le Musée du Louvre au thème du trompe-l'œil au cinéma. Ils s'intitulent *Le Cauchemar* (1896), *Le Magicien* (1898), *Le Réveil d'un monsieur pressé* (1900), *L'Antre des esprits* (1901), *Chez la sorcière* (1901) ou *La Danseuse microscopique* (1902), durent environ une minute chacun, et illustrent tous la magie primitive du film à truc.

Ces féeries-minutes, mijotées en vase clos par un Méliès omniprésent (auteur, acteur, réalisateur, décorateur...), nous ramènent à l'aube du cinéma comme à la nuit étoilée de l'enfance. La cruauté, le désir, l'absurde et l'émerveillement y frémissent dans le chaudron surchauffé de l'imagination méliésienne, en salves tendues d'apparitions, transformations, métamorphoses et autres substitutions. Ici, les têtes se dévissent, les vêtements se dérobent, les squelettes dansent, les tabourets lévitent, les hommes se dédoublent et dialoguent avec eux-mêmes en toute intimité. Peut-être faudrait-il revoir le sobriquet « d'enchanteur de la matière vulgaire » qu'Apollinaire a légué à Méliès pour la postérité. Car s'il est une matière que le maître travaille avec une prédilection certaine, c'est celle, moins vulgaire que tentatrice, du corps féminin.

APPRIVOISER LA FEMME

Démultipliée ou réduite en fumée, passant sans transition du stade de homard géant à celui de naïade, qu'elle soit soubrette, sorcière ou bourgeoise, la femme est l'objet de toutes les facéties, de tous les désirs, de tous les fantasmes. Comme si la maîtrise du monde, et simultanément du langage cinématographique, devait en passer par l'apprivoisement de son mystère. Comme si, dès l'origine, la question de son assujettissement au regard du cinéaste-magicien constituait cette voie royale par laquelle advient la fiction cinématographique.

J. M.

LES AMIS DE GEORGES MÉLIÈS

« Le Diable géant ou le miracle de la Madone », réalisé en 1902 par Georges Méliès.

TROIS QUESTIONS À

PHILIPPE-ALAIN MICHAUD

1 Quel parcours vous a mené à devenir responsable de la programmation des films à l'auditorium du Louvre ?

Durant mon séjour à l'Ecole normale, j'ai véritablement rencontré le cinéma, en passant l'essentiel de mon temps à la Cinémathèque française. J'ai ensuite dévié vers des études de philosophie et d'histoire de l'art, et je me suis spécialisé dans ce dernier domaine. J'ai créé une collection d'histoire de l'art classique aux éditions Macula, puis en 1992, j'ai été recruté par le Musée du Louvre pour m'y occuper de la programmation cinématographique.

2 Quelle est la spécificité de cette programmation ?

C'est d'être à la frontière de l'histoire de l'art et du cinéma, *« là où les spécialistes s'entre-dévorent »*, pour reprendre une expression de Goethe. En fait, mon idée s'inspire, en les appliquant au cinéma, des intuitions de deux très grands historiens de l'art, Abi Warburg et Julius Schlosser. Cela consiste à mettre à plat toutes les cinématographies, tous les formats, tous les genres et toutes les époques, et de les faire réagir entre eux autour d'une thématique qui relève de l'histoire de l'art. Il s'agit de faire venir au cinéma des historiens de l'art qui le considèrent toujours comme une sous-culture et d'autre part, de contribuer à élargir son horizon d'étude, trop souvent réduit à la notion d'auteur, pour l'inscrire dans une histoire générale des formes.

3 En montrant par exemple que la notion éminemment picturale du trompe-l'œil s'applique au cinéma ?

C'est effectivement la gageure de cette programmation, qui voudrait prouver que cette notion, opératoire en peinture, le demeure au cinéma, au prix d'un certain nombre de déplacements, qu'il s'agisse du « trompe-l'œil apparent » où les films s'inscrivent dans un espace de représentation déjà constitué, ou du « trompe-l'œil transparent » où le cinéma élabore un espace spécifique. A cet égard, on pourrait même aller jusqu'à prétendre que le trompe-l'œil est un genre mineur en peinture alors que le cinéma constitue un trompe-l'œil généralisé.

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

Le cinéma, art du simulacre ?

VOILÀ sept ans que l'Auditorium du Louvre propose deux cycles cinématographiques par an autour d'un concept emprunté à l'histoire de l'art. Après le relief, l'exotisme ou la couleur, c'est aujourd'hui au crible du trompe-l'œil que Philippe-Alain Michaud propose de passer le cinéma. Une cinquantaine de films sont présentés, depuis les inédits du génial truqueur Georges Méliès jusqu'à l'*Othello* (1978) d'Orson Welles et sa cascade de faux raccords, en passant par le décor de toiles peintes et les transformations à vue de *La Vie et la Passion de Jésus-Christ* (1907) de Lucien Longuet, ou le huis-clos censément sous-marin d'Alfred Hitchcock, *Lifeboat* (1932).

Selon le dictionnaire Le Robert, le trompe-l'œil est une *« peinture visant essentiellement à créer, par des artifices de perspectives, l'illusion d'objets réels en relief »*. Selon un sens figuré, il s'agirait d'une *« apparence trompeuse, chose qui fait illusion »*. C'est dire que cette programmation passe délibérément sous silence tout un pan du cinéma lié au réalisme, pour se consacrer à une veine qui privilégie l'artifice sous toutes ses formes. Pour simplifier, c'est jouer la lignée Méliès contre la lignée Lumière, la fiction contre le documentaire, la démiurgie contre le naturel, la reconstitution du monde contre son encyclopédie.

SAINE PROVOCATION

Il entre dans ce choix une part de saine provocation, puisqu'il affirme avec force la nature illusoire du cinéma et sa légitimité à exploiter l'illusion au détriment de l'exigence réaliste. On ne liquidera pas cette vieille querelle, qui met en jeu deux philosophies divergentes du rapport de l'homme au monde à travers l'art. Mais on suivra avec d'autant plus d'intérêt cette programmation, qui pose la question de la pédagogie du regard et de la vérité de la représentation.

Elle s'articule en deux grandes catégories. La première renvoie à l'utilisation « visible » du trompe-l'œil (toiles peintes, scène théâtrale), à travers laquelle le cinéma se situe explicitement dans la continuité des arts qui l'ont précédé. Les primitifs (Méliès, Segundo de Chomon...) donnent ici la main aux modernes (*Ludwig*, de Hans Jürgen Syberberg), réunis dans une tradition baroque et anti-naturaliste. La seconde relève de l'utilisation spécifiquement cinématographique du trompe-l'œil qui, avec des effets spéciaux (caches, transparences...), privilégie la vraisemblance de l'artifice. C'est le grand cinéma de studio (*Fièvre sur Anatahan*, de Joseph von Sternberg, 1953 ; *La Ronde*, de Max Ophuls, 1950), mais aussi celui des modernes, tel Alain Resnais (*L'Année dernière à Marienbad*, 1961).

J. M.

★ « Trompe-l'œil, l'espace illusionniste au cinéma ». Auditorium du Louvre. Du 25 septembre au 28 octobre. Tél. : 01-40-20-51-86.

COMÉDIE des CHAMPS-ÉLYSÉES
DIDIER SANDRE
CATHERINE FROT
JEAN-PIERRE MALO
LIANA FULGA
DÎNER ENTRE AMIS
de DONALD MARGULIES
Adaptation et Mise en scène MICHEL FAGADAU
Décors et costumes de FLORICA MALUREANU
Lumières de LAURENT BÉAL
PREMIERE
LOCATION : 01 53 23 99 19

Les héritiers de Baryshnikov aux Champs-Elysées

AMERICAN BALLET THEATRE (dans le cadre du Nouveau Festival international de Paris). Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, 8e. Mo : Alma-Marceau. *Don Quichotte,* les 24 et 25 à 20 h 30 ; le 26 à 14 h 30 et 20 h 30. De 70 F à 390 F (10,67 € à 59,46 €). Tél. : 01-49-52-50-50.

Absent des scènes parisiennes depuis son passage au palais Garnier en 1991, l'American Ballet Theatre (ABT) de New York investit le Théâtre des Champs-Elysées, à l'invitation du Nouveau festival international de danse de Paris, qui reçoit par ailleurs le Ballet national de Marseille-Pietragalla (du 4 au 8 octobre) et le Ballet de la Comunidad de Madrid (du 28 septembre au 2 octobre). Soixante-sept danseurs, considérés comme l'élite des jeunes interprètes internationaux, vont défendre la ligne artistique de Kevin McKenzie, directeur de l'ABT depuis 1992. Rude tâche que de succéder au danseur Mikhaïl Baryshnikov, patron de 1980 à 1989.

« La grosse différence entre son époque et la mienne, c'est qu'il y avait plus de travail pour la compagnie, explique simplement Kevin McKenzie. *Même si la vocation de l'ABT est toujours de tourner aux Etats-Unis et à l'étranger, nous diffusons de moins en moins de spectacles dans notre pays. Les petites villes qui autrefois nous accueillaient ne peuvent plus s'offrir l'ensemble de la troupe. »* La récession économique du début des années 90 est passée par là, et Kevin McKenzie n'a pas l'aura médiatique de Baryshnikov. Quant au public américain, il attend de l'ABT ce qui a fait sa réputation : grosses productions et beau spectacle.

« Les plus grands ballets de tous les temps ! », clamait une publicité lors du lancement de la compagnie en 1940 par la danseuse et mécène Lucia Chase. C'est pour l'American Ballet Theatre que Jerome Robbins, alors simple danseur dans la troupe, créa en 1944 sa première chorégraphie, *Fancy Free.* Sous la houlette de Lucia Chase, la compagnie scelle son identité : s'ouvrir aux jeunes talents tout en revisitant les classiques. Pendant que le grand rival, le New York City Ballet, se veut d'abord l'outil de George Balanchine, l'éclectisme stylistique devient le label de l'ABT.

ESPRIT D'OUVERTURE

En soixante ans (dont quarante sous la direction de Lucia Chase et Oliver Smith), l'ABT va accrocher quelque 460 ballets à son répertoire. A côté des *Giselle* et autres *Lac des cygnes,* certaines pièces typiquement américaines, comme *Pillar of Fire*, d'Antony Tudor (1942), ou *Fall River Legend*, pièce maîtresse d'Agnès de Mille (1948), contribuent à l'originalité de l'ABT, de même que *La Gaité parisienne*, de Léonide Massine (1970), ou *Push Comes to Shove*, de Twyla Tharp (1976). Kevin McKenzie s'inscrit en droite ligne dans cet esprit d'ouverture : *« Je suis un enfant de l'ABT, avec lequel j'ai grandi et dansé depuis 1979. Il m'importe aujourd'hui de maintenir la tradition de ce qui est la compagnie classique leader aux Etats-Unis. »*

En héritier responsable, il a mis en scène *Don Quichotte*, d'après Marius Petipa, en 1995, et invite régulièrement des créateurs. Le mécénat boucle la moitié du budget global de l'ABT (24 millions de dollars). Les danseurs sont engagés trente=six semaines en moyenne par an. Le reste du temps, ils jouent les *« guest-stars »* dans d'autres compagnies. *« J'ai réalisé mon rêve en intégrant l'ABT en 1995, mais c'est toujours passionnant de danser pour d'autres troupes »*, confie l'Espagnol Angel Corella, 23 ans, médaille d'or du Concours international de danse de Paris. Il sera au Royal Ballet de Londres en novembre. L'Argentin Julio Bocca, star de l'ABT depuis 1986, a choisi de ne collaborer que trois mois pour se consacrer à son Ballet Argentino, construit sur le modèle de l'ABT. Recrutés dans tous les pays, les danseurs, pour la plupart très jeunes, composent un ensemble bigarré. *« La compagnie ressemble à l'Amérique,* ajoute Kevin McKenzie. *C'est un melting-pot, et le pari consiste à rassembler ces styles différents. »*

Rosita Boisseau

SPEDIDAM

LETTRE OUVERTE DES ARTISTES INTERPRÈTES DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE À MADAME TRAUTMANN, MINISTRE DE LA CULTURE

Madame la Ministre,

La loi Lang de 1985, adoptée à l'unanimité par le Parlement, et codifiée par le Code de la Propriété Intellectuelle, donne des droits aux artistes interprètes, comme aux producteurs.

L'essentiel de ces droits est constitué par la rémunération pour copie privée perçue sur les supports vierges d'enregistrement et la rémunération équitable versée par les diffuseurs de disques du commerce.

Ces rémunérations, versées aux artistes interprètes et aux producteurs, sont partagées par moitié entre eux.

Ces droits contribuent également, en application de la loi, au financement de nombreux projets culturels, et ainsi au développement économique et à l'emploi des artistes interprètes.

Aujourd'hui, ces droits sont menacés.

L'industrie du disque s'efforce de réduire le champ d'application de ces droits à rémunération, au motif notamment des évolutions techniques, et de confisquer les droits exclusifs des artistes interprètes en leur imposant des contrats de cession globale de leurs droits.

Elle serait ainsi la seule bénéficiaire des droits reconnus par la loi.

Dans le même temps, et au nom du libre accès à la culture, l'industrie du disque milite pour une baisse de la TVA sur le disque dont l'objectif est avant tout d'accroître ses marges bénéficiaires, comme cela s'était passé lors de la première baisse de la TVA en 1987 qui n'avait pas conduit à une baisse du prix des disques.

La SPEDIDAM vous demande donc respectueusement, Madame la Ministre :

– **de maintenir les dispositions légales dans le domaine de la copie privée** - numérique et analogique – afin que, dans tous les cas, la rémunération pour copie privée soit versée au bénéfice des artistes interprètes ;

– **de maintenir les dispositions légales dans le domaine de la rémunération équitable** due pour la diffusion de disques du commerce afin que, dans tous les cas, cette rémunération soit versée au bénéfice des artistes interprètes ;

– **de mettre tout en œuvre afin que cesse la confiscation générale des droits exclusifs des artistes interprètes entreprise par l'industrie du disque**, qui vise à installer dans les faits en Europe le système de copyright américain.

Les artistes interprètes ne veulent pas d'une mondialisation de la propriété intellectuelle et de la culture qui ne profiterait qu'aux multinationales, et ne l'accepteront pas.

Le Ministère de la Culture, qui a encouragé la naissance et le développement des droits des artistes interprètes en France, doit aussi contribuer à leur sauvegarde.

Vous remerciant du respect que vous attachez à la culture musicale française et européenne, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'expression de notre haute considération.

Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes-Interprètes de la Musique et de la Danse
16, rue Amélie - 75343 Paris Cedex 07 - Tél. : 01 44 18 58 58 - Fax : 01 44 18 58 59

LeMonde Job: WMQ2409--0033-0 WAS LMQ2409-33 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 18:06 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0403 Lcp:700 CMYK

Des inconvénients du jeunisme

L'exposition « Propice » veut révéler une nouvelle génération d'artistes français. Bonne intention, mais démonstration ratée

PROPICE, UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'ARTISTES EN FRANCE. Espace Paul-Ricard, Galerie Royale 2, 9, rue Royale, Paris8e. Mo Concorde. Tél. : 01-53-30-88-00. Du lundi au vendredi et le samedi 25 septembre, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. Entrée libre.

L'économie, paraît-il, obéit à des cycles, alternance d'euphories et de dépressions. Il semblerait que l'art se balance au même rythme, avec un léger décalage, le temps que l'argent transite d'un monde à l'autre. Résultat : après la crise du marché de l'art il y a dix ans et une longue période d'affliction, voici que les collectionneurs réapparaissent, que les galeristes sont moins mélancoliques, la FIAC, plus active. Et une rumeur se répand : une nouvelle génération de jeunes artistes serait née, vraiment inventive, vraiment bonne. L'époque lui serait *« propice »* – c'est ainsi que se nomme l'exposition qui annonce la nouvelle. Elle réunit onze plasticiens nés après 1960 – il semblerait que ce soit là la date fatidique. Né après 1960, vous êtes un jeune artiste. Et avant, quoi ? Ce critère de jugement peut paraître un rien mécanique.

Selon l'organisatrice de la manifestation, Catherine Francblin, la *« bonne fortune »* actuelle s'expliquerait par *« l'accès de tous les acteurs de l'art à une information directe, facilitée par la multiplication des expositions et l'élargissement des rapports internationaux »*. Les pièces qu'elle présente lui donnent raison. C'est sans doute grâce à une meilleure information que plusieurs jeunes créateurs ont récemment découvert Francis Picabia. Les ficelles tendues le long d'un mur par Stéphane Magnin, trente-quatre ans ? Une idée de Picabia au début des années 20, comme l'est aussi le traitement de l'abstraction par la dérision et l'outrance. Le *« piercing »* de Philippe Ramette (trente-huit ans) fait songer à Duchamp, qui aurait peut-être souri à la vue de l'installation de Didier Marcel (trente-huit ans aussi), un *ready-made* à base de tiges en inox et de tomates fraîches, très décoratif. Il n'aurait pas été déplacé à la Biennale de Venise 1999, triomphe du ludique et des gadgets qui amusent, à défaut de donner à penser. C'est ce qu'on appelle l'air du temps, sans doute : un certain conformisme diffusé par les manifestations internationales.

SPÉCULATIONS SUR LE CLONAGE

Pourquoi pas ? Une génération peut bien être nouvelle par son âge sans avoir pour autant de nouvelles idées. Il serait simplement prudent de ne pas célébrer trop haut son originalité, ou de mieux choisir ses héros, par exemple en puisant dans l'exposition « Trafic d'influences », montée par Pascal Bouchaille en ce même endroit au début de 1998 avec plus d'audace.

Des œuvres que « Propice » offre à l'admiration, seules deux s'imposent au regard et à la mémoire. Le *Polyfocus*, de Gilles Barbier (trente-quatre ans), donne forme visible aux spéculations sur le clonage : il dispose en groupe des mannequins de cire de tailles différentes, mais aux visages presque identiques, ni enfants ni adultes, produits de la démultiplication à l'infini du même. Quant à la pièce d'Alain Bublex (trente-huit ans toujours), elle imite la mise en page et le style des brochures publicitaires pour vanter un programme imaginaire de petits Centres Pompidou partout, en France et dans le monde, livrés en pièces détachées par estafettes et prêts à être assemblés avec des outils simples. Sans doute les collections seraient-elles également standardisées et livrées en kit avec notice d'explication. La satire des institutions culturelles françaises est pertinente. A Barbier et Bublex, l'exposition doit l'essentiel de son intérêt. Mais une génération réduite à deux personnes, c'est un peu court.

Philippe Dagen

D. R.

« Polyfocus », mannequins de cire de Gilles Barbier.

Une journée de rêve hantée par les voix marocaines

FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS : « Chants des femmes du Maroc ». Théâtre des Bouffes-du-Nord, 37 *bis*, boulevard de la Chapelle, 10e. Mo La Chapelle. Tél. : 01-46-07-34-50. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 16 heures. De 110 F à 140 F (16,77 € à 21,34 €). Jusqu'au 3 octobre. Théâtre de Caen, le 7 octobre ; Arsenal de Metz, le 9 octobre.

Réunir une quarantaine de femmes marocaines de cultures, de langues et de régions différentes, tel était – dans le cadre du « Temps du Maroc » – le but conjoint des Bouffes du Nord et du Festival d'Automne. Construire un spectacle cohérent sans dénaturer la vigoureuse authenticité d'une tradition liée au quotidien (travaux, cérémonies et rites), tel est le pari de son réalisateur Alain Weber. Pour cela, la poursuite d'une chronologie – « de l'aube à la nuit » – n'eût pas suffi, de même que la simple juxtaposition. Il fallait prendre en compte les dynamiques intrinsèques de ces musiques sans occulter leur dimension parfois anecdotique, en tirer une « dramaturgie » qui donne à voir et rende palpable ce qu'elles mettent en sons et en mouvements. Mêler illusion de la scène et vérité humaine : une gageure et une réussite.

Une femme est assise sur le seuil de sa maison, à moudre du grain, à écraser le temps entre les deux pierres d'une meule. Crissement du minéral, frottement de percussion. La bande-son nous dit que dehors la vie est là, avec ses cris et ses chants d'oiseaux. Mais le temps qui s'installe semble immémorial. Bientôt monteront le souffle et la note haute, longuement tenue puis vibrée par l'ornementation avant le lâcher de l'expiration. D'autres arriveront : trois Rifaines du pays jbala. Leurs grands cris modulés s'écoutent et se répondent : invocation aux saints de l'Islam mais aussi évocation des exploits guerriers, que soutient la verdeur stridente et nasale du hautbois ghaïta.

JUBILATION FÉROCE

Avec la belle Chérifa, la chanteuse cheikha du Moyen-Atlas, nous quittons le cri ritualisé pour entrer dans l'art du tamawayt, déclamation poétique savante. La voix est superbe, dans tous les sens du terme. Un mélange de fauve sensualité et de fierté hiératique. Les musiciens qui l'accompagnent, qui au lotar (luth à quatre cordes) qui au bendir (petites percussions tendues de peau), sont de premier ordre. L'après-midi arrivant, nous voici dans le joyeux gynécée des femmes roudaniat de Taroudant. Un ensemble exclusivement féminin qui chante et danse pour d'autres femmes les vicissitudes et les joies du quotidien. Les vérités s'échangent d'une voix à l'autre, répons complices que souligne le crépitement des percussions.

La nuit est tombée tandis que se profilent les bleues vestales du désert, les danseuses voilées de la mythique danse guedra. De ce magnifique tableau de femmes ployées au sol que redressent peu à peu le mouvement et la transe, on peut regretter une vision trop fugitive. A leur tour, les hommes tourneront, se toisant et s'imitant, le plaisir de la danse sur les lèvres. Puis ce sera l'embrasement du feu et le déchaînement final : la danse addal de la tribu Tafraoute (qui marqua dans les années 30 la symbolique résistance des Berbères de l'Anti-Atlas face au protectorat français). Longue et lente procession de femmes sous un voile unique, un chant qui s'apprivoise tandis que se répand l'odeur du feu de bois. Une jubilation féroce s'élève sous le fouet des percussions et de la danse, jusqu'à la frénésie, jusqu'à l'oubli. On est passé de la lumière du jour aux magies nocturnes, de la voix solitaire à la folie collective dans une irrésistible progression conjuratoire – un beau pied de nez à la mort !

Marie-Aude Roux

SORTIR

PARIS

Une nouvelle veine de cinéastes
L'Association 109 présente en deux soirées, dans les deux grandes salles de l'UGC Ciné Cité Bercy, « Une nouvelle veine de cinéastes », échange cinématographique entre la France et les Etats-Unis en présence de réalisateurs et de personnalités du cinéma français et américain. Le 23 septembre : sept courts-métrages, suivis de *The Shade*, premier long-métrage français de Raphaël Nadjari, en avant-première. Le 24 : six courts-métrages, suivis d'un film surprise. A l'issue de chaque soirée, une rencontre permettra au public de dialoguer avec les réalisateurs.
UGC Cité Ciné Bercy, 2, cour Saint-Emilion, Paris 12e. Mo Cour-Saint-Emilion. Les 23 et 24, de 19 h 30 à 24 heures. Tél. : 08-36-68-68-58.

Elsa Wolliaston
Voir Elsa Wolliaston, danseuse-chorégraphe d'origine afro-américaine, en spectacle avec le batteur Jean-Yves Colson, est une expérience rare. L'un et l'autre, transportés vers des cimes humaines et artistiques difficiles à atteindre, nous convient à cette ascension avec l'évidence que donnent de longues années d'intimité. Intitulée *Le Prix/La Porte*, cette création met en jeu la douleur d'être femme, chorégraphe, et combien âpre est la lutte pour être soi.
Tipi, piazza du Centre Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Jusqu'au 25 septembre, à 19 h 30. Tél. : 01-44-78-13-15. 40 F et 50 F.

Musiques à la Bastille
Privé (provisoirement ?) de musique pour des problèmes de voisinage et d'autorisation administrative, le café-concert L'Atmosphère trouve refuge au Théâtre de la Bastille jusqu'au 21 octobre. Sa programmation est consacrée à la jeune scène chercheuse et remuante du jazz, du rock et de la chanson mélangée. Parmi les artistes invités viendront les Belges d'Aka Moon, le quartette Thôt, la violoniste et chanteuse tchèque Iva Bittovà, le chanteur et pianiste Cyrus... Et, pour commencer (les 23, 24 et 25 septembre à 19 heures), le saxophoniste et flûtiste hongrois Akosh Szelevenyi.
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-43-57-42-14. 50 F. Abonnement 250 F pour la série des concerts.

Emmanuel Bex, Philip Catherine, Aldo Romano
Dans la lignée de la version en trio du Lifetime fondé par le batteur Tony Williams avec John McLaughlin (guitare) et Larry Young (orgue), un trio d'énergie, de swing et d'aventure unit l'organiste Emmanuel Bex, le guitariste Philip Catherine et le batteur Aldo Romano, soit trois cultures, trois univers ici complémentaires.
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 23, 24 et 25, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

(Publicité)

Conversations avec Antoine Vitez
d'après De Chaillot à Chaillot d'Emile Copfermann
adaptation et mise en scène Daniel Soulier
avec Jean-Claude Durand, Daniel Soulier
France Inter
du 23 septembre au 16 octobre 1999
salle Gémier
renseignements, location 01 53 65 30 00
Théâtre National de Chaillot

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Les Chevaux de feu
de Serge Paradjanov. Soviétique, 1965 (1 h 30).
L'Arlequin, Paris 6e. Tél. : 01-45-44-28-80.

Marie pour mémoire
de Philippe Garrel. Français, 1967, noir et blanc (1 h 20).
Action Christine, Paris 6e. Tél. : 01-43-29-11-30.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Paul-Armand Gette
Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-43-26-08-68. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 23 septembre au 10 novembre.

Mâkhi Xenakis
Galerie municipale Edouard-Manet, 3, place Jean-Grandel, 92 Gennevilliers. Tél. : 01-47-94-10-86. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 23 septembre au 30 octobre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Hôtel des deux mondes
d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Daniel Roussel, avec Rufus, Catherine Arditi, Jean-Yves Berteloot, Laurence Côte, Bernard Dheran et Viktor Lazlo.
Théâtre Marigny, Carré Marigny, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Du 23 septembre au 31 décembre. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 17 heures et 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-42-25-20-74. De 100 F à 250 F.

Musique à Orsay
Schumann : *Chants de l'aube, Romances pour hautbois et piano op. 94, Fantasiestücke pour hautbois et piano op. 73.* Holliger : *Taire, Studie II, Trema.* Heinz Holliger (hautbois), Felix Renggli (flûte), Isabelle Magnenat (violon), Sébastien Risler (piano).
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino. Le 23, à 20 heures. Tél. : 01-40-49-47-57. 130 F.

Compagnie One Step
Elsa Wolliaston : *Shade of Blues.*
Kiron Espace, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mo Voltaire. Le 23, à 19 heures. Tél. : 01-44-64-11-50. De 50 F à 80 F.

Sylvain Luc, Jean-Marc Jafet, André Ceccarelli
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 23, à 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Beth Orton
Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mo Bastille. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 126 F.

ANNULATIONS

Serge Reggiani
Serge Reggiani a annulé ses représentations prévues du 12 au 16 octobre au Casino de Paris. Les places sont remboursées dans les différents points de vente.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 01 48 00 20 20 - Fax : 01 48 00 20 33
Calendrier des ventes au : 01 48 00 20 17
Internet : http://www.gazette-drouot.com
Expositions :
la veille de la vente, 11h à 18h
le matin de la vente, 11h à 12h
Régisseur O.S.P., 47, rue Louis Blanc, 92984 LA DEFENSE CEDEX - 01 49 04 01 83

DROUOT

JEUDI 30 SEPTEMBRE
S.5 et 6- ET VENDREDI 1er OCTOBRE. Archéologie. **Me de RICQLES.** Expert : M. Mariaud de Serres.
S.9- Estampes Henri M. PETIET (19e vente). **PIASA.** Experts : MM. Bonafous-Murat et Romand.

PIASA. PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES
5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10
de RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009) 01.48.74.38.93

LeMonde Job: WMQ2409--0034-0 WAS LMQ2409-34 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:47 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0404 Lcp:700 CMYK

EN VUE

■ Quelle peine pour le raciste **Lawrence Russell Brewer** qui avait enchaîné un Noir, **James Byrd**, à une camionnette et l'avait traîné sur une route jusqu'à ce que sa tête se détache du reste du corps ? Après onze heures de délibéré, mercredi 22 septembre, au Texas, les douze jurés blancs du tribunal de Monte Lawlis n'ont pu encore se décider.

■ *« Les Noirs sont plus souvent condamnés à mort que les Blancs en raison de préjugés racistes marquant le système judiciaire américain »*, relevait Amnesty International, dans un rapport publié au printemps.

■ **John Corcoran**, de Los Angeles, qui, pendant dix-sept ans, a enseigné l'anglais et la sociologie dans les lycées californiens, confesse, honteux, qu'il ne savait pas lire.

■ *« Il a fait des erreurs, comme tout le monde, mais il avait le cœur sur la main »*, témoignent les pauvres en fleurissant la tombe de **Pablo Escobar**, « pape » de Medellin, qui leur avait construit 500 maisons, et leur versait des pensions ; « roi de la cocaïne », auteur d'attentats et de meurtres en série, possesseur de 7 000 propriétés et de 14 avions.

■ Les murs de la prison de Palerme restant sourds aux lamentations de la mariée, de **Don Baldassare**, le curé, et de invités de la noce, **Francesco Paolo Ferra,** voleur en fuite, arrêté pendant la cérémonie, n'a pu sortir pour finir de se marier.

■ **Cheikh Hamad Ben Jassem Ben Hamad Al-Thani,** membre de la famille régnante, répondra, dimanche 26 septembre, devant la Haute Cour criminelle de Doha, d'une tentative de coup d'Etat commandité, selon les autorités qatariotes, par l'ancien émir, **cheikh Khalifa Ben Hamad Al-Thani**, pour renverser son fils, **cheik Hamad Ben Khalifa Al-Thani**, qui, l'année précédente, l'avait lui-même détrôné.

■ **Mohammed Shafiq,** épicier à Sheffield en Angleterre, à qui un homme armé d'un grand couteau réclame cinq cents livres, essaie de transiger : *« Pourquoi pas dix et un coup à boire ? »*. Le voleur marchande : *« Cinquante, ça va ? »* Sa victime exaspérée l'assomme d'un coup de rouleau à pâtisserie.

■ Le parquet de Nuremberg enquête contre deux mitrons juifs survivants de l'Holocauste qui, en 1946, auraient introduit de l'arsenic dans 3 000 petits pains destinés à un camp de prisonniers nazis proche de la ville.

■ Comme chaque année aux premières pluies de l'automne, les passants de Litomysl glissent sur des limaces d'Espagne de couleur rouille ou brun, visqueuses et repues, qui envahissent les trottoirs de la ville tchèque, après avoir dévoré les récoltes alentour.

Christian Colombani

L'« affaire Lalita » vue par la presse indienne

Les journaux de New Delhi rapportent avec prudence le drame de la jeune domestique-esclave qui travaillait pour un diplomate indien à Paris. Seul l'« Indian Express » demande « qu'on agisse contre les bourreaux »

LA PRESSE de New Delhi commence à s'intéresser à Lalita Oraon, la jeune fille récemment échappée du domicile d'un diplomate indien à Paris, qui l'employait comme domestique dans des conditions proches de l'esclavage et qui lui a apparemment fait subir des sévices sexuels. Cette affaire a provoqué l'ouverture d'une information judiciaire contre X pour *« violences par arme blanche »*. Dans leur majorité, les médias se contentent de rapporter les deux versions des faits tels qu'ils sont donnés d'un côté par l'ambassade de l'Inde à Paris, de l'autre par la police et par le Comité contre l'esclavage moderne, l'association qui a révélé l'affaire.

Plusieurs journaux ont toutefois envoyé des journalistes au Bihar, d'où la jeune fille est originaire, pour interroger sa mère. Celle-ci a affirmé qu'elle n'avait reçu, jusqu'à maintenant, aucun argent comme cela se fait normalement lors de la « signature » du contrat d'embauche, l'employeur versant d'avance, à la famille, la plus grosse partie du salaire annuel. Cette femme analphabète a dit avoir reçu une lettre de sa fille que des voisins lui avaient lue, mais elle ne se souvient pas de son contenu.

The Indian Express a consacré des éditoriaux à cette affaire pour souligner qu'il ne fallait surtout pas oublier la victime. Titré : « Regardez la vérité en face et agissez contre ses bourreaux », l'éditorial souligne : *« Entre l'histoire sensationnelle publiée dans la presse française et la version aseptisée de l'ambassade d'Inde, il est difficile de dire ce qui est exactement arrivé à Lalita Oraon* (...). *Publiquement, l'ambassade, prétendant qu'elle a été blessée quand elle était aux mains de la police française, demande une enquête. Il n'y a rien de mal à cela et il est nécessaire de demander une enquête sérieuse avant que des accusations soient lancées ou que la presse conduise un procès public. Mais quid de Lalita Oraon ? Où sont les mots de réconfort et les gestes en sa faveur ? »*

Appelant la Commission nationale des femmes à envoyer une représentante à Paris pour vérifier ce qui est arrivé, et pour conseiller et consoler la victime, l'éditorial poursuit : *« Le vrai problème est le mal qui a été fait à Oraon et le fait que le ou les coupables rendent des comptes. La seule source d'embarras diplomatique réside dans la manière dont l'ambassade a traité cette affaire. »*

Dans un autre éditorial, l'*Indian Express,* après avoir reproché au gouvernement de n'avoir songé qu'à mettre en avant l'*« honneur national »*, observe : *« Lalita n'est qu'une petite domestique, mais c'est aussi une citoyenne indienne et l'ambassade avait le devoir de se préoccuper d'elle. Or elle n'a pas eu une seule pensée pour cette jeune fille et la tragédie qu'elle avait vécue. »* Ce qui est en cause, ajoute le journal, c'est *« un choc entre des valeurs de civilisations. Le problème n'est pas que les Français seraient moralement supérieurs, il tient au fait que nous ne sommes pas, en tant que nation, assez imprégnés des valeurs contenues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, que l'Inde a signée »*. Et l'éditorial conclut : *« Cet incident tragique révèle toutes les hypocrisies, les préjugés et les inégalités de la société indienne dans son ensemble. »*

Françoise Chipaux

DANS LA PRESSE

RFI
Jacques Rozenblum
■ Au début du siècle, le monde comptait une quarantaine de nations. On en est aujourd'hui à plus de 200, et ce n'est pas fini. Quel est donc le moteur de cette irrésistible penchant pour la balkanisation ? Egoïsme économique, sans doute, mais, surtout, aspiration planétaire à la souveraineté, ce vieux principe qui fonde les relations internationales depuis le XVIIe siècle. Peu importe qu'aujourd'hui l'émancipation soit une chimère face à la montée de forces supranationales telles que les firmes géantes. Peu importe que le mouvement de désagrégation donne naissance à des caricatures qui n'ont d'Etat que le nom. La magie de la souveraineté continue de fonctionner. Pourtant, ce détricotage des grandes textures étatiques est une véritable menace pour la stabilité de la planète. Elle provoque un réensauvagement des relations internationales : parce que les divorces sont généralement violents, mais aussi parce que les nouvelles frontières de l'intimité de ces microféodalités sont autant de barrières à la circulation des valeurs universelles.

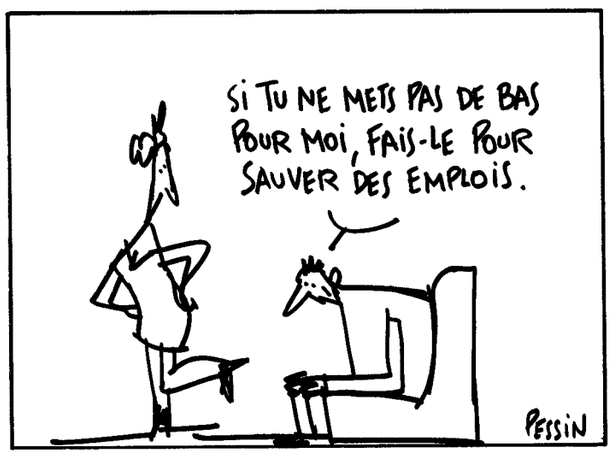
LA CROIX
Bruno Frappat
■ L'automobile est une drogue, dure ou douce. Douce pour ceux qui en ont un usage modéré, à proportion des nécessités, pour ceux qui n'y investissent pas l'essentiel de leurs ressources, de leurs rêves ou de leur gloriole, et en font un moyen de transport d'un point à un autre. Dure pour ceux qui ne peuvent pas s'en passer, même un jour par an et qui, pied au plancher, lui font cracher, au péril des autres, tout ce qu'elle peut dont l'affirmation de soi, la puissance et la distinction. Mode de transport individuel, hantise collective, l'auto rend autant de services qu'elle provoque de ravages. Elle est l'ennemie de tous et l'alliée de chacun. Nous sommes contre en général et pour en particulier. Ce n'est pas le seul sujet à propos duquel se manifeste avec une belle constance la contradiction entre convictions et comportements, idées générales et conduite. L'omnipotence de l'automobile depuis cinquante ans, les politiques et les lobbies l'ont organisée avec l'autorisation de notre ambivalence.

RTL
Alain Duhamel
■ Dans l'affaire des scientologues, le parquet de Marseille a eu bien raison d'avouer que lorsqu'on lisait le dossier, on avait froid dans le dos. Les méthodes de l'Eglise de scientologie sont en effet bien connues, trop connues. Elles s'appellent manipulation, infiltration, intimidation. Faut-il pour autant interdire ou dissoudre ce type de secte ? Sans doute pas. D'une part, parce qu'il n'est jamais pédagogique d'utiliser contre les adversaires de la liberté les armes qu'ils emploient eux-mêmes. Ensuite, parce que dissoudre ces organisations, c'est les voir ressusciter aussitôt sous un autre label. Et puis, l'arsenal législatif existant, s'il est employé avec résolution et surtout avec célérité, suffit largement. Enfin, il ne faut pas oublier qu'au départ les premiers chrétiens ou, plus tard, par exemple les protestants avaient été traités eux aussi de sectes. En revanche, il n'y a aucune raison de céder devant les critiques du département d'Etat américain qui juge les Européens, dont les Français, trop répressifs vis-à-vis des scientologues.

www.sodibas.com

Le second souffle du bas couture, de Paris à Tokyo

YVES RIQUET a toujours détesté la minijupe, car son arrivée a sonné le glas du bas couture. Ce sexagénaire, qui a fait fortune dans l'informatique dans les années 80, est resté un inconditionnel du bas nylon à jarretelles et couture apparente : *« Pour ma génération, le port du bas couture est associé à un geste très troublant : quand les femmes relevaient légèrement l'arrière de leur jupe en jetant un coup d'œil par-dessus l'épaule, pour vérifier que la couture le long de la jambe était bien droite. »* Aussi, lorsqu'il apprit en 1998 que l'usine de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), qui possède la dernière machine en Europe capable de tricoter des bas couture, allait cesser sa production, son sang n'a fait qu'un tour : il va frapper à la porte du nouveau propriétaire pour le convaincre de revenir sur sa décision. En contrepartie, il s'engage à acheter chaque année 22 000 paires de bas couture, quota nécessaire à la survie de la production. Puis, pour écouler ses stocks, il crée Sodibas, une société de vente par correspondance sur Internet. Il est en effet persuadé que les nostalgiques du bas couture sont légion de par le monde, et, que grâce à son site, ils n'auront plus besoin d'écumer en cachette les vieilles merceries. Désormais, les bas leur arrivent par la poste sous pli discret, accompagnés d'une paire de gants blancs, afin que les débutantes puissent les enfiler sans crainte de les filer.



En quelques mois, trois mille paires de bas à 170 francs pièce ont déjà trouvé preneur. La plupart des acheteurs sont des hommes, qui passent commande pour leur femme. Les Français et les Italiens sont les plus gros clients. En revanche, très peu d'Américains : *« Là-bas, porte-jarretelles et bas couture sont presque synonymes de pornographie. »* Il en va tout autrement au Japon, où l'érotisme à la française a le vent en poupe : *« C'est un marché prioritaire. D'ailleurs, pour satisfaire la demande, je viens de faire fabriquer 800 paires de bas en taille zéro. »*

On ne vient pas seulement sur le site pour passer commande : *« Les visiteurs y trouvent aussi l'histoire de leur objet fétiche depuis 1935 »*, ainsi qu'une rubrique « astuces », pour juger de la qualité d'un bas, qu'il s'agisse de la finesse du fil, exprimée en « deniers », ou de la densité du tricot en « gauge ». Le plus grand plaisir d'Yves Riquet est de constater l'enthousiasme des nouveaux convertis : *« Je reçois beaucoup de courriers électroniques, qui me remercient d'avoir ressuscité une arme de séduction. »*

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

INDE
■ Bombay et huit villes de l'Uttar Pradesh et du Bihar, deux des régions les plus pauvres de l'Inde, vont être équipées de cabines publiques d'enregistrement audio et vidéo permettant d'envoyer des messages électroniques en son et en image via Internet.
Le prix de la connexion est relativement élevé pour la majorité des Indiens, mais le promoteur de l'opération est convaincu que de nombreux travailleurs migrants séparés de leur famille seront prêts à payer *« pour voir et entendre un être cher de temps à autre »*. – *(AP.)*

TREMBLEMENT DE TERRE
■ Le trafic Internet entre l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Nord est perturbé à cause des dégâts infligés à un câble sous-marin par le tremblement de terre qui a touché Taïwan le 21 septembre. – *(AP.)*

B. D.
■ A partir du 23 septembre et jusqu'au 14 novembre, le célèbre dessinateur Moebius réalisera un dessin en direct tous les jeudis à 16 heures, sur le site web de la Fondation Cartier pour l'art contemporain.
www.fondation.cartier.fr

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : *LE MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€)par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : *LE MONDE* 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom.....
Prénom .....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue.....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER ; Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Mort d'un bloc-notes *par Alain Rollat*

LE CORPS du journaliste gît dans la poussière ocre de la forêt timoraise. Personne n'ose le toucher. L'image le découvre face contre terre, à côté d'un tronc d'arbre. La caméra en fait le tour sur la pointe des pieds. Son mouvement est lent, respectueux. Elle ne montrera pas son visage qu'on dit affreusement mutilé. C'est le corps d'un jeune homme aux cheveux blonds. Il s'appelait donc Sander Thoenes, trente ans, nationalité hollandaise, correspondant à Djakarta du *Financial Times*, auparavant en poste au Kazakhstan. Assassiné dans l'exercice de sa fonction de chercheur de vérité. Son métier consistait à regarder, observer, décrire, vérifier, raconter. Il l'exerçait, sur tous les terrains, dans la fureur comme dans le silence, au nom du droit des peuples et des individus à une information véridique. La caméra lui rend hommage.

Ce journaliste est mort le bloc-notes à la main. Son bloc-notes est là, à côté de lui, à portée de main. C'est un carnet à spirales très ordinaire. Personne n'ose le toucher. Soudain, un homme s'agenouille dans la poussière. Il tient à la main une sorte de baguette. Il s'en sert pour tourner les pages du bloc-notes. Il les tourne une par une, avec délicatesse, sans déplacer le carnet. Il y a quelque chose de religieux dans son geste. Il sait, d'instinct, qu'il est en présence d'un objet devenu sacré. La caméra, elle aussi, en a conscience. Elle achève son propre mouvement par un gros plan sur ce bloc-notes. Ses pages sont maculées de sang. Mais les écrits résistent au sang. Les dernières notes de Sander Thoenes défilent sous nos yeux. Griffonnées, gribouillées, sténographiées, jetées sur le papier à la hâte, elles contredisent ce sang.

La mort de ce reporter n'est ni un fait divers ni un « dommage collatéral ». Dans la confrontation opposant les valeurs universelles de l'humanisme aux idéologies qui les nient, les diseurs de vérité sont en première ligne. Et c'est logique : l'enjeu est culturel. Le mobile des crimes contre l'humanité, en général, c'est la haine. Les journalistes honnêtes font partie des victimes parce que leur responsabilité sociale les conduit à défendre *« la paix, la démocratie, les droits de l'homme, le progrès social et la libération nationale* – selon les termes de la Déclaration de l'Unesco sur les médias (1983) – *tout en respectant le caractère distinctif, la valeur et la dignité de chaque culture, ainsi que le droit de chaque peuple de choisir librement et de développer son système politique, social, économique et culturel »*. On peut assassiner les journalistes mais leurs blocs-notes ont toujours le dernier mot.

LeMonde Job: WMQ2409--0035-0 WAS LMQ2409-35 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 15:41 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0405 Lcp:700 CMYK

JEUDI 23 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Amira Casar, Supergrass ; Jean d'Ormesson, Antoine de Caunes. **Canal +**
19.00 Courts particuliers. Claude Lelouch. **Paris Première**
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. François Hollande. **LCI**
20.10 Le Talk Show. **LCI**
20.25 Temps présent. Supporters sans frontières. Dur, dur le retour ! **TSR**
20.55 Envoyé spécial. L'Amérique en l'arme. Le blues de l'Armée rouge. Bentalha, autopsie d'un massacre. **France 2**
21.10 Les Dossiers du Grand Journal. **LCI**
21.40 Politoscopie. **LCI**
21.55 Le Club. Michel Galabru. **Ciné Classics**
23.15 Prise directe. En ville dans ma voiture, en direct de Lille. **France 3**
0.15 Saga-Cités. Chambres à part. **France 3**

DOCUMENTAIRES

20.00 Soviet Echoes. **Muzzik**
20.05 Les Plus Beaux Jardins du monde. [12/12]. **Planète**
20.15 Terre François Joseph. Un tournage dans la nuit arctique. **Odyssée**
20.30 L'Islam en questions. [3/3]. La France. **Planète**
20.35 Thema. Faut-il avoir peur de la Chine ? **Arte**
20.45 Maestro, maestro ! Herbert von Karajan. **Mezzo**
21.05 A cœur, à corps, à cris. [3/3]. A cris. **TV 5**
21.25 L'Etrange Histoire du cancer d'Henrietta. **Planète**
21.25 L'Esprit du jaguar. [2/4]. La jungle des Mayas. **Odyssée**
22.15 Aimer vivre en France. La passion des jardins. **Odyssée**
22.25 Mémoires de l'assassin de Sissi. **Planète**
22.45 Portrait rêvé, Stéphane Grappelli. [1/2]. **Muzzik**
23.15 Il était une fois le royaume d'Angleterre. Cambridge. **Odyssée**
23.20 Vietnam, 10000 jours de guerre. [8/13]. **Planète**
23.45 Vermeer, magie de la lumière. **Odyssée**
0.10 Paroles de Cubains. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

20.30 Basket-ball. Euroligue. Cholet - Benetton Trévise. **Eurosport**
3.00 Tennis. Coupe Davis. Demi-finale. Australie - Russie. **Pathé Sport**

MUSIQUE

18.00 Dizzy Gillespie. Montréal 1981. **Muzzik**
20.00 Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel. Avec Martha Argerich, piano. Par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit. **Mezzo**
22.15 Herbert von Karajan. *La Symphonie n° 4*, de Schumann ; *La Symphonie n° 5*, de Beethoven ; *La Symphonie du Nouveau Monde*, de Dvorak. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Réalisation de Henri-Georges Clouzot. **Mezzo**
22.25 Michael Nyman. Avec Hilary Summers, contralto ; John Harle, saxophone ; Michael Nyman, piano. **Paris Première**

TÉLÉFILMS

20.30 Les Confessions d'un enfant de chœur. Jean L'Hôte. **Festival**
20.55 Un Richard pour trois. Peter Bonerz. **TMC**
22.10 Ciné-Roman. Serge Moati. **Festival**

SÉRIES

20.35 Buffy contre les vampires. La face cachée. **Série Club**
20.45 Nestor Burma. Drôle d'épreuve pour Nestor Burma. **13ème RUE**
20.55 X-Files. Triangle. ○. Les amants maudits. **M 6**
21.20 Zoé, Duncan, Jack & Jane. Zoé, Duncan, Jack & Jane (v.o.). **Série Club**
21.50 Urgences. [2/2]. La tempête. **TSR**
0.40 That 70's Show. A poil ! (v.o.). **Canal Jimmy**
1.00 New York Police Blues. Pas de pitié (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

20.40 Conte d'automne ■ ■ ■
Eric Rohmer (France, 1998, 104 min) ○. **Canal +**
20.45 Autant en emporte le vent ■ ■ ■
Victor Fleming (EU, 1939, 270 min) ○. **Histoire**
20.50 Scènes de ménage dans un centre commercial ■ ■
Paul Mazursky (EU, 1991, 100 min) ○. **Téva**
21.00 Docteur Popaul ■ ■
Claude Chabrol (France, 1972, 105 min) ○. **France 3**
21.00 Les Ecumeurs ■ ■
Ray Enright (EU, 1942, v.o., 85 min) ○. **Paris Première**
21.30 Série noire ■ ■ ■
Alain Corneau (Fr., 1979, 115 min) ○. **Cinétoile**
22.35 Même les cow-girls ont du vague à l'âme ■ ■
Gus Van Sant (EU, 1995, v.o., 95 min) ○. **Canal Jimmy**
22.35 Le Couvent ■ ■
Manoel De Oliveira (Fr. - Port., 1995, v.o., 90 min) ○. **Ciné Cinémas 3**
22.40 Los Angeles 2013 ■ ■
John Carpenter (EU, 1996, 95 min) ○. **Ciné Cinémas 2**
22.45 Panique ■ ■ ■
Julien Duvivier (Fr., 1946, N., 90 min) ○. **13ème Rue**

22.45 Carrie au bal du diable ■ ■ ■
Brian DePalma. Avec Sissi Spacek, Piper Laurie
(EU, 1976, 105 min) ○. **M 6**
23.15 Le Charme discret de la bourgeoisie ■ ■
Luis Buñuel (Fr., 1972, 100 min) ○. **Canal + Vert**
23.30 La terre tremble ■ ■ ■
Luchino Visconti (It., 1948, N., v.o., 155 min) ○. **Ciné Classics**
23.50 Le Mécano de la « General » ■ ■ ■
Buster Keaton et Clyde Bruckman (EU, 1926, N., 75 min) ○. **Arte**

PROGRAMMES TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.55 Clic et net.
19.57 L'Air d'en rire.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Le juge est une femme. La Face cachée. ○.
22.40 Made in America. Choc mortel. Téléfilm. Armand Mastroianni. ○.

FRANCE 2

18.25 Hartley, cœurs à vif. ○.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Point route.
20.55 Envoyé spécial. L'Amérique en l'arme. Le blues de l'Armée rouge. Bentalha, autopsie d'un massacre.
23.05 Expression directe.
23.15 Sunchaser ■ Film. Michael Cimino. ○.
1.15 Journal, Météo.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
21.00 Docteur Popaul ■ ■ Film. Claude Chabrol. ○.
22.45 Météo, Soir 3.
23.15 Prise directe.
0.15 Saga-Cités. Chambres à part.
0.45 Espace francophone. Chanter dans la francophonie.
1.10 Nocturnales. Spécial Masters de Monte Carlo 1999.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40
18.20 Nulle part ailleurs.
20.40 Conte d'automne ■ ■ ■ Film. Eric Rohmer. ○.
22.24 Les Têtes. Tex Avery. ○.
22.25 Insomnia Film. Erik Skjodbjaerg. ○.
0.00 Le retour du Dr Mabuse ■ Film. Harald Reinl (v.o.). ○.
1.30 Love ! Valour ! Compassion ! Film. Joe Mantello (v.o.). ○.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Java.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Ça plane pour eux.
20.35 Thema. Faut-il avoir peur de la Chine ? **20.40** Chine, le chantier du siècle. **21.35** et 23.00 Débat. **22.15** Les Nouveaux Chinois.
23.50 Le Mécano de la « General » ■ ■ ■ Film muet. Buster Keaton et Clyde Bruckman. ○.
1.05 L'Agence Magnum. Un mythe en évolution.

M 6

18.25 The Sentinel. ○.
19.20 Dharma & Greg. ○.
19.50 La sécurité sort de la bouche des enfants.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer. ○.
20.40 Décrochages info, Passé simple.
20.55 X-Files, aux frontières du réel. Triangle. ○. Les amants maudits. ○.
22.45 Carrie au bal du diable ■ ■ Film. Brian DePalma. ○.
0.30 L'Heure du crime. La curée. ○.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.20 Expresso - Poésie sur parole.
21.30 Multidiffusion.
22.10 Carnet de notes.
22.30 Gouhahanouka.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Yutaka Sado : Œuvres de Fauré, Ravel.
22.30 Suivez le thème.
23.00 Le Conversatoire.
0.00 Tapage nocturne.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvre de C.P.E. Bach, par l'Orchestre baroque de Fribourg, dir. Thomas Hengelbrock ; Œuvre de Graun. **20.40** Serge Rachmaninov. Œuvres de Rachmaninov, Chopin...
22.37 Les Soirées... (suite). Œuvres de Rachmaninov, Tchaïkovsky, Scriabine.

Le Monde TÉLÉVISION

CANAL+

20.40 Conte d'automne ■ ■ ■
Un conte d'Eric Rohmer qui achève le cycle dans le monde adulte. Magali, viticultrice veuve, vit seule, entourée toutefois des sollicitudes de son amie Isabelle, libraire à Montélimar. Avec sa fille, celle-ci va trouver un compagnon à la veuve esseulée. Machinations, bonnes intentions et malentendus, pour un résultat rohmerien, pétillant d'esprit et de classicisme, dans de superbes décors naturels.

FRANCE 2

20.55 Envoyé spécial
Une enquête menée pendant dix-huit mois sur les responsabilités du massacre de Benthala, au sud d'Alger, le 22 septembre 1997. Témoignages anonymes ou à découvert et reportages rythment ce *« travelling »* minutieux qui laisse peser un doute, terrible et salutaire, sur les vrais responsables de cette tuerie. Entre les *« terroristes »* du GIA et l'armée, l'enquête pose la question.

FRANCE3

21.00 Docteur Popaul ■ ■
Un médecin pousse le goût pour la plaisanterie jusqu'à épouser une femme particulièrement laide, et sera finalement victime d'une manipulation sordide. Un film de Claude Chabrol, tourné en 1972, avec notamment Jean-Paul Belmondo et Mia Farrow, sur un scénario et des dialogues de Paul Gegauff. Le film fut salué par un triomphe public mais conspué par la critique.

VENDREDI 24 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.35 La Cinquième rencontre... L'école dite sensible. **La Cinquième**
16.10 et 20.10 Le Talk Show. Fellag ; Antonio Banderas. **LCI**
17.00 Les Lumières du music-hall. Lucienne Boyer. Yves Montand. **Paris Première**
18.00 Stars en stock. Janet Leigh. Ginger Rogers. **Paris Première**
18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Iggy Pop, Jean-Pierre Milovanoff, Peter Beard, Laurent Gamelon. **Canal +**
19.00 Tracks. Tribal : Les surfers. Dream : Visite chez Brandford Marsalis. Backstage : Ces musiciens qui créent leur label. Vibrations : Le boom des musiques de film. **Arte**
19.00 Courts particuliers. Albert Dupontel. **Paris Première**
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Nicole Fontaine. **LCI**
20.05 Une année de défilés. Yves Saint-Laurent. **Paris Première**
20.55 Thalassa. Escale à Madagascar. **France 3**
21.05 T'as pas une idée ? Diane Kurys. **Canal Jimmy**
22.25 Faut pas rêver. Russie : Ourengoy, la ville du gaz. France : La Finist'air. Islande : L'oiseau aux plumes d'or. Invité : Jean-Pierre Haigneré. **France 3**
22.50 Bouillon de culture. Du travail à tout prix. Avec Luc et Jean-Pierre Dardenne, Joël Egloff, Stéphène Jourdain, Edmond Maire, Gérard Pélisson. **France 2**
23.00 Les Nouvelles formes d'art contemporain. Invités : Bernard Blistène, Fabrice Bousteau. **Forum Planète**
23.10 Sans aucun doute. Les arnaques aux logements. **TF 1**

DOCUMENTAIRES

17.45 Sexe, censure et cinéma. [2/6]. Déshabillez-vous. **Planète**
17.55 Couples légendaires. Roberto Arias et Margot Fonteyn. **La Cinquième**
18.30 Cinq colonnes à la une. **Planète**
18.45 Pierre Bellemare. [1/2]. **Histoire**
19.00 Ratons laveurs et castors, compagnons des bois. **Odyssée**
19.20 Rebecca Horn. **Planète**
19.45 Mémoires de France. [2/12]. Mémoires de Lyon. **Histoire**
20.10 Docs & Débats. Les Grands Criminels. **Odyssée**
20.15 Mon pays, mon amour. [4/6]. Benoîte Groult et la Bretagne. **Arte**
20.15 N.U. Au travail. **Histoire**
20.30 Bienvenue au grand hôtel. **Planète**
20.45 La Route de Bolivar. [2/2]. **Histoire**
21.25 Max Cabanes. **Planète**
21.45 Nomenklatura. **Histoire**
22.10 Behind the Music. Ozzy Osbourne. **Canal Jimmy**
22.20 Grand format. Bismuna, un vrai film d'aventures. **Arte**
22.30 Les Etoiles de la forêt maya. **Planète**
23.40 A la redécouverte du monde. Papouasie Nouvelle-Guinée. **TMC**
23.50 L'Islam en questions. [3/3]. La France. **Planète**
0.40 L'Etrange Histoire du cancer d'Henrietta. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

13.25 Tennis. Coupe Davis. Demi-finale. France - Belgique. **France 3**
14.30 Cyclisme. Tour d'Espagne. El Escorial - Avila. **Eurosport-TSR**
16.00 Tennis. Coupe Davis. Demi-finale. France - Belgique. **Pathé Sport**
18.00 Golf. Ryder Cup. **Canal + vert**
20.00 Football. D2 : Caen - Lille. **Eurosport**
21.30 Boxe. Championnat de France. Poids Super plume : Schaeffer - Djenti. **Pathé Sport**
4.00 Tennis. Coupe Davis. Demi-finale. Australie - Russie. Le double. **Pathé Sport**

MUSIQUE

17.35 Wynton Marsalis. Montréal 1982. **Muzzik**
19.25 Nigel Kennedy. *Les Quatre Saisons*, de Vivaldi. Avec Nigel Kennedy, violon ; José Luis Garcia, violon ; Maciej Rakowski, violon ; Charles Tunnel, violoncelle ; Ian Watson, harpe avec l'Orchestre de chambre anglais, dir. Nigel Kennedy. **Mezzo**
21.00 Jazz Open. Stuggart 1995. Avec Jack Bruce, basse ; Cassandra Wilson, chant ; Vermon Reid, guitare ; Jean-Paul Bourelly, guitare ; Nguyên Lê, guitare ; Trilok Gurtu, percussions ; Pharoah Sanders, saxophone ; Don Byron, saxophone. **Muzzik**
22.00 Jazz of the World. Montreux 96. **Muzzik**
22.30 Impromptu n° 4, de Schubert. Arthur Rubinstein, piano. **Mezzo**
22.45 Karajan dirige... *Symphonies n° 7 et n° 8*, de Beethoven. Interprété par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. **Mezzo**
23.00 Black Sabbath. Londres 1978. **Canal Jimmy**
23.00 Symphonie n° 3 en ré mineur de Gustav Mahler. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, le Tölzer Knabenchor et le Ernst Senff Chor, dir. Bernard Haitink. **Muzzik**
23.10 Macbeth. Opéra de Verdi. Mise en scène. Graham Vick. Par l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti. **Paris Première**

THÉÂTRE

20.30 Le Canard à l'orange. Pièce de William Douglas Home. Mise en scène. Pierre Mondy et Alain Lionel. Avec Michel Roux. **Festival**

COURTS MÉTRAGES

22.20 Courts au 13. **13ème RUE**
0.25 Histoires courtes. *Luis et Margot.* Chantal Richard. **France 2**

SÉRIES

17.20 Highlander. Péché paternel. **M 6**
17.55 Le Prince de Bel-Air. Quel clown alors ! **France 2**
18.25 Hartley, cœurs à vif. **France 2**
18.25 The Sentinel. Révolution. **M 6**
18.25 Amicalement vôtre. Premier contact. **Série Club**
19.15 Le Prisonnier. Double personnalité. **Série Club**
19.20 Dharma & Greg. Lutte des classes. **M 6**
20.05 Happy Days. Fonzarelli junior. **Série Club**
20.13 Earth 2. La voix de sa mère. **13ème RUE**
20.15 Friends. Celui qui aime les lasagnes. **RTL 9**
20.35 Stargate SG-1. Le supplice de Tantale. **Série Club**
20.45 Pepe Carvalho. L'avant-centre sera assassiné à la tombée du jour. **Arte**
20.50 Soirée sitcom. **Téva**
20.55 Quai n° 1. Kamikaze Express. **France 2**
21.30 Au-delà du réel. Le double. **13ème RUE**
22.45 Players, les maîtres du jeu. La reine de l'arnaque. **M 6**
22.45 La Quatrième dimension. Du succès au déclin. Ballade pour le passé. **Série Club**
23.35 Total Security. Qui est le papa ? **M 6**
0.30 Chapeau melon et bottes de cuir. La poussière qui tue. **M 6**
0.50 Les Soprano. A bout de souffle. **Canal Jimmy**
2.05 Friends. Celui qui avait la technique du câlin (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

13.25 La Poursuite infernale ■ ■ ■
John Ford (Etats-Unis, 1946, N., 100 min) ○. **Ciné Classics**

15.05 La terre tremble ■ ■ ■
Luchino Visconti (Italie, 1948, N., v.o., 155 min) ○. **Ciné Classics**
16.30 Docteur Folamour ■ ■ ■
Stanley Kubrick (Grande-Bretagne, 1963, N., 90 min) ○. **Canal + Vert**
18.00 Le Danseur du dessus ■ ■
Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 100 min) ○. **Cinétoile**
19.40 La Marie du port ■ ■
Marcel Carné (France, 1949, N., 100 min) ○. **Cinétoile**
21.00 Usual Suspects ■ ■
Bryan Singer (Etats-Unis, 1994, 105 min) ○. **Cinéstar 1**
21.00 Go Now ■ ■
Michael Winterbottom (GB, 1996, 85 min) ○. **Ciné Cinémas 2**
21.05 Le Château de ma mère ■ ■
Yves Robert (France, 1990, 95 min) ○. **Cinéstar 2**
22.50 Un monde à part ■ ■
Chris Menges (GB, 1988, v.o., 110 min) ○. **Ciné Cinémas 3**
22.55 New York 1997 ■ ■
John Carpenter (Etats-Unis, 1981, v.o., 95 min) ○. **Ciné Cinémas 1**

23.20 Trop tard ■
Lucian Pintilié. Avec Razvan Vasilescu, Cecilia Barbara (Fr. - Roum., 1996, v.o., 100 min) ○. **Arte**
23.45 La Vie privée d'Henry VIII ■ ■ ■
Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1933, N., v.o., 95 min) ○. **Ciné Classics**
0.10 L'Ultime Razzia ■ ■
Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 95 min) ○. **Cinéfaz**
0.25 Un homme amoureux ■ ■
Diane Kurys (France, 1987, 115 min) ○. **Ciné Cinémas 2**
1.15 Le Mystère Picasso ■ ■
Henri-Georges Clouzot (France, 1956, 75 min) ○. **Arte**
1.20 Trafic en haute mer ■ ■
Michael Curtiz (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 95 min) ○. **Ciné Classics**
1.45 Le Silence des agneaux ■ ■ ■
Jonathan Demme (Etats-Unis, 1990, v.o., 125 min) ○. **Cinéfaz**
1.55 La Règle du jeu ■ ■ ■
Jean Renoir (France, 1939, N., 100 min) ○. **Cinétoile**

PROGRAMMES TÉLÉVISION

TF 1

15.35 Sydney Police. ○.
16.40 Sunset Beach. ○.
17.35 Melrose Place. ○.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.55 Clic et net.
19.57 L'Air d'en rire.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.50 Viva Latino.
23.10 Sans aucun doute. Les arnaques aux logements.
1.00 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

15.00 Le Renard. ○.
16.05 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.20 et 22.35 **Un livre, des livres.**
17.25 Cap des Pins. ○.
17.55 Le Prince de Bel-Air. ○.
18.25 Hartley, cœurs à vif. ○.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.55 Quai n° 1. Kamikaze Express. ○.
22.40 Bouche à oreille.
22.50 Bouillon de culture. Du travail à tout prix.
0.00 Journal, Météo.
0.25 Histoires courtes. *Luis et Margot.* Chantal Richard. ○.
1.10 Millennium. Le jugement dernier. ○.

FRANCE 3

13.25 Tennis. Coupe Davis.
16.30 Keno.
16.35 Les Minikeums.
17.40 Le Kadox.
18.13 Comment ça va aujourd'hui ?
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Escale à Madagascar.
22.25 Faut pas rêver.
23.30 Météo, Soir 3.
23.50 Contrat meurtrier. Téléfilm. James Contner. ○.
1.15 3 x + net. Démonstrations. Revue de web.

CANAL +

15.30 The Boxer. Film. Jim Sheridan. ○.
17.20 Blague à part. ○.
17.45 C'est ouvert le samedi.
► En clair jusqu'à 21.00
18.20 Nulle part ailleurs.
21.00 Sous pression ■ Film. Craig R. Baxley. ○.
22.24 Les Têtes. Tête de lard. ○.
22.25 Souviens-toi... l'été dernier Film. Jim Gillespie. ○.
0.05 Golf.
1.35 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Australie, les requins de la Grande Barrière.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.35 La Cinquième rencontre...
16.00 Les temps changent, chronique des 35 heures.
16.30 Alf. ○.
17.00 Le Magazine ciné.
17.25 100 % question.
17.55 Couples légendaires.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Mon pays, mon amour. [4/6].
20.45 Pepe Carvalho. L'avant-centre sera assassiné à la tombée du jour. Série. Franco Giraldi. ○.
22.20 Grand format. Bismuna, un vrai film d'aventures.
23.20 Trop tard ■ Film. Lucian Pintilié (v.o.). ○.
1.00 Le Dessous des cartes. Le retour des frontières.
1.15 Le Mystère Picasso ■ ■ Film. Henri-Georges Clouzot. ○.

M 6

15.15 La Belle et la Bête. ○.
16.10 M comme musique.
17.20 Highlander. ○.
18.25 The Sentinel. ○.
19.20 Dharma & Greg. ○.
19.50 La sécurité sort de la bouche des enfants.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer. ○.
20.40 Décrochages info, Politiquement rock.
20.55 Menace à domicile. Téléfilm. Wolfgang Mühlbauer. ○.
22.45 Players, les maîtres du jeu. La reine de l'arnaque. ○.
23.35 Total Security. Qui est le papa ? ○.
0.30 Chapeau melon et bottes de cuir. La poussière qui tue. ○.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black & Blue.
21.20 Expresso - Poésie sur parole.
21.30 Multidiffusion.
22.10 Carnet de notes. Circuits alternatifs.
22.30 Gouhahanouka [5/5].
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

19.07 A côté de la plaque.
20.00 Concert Franco-Allemand. Par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Herbert Blomstedt : Œuvres de Schnittke, Sibelius.
22.30 Alla breve.
22.45 Jazz Club.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Le Magazine.
20.15 Les Soirées. Œuvre de Haydn, András Schiff, piano, Yuuko Shiokawa, violon. **20.40** Riccardo Muti. Œuvres de R. Schumann, Schubert, Casella...
22.40 Los Elementos. Opéra de Literes. Par l'Ensemble Al Ayre Español, dir. Eduardo Lopez Banzo.

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

22.20 Bismuna
Documentaire allemand d'Uli Kick, sur la réinsertion de jeunes toxicomanes, à la lumière de l'expérience menée à Bismuna (Nicaragua) par un ancien travailleur social, Dieter Hubbert. A la différence de la presse allemande qui ironisa sur ce camp de vacances au soleil, le film montre la réinsertion par le travail, parfois dur, de jeunes pour qui il s'agit de la « dernière chance ».

ARTE

23.20 Trop tard ■
Une intrigue, très complexe, qui tient à la fois du film policier et de la fable politique nourrit ce long métrage de 1996. Son auteur, le cinéaste roumain Lucian Pintilié, ausculte, sans illusion et avec un certain pessimisme, la Roumanie de l'après-Ceausescu. Le film se passe dans le monde des mineurs – un symbole quand on se rappelle de la vallée du Jiu –, mais aussi dans le métro berlinois. En v.o.

CANAL JIMMY

0.50 Les Soprano
Nouvelle série qui renouvelle le film de genre consacré à la Mafia. Tiraillé entre ses deux familles, la naturelle et celle formée par les mafieux, Tony Soprano entame une psychanalyse. Une série dramatique récompensée par deux Emmy Awards : ceux du meilleur scénario pour David Chase et de meilleure actrice pour Edie Falco, récompensée pour son rôle d'épouse d'un *capo* perturbé.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
○ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
○ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

LeMonde Job: WMQ2409--0036-0 WAS LMQ2409-36 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 10:57 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 13Fap:100 N°:0406 Lcp:700 CMYK

Le Monde

VENDREDI 24 SEPTEMBRE 1999

A la vie, à la retraite !

par Pierre Georges

COMMENT voulez-vous suivre ! On vous parle mondialisation et, stupeur, la défense du terroir devient une valeur en vogue, un projet d'avenir, la sentinelle avancée de la modernité. On évoque constamment l'emploi précaire, les petits boulots, la nécessaire mobilité professionnelle, les aléas de la conjoncture, la dérégulation, la flexibilité et toutes sortes de belles et bonnes choses qui placent en état d'insécurité permanente le pauvre diable de salarié. Et, surprise, après avoir considéré qu'une telle folie avait mené l'économie japonaise à sa perte, les Etats-Unis, ou du moins des entreprises américaines performantes, découvrent avec délices les merveilleux avantages de l'emploi à vie.

C'est tout beau, tout neuf, et cela vient de sortir : quand une entreprise désormais aime ses salariés, c'est pour la vie. Chrysler un jour, Chrysler toujours ! Un bel et bon contrat signé devant M. le curé des ressources humaines : vous jurez de vous aimer et de vous chérir dans la richesse et dans la pauvreté jusqu'à ce que la mort de l'entreprise vous sépare ? Je vous déclare unis par les liens sacrés de l'emploi !

Admirable ! Prodigieux ! Effrayant ! Engagez-vous, rengagez-vous ! Une vie professionnelle droite comme un sillon, jusqu'à l'horizon. Avec parachutes dorsal et ventral au cas où. L'entrée dans l'entreprise comme dans les ordres, juste à creuser sa retraite, comme moine sa tombe, jour après jour. L'emploi à vie ! A perpétuité ! L'emploi incompressible ! L'emploi, bonheur sans fin, comme la chaîne du même métal.

Que feras-tu quand tu seras grand ? Employé à vie, mon général ! Nous avons passé l'essentiel de nos talents pédagogiques à expliquer à nos enfants que le travail n'était plus ce qu'il était, qu'il leur faudrait changer de métier et d'entreprise, accepter la mobilité, rebondir sans cesse. Que les temps Michelin à Michelinville, rues du Devoir, de la Fidélité et du Travail étaient terminés. D'ailleurs...

Et voici que toute cette belle modernité de paroles et de pensée, teintée de fatalisme et de réalisme, se trouve prise à revers par une nouvelle stratégie libérale. Considérant en somme, si l'on autorise cette familiarité, que l'on n'attache le salarié efficient qu'avec des saucisses, l'entreprise moderne, la multinationale efficiente, se place à la pointe du progrès social : le contrat en papier pur chêne, massif et résistant aux intempéries économiques.

Bien sûr un esprit chagrin ou non encore converti définitivement pourrait émettre quelques substantifiques doutes sur la pérennité de ces engagements à vie. Il pourrait même avancer timidement, et en ignare économique, l'idée assez banale qu'il connaît plus de demandeurs d'emploi tout court que d'obtenteurs de travail à vie.

Mais ce serait là ricanement incongru d'un témoin qui, assistant à un mariage admirable, supputerait, à voix haute, sur les chances infimes de voir l'affaire promise à un bel avenir. Pas de mesquinerie donc. Tout juste une inquiétude. L'emploi à vie est une perspective parfaite pour les jeunes. Pour les moins jeunes ? A vie ! Sans remise de contrat ? C'est long, le travail à perpétuité !

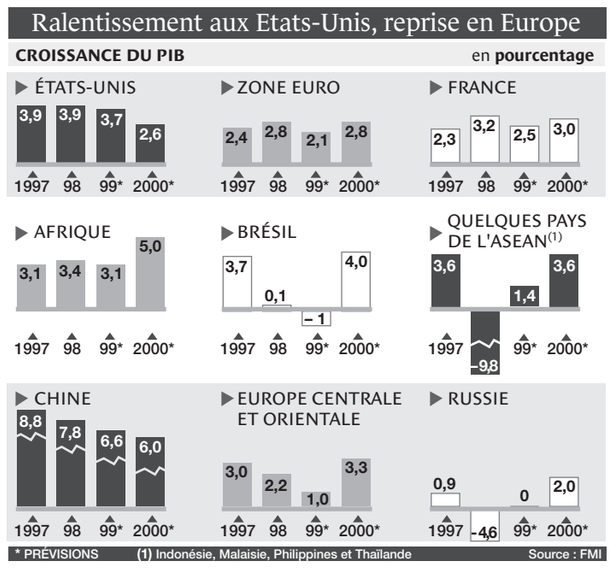
Une croissance mondiale de 3,5 % en 2000 : le FMI réévalue ses prévisions à la hausse

Les détournements en Russie au menu de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

Les dirigeants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), dont les assemblées annuelles se sont ouvertes jeudi 23 septembre à Washington, affichent un optimisme sans réserve. En 1999, les experts du FMI estiment que la croissance mondiale devrait être de 3 % et qu'elle pourrait atteindre 3,5 % en 2000.

Cette embellie repose essentiellement sur la vigueur de l'économie américaine, qualifiée d'*« impressionnante »* par l'économiste en chef du FMI, Michael Mussa. Les Etats-Unis devraient connaître une croissance de 3,7 % en 1999 et 2,6 % en 2000. Si ces prévisions s'avèrent exactes, ce cycle d'expansion devrait être le plus long qu'ait connu l'Amérique depuis le XIXe siècle. Les experts du FMI restent toutefois inquiets sur la manière dont les Etats-Unis sortiront de cette période de croissance prolongée. Ils espèrent un *« atterrissage en douceur »*, tout en n'écartant pas la possibilité d'un freinage brutal, dû à une chute des cours de Wall Street ou une dépréciation brutale du dollar.



LE JAPON REDÉMARRE

Malgré la torpeur allemande, la zone euro renoue aussi avec la croissance (2,1 % en 1999 et 2,5 % en 2000). Le Japon, après la forte récession de 1998 (– 2,8 %) donne des signes de reprise (+ 1 % en 1999 et + 1,5 % prévus en 2000). Ces résultats modestes n'ont pas empêché le renchérissement brutal du yen face au dollar, un sujet qui sera au centre de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales du G 7 samedi.

Pourtant, il y a un an, de nombreux analystes redoutaient une récession mondiale. En plein été 1998, la dévaluation du rouble et la suspension du remboursement de la dette interne russe avaient constitué le dernier rebondissement d'une crise financière partie d'Asie un an auparavant. La décision de Moscou avait compromis le timide regain de confiance que les marchés avaient retrouvé dans les pays émergents. Le Brésil voyait sa monnaie durement chahutée et chacun craignait une contagion à l'ensemble du continent latino-américain. La situation des pays du Sud-Est asiatique était loin d'être stabilisée. Et on apprenait que le plus gros fonds d'investissement du monde, Long Term Credit Management (LTCM), était au bord de la faillite, avant de bénéficier d'un plan de sauvetage de 3,5 milliards de dollars.

La Russie sera encore la vedette américaine des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale. Les révélations des détournements de fonds par la Russie et la dissimulation par la Banque centrale de l'état réel de ses réserves risquent de peser sur les travaux. En 1998, la dévaluation russe était intervenue moins de trois semaines après l'annonce, par le FMI, d'une rallonge financière de plus de 11 milliards de dollars. Aujourd'hui, c'est ce fameux prêt – dont seulement 4,8 milliards de dollars avaient été versés – qui nourrira les débats des grands argentiers des 182 pays membres du FMI. Quelle a été l'utilisation exacte de ces fonds par la Banque centrale russe ? Le G 7 voudrait se saisir de cette affaire pour faire avancer son projet de lutte contre les centres financiers *off-shore,* refuges privilégiés de l'argent de la corruption. Mais ce projet suffira-t-il à désarmer les détracteurs du FMI, qui invoquent les détournements russes pour remettre en cause l'ensemble de la politique de l'institution ?

UN DÉSENDETTEMENT PROMIS

Les critiques sont nombreux parmi les membres républicains du Congrès américain. La commission bancaire de la Chambre des représentants a déjà entendu le secrétaire au Trésor, Lawrence Summers, qui a promis de renforcer les contrôles de l'administration américaine sur l'aide à la Russie. Michael Mussa, qui présentait mercredi le rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales, a estimé que *« malgré tout ce que l'on dit sur la corruption, la situation fiscale de la Russie s'est améliorée »*. Le pays devrait renouer avec la croissance en 2000. Pour 1999, les experts du FMI ne tablent plus sur une récession mais plutôt sur une croissance nulle.

Certains pays en développement craignent que les « affaires » russes viennent occulter le dossier qui leur tient le plus à cœur : l'ambitieux programme de réduction de la dette des pays les plus pauvres, décidé par le G 8 de Cologne le 18 juin. Selon le vœu des grandes puissances, les trois quarts des 41 pays les plus pauvres devraient bénéficier de ce programme d'ici la fin de l'année. Or, aucun consensus n'a encore été trouvé pour financer cet effort, évalué à quelque 15 milliards de dollars (14,25 milliards d'euros). Si les effacements bilatéraux ne devraient pas poser de problème, les institutions multilatérales n'ont pas les moyens d'y faire face. Le FMI poursuit son projet de réévaluer ses stocks d'or, mais il lui faudra encore trouver quelque 700 millions de dollars. La Banque mondiale est loin d'avoir les 5 milliards de dollars que représente sa contribution. Si, comme l'affirme son président James Wolfensohn, la Banque peut puiser sur ses fonds propres, il lui manque encore 2,7 milliards. La Banque africaine de développement, également sollicitée, a besoin de 1,4 milliard.

Ces décisions affecteront essentiellement l'Afrique subsaharienne, la seule région du monde dont les résultats économiques se sont révélés inférieurs aux prévisions. La croissance de 5 % prévue pour 2000 reste insuffisante pour réduire la pauvreté dans des pays où la croissance démographique reste supérieure à 2 %.

Thomas Sotinel
et Babette Stern

Le gendre de M. Eltsine possède deux comptes à la Bank of New York

Dans sa première apparition publique depuis le début du scandale sur le blanchiment d'argent russe au travers de banques américaines, Thomas Renyi, le président de la Bank of New York, l'établissement au cœur de l'affaire, a révélé, mercredi 22 septembre, que Leonide Diatchenko, le mari de Tatiana, la fille du président russe Boris Eltsine, disposait de deux comptes dans sa succursale des Îles Caïman. Devant la commission des affaires bancaires de la Chambre des représentants, qui a procédé à des auditions sur le recyclage de milliards de dollars par la mafia et des dignitaires russes via la Bank of New York et sur le possible détournement de crédits du FMI, M. Renyi a mis sur le compte d'une *« défaillance »* de la banque le fait que les énormes mouvements de capitaux enregistrés sur neuf comptes (7,5 milliards de dollars ont transité en trois ans, a-t-il indiqué, selon le *New York Times*) aient été signalés tardivement.

Le PS veut pénaliser les entreprises prospères qui licencient

COMMENT sortir de l'affaire Michelin sans entretenir le sentiment d'une totale impuissance de l'Etat ? Après l'annonce par Michelin de la suppression de 7 500 emplois sur trois ans, Lionel Jospin avait jugé, le 13 septembre sur France 2, que cette décision n'était pas *« acquise »*. Mais le premier ministre avait écarté tout retour à l'autorisation administrative de licenciement. *« Je ne crois pas que l'on puisse administrer, désormais, l'économie »*, avait plaidé M. Jospin. Dès le lendemain, le bureau national du Parti socialiste avait réclamé *« une pénalisation financière pour les entreprises prospères qui licencient, à travers une modulation des cotisations Unedic »*.

Lors de sa convention sur l'entreprise, en novembre 1998, le PS avait déjà envisagé *« une modulation des cotisations* [chômage] *en fonction de l'historique des fins de contrat de travail (licenciements, fin de contrats d'intérim, fin de contrats à durée déterminée), un système de bonus-malus, qui jugerait la gestion de l'emploi par les entreprises à l'aune de leur situation ou de leur environnement »*. Un tel projet s'inspire déjà de ce que prévoit la législation en matière d'accidents du travail : l'historique des entreprises et les particularités de chaque secteur sont pris en compte pour le calcul du taux de cotisation.

En convergence avec le premier ministre, même s'il assure qu'il n'en a pas discuté avec lui, François Hollande est soucieux de trouver un système plus *« efficace »* qu'un contrôle administratif des licenciements, pourtant demandé par le PS lors de sa convention sur l'entreprise. *« C'est une idée très intéressante,* explique le premier secrétaire du PS, *dès lors qu'on ne reprend pas l'autorisation administrative de licenciement. Les syndicats ne nous le demandent pas, nos partenaires non plus, y compris le PC, et l'opinion ne se fait pas d'illusions sur une telle mesure. » « Pour beaucoup d'entreprises qui se comportent mal,* ajoute M. Hollande, *le licenciement est considéré comme un investissement. Eh bien, il faut que le coût des licenciements soit renchéri financièrement quand une entreprise fait des bénéfices. »*

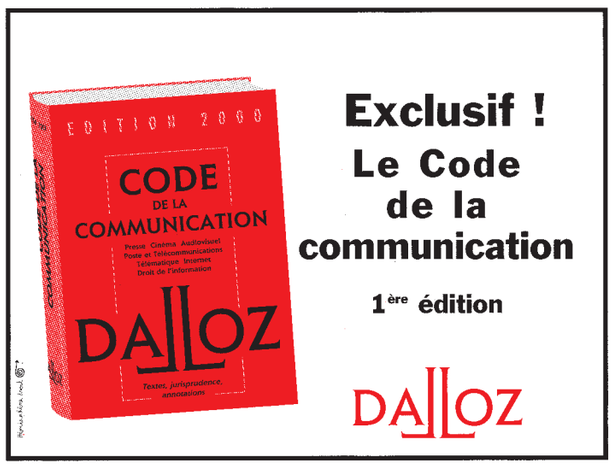
« AMENDEMENT MICHELIN »

Adopté par le bureau national du PS, le 21 septembre, et par les députés socialistes, « l'amendement Michelin », défendu par Odile Saugues, députée du Puy-de-Dôme, prévoit un mécanisme à double détente. Il s'agit d'abord, comme le code du travail et la jurisprudence y incitent déjà, de lier l'attribution des aides publiques dans le cadre des plans sociaux à la réduction du temps de travail. Mercredi 22 septembre, la commission des affaires sociales a adopté un amendement au projet de loi sur les 35 heures qui prévoit *« qu'un employeur doit avoir eu recours à toutes les possibilités prévues par la loi avant de procéder à un projet de licenciement collectif »*. L'objectif est que *« les aides éventuelles de l'Etat pour accompagner un plan social ne* [puissent] *être accordées si l'entreprise n'a pas appliqué réellement la réduction du temps de travail pour sauver préalablement des emplois »*.

L'introduction d'un système de « bonus-malus » pour pénaliser les entreprises *« qui se comportent mal »* fera l'objet d'une initiative parlementaire du PS, sous la forme d'un amendement sur le projet de loi sur les 35 heures ou sur le projet de loi de finances (*Le Monde* du 23 septembre). Plus globalement, le PS veut relancer pour 2000 un chantier sur les droits des salariés qui se penchera aussi sur le contrôle des plans sociaux. Un groupe de travail sera constitué, début octobre, avec Michel Sapin, François Lamy et Gaëtan Gorce, les socialistes comptant y associer les Verts et les communistes. Dans l'immédiat, M. Hollande réclame un texte limitant *« le recours abusif au travail précaire »*. La taxation, envisagée par Martine Aubry et écartée par Matignon, est de nouveau examinée par les pouvoirs publics.

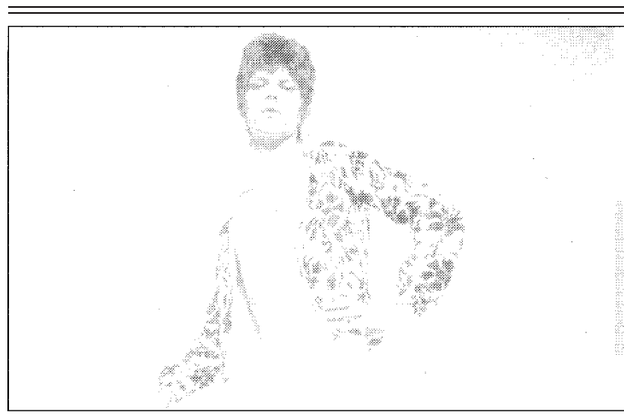
Virginie Malingre
et Michel Noblecourt

Tirage du *Monde* daté jeudi 23 septembre 1999 : 493 194 exemplaires. 1 – 3



Exclusif !
Le Code de la communication
1ère édition
DALLOZ

3e cycle du CNAM
MARKETING INDUSTRIEL
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
Cours et séminaire d'études de cas (150 h sur 9 mois : soirs et samedis) coût : 1 100 F/an
Brochure sur demande écrite au :
Marketing Industriel CNAM :
292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS
Tél. : 01 40 27 22 24 - 01 40 27 21 30
PRESENTATION DU CYCLE
SAMEDI 25 SEPT 11h
Limite d'inscription : 1er OCT



DAVID BOWIE

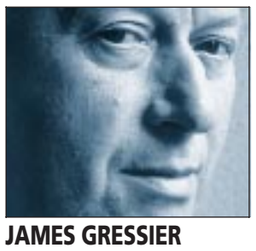
Il a été "The Pierrot", "Ziggy Stardust", "Aladdin Sane", "The Actor", "The Thin White Duke", "The Man Who Fell To Earth", "The Earthling", "The Man Who Sold The World". Il est l'un des personnages musicaux les plus marquants de notre siècle. C'est une superstar, une icône ...

LeMonde Job: WIV3899--0001-0 WAS LIV3899-1 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 08:31 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 11Fap:100 N°:0359 Lcp:700 CMYK

Le Monde
DES LIVRES
LITTERATURE ● ESSAIS
VENDREDI 24 SEPTEMBRE 1999

FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU
Le feuilleton de Pierre Lepape
page II

JEAN-PIERRE OSTENDE
page III


JAMES GRESSIER
page IV

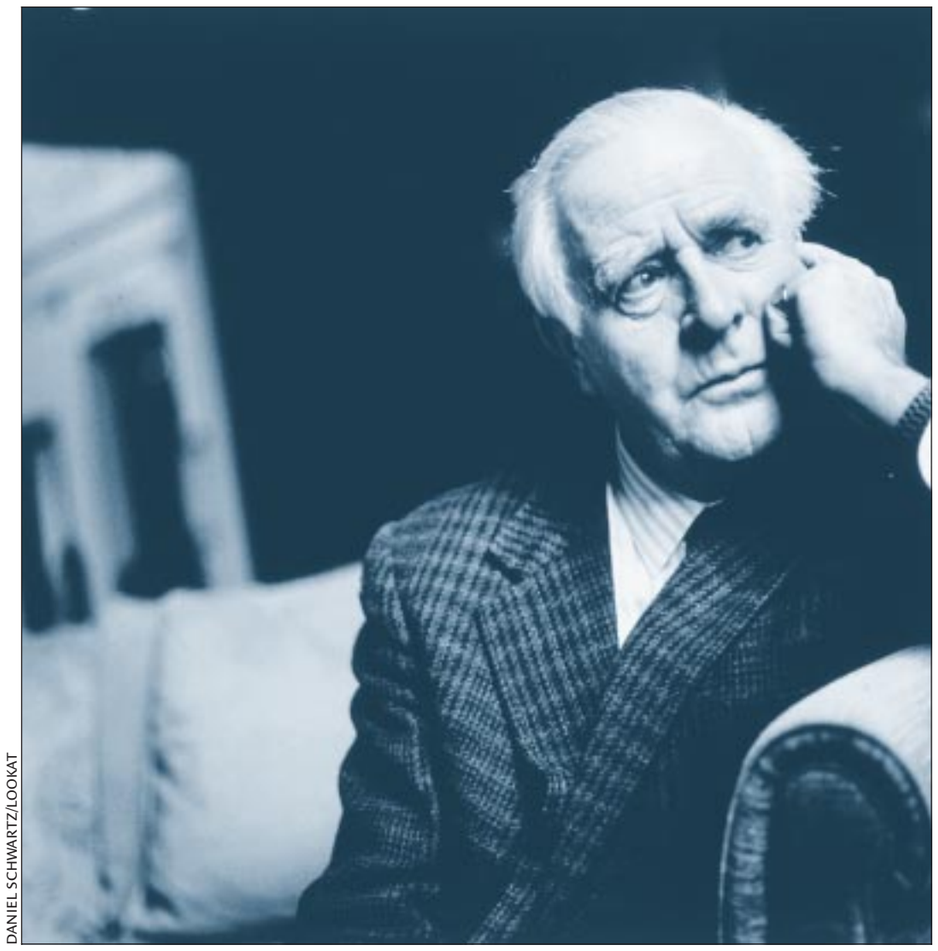
JEUNESSE
page VI

ALAIN DE LIBERA
La chronique de Roger-Pol Droit
page VIII

DOSSIER
Jamais le débat sur l'éducation nationale n'a suscité une telle production éditoriale. Témoignages, essais, pamphlet... Tour d'horizon des forces en présence
pages X et XI

Affaires intimes

Du Devon à la mer Noire, John Le Carré nous entraîne tambour battant dans les hautes sphères de la finance. Mais derrière les trafics en tout genre et l'histoire d'un fils en quête de son père se dévoile l'un des romans les plus autobiographiques du maître des thrillers d'espionnage


DANIEL SCHWARTZ/LOOKAT

C'est un jour idéal pour rencontrer John Le Carré. Vassili Mithrokin, ancien espion venu du froid, publie à Londres des « histoires vraies » qui mettent la presse en transe et les lecteurs en joie. Smiley se voit souffler la vedette par de vieilles taupes trop romanesques pour être honnêtes : un « agent roméo », ancien de Scotland Yard, spécialisé dans la séduction sur commande, une mamie rouge qui vend tranquillement les secrets militaires de son pays en sirotant son thé dans une tasse Che Guevara... Bref, le réel fait des pieds de nez à la fiction, mais, loin d'en être irrité, Le Carré jubile : *« La réalité de l'espionnage est plus absurde, plus exotique que tout ce sur quoi je pourrai jamais écrire. Je suis reconnaissant à l'actualité de venir ainsi illustrer mes romans. »*

Une fois n'est pas coutume. L'écrivain le plus secret d'Angleterre ouvre la porte de sa maison d'Hampstead, ce quartier chic du nord de Londres où il réside lorsqu'il ne se cache pas sur la côte de la Cornouailles. Carrure de colosse, visage à la serpe, chevelure blanche bien lissée, le maître du *« spying novel »* reçoit en tweed et velours, jovial et détendu.

Le jour idéal, donc. Car l'actualité lui épargnera peut-être les inévitables questions qui lui reviennent sans cesse : *« Y a-t-il encore quelque chose à raconter après la guerre froide ? Quelle est la mission la plus dangereuse qu'il a accomplie en tant qu'agent secret ? La CIA est-elle plus ou moins efficace que le Mossad ? »* Et puis ces archives nouvelles lui ont un air de *« malle au trésor »* qui le ravit. Tous ces souvenirs, l'âge d'or du KGB *: « C'est comme si on se mettait à revivre une vieille histoire d'amour. On est tous un peu vieux pour cela maintenant. Mais on se rappelle. Le plaisir dans la nostalgie ! »*

L'homme n'est pourtant pas du genre à se complaire dans le passé. Après la chute du Mur, il a tourné la page pour scruter des horizons bien actuels. Il a traqué les filières de transit des armes et de la drogue (*Le Directeur de nuit*), exploré la question palestinienne (*La Petite Fille au tambour*), épinglé la corruption et l'arrivisme de diplomates obsédés par les femmes et l'argent (*Le Tailleur de Panama*). Chemin faisant, il lui est arrivé de perdre un peu de sa vigueur (*La Maison Russie, Notre Jeu*). Mais pour ce dix-septième roman, foin de la fausse modestie : *« Je vais avoir soixante-huit ans,* dit-il sans ambages. *J'écris chaque livre comme si c'était le dernier. Je ne voudrais pas, comme Graham Greene, continuer trop longtemps. Mais, pour l'instant, je ne me suis jamais senti plus en forme. Jamais plus enthousiaste, plus rapide, plus précis. »*

C'est vrai. Au dénouement près, *Single & Single* est de la meilleure veine. Du Devon à la mer Noire, d'Istanbul à la Géorgie, Le Carré nous mène tambour battant dans les milieux de la haute finance britannique, des avocats véreux, des blanchisseurs d'argent sale, des gangs mafieux et de l'internationale du crime. Il joue des parallèles entre l'Angleterre et la Russie postcommuniste, lesquels, en matière de pourrissement des structures et des mentalités, ne sont pas toujours à l'avantage de qui l'on croit. Il montre que le Bien et le Mal sont partout diffus et que l'espion n'est plus ce *« preux chevalier »* ou ce *« grand détective qui démasque le vilain méchant »*. Il prouve enfin qu'il avait tout prévu : les conséquences d'une *« absence de plan Marshall »*, de *« grande vision nouvelle »* pour la Russie de l'après-guerre froide ; la rébellion des petites nations *« bafouées »* et qui, *« du Daghestan à la Tchéchénie, font maintenant sauter la moitié de Moscou »* ; le cynisme de l'Ouest qui le révulse : *« Quand vous laissez un pays aussi vaste s'enfoncer dans la banqueroute, que vous le regardez, amusé, exporter tous ses actifs, et que vous en profitez pour lui fourguer tout ce qu'il est prêt à vous acheter, un jour où l'autre, cela vous explose à la figure. »*

Florence Noiville

Trahison, voilà le maître mot. Un mot essentiel pour comprendre Le Carré. Car au « lâchage » de la Russie par l'Occident s'ajoute une autre défection, plus cruciale, celle d'un fils pour son père. Rentré tout jeune dans la banque d'affaires Single & Single, Oliver Single démasque peu à peu les pratiques frauduleuses du richissime Tiger et passe du côté des redresseurs de torts. Le titre du livre, *Single & Single,* peut se lire comme *« la métaphore de deux solitudes »*, confirme Le Carré : *« un père et un fils qui ne parviendront jamais à se retrouver »*.

Il faut connaître l'histoire de John Le Carré pour mesurer la portée de cet aveu. Après *Un pur espion*, magnifique confession parue en 1986 (Laffont), *Single & Single* est sans doute son livre le plus autobiographique. L'auteur ne cache pas que le personnage de Tiger Single emprunte beaucoup à son propre père, figure de roman et escroc patenté. Un père qui, un jour, arpentait les champs de courses d'Ascot et, le lendemain, se réveillait en prison ; qui faisait la « une » des journaux pour détournement de sommes colossales, et réapparaissait toujours avec des projets mirifiques – stations de ski improbables, casinos à Singapour... – inventant mille ruses pour gruger ses créanciers. *« Ce qui me fascinait aussi, c'était les dizaines de noms qu'il avait et dont il changeait comme de femme. Je crois que c'est de là que vient mon goût des pseudonymes »*, conclut John Le Carré, dont le vrai nom est David Cornwell.

Oui, l'ombre obsédante de cet aigrefin, honnête voleur et tendre filou, plane sur *Single & Single* comme sur la vie de John Le Carré. Qu'on ajoute à cela la disparition de sa mère, alors que le romancier n'avait que cinq ans, et l'on aura une idée de ce pour quoi Le Carré a fait de la duplicité et de la trahison, pivots naturels du roman d'espionnage, les leitmotive sans cesse revisités de son œuvre entière. *« Ma mère ? Mon père nous avait dit qu'elle était morte. Nous avions cessé de poser des questions, mon frère et moi... Je l'ai revue seize ans après, à la gare d'Ipswich. J'ai passé trois jours avec elle, à parler. Je voulais comprendre comment on peut, du jour au lendemain, abandonner ses enfants. Mais aujourd'hui encore, cela reste un mystère incompréhensible. »*

Dès la toute petite enfance, avant même d'avoir à déjouer les cruautés et les hypocrisies du pensionnat privé où il était *« orphelin »*, John Le Carré a dû être sur le qui-vive, traquant le mensonge, décodant les discours à double fond, flairant les pièges et les embrouilles, remontant les pistes des complots familiaux comme un agent double en culottes courtes. *« J'ai su très tôt que les adultes étaient des gens dangereux, pas fiables, et qu'il ne faut rien avoir à faire avec les femmes, parce qu'un jour elles vous quittent. »* De là aussi vient cette intranquillité, cette culpabilité première et inexpiable liée à ce que l'écrivain appelle *« la relation essentielle »* : *« Si votre père, le seul parent que vous avez, est une figure tellement forte dans votre vie que vous êtes obligé de le mettre à distance, de vous en "débarrasser", vous aurez beau savoir qu'il en va de votre survie, vous aurez toujours le sentiment d'avoir trahi l'amour qu'il a pour vous... »*

Le jour a baissé. Dans le moelleux sofa de Hampstead, on est loin, tout à coup, du KGB, du MI5 et du Foreign Office. Loin des trafics de sang, de la mafia russe et des confusions géopolitiques. Prétexte magnifique et « efficace », mais prétexte tout de même que tout cela. Plus que jamais, John Le Carré semble livrer contre lui-même un combat silencieux, une guerre de renseignements intimes destinée à lui fournir la combinaison secrète d'un passé cadenassé – à l'image d'Oliver, son double symbolique, qui force des portes blindées et bute sur des coffres vides comme des questions sans réponses. Plus que jamais l'espionnage est un décor propice à la critique d'une société – la fin des années Thatcher en Grande-Bretagne –, mais c'est surtout un *« théâtre privé »*, *« un lieu d'ambiguïté personnelle et morale »* où s'accomplit la hasardeuse quête de soi. Que l'on appelle cela roman d'espionnage ou roman tout court n'est plus qu'affaire de convention.

SINGLE & SINGLE
de John Le Carré.
Traduit de l'anglais par Mimi et Isabelle Perrin,
Seuil, 400 p., 139 F (21,19 €).
(En librairie le 29 septembre.)

LeMonde Job: WIV3899--0002-0 WAS LIV3899-2 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:53 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 11Fap:100 N°:0360 Lcp:700 CMYK

le feuilleton

de Pierre Lepape

George, Alfred et Venise

Reprenant le scénario du film de Diane Kurys, François-Olivier Rousseau dépeint avec une belle force d'évocation les (dés)amours de Sand et de Musset, deux «Enfants du siècle» dans les rets d'un mythe romantique trop grand pour eux

LES ENFANTS DU SIÈCLE
de François-Olivier Rousseau.
Seuil, 240 p., 98 F (14,94 €).

Dans son dernier cahier, le neuvième, daté du mois d'août, l'excellente revue lyonnaise *Villa Gillet* s'intéresse au roman historique (1). Avec une pointe de provocation, tant ce genre pâtit d'une réputation de bâtardise auprès des littéraires et des historiens. Et la popularité dont il jouit dans le « grand public » n'arrange pas ses affaires. Néanmoins les auteurs rassemblés par *Villa Gillet*, romanciers et historiens, de François Hartog à Alain Nadaud et de Krzysztof Pomian à Jean-Luc Benoziglio, n'ont guère de difficultés à réhabiliter l'écriture romanesque de l'histoire, parfois capable par ses audaces et ses intuitions – et même ses fantaisies – d'éclairer le passé avec plus d'intensité, d'esprit critique et de véracité que ne le fait la narration historiographique universitaire.

Il en est de même pour l'histoire littéraire. Lorsqu'on la regarde par le petit bout de la lorgnette. Prenez l'épisode très célèbre, quasi mythologique, des amours de George Sand et d'Alfred de Musset. L'affrontement de deux fauves de la ménagerie romantique, Venise plantée comme un décor érotique et funèbre, les amants qui s'étreignent, se déchirent, se trompent et finissent par régler les comptes de leur passion à coups de livres, prenant le public à témoin de leurs désordres privés. Il convient d'abord de s'étonner qu'on en parle encore, cent soixante ans après, qu'on prenne parti pour Lui ou pour Elle, comme s'il s'agissait du prince de Galles et de ses femmes. Les écrivains sont encore nos rois et nos princesses, même lorsqu'on ne les lit plus guère ; ils sont entrés dans notre roman national.

La preuve est qu'on en fait des films. *Les Enfants du siècle* est un scénario de cinéma réécrit en roman. C'est une bonne idée que d'avoir demandé à François-Olivier Rousseau de raconter l'histoire d'amour de George et d'Alfred, on ne pouvait guère trouver mieux. Depuis ses débuts littéraires, il y a une vingtaine d'années, François-Olivier Rousseau a entrepris un vaste tableau de la vie culturelle européenne des deux derniers siècles. Pas une fresque, une série de portraits de groupe, denses et profonds, saisis de l'intérieur, jouant à la fois de la force dramatique du détail et de l'intelligence de la perspective, portés par une écriture cruellement précise.

L'écriture du cinéma a imposé ses normes aux *Enfants du siècle*. Là où F.-O. Rousseau dans ses autres romans, se délectait à fignoler des décors, à inventer de proustiens monologues intérieurs et à multiplier à la volée des histoires annexes qui jetaient l'ombre et la lumière sur l'histoire centrale, il lui faut faire plus bref et plus simple : écrire des scènes. Le cinéma n'aime pas trop la subtilité. Le livre en souffre un peu, Rousseau se retient. Il est rare qu'on puisse reprocher à un roman d'être trop court ; et on ne le ferait pas si son auteur ne nous avait pas initié aux délices de la longueur.

Mais, tout de même, quelle force dans l'évocation, et quelle vérité ! Alors que le roman de Rousseau paraît en librairie un récit intitulé *Dans Venise la rouge. Les amours de George Sand et de Musset* (2). Son auteur, Bernadette Chovelon, professeur de littérature à l'université de Grenoble, est une excellente spécialiste de George Sand. Construit sur les fondements de la monumentale correspondance de George Sand édifiée par Georges Lubin, et sur les œuvres autobiographiques des deux protagonistes, le travail est techniquement impeccable. Pas un épisode, pas un détail du voyage et du séjour vénitien qui n'ait été vérifié avec soin, recoupé par d'autres sources. C'est un dossier à charge et à décharge que le plus vétilleux des juges d'instruction serait incapable de mettre en défaut. Et Bernadette Chovelon écrit avec une certaine élégance.

Pourtant, lorsqu'on la lit après F.-O. Rousseau, rien ou presque ne se passe. On nous raconte une vieille histoire entre deux célébrités du second tiers du XIXe siècle qui s'aimèrent, voyagèrent jusqu'à Venise pour se rendre compte qu'elles ne s'aimaient pas tant que ça et transformèrent leur déception en pitié, en haine, en cris et en mots. Musset rentre seul à Paris, Sand demeure à Venise avec un nouvel amant. La belle histoire d'amour, malgré quelques rabibochages ultérieurs, finit en eau de boudin. C'est émouvant et pâli comme de vieilles cartes postales. Curieusement, l'exactitude du récit concourt à son effacement.

Avec *Les Enfants du siècle*, il ne s'agit ni de mémoire ni d'archives, nous y sommes. Nous assistons d'entrée à l'enterrement de Musset. Paul, le frère aîné mais l'éternel second même dans le lit des femmes, prononce l'éloge funèbre de l'indomptable enfant du siècle transformé à quarante ans en académicien alcoolique et gâteux. Autour du cercueil, la cohorte de celles qui partagèrent sa vie, à commencer par la plus ancienne, la plus exclusive, la seule fidèle, la mère d'Alfred. Louise Colet est là, la dernière en date, déjà soucieuse d'accrocher le petit wagon de son talent à une locomotive littéraire fût-elle au garage. George Sand est aussi de la cérémonie. En ces beaux jours de 1857, c'est une certaine idée du romantisme qu'on enterre : la scandaleuse égérie de la bohème est déjà en train de virer à la bonne dame de Nohant. Vigny s'est empesé, Lamartine lèche ses plaies politiques ; seul Hugo, juché sur son rocher d'exil, échappe aux médiocrités impériales et à la course aux sinécures. En une scène, le dit avec le non-dit, c'est toute la cruauté du temps qui passe qui fait sentir ses griffes. Rousseau nous rappelle que la chute est inséparable des commencements.

De la même manière, il nous fait comprendre immédiatement l'antipathie spontanée des deux personnages. Sand, toute en volonté et en ambition, acharnée au travail et à la réussite, à chaque instant obligée de *prouver*. Son autonomie, son talent, son esprit, son équilibre. Musset, de six ans son cadet, couronné roi de la fête dès son adolescence, surdoué, immature, la tête glacée et les nerfs affolés, brûlant sa vie par tous les bouts, inconsolable d'on ne sait trop quel chagrin et avide qu'on l'en guérisse. Ces deux-là ne se jettent pas à la tête l'un de l'autre, ils se cherchent, s'apprivoisent et passent un prudent compromis. Que la passion fasse partie du contrat ne change rien à l'affaire : Sand et Musset, la tête farcie de mythes littéraires, rejouent à l'usage de la scène romantique parisienne Roméo et Juliette, Abélard et Héloïse : *« La postérité répétera nos noms comme ceux des amants immortels qui n'en ont plus qu'un à eux deux »*, écrit encore Alfred *après* le plutôt sordide épisode vénitien.

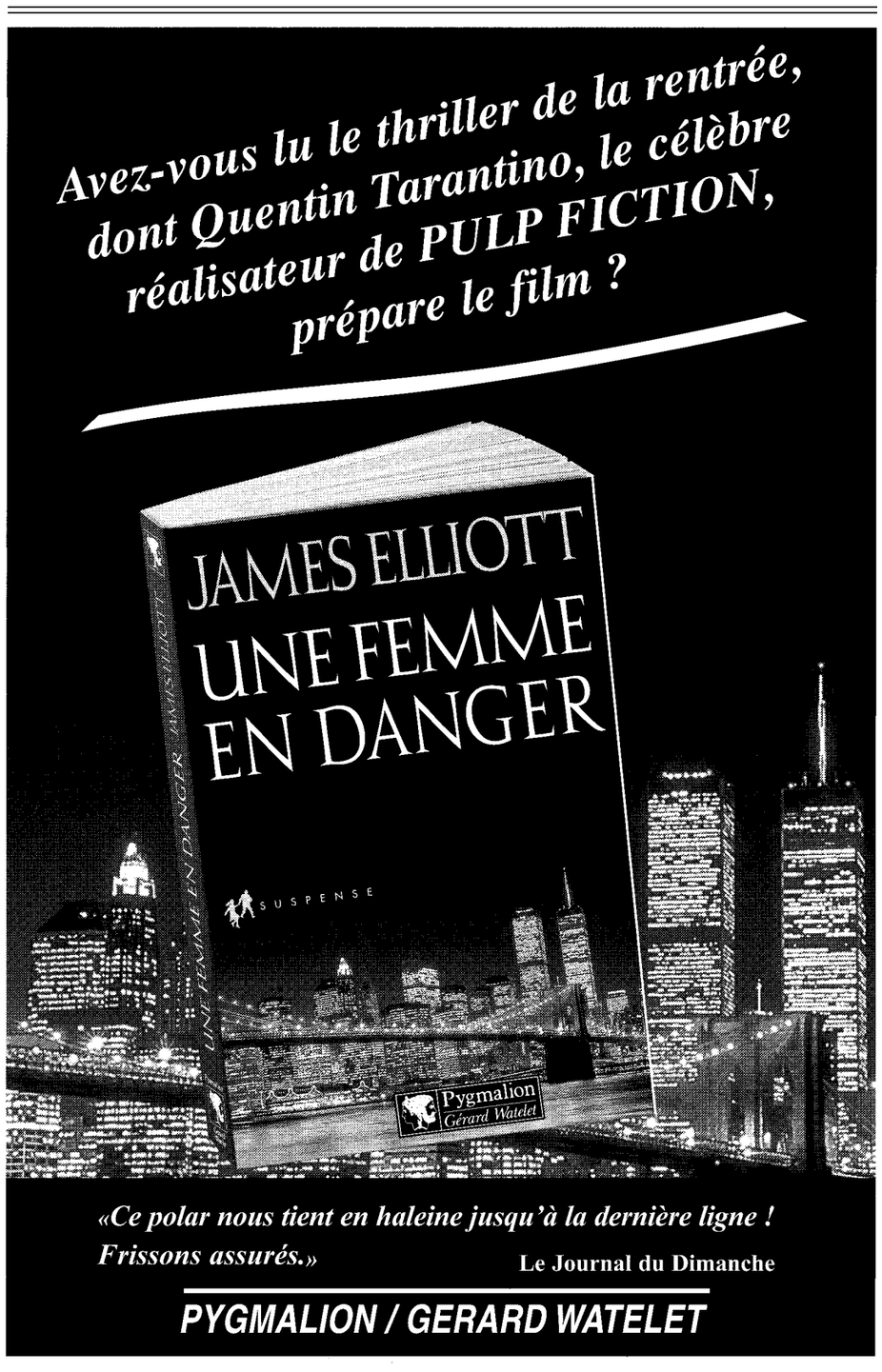
Ils ont placé la barre trop haut. Une chose est d'écrire la passion, une autre de la vivre. A la première difficulté – les fatigues du voyage, le mal de mer d'Alfred entre Marseille et Gênes –, le vent tombe. L'autre n'est plus qu'un mortel ordinaire. Pendant que Juliette sur le pont s'exalte au spectacle de la tempête, Roméo, une cuvette sur les genoux, sale, défait, vomit tous les dieux de la mer. Image insupportable, pour l'un comme pour l'autre. Avant même l'arrivée sur la côte italienne, chacun ne vit plus que pour soi. George Sand pour ses livres, Alfred de Musset pour ses débauches, le jeu, l'alcool, les filles. Ils pourraient en rester là et demeurer bons amis n'était le mythe qu'ils ont forgé et dont ils sont désormais prisonniers. Les enfants du siècle ne savent plus comment terminer leur histoire.

La suite et la fin sont donc forcément lamentables. Quand le mythe s'effondre, il ne demeure que la farce. Même Venise n'y résiste pas. Des appartements humides, une odeur de vase, des soudards autrichiens qui font régner leur loi et pissent sur le toit des gondoles, un ennui provincial dans un décor de fantômes rythmé par les beuglements des gondoliers ivres. Musset malade, délirant, épuisé par ses frasques, il ne reste à George qu'à céder à la cour bien bourgeoise du docteur Pagello.

François-Olivier Rousseau ne romance pas, en ce sens qu'il n'invente ni épisodes ni personnages. Il se contente de donner çà et là de légers coups de pouce pour mieux saisir la véracité de l'histoire, sa vraie couleur, son timbre et ses harmoniques, et son incroyable violence de guerre amoureuse. Ses scènes ne se contentent pas de mettre en valeur les caractères ou la psychologie de George et d'Alfred, c'est toute une façon de vivre, de penser, de sentir de la bonne société romantique qui passe à travers ces dialogues, ces choses vues et entendues dans les rues, les salons et les hôtels particuliers où la bohème est accueillie à bras ouvert.

Le romancier a pourtant oublié une séquence. Sur la route de l'Italie, descendant le Rhône entre Lyon et Marseille, George et Alfred rencontrent Stendhal sur le bateau. Bavard, exubérant, très fier de son esprit, l'auteur encore peu célèbre du *Rouge et le Noir* danse une valse de séduction autour du couple, assez agacé. Dans son *Histoire de ma vie*, Sand écrira : *« Pour moi, je ne vis pas avec regret Beyle prendre le chemin de terre pour gagner Gênes (...). C'était, du reste, un homme éminent, d'une sagacité plus ingénieuse que juste, d'un talent original et véritable, écrivant mal, et disant pourtant de manière à frapper et à intéresser vivement les lecteurs. »* Quant à Stendhal qui note cette descente du Rhône dans son journal, pas un mot sur Sand et Musset, le mépris du silence pour les enfants du siècle.

(1) *Villa Gillet*. Cahier n° 9. « La fabrique de l'histoire. » Diffusé par les éditions Circé. 120 p., 110 F (16,76 €).
(2) Payot, 180 p., 95 F (14,48 €).



Les soupirs de la sainte : Félicité

Balzac écrivait revêtu d'un froc de capucin. Mais quels vœux avait-il prononcés ? Suivons le calvaire de Mlle des Touches, sa sœur par la bure, affligée elle aussi des largesses du génie et parvenue à la gloire du vrai Salut. Riche héritière bretonne d'antiquissime et sauvage souche, tôt orpheline (d'une famille décimée par la Révolution), lectrice féroce précocement adonnée aux travaux de l'esprit pour tuer l'esseulement et l'ennui, Félicité commence rondement sa carrière ici-bas. Romancière, elle est déjà, à trente ans, l'auteur d'un chef-d'œuvre amer digne d'*Adolphe*. Tant pour le pâti que pour le pensé, son savoir et son usage du monde sont parfaits : *« Cette fille ne juge-t-elle pas au lieu de sentir ? Ou, phénomène plus terrible encore, ne sent-elle pas et ne juge-t-elle pas à la fois ? »* Entre pairs, les puissants de la Comédie ne se trompent pas : on se presse donc chez *la* Maupin. Célibataire la moins bas-bleu de Paris, c'est une *« exception admise »*, une *« belle Isis »* révérée pour sa bonté (elle aide entre autres Rubempré), admirée par ses rivales (dont Béatrix). Ses *mots* sont attendus, sa lucidité redoutée.

A quarante-cinq ans pourtant, notre *« Cléopâtre »* va vider d'un trait la coupe des mondanités. Maîtresse par l'intrigue des destins de ceux qui l'entourent, elle décide d'accomplir le sien en se sauvant de la Comédie. L'ange galvanisant la rédemption ? : Calyste, vingt et un ans. Camille, qui jusque-là ne faisait que penser, va aimer.

Julien Gracq et Alain l'ont vu : ici se joue la même tragédie de maternité amoureuse qu'avec Mme de Mortsauf, mais surmontée par une amante léonine, une femme en travail de l'Esprit. Bourreau d'elle-même, anticipant le délaissement fatal, Félicité renonce par Amour à l'amour, et volontairement élève la passion aux altitudes qui en suppriment le devenir délétère, le mensonge, la médiocrité. Cette ivresse absolue de détachement réfléchi la mène non à la folie, non à la mort, mais à l'assomption. *« Elle arriva la première à la roche au buis et s'assit dans une des anfractuosités à l'ombre, occupée à méditer. (...) La mer lui offrait alors une image de l'infini. Nul grand esprit ne peut se tirer de l'infini (...) sans conclure à quelque avenir religieux. »* A ce terme ultime, rigoureux – la théologie, notons-le, doit à cette cervelle spéculative une troublante preuve de l'immortalité de l'âme par les bonbons à la fraise... –, Félicité épouse définitivement la Règle, les Ordres et les silences de l'oraison : *sancta Felicitas.*

Le problème était bien de toucher une bonne fois pour toutes à l'éminence éternelle et vivante de la Conscience, à la féconde, dynamique et substantielle Pensée. Mais comment cela ?

En écrivant ou en priant ? Balzac n'a donc pas suivi Félicité. Il s'est voué, oui, mais à l'inscription d'un monde dans le monde. Dieu n'est-il pas d'abord une affaire d'Ecriture(s) ?

Isabelle Patriarche

J.-L. A. BISSON 1842/PARIS MAISON DE BALZAC

Figures de la Comédie

DES TOUCHES Félicité

Née en 1791

Ecrivain sous le pseudonyme de Camille Maupin. Elle prend le voile à Nantes en 1836. Son mécénat parisien se signale dans une dizaine de romans, dont *Splendeurs et misères des courtisanes*. Sa vocation religieuse se décide dans *Béatrix*.

Une histoire « au poil ! »

LE FILS DE LA SARDINE
d'Ilan Duran Cohen.
Actes Sud, 182 pages,
99 F (15,09 €).

Fille de coiffeurs, fan de Jean-Jacques Goldman, Hélène, jeune femme *« tristounette »*, travaille dans un institut d'épilation et cohabite avec sa collègue Fanny, jusqu'au jour où elle poussée dehors : Fanny est très portée sur les mecs. Hélène est hébergée chez l'un de ses clients, Blumenfeld, un diamantaire juif et homosexuel qui a le nez de Michael Jackson et les fringues de Jean-Paul Gaultier. Elle doit partager sa chambre avec Schlomo, un jeune juif orthodoxe qui lit des psaumes, se nourrit de bananes et yaourts.

Pour évoquer les frustrations amoureuses de ce trio de grands enfants qui dorment avec la nostalgie de leur peluche, Ilan Duran Cohen, peintre des enfants de la rue des Rosiers châtrés par des mères puritaines et des pères pieux, adopte le ton à la fois généreux, incisif et popotte de sa narratrice, cette fée Clochette qui a appris à laver son linge sale en famille. Dans des immeubles qui sentent le chat, chez des téléspectateurs de Mireille Dumas, les trois colocataires en mal de tendresse cherchent à retrouver Simon, *« le fils de la sardine »*, dont Blumenfeld avait fait son protégé avant de recueillir Schlomo, mais qui a disparu, fou de jalousie.

Affaires de peaux, et rêves de partenaires doux comme des agneaux : les désirs pas casher de ces corps en peine et de ces âmes ayant un compte à régler avec Dieu poussent aux révolutions intimes. Hélène, avec ses apostrophes d'*« arracheuses de poils »*, implore à la fin d'*« arrêter tout ce cirque »*. La voix de cette solitaire transfigurée impose un timbre : celui d'Ilan Duran Cohen.

Jean-Luc Douin

LeMonde Job: WIV3899--0003-0 WAS LIV3899-3 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:53 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 11Fap:100 N°:0361 Lcp:700 CMYK

Le sac à malices de Jean-Pierre Ostende

Objet insaisissable et composite, « Planche et Razac » constitue une étrange et excitante tentative de faire éclater les contraintes de la narration

PLANCHE ET RAZAC
de Jean-Pierre Ostende.
Gallimard, « L'Arpenteur »
284 p., 120 F (18,29 €).

J. SASSIER

L'imagination, nous sommes bien d'accord, est une sorte de matière brute et sauvage qu'il convient de domestiquer avec les règles et les compas de la pensée. Même si nous la désirons, même si elle est le bien littéraire le plus digne d'éloges, c'est en êtres raisonnables que nous voulons l'accueillir. Seule une fête bien ordonnée serait promesse de plaisir... Mais tout usage souffre d'exception ; il est des fêtes plus débridées que d'autres... Ainsi celle à laquelle Jean-Pierre Ostende convie son lecteur, qui devra avoir l'esprit bien accroché pour s'embarquer dans son drôle de bateau romanesque.

Cela fait longtemps déjà que, discrètement, avec constance, Jean-Pierre Ostende fourbit ses armes. Et Dieu sait qu'elles ne sont pas faites du bois dont tout le monde se réchauffe ! Les éditions Unes, en 1986 et 1988, publiaient ses deux premiers livres, *Les Elans minuscules* et *La Conviction de la rampe*. C'étaient des poèmes, ou des sortes de poèmes : images brèves, idées tordues autour des mots, anecdotes dont il ne subsiste que l'os, fragments détachés d'on ne sait quelle totalité. Le second recueil inscrivait, d'une manière éclatée, les éléments d'un art poétique, d'un paysage littéraire curieusement agencé et d'une manière de composer avec l'imaginaire, dont *Planche et Razac* semble être l'aboutissement – mais ne préjugeons pas de l'avenir... On pouvait lire ceci : *« Choisir pour enrichir parmi tous les possibles et toutes les correspondances : c'est un parcours. »* Et un peu plus loin : *« On peut détourner les choses. J'aime le faire. Il y a des trajectoires à suivre. Toujours à partir de trajectoires, d'autres trajectoires. »*

Puis, à partir de 1989, publiés chez l'Arpenteur-Gallimard, vinrent quatre brefs romans au titre également évocateurs et bien choisis : *Le Mur aux tessons, Le Neveu chronique, Le Documentariste* et, en 1996, *La Province éternelle*, qui était une fort belle réussite. Une certaine qualité de fantaisie, une manière de laisser aller la *« trajectoire »* des personnages afin de mieux faire progresser le malaise du lecteur, le ludisme d'un langage comme livré à la libre association... Tout cela mis au service de récits laconiques avec des héros effacés, toujours à côté ou en marge de leur propre existence, frères en désenchantement de ceux d'Henri Calet, mais en plus déjantés.

Quelque chose d'autre était en gestation. Une chose plus large et ambitieuse (comme on dit), dont cet étrange roman-ci est l'expérimentation.

Résumons, si cela se peut... Marcel Planche *« vit de combines, souvent dans les bars, dépanne un commerçant, sert d'intermédiaire pour un magnétoscope, un appartement ou un chantier au noir »* ; il *« aurait volontiers écrit un livre culte sur sa période de bookmaker »*. On le devine coiffé et habillé en classique petit loubard marseillais, *« chaussures jaunes et veston bleu »*. Raymond Razac, lui, est plutôt du genre camionneur, avec débardeur et casquette, taciturne, grand et fort comme un Turc, sentimental en diable ; il a une sœur, Solange, qui fait se retourner les joggeurs, et aussi Planche. *« A l'époque où il rencontre Marcel Planche, Razac est chauffeur-livreur, et vit seul, au cinquième étage d'un immeuble du centre. »*

Sur près de 300 pages et en pas moins de 737 chapitres – souvent réduits, il est vrai, à quelques lignes ou mots –, le lecteur déboussolé est invité à suivre – mais c'est beaucoup dire – une série d'aventures débridées et saugrenues, à côtoyer une foule guère moins nombreuse de personnages, tous plus annexes et interlopes les uns que les autres... Par exemple, ce docteur Rainarte qui engage les deux compères dans une louche affaire de cobayes humains et les installe dans sa villa, tout près de Marie, la troublante épouse du *« docteur tête d'ampoule »*... Où sommes-nous ? Quel est ce rafiot qui dérive au gré de tous les vents imaginaires ? Roman noir parodique qui se teinte souvent de couleurs tendres avant de repartir, sur un rythme encore plus effréné, dans une direction inattendue, le livre d'Ostende est comme un réservoir à malices et à fantaisies. Les lois du récit volent en éclats. Mais chaque morceau prend une valeur, en dehors de toute hypothétique idée de reconstitution. On se retrouve à la fin devant un curieux objet composite, insaisissable.

« Marcel Planche rumine cette phrase durant des jours : "J'ai envie de trouver la suite." » (chapitre 80) ; et vingt-deux chapitres plus loin : *« Certains récits enflamment Planche et Razac quand ils les entendent mais le lendemain il n'en reste rien. D'autres les laissent froids et se révèlent inoubliables. »* Pareil pour le lecteur qui hésite entre le trouble, le plaisir et, parfois, l'envie de naviguer sur une mer plus calme !

Patrick Kéchichian

Chant du Nordeste

En une émouvante polyphonie, Eric Fottorino retrace le destin d'un voleur d'enfants

NORDESTE
d'Eric Fottorino.
Stock, 236 p.,
115 F (17,53 €).

Michel Le Bris

Ce livre a la grâce, la musique d'une légende – de ces histoires murmurées, reprises de rue en rue, de ville en ville, tissées de mille voix entrecroisées, comme s'il fallait cela, le heurt de ces fragments que l'on dirait portés par le vent, pour ressaisir la geste de Waldemar Cuzco, le géant du Nordeste aux dents d'or déchiré entre l'amour de son pays et le malheur d'y être né, voleur d'enfants par compassion, et de Suzanne, sa femme française, fille d'un maître de forges échouée un jour au Brésil, de Jaime, leur fils, et de Tancrède, le perroquet bavard, d'Atlantico et de Pacifico, les deux enfants sauvés de l'Amazonie. Rien que la vibration d'une corde pincée, le soupir d'un harmonica surpris au coin d'une ruelle, pour dire cette histoire d'amour, malgré la tristesse et le dégoût de soi, qui aurait nom Brésil.

Mais un Brésil âpre, halluciné, qui ne grandit qu'en dévorant ses entrailles. *« Mon pays produit du café et des enfants. Certaines années, il pousse trop de café. Alors on le brûle dans le ventre des locomotives. Il pousse aussi trop d'enfants. Personne n'a jamais eu l'idée de les brûler. Moi, je les vends à des couples venus d'Europe sur d'immenses transatlantiques éclairés la nuit comme en plein jour. »* Brésil de chiens errants, de chevaux au poil rêche, de vaches aux côtes saillantes comme des barreaux, sur la poussière pierreuse du Nordeste, de paysans aux phalanges coupées par les propriétaires, quand on n'a plus besoin d'eux et qu'il leur faut partir, *« quand la terre se craquèle, que la faim creuse les cœurs, que les hommes oublient leurs femmes, les mères leurs garçons, et ne parlons pas des filles qui n'ont jamais rien »*. Avec, là-bas, cette Amazonie où il naquit un jour, qui étouffe bêtes et hommes, où même l'eau pourrit, où le jour ressemble à la nuit, où l'air est plus lourd que l'air et les arbres ont la dureté du métal. Le cœur du Brésil ? Ne jouez pas ce jeu-là avec Cuzco : *« Le Brésil n'a pas de cœur... »*

Un jour, il y a longtemps, alors qu'il fuyait l'Amazonie, à l'entrée d'un village, il a aidé une femme à accoucher. Une jeune femme effondrée, épuisée, dans la poussière, sans plus de force, et au petit matin un nouveau-né, sauvé par les quelques gouttes de lait de sa gourde, qu'on met entre ses bras. Et depuis il s'est mis en tête de les sauver, tous, d'en sauver le plus possible – qu'ils partent loin, là-bas, où on les habille de linge tiède, où ils peuvent dormir dans des lits frais. *« Pour acheter un enfant, il faut l'aimer. Pour le vendre aussi. Plus encore, croyez-moi... »* Si seulement il n'y avait pas ces souvenirs qui reviennent et le rongent, comme des bêtes mauvaises – du petit José que sa mère jeta dans une poubelle, derrière les dunes, du garçon aux yeux bleus que deux policiers attachèrent par les poignets aux branches d'un arbre, en lui faisant compliment de ses beaux yeux, avant de tirer, deux fois, une balle, une balle pour chaque œil, si seulement il n'y avait pas ce Brésil maudit qui imprégnait chaque fibre de son âme, à lui, le fils d'Herculio qui s'était jadis enfoncé dans la jungle avec en guise de bagages un lot de miroirs dépareillés à faux cadre d'argent et une Indienne rieuse tapajo – *« Au fond de vous, minuscule, dort le Brésil. Plus vous grandirez, plus il grandira. Il bougera ? Ça vous tirera de partout. Vous serez comme une femme qui va mettre un enfant au monde. »* Waldemar Cuzco devenu, sous la plume de Fottorino, comme la métaphore même du Brésil, monstrueuse, émouvante et superbe...

Eric Fottorino
est journaliste au *Monde*

Samoyault en « trois D »

LA COUR DES ADIEUX
de Tiphaine Samoyault.
Ed. Maurice Nadeau, 168 p., 90 F
(13,72 €).

La distance est souvent moins grande qu'on ne le croit entre un roman réussi et un roman raté. Tiphaine Samoyault, dans un excellent essai publié au printemps chez Maurice Nadeau (« Le Monde des livres » du 16 juillet) manifestait une intelligence aiguë du genre romanesque, toujours en excès de lui-même, explorant d'inépuisables possibles. Intelligence que ses articles critiques dans la presse – *La Quinzaine littéraire* et *Les Inrockuptibles* – confirment amplement. Aussi la déception suscitée par son premier roman, attendu avec intérêt et curiosité, n'est-elle pas sans mélange.

Trois pans de vie, trois dimensions temporelles composent le récit de Tiphaine Samoyault. Le présent de la rupture amoureuse renvoie la narratrice à son enfance, puis au présent différé du tournage d'un film. Un lieu, cette « cour des adieux », figure le centre introuvable d'une géométrie fictive ou imaginaire. Trois mille deux cents fenêtres, dont celles de l'appartement de l'enfant, donnent sur cette cour. *« L'épreuve s'était là pétrifiée, l'histoire, et dans cette histoire, ma petite histoire (...) Passer son enfance dans le noir et s'apercevoir un peu plus tard que nous ne faisions de la lumière pour personne, s'apercevoir un peu plus tard que le noir n'était que la fiction du noir. »* L'auteur a mis en place une très subtile construction où le temps et, dans une autre mesure, l'espace, se recomposent, brouillant, ou excédant, les limites de la fiction.

Si le lecteur n'éprouvait l'inconfort de ce brouillage qui l'égare, il retiendrait du livre de Tiphaine Samoyault la beauté et l'émotion de son écriture. Mais, personnage sensible, ce lecteur réclame qu'on ne l'oublie pas.

P. K.

Une sinistre tentation

Frédéric Roux évoque la Grande Guerre à contre-courant des idées reçues

LE DÉSIR DE GUERRE
de Frédéric Roux.
Éd. Le Cherche Midi,
110 p., 59 F (8,99€).

Les premières phrases qui ouvrent ce récit, court mais combien dense, en annoncent le ton et l'esprit. Un humour qui grince comme souvent les vérités qui ne sont pas bonnes à dire. *« Mon grand-père était maladroit comme un cochon. Lorsqu'il est revenu du nord de la Loire, où il n'avait personnellement rien à faire, il lui manquait une jambe. »* Ayant quitté la ferme familiale pour la ville, où il devint pompier et épousa une bonne Espagnole, ce grand-père, à l'appel d'une affiche, était allé prendre sa place dans les armées françaises. *« Selon les plans de l'état-major elles devaient se rendre en train sur le front, puis, ensuite, à pied jusqu'à Berlin. »* Jean Dardères n'ira pas si loin mais rentrera dans son Béarn natal avec une seule jambe. Son tribut à la guerre. Sa contribution qu'il n'est pas loin de dire normale, et il n'en veut à personne.

Son petit-fils qui, ayant eu vingt ans en 68, a *« eu connaissance de la guerre, mais n'en a jamais ressenti les effets dans sa chair »* se souvient. Et l'on pense se trouver une fois de plus devant des souvenirs d'enfance avec tout ce que cela comporte de scènes familiales et de nostalgie mesurée. Il n'en est rien. Si quelques lignes dépeignent le village ou une partie de cartes, l'intention est tout autre. Elle n'est pas davantage de transcrire des souvenirs de tranchées racontés par un ancien combattant. Frédéric Roux écrit pour montrer que les propos habituels sur l'absurdité de la guerre sont généralement hypocrites car *« elle est toujours explicable logiquement par les intérêts des Etats et des "fauteurs de guerre" »*. Le discours serait banal s'il se limitait à cette évidence. Elle n'est que le point de départ de la mise à mal de quelques idées reçues. L'auteur dénonce les récits guerriers où l'effet littéraire *« vient fausser le réel plus qu'il n'en rend compte »*, s'en prend à la mémoire collective, qui ne garde des conflits qu'une image falsifiée par la propagande et à ceux-là mêmes des acteurs qui en sont victimes. La guerre *« n'advient que si les intérêts des Etats sont liés au désir que ceux qui vont en souffrir en ont. Elle survient parce que certains nous la rendent familière et qu'il en est, qui les écoutent, à qui elle paraît tentante. »*

Ce n'est pas la première fois qu'un texte dénonce la guerre, en incrimine les responsables. Mais il est rare que soit donnée une telle image des obscurs qui la font et chez lesquels on entretient d'elle comme un souvenir attendri en la rendant glorieuse et exaltante pour ceux qui ne l'ont pas connue. On tait ce qu'il faudrait crier. Par exemple que *« ce qui lie, plus que tout, les guerriers ensemble, ce n'est pas l'amitié virile dont on nous rebat les oreilles... mais bien les ignominies que l'on s'est vu commettre. »*

Il n'est pas impossible qu'un tel livre, au style aussi emporté et séduisant que son sujet, fasse grincer quelques dents quand le bellicisme et le pacifisme sont mis dans le même sac, quand l'auteur lance *« Dorgelès, vichyste pur jus, avec Barbusse, stalinien moutachu, font la paire »*, quand il fustige non seulement les faiseurs de phantasmes sur la grandeur des héroïsmes mais aussi ceux qui s'y laissent entraîner parce que l'instinct de destruction est dans l'homme. Un texte gênant fait souvent une saine lecture. C'est le cas.

Pierre-Robert Leclercq

Souvenirs de la banlieue rouge

Sur fond de guerre d'Algérie, Bernard Ruhaud raconte son enfance à Nanterre auprès de ses parents, militants communistes

LA PREMIÈRE VIE
de Bernard Ruhaud.
Stock, 110 p., 79 F (12,04 €).

Il ne s'agit pas d'un roman, mais d'un récit. Le témoignage d'un homme sur la vie que menèrent ses parents, l'évocation d'une enfance passée à Nanterre, près des bidonvilles, durant la guerre d'Algérie. Un petit texte empreint de modestie, qui n'aurait pas déparé la fameuse collection « Terre humaine » dirigée par Jean Malaurie.

Longuement, scrupuleusement, pour « camper » sa famille, Bernard Ruhaud décrit les lieux où elle vécut, la géographie des secteurs et territoires où il a grandi et qui ont fait de lui ce qu'il est. Son autobiographie est gravée sur un plan, celui d'un quartier de misère, d'une banlieue rouge.

Le « paradis » de Bernard Ruhaud s'étend du pont de chemin de fer à l'hôpital où s'entassent des petits vieux tombés en déchéance. Ses horizons : le centre d'hébergement des Algériens célibataires, la cité de transit où l'on place les habitants venant des bidonvilles qui ont été rasés, un terrain vague, l'usine d'incinération des ordures, la Maison des jeunes, l'arrêt d'autobus du 167 ; et les plages de Granville, lorsque le clan part en vacances, papa sur son scooter et maman en mobylette, avec le gamin sur le porte-bagages.

La maison familiale *« se reconnaît aisément au fait que sa façade est toujours recouverte par des affiches du Parti »*. Le père milite comme il respire. Il a été responsable du réseau Seine-Ouest de la résistance, sous les ordres de Rol Tanguy, sans se prendre pour un héros. Anticlérical primaire, coléreux, genre Gabin, stalinien, genre sectaire, il est surnommé *« le maire du Petit Nanterre »*. C'est lui qui organise la distribution de *L'Huma*, le collage des affiches électorales, les défilés, la participation aux manifs. Au plus fort de la guerre, il héberge un clandestin, *« probablement un responsable du FLN »*. Le fiston suit l'exemple, apprend l'hymne international de la jeunesse démocratique, paroles de Paul Vaillant-Couturier. Adolescent, il tâtera de la fugue. Il retrace aujourd'hui le passé de ces « gens de peu » sans lamentations, complaisances ni langue de bois, avec dignité, lucidité, avec fierté même. Il parle d'*« une enfance assez douce »*. Qu'est-ce qui rend poignant et rare ce texte pudique, qui s'interdit de « la ramener » ? Une voix, une volonté de laisser des traces de bâtiments et de personnes disparus, un regard affectueux sur la *« petite mère »*, dénué de toute sensiblerie. De santé fragile, cette femme un peu frêle fut entourée de mystères et de malentendus. Elle fut rarement heureuse. Elle militait à l'Union des femmes françaises et au Mouvement de la paix. C'était elle qui servait la tambouille, vingt à trente repas par jour. Elle est morte d'une hémorragie cérébrale. Quelques lignes, à la douleur retenue : *« Une ambulance t'a transportée dans le coma à la Maison de Nanterre, dès ce matin, quand Mme Zucchi t'a trouvée étendue par terre. C'est fini à présent. Tes deux enfants rentrent de l'école par le détour du chemin des Peupliers, retardant un instant sans le savoir la nuit de ton absence définitive. »*

Jean-Luc Douin

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 15 Octobre 1997, la Cour d'Appel de PARIS (4ème Ch. A) a partiellement confirmé le jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS du 25 Octobre 1995, en ce qu'il a jugé *"que l'article intitulé "Malaise de l'Individu, Malaise de la Kultur" dont* **Michelle CADORET** *est l'auteur, inséré dans l'ouvrage "La Folie Raisonnée" publié par* les **PRESSES UNIVERSITAIRES de FRANCE**, *contrefait les ouvrages dont* **Roger ZAGDOUN** *est l'auteur intitulés "Oedipe le Garçon, la Prohibition de l'Inceste et la Fonction Paternelle", "Droite et Gauche, Paranoïaques et Déprimés".*
La Cour a en conséquence confirmé le jugement dans sa **condamnation des Presses Universitaires de France et de Madame CADORET** *"à modifier, à l'occasion de toute réimpression ou réédition de l'ouvrage "La Folie Raisonnée", le texte de l'article précité en sorte que la paternité des textes listés par le demandeur lui soit restituée"* en ce qui concerne les **quinze** contrefaçons résultant de son arrêt.
La Cour a également confirmé la **condamnation des Presses Universitaires de France** et de **Madame CADORET** à verser à **Monsieur Roger ZAGDOUN** la somme de 50.000 F à titre de dommages et intérêts.
Madame CADORET a en outre été **condamnée** à garantir les **Presses Universitaires de France** de toutes les condamnations mises à la charge de celles-ci.

LeMonde Job: WIV3899--0004-0 WAS LIV3899-4 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:53 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 11Fap:100 N°:0362 Lcp:700 CMYK

James Gressier, ou le sens du bonheur

Lorsqu'il n'évoque pas, par goût de l'épopée, la barbarie du Moyen Age, cet écrivain solitaire et discret aime à s'interroger, à l'instar du héros de son nouveau roman, sur l'adaptation de l'individu à la modernité

Dans un passage divertissant de son dernier livre, James Gressier observe qu'il existe des chats tristes et d'autres, de bien meilleure compagnie, qui sont gais. Lui-même ressemble fort à cette catégorie ; il en a le port de tête attentif, les yeux perçants et narquois, avec un certain mystère joyeux. On jurerait qu'il ronronne en méditant des paragraphes. Qu'on prenne garde cependant, sous cette allure matoise, Grippeminaud a

portrait

« La grâce, c'est la question de l'avenir, l'inquiétude du troisième millénaire. »

la griffe dure pour ce qu'il n'aime pas : le faux, le laid. La plupart du temps tapi en Auvergne, il fait de brefs séjours à Paris, où il est né dans un milieu qu'il qualifie de modeste. On compte au plus juste dans la mansarde des Batignolles et c'est un gros sacrifice que de mettre au lycée l'enfant trop doué pour l'apprentissage. Il y fera plus de maths et moins de latin qu'il n'aurait voulu avant d'intégrer l'école normale d'instituteurs : il doit gagner sa vie le plus vite possible. Il sera plus tard professeur d'anglais, mais ce qu'il veut depuis toujours, c'est devenir écrivain. En est-il capable ? En tout cas il a un don, indéniable, pour le dessin : à sept ans, il épatait déjà tout le monde. Il vivra pendant quelque temps de ses peintures, qu'il expose aujourd'hui régulièrement. Il sait que le temps passé à méditer un livre et à fignoler un texte serait plus rentablement occupé s'il restait devant son chevalet. Mais la rentabilité, justement, n'appartient pas à son vocabulaire, sauf s'il s'agit d'en dénoncer des effets pervers. C'est par le livre qu'il désire s'exprimer.

Solitaire et discret, il est l'inverse d'un auteur à la mode, et sa carrière s'en est évidemment ressentie. Elle débute par un croc-en-jambe du destin ; *Le Légat Holigon,* son premier roman, sort en librairie en mai 68 ; les journaux, quand ils paraissent, ont d'autres nouvelles à divulguer. Dix ans plus tard, il donne *Le Suicide de Stéphanie,* subtile scène de la vie de province ornée d'un délicieux portrait de femme. La presse remarque et salue, les ventes ne suivent pas. Il faudra longtemps encore avant que sorte *La Dernière Fugue,* commentaire doux-amer sur la décrépitude d'un vieillard. Les médias peinent à redécouvrir Gressier. Mais celui-ci a gagné de l'expérience, il est désormais guidé par un éditeur de haut vol, Jane Sctrick, chez Phébus. Il publie en 1998 Le Retour du chasseur, fable barbare sur notre temps et, aujourd'hui, *Le Lièvre et le Lieutenant* (1), sans doute le texte le plus important de sa carrière.

Telle qu'elle se présente aujourd'hui, son œuvre traite deux thèmes distincts, chacun exprimé sur un ton très différent, ce qui a peut-être contribué à désorienter la critique. *Le Légat Holigon* se déroule dans un âge barbare analogue au haut Moyen Âge qu'on retrouve dans certains passages du *Retour du chasseur.* Il ne s'agit pas de roman historique, mais plutôt d'un recours à l'épopée, qu'il préfère à toute autre forme narrative. Le second thème est celui de l'insertion de l'individu dans la modernité, exprimé pour le coup dans un mode rigoureusement figuratif.

C'est à cette veine qu'appartient *Le Lièvre et le Lieutenant,* histoire d'un quinquagénaire qui

MARC CHAVREUIL POUR « LE MONDE »

s'évertue à trouver un sens à son environnement. Hochepot se sent mal à l'aise dans sa province et dans son mariage. Sa femme le quitte, il s'en va lui aussi. A Paris d'abord, pour constater que son épouse vit en ménage avec une ancienne amie, et que leur fils n'est qu'un songe-creux. Puis en Angleterre, dans une bourgade des Midlands où Gressier s'attarde un peu avant de renvoyer le héros vers son village d'origine. Très à l'aise avec son personnage, il lui fait voir le monde avec le regard populaire qui marque la plus grande partie de son œuvre. Pestant – un peu trop parfois – contre le progrès abusif, on fréquente, comme tout le monde, des hypermarchés, des embouteillages et des journaux télévisés et, comme tout le monde, on gémit sur les emplois, les permis de construire intempestifs et les paysages maculés. On peut faire d'excellente littérature avec ce réalisme de proximité, mais Gressier s'estime parvenu à un âge où cela ne suffit plus. Après des décennies à l'écoute des hommes, et surtout des femmes, il faut tirer des conclusions, émettre un diagnostic, proposer des recours, bref formuler sa philosophie.

Ayant identifié deux explications possibles à l'histoire du monde, la sélection (Darwin) et l'élection (Jésus), il en tente la synthèse. Une « volonté », peut-être issue de la matière elle-même, fait que celle-ci tend vers la conscience, éliminant graduellement tout ce qui nuit à son développement. Nous sommes donc *« programmés pour être, et même pour être plus »*. L'inquiétude aiguillonne ce désir, elle est salutaire ; le désespoir l'annihile, il est néfaste. La laideur, la beauté ont aussi leur rôle dans cette progression. Notre adhésion à ce programme, notre volonté d'être, mène à la joie, maître-mot de la pensée de Gressier, la joie qui annonce l'approche de la perfection et à qui l'auteur donne, dans sa forme supérieure, le nom de grâce. *« La grâce, c'est la question de l'avenir, l'inquiétude du troisième millénaire. »* Interrogé sur cette phrase sibylline, il évoque le clonage, que projettent deux de ses personnages. Inévitable dans l'avenir, il implique un choix, et la volonté qui anime le monde depuis son début imposera – peut-être – par le clonage la généralisation de l'état de grâce. *Le Lièvre et le Lieutenant* nous donne d'ailleurs un bref aperçu de ce monde meilleur dans un passage magnifique : perdu sur de petites départementales un soir de barrages routiers, le héros capte une émission de radio surprenante de douceur. Conduit par elle, il découvre un parc, dans ce parc, une femme qui lui parle d'une communauté du bonheur, dont il perd définitivement la trace à l'aube. Après cet avant-goût du paradis, Hochepot rentrera chez lui pour suivre son « programme » : faire le bonheur d'une grosse femme et dénoncer la laideur qui nous entoure. Il y trouvera la paix.

Pour exposer cette philosophie, Gressier dispose d'un outil, sa prose. Dépourvue d'afféterie, elle se distingue par une réussite particulière dans les formules lapidaires, dont il existe peu d'exemples dans notre littérature contemporaine : la proposition brève, ramassée, dense, où chaque mot compte et qui, par son efficacité évocatrice, rappelle un trait d'encre de Chine. Sans en abuser, cet écrivain-dessinateur l'utilise avec un art délectable. Il masse les mots, il cisèle la phrase, il y glisse du paradoxe : *« La nouveauté est une menace pour le futur, son ennemi le plus sournois »*, ou de la satire : tel philosophe médiatique *« ôte la moelle des mots pour en faire des sifflets »*. De la psychologie : *« On recense les rêves de l'homme dans les video shops. Là, comme jadis sur les oriflammes, on voit comme nous aimons être forts et faire l'amour en récompense »*, et même de la poésie : *« Elle se voyait comme Ginger Rogers évoluant loin des laideurs dans un univers respirable où l'amour ne laisse pas de cendres. »* Quant à « l'attaque » de ce livre qui cherche passionnément à trouver un sens à notre existence, elle aurait sa place dans une anthologie des premières phrases de roman : *« Les gens vous diront qu'il n'y a rien à comprendre. »*

Jean Soublin

LE LIÈVRE ET LE LIEUTENANT
de James Gressier.
Ed. Phébus, 254 p.,
129 F (19,67 €).

L'Adieu au père

La lassitude de vivre, l'alcool, le cancer... Un roman où Philippe Vilain restitue avec une tendresse retenue la figure paternelle

LA DERNIÈRE ANNÉE
de Philippe Vilain.
Gallimard, coll. « L'Infini »,
134 p., 85 F (12,95 €).

Dès son premier roman, *L'Etreinte* (Gallimard, 1997), Philippe Vilain avait trouvé le ton, pariant sur la simplicité, la netteté sans exhibitionnisme, pour raconter son histoire d'amour avec une romancière connue. Mais on pouvait craindre qu'il soit l'homme d'un seul texte, en forme de « récit vrai ». Son deuxième livre démontre qu'il a déjà un style et qu'il va être fidèle à la phrase de Jean Starobinski placée en épigraphe de *La Dernière Année* : *« Toute littérature suppose la* perte de l'objet *et son remplacement (je ne dis pas sa représentation) sous les espèces du mot. »*

Un milieu modeste, trop d'alcool, des vies minuscules, un cancer, la mort... Philippe Vilain se demande *« comment parler de tout cela sans tomber dans le misérabilisme »*. Sa question est déjà une réponse. Ceux qui se vautrent dans le misérabilisme ne se demandent jamais pourquoi, ni comment l'éviter. Comment parler de ce père auquel le narrateur porte un *« attachement démesuré »* ? En décrivant. En évoquant des scènes. En évitant l'excès de psychologie, de commentaires. En cherchant la phrase et en la trouvant au plus juste. A l'oreille.

Cet homme au destin contrarié par ses origines sociales, cet homme qui aimait les livres et aurait voulu être chirurgien, va mourir prématurément d'un cancer de la gorge. On l'a hospitalisé le jour de juillet 1998 *« où la France a battu l'Italie aux penalties en quart de finale de la Coupe du monde »*, écrit Philippe Vilain, *« le jour où le joueur italien Di Biagio a vu son tir s'écraser sur la barre transversale de Barthez. J'imagine que pour ce joueur aussi le monde a dû se renverser »*. Le cancer a fini par s'imposer, mais la maladie vient de loin. De la lassitude devant l'existence, de l'angoisse de vivre que le vin – du vin bon marché ici – calme et entretient en même temps. Père ivre, enfant humilié, c'est toujours ainsi. *« Pourquoi n'ai-je pas conservé la moindre rancune envers un homme qui a gâché mes premières années ? »*, se demande le narrateur. Il avait à peine dix ans quand son père a commencé à boire (avant de s'arrêter, de reprendre, puis de renoncer définitivement à l'alcool), il va avoir trente ans quand il entreprend ce texte qui ressemble à un adieu. C'est seulement en écrivant qu'il prend véritablement conscience, enfin, de la complicité qui l'a toujours uni à son père. *« Même si cette complicité s'est forgée contre ma mère. Même si dans cette complicité dévorante entrent je ne sais quels sentiments troubles, et pourtant indissociables, de culpabilité, d'amour et de pitié. »*

La Dernière Année est le livre né de cette complicité, et c'est pour cela qu'il n'est jamais morbide, ni misérabiliste, ni sinistre, bien qu'il soit triste puisqu'il est une manière de prendre congé, une ultime déclaration d'amour avant le deuil. Le récit s'interrompt avant la mort du père : *« Autant que notre séparation se fasse par une autre voie que celle de la mort. Autant qu'elle se fasse par le biais de la littérature. »* Ce livre, en dépit de la maladie, de la mort annoncée, de la blessure enfin avouée – *« Mon père était alcoolique. Ces quatre mots s'imposent aujourd'hui en moi. Longtemps j'ai été sans pouvoir me formuler cette évidence. »* –, est le roman d'une vie – ou plutôt de deux, celle du père et celle du fils –, le récit d'une intimité singulière, faite de tête-à-tête insolites (quand la mère quitte le père et que le fils reste avec lui), de parties de pêche où l'on relâche le poisson parce qu'on le sait immangeable et qu'on vient là seulement pour être ensemble. Il est la voix de cet homme qui a presque perdu l'usage de la parole et écrit sur un bloc-notes ce qu'il veut dire à ses visiteurs ou à ses médecins. Cette voix, c'est son fils qui la lui donne, ce garçon qui n'a jamais su l'appeler *« papa »*, par pudeur, par crainte de prononcer ces mots simples, *« je t'aime papa »*, ce qui les aurait gênés tous les deux. Il lui disait plutôt *« mon vieux »*, *« mon p'tit vieux »* ou *« Bacchus »* – *« c'était sans doute pour moi une façon de le rendre éternel »*. L'autre façon de prolonger sa vie, c'était de la lui restituer, en l'écrivant avec une tendresse discrète, sans complaisance ni niaiserie.

Josyane Savigneau

Philippe Vilain
Philippe Vilain a trente ans – *« je suis né l'année où l'homme a marché pour la première fois sur la Lune »*. Il a publié son premier roman, *L'Etreinte,* à vingt-huit ans, en 1997. Il y racontait son histoire d'amour avec une romancière qu'il désignait par ses seules initiales A. E. Il l'avait rencontrée après avoir lu *Passion simple,* un livre acheté par son père, qui est le héros de ce deuxième livre, *La Dernière Année.* Pour évoquer leur passion, il empruntait à A. E. la forme qu'elle utilise souvent et désigne sous le terme de *« récit vrai »*.

LeMonde Job: WIV3899--0005-0 WAS LIV3899-5 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 08:23 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 11Fap:100 N°:0363 Lcp:700 CMYK

l i v r a i s o n s

● **LE RENDEZ-VOUS,** de Patrick Renou
« J'écris pour des raisons amoureuses et thérapeutiques. » Le souffle tour à tour haché ou lyrique, Patrick Renou signe un premier roman fiévreux : une double déclaration d'amour, à la littérature dont il voudrait être l'un des artisans les plus fous, et à sa voisine du dessus, dont il voudrait être l'amant enflammé. Les 50 premières pages sont éblouissantes : délire d'un soupirant hypocondriaque persuadé d'avoir grignoté des arachides nichées dans une boîte de raisins secs avariés. Puis le monologue erratique et frénétique de l'apprenti écrivain qui se fait tourner la tête mouline un peu, dans l'euphorie de ses connaissances philosophiques. On tient là, néanmoins, une voix dont on aimerait réentendre l'écho (Albin Michel, 250 p., 98 F [14,94 €]). **J.-L. D.**

● **GÉNIS OU LE BAMBOU PARAPLUIE,** de Denis Guedj
Une fleur par siècle, c'est le rythme du bambou parapluie, graminée chinoise dont le grand panda aime brouter les feuilles. Jeanne et sa famille vivent à l'abri de la plante tutélaire sans savoir qu'elle détient la clé d'un mystère oppressant que le jeune Génis saura dévoiler. Denis Guedj sait comme pas un attendrir avec un nombre premier et montrer la grandeur de l'homme avec la somme de deux cubes. Sa prose inventive et rythmée comme un rap donne un coup de jeunesse aux neurones les plus engourdis. Mais le tempo de ce deuxième roman est plus lent, l'ambition peut-être trop haute, le suspense moins efficace : ce « bambou », malgré son charme, n'a pas la pétulance du « perroquet » de l'année dernière (Seuil, 266 p., 129 F [19,66 €]). **J. Sn**

● **LE POSTIER**, de Françoise Henry
Un bourg dans la Bresse, où l'été s'écoule, doucement. Un couple vieillissant, modeste et minutieux, y passe des vacances paisibles, laborieuses : jardinage, bricolage, confitures. Mais il y
a les insomnies, où tout bascule. Et bientôt Simone croit, le cœur battant, reconnaître dans le postier un amour d'autrefois. Rien que de très ténu dans ce roman intimiste, où Françoise Henry confirme le talent délicat qui apparaissait dans son premier roman, *Journée d'anniversaire*. La rivière, l'air qui tremble de chaleur, l'ombre d'un tilleul, les ailes d'un papillon qui frôle le buddleia : tout donne, à cette rêverie romanesque sur le temps qui passe, une grâce fiévreuse et tendre (Calmann-Lévy, 184 p., 85 F [12,95 €]). **M. Pn**

● **L'INVENTION DU PÈRE**, d'Arnaud Cathrine
Rafael arrive en Espagne pour les funérailles de celui qui fut son géniteur et rien d'autre. *« Je vais enterrer mon père. Je ne sais pas ce que cela veut dire. Un père. »* Afin de pallier cette indifférence de vingt-cinq ans, Rafael décide de vivre deux histoires : l'une, quotidienne, repose sur le constat cuisant de l'absence paternelle et les circonstances de sa mort, la seconde, fictive, est celle qu'il écrit sous la forme d'un journal destiné à sa mère, restée en France et tenue dans l'ignorance de ce décès. Rafael s'invente une rencontre qui n'a pas eu lieu. Arnaud Cathrine, dont c'est le deuxième roman, esquisse avec pudeur *le « portrait inachevé »* d'un homme en lui opposant un fils en mal d'identité (Verticales, 176 p., 90 F [13,72 €]). **P. Gu.**

● **LA PASSION SELON MOI**, de Paul Smaïl
L'auteur (masqué) de *Vivre me tue* poursuit une œuvre écorchée, cris d'humeur témoignant d'un besoin éperdu de respect et d'une passion pour les mots. Cette volonté farouche d'écrire envers et contre tout, *« suivant son bon plaisir »*, le conduit cette fois à livrer un patchwork sur le modèle des « divans » orientaux. notes, fragments, pages de journal, choses vues... avec le désir de *« rester romanesque »*, de ne pas se donner en spectacle (hantise d'être l'un des beurs de service), et de *« vivre comme Zidane tacle »*. C'est avec rage qu'il évoque Barbès et le Maroc des ancêtres, avec tendresse qu'il perpétue l'amour fou pour Myriam, avec ironie et malice qu'il cite Cervantes se battant contre les moulins à vent (Robert Laffont, 178 p., 99 F [15,09 €]). **J.-L. D.**

● **TROIS NAUFRAGÉS DU ROYAUME**, de Jean-Pierre Millecam
Romancier talentueux, Jean-Pierre Millecam raconte avec brio l'épopée de Farid et de ses compagnons. Le Maroc où l'écrivain situe son intrigue est aussi le royaume des héros de tous les temps. Les secrets et les confessions des personnages, les multiples péripéties de leurs aventures soumises aux frénésies du sexe et aux contingences historiques, ont la violence de la réalité et la beauté de la légende. Jean-Pierre Millecam maîtrise avec volupté ce conte plein de fureur et d'espoir (Ed. des Syrtes, 340 p., 132 F [20,12 €]). **H. Mn.**

● **JE VOUDRAIS QUE QUELQU'UN M'ATTENDE QUELQUE PART**, d'Anna Gavalda
Horizon bouché, quotidien sordide, personnages bornés, Anna Gavalda observe les gens et dissèque leur vie. Sur un ton qui peut parfois sembler aussi léger qu'un courrier du cœur de magazine féminin, elle raconte des histoires de petits-bourgeois, dont l'*« espoir débile »* est que quelqu'un, un jour, les attende quelque part. Pourtant aucun de ses personnages ne semble prêt à *« ouvrir les vannes »*, à remettre en cause son petit confort : *« Il ne trompe plus sa femme depuis qu'ils se sont amusés un jour, avec Antoine Say, à calculer leurs pensions alimentaires respectives pendant une partie de golf. »* Flirtant avec la désinvolture et la dérision, Anna Gavalda signe un recueil cinglant de nouvelles très germanopratines (Le Dilettante, 224 p., 99 F [15,09 €]). **E. G.**

● **LES FILS DE L'AMERTUME,** de Slimane Benaïssa
Célèbre dramaturge algérien, Benaïssa a choisi la forme du roman pour peindre la société actuelle de son pays. Sans négliger la description savoureuse – désolante parfois – de la vie quotidienne, le livre s'organise autour de personnages forts : le héros de l'Indépendance, le journaliste tourmenté, l'islamiste sincère, tous traités en profondeur comme les thèmes du souvenir, de la famille, du féminisme, et celui, suggéré, d'une sorte de culpabilité collective qui peut conduire à l'abandon. Même si elles obscurcissent parfois la narration dans ce livre important, douloureux, on est touché par les émotions de l'auteur : la rage, la tristesse, la peur. Comment ne pas s'émouvoir quand on regarde l'Algérie ? (Plon, 276 p., 110 F [16,77 €]). **J. Sn**

● **LE GARÇON**, d'Adolf Schröder
Bob, peintre par passion et chauffeur de taxi par nécessité, découvre un jour dans son appartement un inconnu : un gamin d'une douzaine d'années qui se retranche dans un mutisme absolu. Sans trop se poser de questions, Bob accepte cette présence, laissant même désormais systématiquement sa porte ouverte pour que le petit inconnu puisse aller et venir à sa guise. Entre traumatismes d'enfance, découvertes macabres, amours avortées, l'auteur tisse la toile d'une intrigue bien menée à laquelle s'associe une réflexion sur les ambiguïtés de l'art comme moyen d'expression et de refoulement. Il s'agit du deuxième roman de cet auteur né en 1938, qui vit à Hambourg et, comme son héros, gagne sa vie en faisant le chauffeur de taxi (traduit de l'allemand par Martin Ziegler, Flammarion, 304 p., 140 F [21,34 €]). **P. Dhs**

● **OU CÉSAR OU RIEN,** de Manuel Vazquez Montalban
Vazquez Montalban, qui met en scène tous les appétits avec tant de talent, n'a pas résisté à la tentation de peindre un siècle assez goulu dans lequel on gage qu'il aurait fait grande figure : le XVIe. Il parle des Borgia, catalans comme lui, et fait défiler tous les grands de l'époque, de Michel-Ange à Savonarole, de Machiavel à Pic de la Mirandole. Sa cuisine est peut-être pour une fois un peu trop riche, mais il y a des meurtres distrayants, des conclaves effroyables, des tortures instructives et de doux incestes (traduit de l'espagnol par François Maspero, Seuil, 372 p., 140 F [21,34 €]). **J. Sn**

Retrouvailles amères

Après quinze ans d'exil, Arturo Pereda revient dans son pays, le Pérou. Au gré des souvenirs et des remises en cause, le « chasseur absent » d'Alfredo Pita se transforme peu à peu en « chasseur de vérité »

LE CHASSEUR ABSENT
(El cazador ausente)
d' Alfredo Pita.
Traduit de l'espagnol (Pérou) par André Gabastou,
Métailié, 342 p., 130 F [19,82 €].

Il aurait pu s'appeler Ulysse, en d'autres temps. Son Ithaque est le Pérou, son Dublin Lima, son Ogygie l'Allemagne où il réside depuis 1972. Arturo Pereda Diaz, le « chasseur absent », né à Trujillo en 1947, a quitté son pays après trois ans de prison, à la suite d'un hold-up, exécuté par un groupe d'étudiants, pour renflouer les caisses d'un mouvement révolutionnaire. Le 2 mars 1985, après quinze ans d'absence, Pereda atterrit à Lima pour effectuer un reportage photographique sur la réalité du Pérou. Ce qui ne devait être qu'un voyage professionnel agrémenté de retrouvailles familiales tourne court : *« Comment vendre ces nouveaux visages, ces nouveaux sentiments aux Européens habitués au misérabilisme et au réalisme magique, à l'obscène danse de la faim, du folklore et de la mort ? »*

Toutes les plaies que Pereda pensait refermées à jamais se remettent à saigner les unes après les autres. La plus profonde découle du jugement sommaire et de l'exécution d'un traître. Cette trahison, dont les circonstances et les raisons ne furent jamais élucidées, sera l'objet de l'enquête du photographe. Elle le conduira, de fausses pistes en réelles surprises, de Lima, arpentée en tous sens à en devenir familière, à Mexico, *via* Paris et Bruxelles. En revenant sur les lieux du crime, qui furent aussi ceux de la passion et du bonheur, Pereda prend tous les risques malgré les avertissements. Il est déjà trop tard : souvenirs et remises en question déferlent.

Pereda va donc passer le mois que dure son séjour à s'affronter à lui-même, à tenter de s'accorder comme on accorde un piano, à ausculter les dissonances qui ont faussé la tonalité qu'il voulait donner à sa vie. Tout est passé au crible : l'exil, qui lui apparaît maintenant comme un reniement de son pays, de ses amis et de ses idéaux ; le mensonge par lequel il prétendait effacer l'acte irréparable et oublier ses racines ; le Pérou toujours embourbé dans des inégalités et des injustices endémiques ; le désir de revoir la belle Laura, ce fou de Rojas ou la très mystérieuse Sarah ; les raisons de vivre de ce *« raté content de lui »*...

Alfredo Pita n'a cure de nous ménager. Le roman prend un tour ensorcelant avec le jeu sur le temps et la superposition de différents niveaux de récit. La discontinuité systématique du récit propulse le passé de Pereda sur la même échelle temporelle que son présent, de façon d'autant plus frappante et habile lorsque les transitions entre périodes sont constituées de locutions communes. Passé, présent et futur s'évanouissent pour se fondre en une seule et même entité.

Ce broyage du temps illustre parfaitement la volonté de s'inscrire dans la diversité du monde, d'assumer contradictions et faiblesses, de refuser l'oubli, de revendiquer la pluralité : *« En tant que Latino-Américain né au nord du Pérou, je sens que mes racines ne sont pas seulement mochicas, incas, celtes, arabes, juives et romaines, elles sont grecques aussi. »* Alfredo Pita ne dit pas autre chose en s'attribuant une citoyenneté cosmique. S'il reconnaît avoir mis beaucoup de lui-même et de ses lectures dans son roman, c'est grâce à cette multiplicité qui l'autorise à choisir un Basque pour sujet de nouvelle ou à préparer un roman situé dans le quartier chinois de Paris. Qui le conduit à se jouer de lui-même, dans des constructions en miroirs : le deuxième chapitre du *Chasseur absent* s'ouvre par quelques vers d'un poète nommé Rafael Devalera, pourtant l'un des personnages du roman mais aussi l'auteur d'un recueil de poèmes, *Sandalias del viento*, publié en 1995 et précédé d'une présentation signée d'un certain Alfredo Pita.

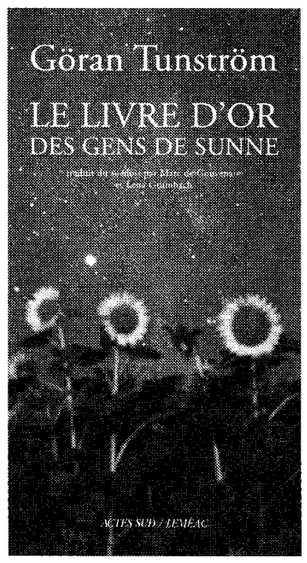
Jean-Louis Aragon

D.BALICKI

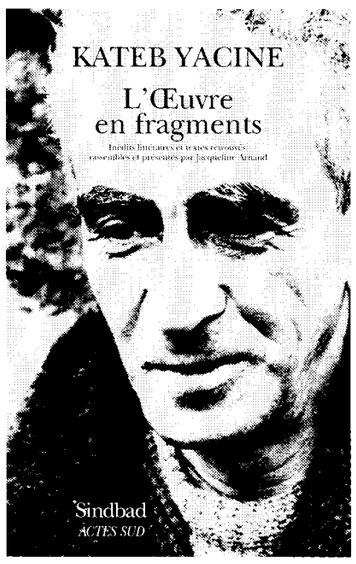
Alfredo Pita
Né au Pérou en 1948, Alfredo Pita a publié deux recueils de nouvelles et obtenu plusieurs prix de poésie dans son pays. Il réside depuis 1984 à Paris, où il est journaliste à l'Agence France-Presse. C'est peut-être un signe des dieux si *Le Chasseur absent*, édité au Pérou en 1994 puis quasiment oublié, a obtenu cette année le prix de Las Dos Orillas décerné à Gijon, en Espagne (*Le Monde* du 4 juin 1999). Ce prix stipule une édition simultanée en France, en Allemagne, en Espagne, en Grèce, en Italie et au Portugal. Une véritable odyssée, preuve que les livres aussi ont leur propre destin.

ACTES SUD

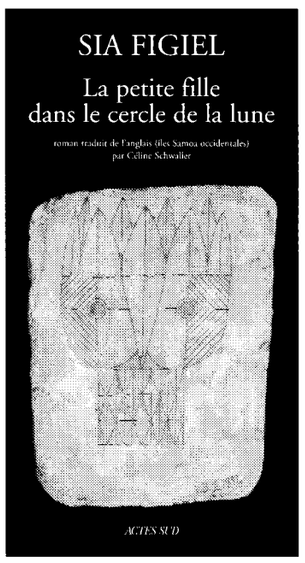
Des auteurs du monde entier à découvrir



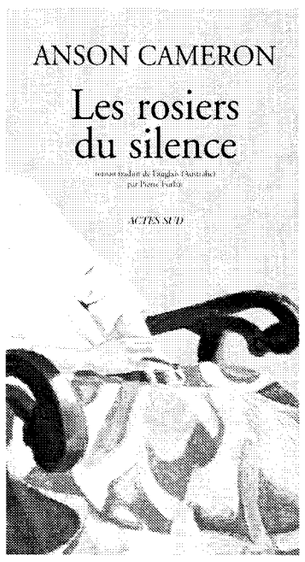
A son livre d'or, l'épicier Stellan a confié les secrets et les émerveillements d'une vie soi-disant ordinaire.



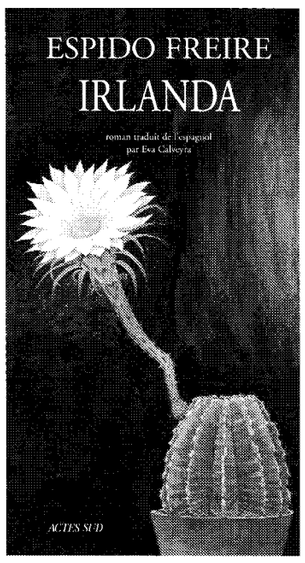
Un volume d'inédits du grand écrivain algérien pour commémorer sa disparition, il y a juste dix ans.



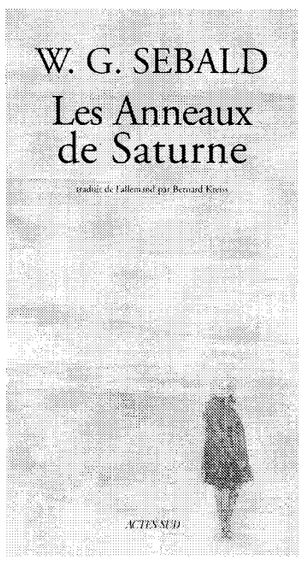
Une petite fille des îles Samoa passe le monde qui l'entoure au peigne fin de sa lucidité.



Fidèle aux rosiers qui ont fleuri dans la cendre de ses morts, une vieille femme résiste à son expulsion d'une cité minière australienne.



Entre ingénuité et malfaisance, une adolescente découvre le monde lumineux, inaccessible et haïssable de sa ravissante cousine Irlanda.



L'auteur des *Emigrants* voyage dans les paysages de la mélancolie, de l'érudition et du souvenir des temps révolus.

septembre 1999

LeMonde Job: WIV3899--0006-0 WAS LIV3899-6 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:53 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 11Fap:100 N°:0364 Lcp:700 CMYK

De belle humeur

LE POÈTE ET LA MÉCHANTE HUMEUR
de Jean-Marie Barnaud.
Illustré par Martine Mellinette,
Cheyne éditeur, « Poèmes pour grandir », 48 p., 85 F (13 €).
A partir de 10 ans

NATURELLEMENT
Anthologie de Jean-Marie Henry,
images de Yan Thomas.
Ed. Rue du monde, album cartonné, 64 p., 95 F (14,48 €).
A partir de 8 ans

Pourquoi certaines journées semblent-elles vouées à être calamiteuses ? Pour bien manifester ces petits désastres annoncés qui rendent de méchante humeur, on barre son front de deux profonds sillons, on plisse le coin des lèvres... Et puis parfois, comme par enchantement, tout redevient souriant. C'est une telle journée que raconte Jean-Marie Barnaud, qui ne cherche pas à expliquer le passage. Mais qui, poétiquement, le constate. Et son poème est propre à convaincre le plus rétif des grincheux.

Une autre solution pour se remettre de bonne humeur : lire et regarder l'album de Yan Thomas, qui répond à la louable intention de familiariser le jeune public avec la nature. Mais les fleurs et les petits oiseaux sont menacés... *« Apprenez à ne détruire / ni l'air, ni l'eau, ni la terre / sans quoi s'efface le rire / que vous promet leur mystère »*, écrit Jean-Claude Renard. C'est aussi une leçon à retenir. Il n'y a dans ces pages aucun poème niais, même si certains s'imposent moins que d'autres. Parfois on s'éloigne un peu du sujet, ou plus exactement on l'étend ; comme avec tel poème de Jean Follain ou de Malcom de Chazal. Mais l'ensemble est d'excellente tenue. Et comme l'écrit Hubert Reeves dans sa préface : *« Mettre en poème les animaux et les plantes nous les fait voir sous un angle nouveau. »*

P. K.

Un, deux, trois... soleil

S'inscrivant dans le cadre de l'opération « La Main à la pâte », mise en œuvre par le ministère de l'éducation nationale pour sensibiliser les plus petits à la science, deux ouvrages didactiques et ludiques illustrent cette démarche. Une « leçon de choses » à suivre

L'ASTRONOMIE EST UN JEU D'ENFANT
de Mireille Hartmann.
Ed. Le Pommier, 204 p., 99 F (15,09 €).
A partir de 4 ans.

GRAINES DE SCIENCES
sous la direction d'Isabelle Catala,
Pierre Léna et Yves Quéré
Ed. Le Pommier, 240 p., 99 F (15,09 €).
A partir de 6 ans.

IL y a tout juste vingt ans, Mireille Hartmann, institutrice, fait sa rentrée dans une école maternelle toute neuve de la région parisienne. Surprise : au milieu de la cour, une coupole abrite un superbe télescope ! Des années auparavant, la Société astronomique de France l'avait prêté à un club d'astronomes amateurs qui, depuis, menaient leurs observations sur ce terrain... avec un tel bonheur qu'une association s'est créée entre le club et l'école, et que l'architecte a conçu les bâtiments scolaires de telle façon qu'ils ne gênent pas les observations.

Dès la première récréation, les enfants s'agglutinent autour de l'objet. Pour Mireille Hartmann, une longue et passionnante aventure commence. *« Le soir même, désirant répondre de mon mieux aux multiples interrogations de mes jeunes élèves, je me rends à la bibliothèque municipale. Les livres de vulgarisation concernant l'astronomie sont encore rares à cette époque, surtout au rayon "enfants". »* L'enseignante s'obstine, découvre Camille Flammarion et son *Astronomie populaire. « A mon insu, je vais peu à peu tomber sous le charme de ces "espaces infinis" dont parle Pascal, et bientôt mon enthousiasme fera écho à celui de mes élèves. A tel point que, les relances fusant des deux côtés, il sera parfois bien difficile de discerner qui mène le jeu ! »*, se souvient-elle.

© THE ART INSTITUTE OF CHICAGO

« L'œil comme un ballon bizarre se dirige vers l'infini », lithographie d'Odilon Redon (1882)

Vingt ans plus tard, la néophyte – désormais à la retraite – est passée de l'autre côté du miroir. Elle qui, depuis cette initiation personnelle, n'eut de cesse de mener dans sa classe, avec de très jeunes enfants, des activités d'éveil scientifique dans le domaine de l'astronomie, met aujourd'hui sa pratique pédagogique à la portée de tous. Aux enseignants, à qui son ouvrage s'adresse au premier chef, mais aussi aux parents et aux éducateurs, elle affirme que ces notions complexes peuvent être abordées par des écoliers *« hauts comme trois pommes »*, pour peu que l'on veuille bien prendre le parti de la simplicité. *« Les appareils coûteux et d'un maniement délicat, comme la lunette ou le télescope, ne sont absolument pas indispensables pour s'initier à l'astronomie »*, précise-t-elle. La méthode prônée par *L'astronomie est un jeu d'enfant* n'entend pas former des savants en culottes courtes, mais simplement sensibiliser les petits à la plus ancienne des sciences.

Le résultat ? Il semble aller de soi. Ecartant – pour le moment – les autres merveilles de l'Univers, planètes lointaines, comètes ou galaxies, Mireille Hartmann s'est ici limitée aux astres les plus proches de nous : le Soleil, la Terre et la Lune, qui forment la trilogie de l'ouvrage. En introduction de chacune de ces trois parties, quelques pages regroupant les connaissances de base. Après quoi, place à l'expérimentation. Des séances d'observation à la consultation de documents, de la simulation de mécanismes simples (l'alternance du jour et de la nuit) à l'exécution de fiches techniques, tout est bon pour inciter les enfants à *« élever leur regard jusqu'aux étoiles »*. En stimulant autant que possible leur besoin de merveilleux et leur imaginaire, dont témoignent avec bonheur les dessins, joyeux et colorés, qui courent tout au long de ce livre.

Destinée aux classes de maternelle, à cet âge tendre où devoirs de français et calcul mental n'emplissent pas encore nos chères têtes blondes, la méthode mise au point par cette enseignante hors du commun leur offre, à l'évidence, une formidable occasion de développer leur créativité. Mais la publication de cette *« pédagogie de l'émerveillement »* n'est pas simplement tombée du ciel. Elle veut plus largement s'inscrire dans l'opération « La main à la pâte », mise en œuvre par le ministère de l'éducation nationale. Un projet pilote d'enseignement des sciences à l'école maternelle et élémentaire, dont l'objectif est de mettre en avant les vertus de l'expérience scientifique dans la transmission du savoir.

Popularisée depuis trois ans par le Prix Nobel de physique, Georges Charpak, saluée par Claude Allègre dans le cadre de sa Charte pour bâtir l'école du XXIe siècle, La Main à la pâte est également une marque déposée de l'Académie des sciences. C'est sous ce signe que vient d'être édité *L'astronomie est un jeu d'enfant*. De même, *Graines de sciences,* ouvrage collectif dont les droits d'auteur seront intégralement versés au fonds destiné à soutenir la mise en œuvre de ce projet.

Rédigé par huit scientifiques à l'issue de leur rencontre avec une trentaine d'enseignants du primaire, ce deuxième ouvrage s'inscrit, comme le premier, dans une logique pédagogique. Découpé en chapitres thématiques (le soleil, la terre, la forêt, les matériaux, la cellule...), il expose, avec le minimum d'équations et de « jargon » scientifique, les principales connaissances actuelles sur chacun de ces thèmes. Le tout accompagné de quelques expériences faciles à réaliser.

Fruit d'un dialogue trop rare entre chercheurs et enseignants, ces *Graines de sciences,* par leur principe même, ne demandent qu'à germer. Mais les auteurs le reconnaissent eux-mêmes : cet ouvrage est avant tout destiné au *« lecteur "généraliste" »*. Interrogée sur la suite de cette collection, la toute jeune maison d'édition Le Pommier annonce qu'une deuxième rencontre aura lieu à l'automne, qui donnera naissance à un ouvrage du même type. L'intention est louable. Mais elle est à l'évidence moins originale et utile aux écoliers que ne l'est *L'Astronomie est un jeu d'enfant*, dont on aimerait voir l'équivalent en biologie, en chimie, en physique... Il est vrai que l'on ne rencontre pas tous les jours une Mireille Hartmann.

Catherine Vincent

Invitations au théâtre

Trois petites histoires drôles et subtiles de Jean-Claude Grumberg, Normand Chaurette et Joël Jouanneau inaugurent la collection d'Actes Sud-Papiers

C'est l'histoire d'un *« Petit Navire »* qui n'a jamais navigué, sinon dans les rêves : un jeune garçon qui vit avec sa sœur Roxane, un monsieur Wreck plutôt gentil et une buandière bourrue. Petit Navire, puisque c'est son nom, a décidé que l'école était inutile : *« Je sais plus de choses que mes professeurs. Je sais lire et écrire. »* Monsieur Wreck : *« Mais tu ne sais pas compter. »* L'enfant : *« Compter ne sert à rien. La preuve, vous comptez les jours, voyez le résultat : les jours s'accumulent et il ne se passe rien.* (Un temps). *Pourquoi maman nous quitte-t-elle toujours sans dire quand elle reviendra ? »* La voilà, la grande question : la mère de Roxane et de Petit Navire est loin. Toujours à parcourir des montagnes impossibles, d'où elle envoie des cartes disant à ses enfants qu'elle va bientôt revenir. Mais bientôt, c'est peut-être jamais... Une autre histoire : celle *du Petit Violon.* Léo le camelot adopte Sarah, orpheline exploitée par le directeur du cirque Univers où vit le géant *« le plus triste du monde »*. Un violon d'enfant guide la marche de leurs aventures. Il mènera Sarah à l'âge adulte et donne le secret du bonheur : *« ne pas rester seul »*.

Encore une autre histoire : elle se passe en Papoâsie, sur l'île de Blublup, où vivent Kadouma, grand et noir, et Mamie Ouate, lilliputienne et blanche. Deux rigolos : ils s'amusent à détourner les entomologistes venus du monde entier traquer Virginia, une femelle papillon unique...

Ces trois histoires sont destinées au théâtre. Ecrites par Joël Jouanneau (*Mamie Ouate en Papoâsie*), Jean-Claude Grumberg (*Le Petit Violon*), Normand Chaurette (*Petit Navire*), elles ouvrent un nouveau chapitre de la maison d'édition Actes Sud-Papiers, qui s'est associée avec Heyoka, le centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Sartrouville. Leur but est annoncé en page deux de chaque exemplaire : *« Heyoka Jeunesse* [est] *une collection de théâtre pour la jeunesse, qui se propose de conforter les passerelles nécessaires entre l'éphémère de la représentation et la mémoire de l'écrit, de participer à l'émergence d'un répertoire théâtral ambitieux et de susciter de nouvelles écritures. »*

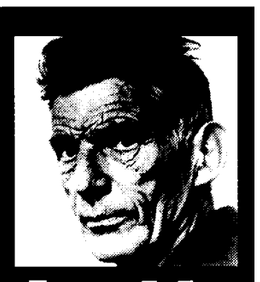
Heureusement, la collection démarre mieux qu'elle n'est annoncée par les éditeurs. Elle donne envie de lire et d'aller au théâtre, avec ses ouvertures colorées comme des décors en carton peint, son impression agréable et ses choix judicieux : Joël Jouanneau a revu *Mamie Ouate en Papoâsie*, un de ses jolis succès, à l'origine destiné aux adultes. *Petit Navire*, de Normand Chaurette, et *Le Petit Violon*, de Jean-Claude Grumberg, sont deux pièces inédites, qui allient subtilement le style et l'enjeu : poser une petite pierre blanche sur le chemin de l'apprentissage de la vie, avec ses *« bientôt »* et ses *« toujours »* qui fascinent les enfants.

Brigitte Salino

LE PETIT VIOLON
de Jean-Claude Grumberg.
Actes Sud-Papiers Heyoka, Jeunesse,
30 p., 40 F (6,10 €).
A partir de 9 ans

PETIT NAVIRE
de Normand Chaurette.
Actes Sud-Papiers Heyoka, Jeunesse,
52 p., 50 F (7,62 €).
A partir de 9 ans

MAMIE OUATE EN PAPOÂSIE
de Joël Jouanneau.
Actes Sud-Papiers, Heyoka Jeunesse,
32 p. 40 F (6,10 €).
A partir de 9 ans



Samuel Beckett,
pour finir encore

initiales
GROUPEMENT DE LIBRAIRES

Ce dossier vous est offert dans nos librairies

Un plaisir nécessaire

Emblématiques des années féministes, deux albums d'Adela Turin reparaissent. Sans avoir pris une ride

ROSE BONBON
et **L'HISTOIRE VRAIE DES BONOBOS À LUNETTES**
d'Adela Turin.
Illustrations de Nella Bosnia,
Actes Sud Junior,
« Les grands livres »,
42 p., 69 F [10,51 €] chacun.
A partir de 5-6 ans

C'est parce que trop de livres pour la jeunesse véhiculent encore de vieux clichés sexistes (tels que le fauteuil et le journal pour le père, le tablier pour la mère [1]) que Madeleine Thoby, directrice d'Actes Sud Junior, a décidé de rééditer *Rose bonbon* et *L'Histoire vraie des bonobos à lunettes*. La génération née au milieu des années 70 se souvient sans doute de Pâquerette, petite éléphante, qui, lasse d'avoir à manger anémones et pivoines pour avoir *« la peau lisse comme une pomme et couleur rose bonbon »*, quitte son enclos pour participer aux jeux des éléphanteaux. Ou de *L'Histoire vraie des bonobos à lunettes*, qui conte la révolte des bonobées contre leurs fainéants de maris et commence ainsi : *« Il y a bien longtemps* (...) *les bonobos étaient constamment occupés à grignoter les baies et les fruits, les graines, les noix et les pousses que les bonobées cueillaient toute la journée pour eux et pour les bonobines et les bonobins. »*

Ecrits (avec la complicité de l'illustratrice Nella Bosnia) et publiés par Adela Turin dans la maison d'édition qu'elle fonde en 1974 à Milan (Dalla parte delle bambine) puis aux Editions des Femmes, ces deux albums emblématiques des années féministes revivent aujourd'hui dans la collection « Les grands livres ».

« Vieille féministe » de son propre aveu, Madeleine Thoby avait envie de faire découvrir les titres qu'elle-même avait offerts à ses enfants, à la fois pour *« émouvoir les jeunes lecteurs »* et pour *« raviver chez leurs parents le souvenir de leurs plaisirs d'enfants »*. Mais ce n'est certes pas pour son seul plaisir qu'elle les publie aujourd'hui : *« Quand on a commencé à parler de parité et de féminisation des noms, je me suis rendu compte que beaucoup de gens refusaient encore d'entendre ce discours. »* De ce constat est née l'idée de rééditer ces ouvrages qui *« n'ont pas vieilli »* et qui *« présentent avec humour et de façon concrète et intelligible le problème du sexisme, fournissant ainsi aux parents et aux enseignants les outils d'un dialogue avec les enfants sur ce problème crucial »*.

Légèrement revus pour l'occasion, les textes d'Adela Turin – dont l'intelligence est d'avoir su éviter de leur donner un ton trop didactique ou moralisateur – ont certes perdu aujourd'hui de leur côté provocateur ou agressif mais restent d'une actualité nécessaire. Reste à espérer que, cette fois, le message soit entendu et que désormais *« ce ne soit plus à leur couleur qu'on distingue les éléphants des éléphantes »*.

Emilie Grangeray

(1) C'est ce que révèle une enquête réalisée en 1996 et 1997 par l'Association européenne Du côté des filles, animée par Adela Turin. Un jeune garçon y déclarait : *« C'est le père qui travaille, donc le soir il est fatigué. C'est pas la mère, parce qu'elle fait un travail moins dur* (...), *dans les bureaux elles sont assises »* (Association européenne Du côté des filles, 8, rue Baillou, 75014 Paris).

initiales
GROUPEMENT DE LIBRAIRES

Antipodes, 95880 Enghien • **Atout-Livre**, 75012 Paris • **Blandine Blanc**, 42000 Saint-Etienne • **Dédale**, 75005 Paris • **Les Feuillantines**, 91260 Juvisy • **Gwalarn**, 22300 Lannion • **Lucioles**, 38200 Vienne • **Millepages**, 94300 Vincennes • **Page 189**, 75011 Paris • **Quai des Brumes**, 67000 Strasbourg • **La Réserve**, 78200 Mantes-la-Jolie • **Les Sandales d'Empédocle**, 25000 Besançon • **Le Square (l'Université)**, 38000 Grenoble • **Les Temps Modernes**, 45000 Orléans • **Vent d'Ouest**, 44000 Nantes.

LeMonde Job: WIV3899--0007-0 WAS LIV3899-7 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 09:41 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0365 Lcp:700 CMYK

la chronique

de Roger-Pol Droit

Le bon côté des grimoires

Les manuscrits anciens hibernent dans les bibliothèques. Ont-ils quelque chose à nous apprendre ? Seulement quelques détails infimes ? Ou bien des leçons essentielles ?

L'ART DES GÉNÉRALITÉS
Théories de l'abstraction
d'Alain de Libera.
Textes traduits
par Marc Geoffroy, en annexe
Aubier, « Philosophie »,
704 p., 149 F (22,71 €).

Il ne manque pas d'humour. Alain de Libera entame la conclusion de son dernier ouvrage par cette phrase : *« Après quelque six cents pages consacrées à l'histoire d'un complexe de problèmes aussi abstraits que leur objet même, le lecteur est en droit de se demander quel objectif poursuivait l'auteur. »* Prenons donc, comme il sied, cette affirmation au pied de la lettre. Pourquoi un chercheur se lance-t-il dans une si vaste enquête sur les théories de l'abstraction ? Comment comprendre que son investigation parcoure une dizaine de siècles, englobe des auteurs apparemment fort disparates, Porphyre et Abélard par exemple, scrute des manuscrits grecs et latins et n'oublie pas les sources arabes, en particulier Avicenne ? Pur goût de l'érudition ? Désir éperdu d'histoire pour l'histoire ? Nullement. Vue panoramique de l'évolution des idées ? Moins encore. Le projet est autrement délimité, et plus astucieux. Il n'est d'ailleurs pas toujours commode de le discerner, car il mêle plusieurs fils. On procédera donc par ordre.

Rappelons en bref, pour commencer, qu'Alain de Libera figure parmi les chercheurs les plus inventifs de sa génération. Erudit de grande envergure (il a traduit Maître Eckhardt aussi bien qu'Averroès, Thomas d'Aquin aussi bien que Porphyre), pédagogue d'une réelle clarté (sa somme sur la philosophie médiévale est un modèle du genre), Alain de Libera est également, de temps à autre, un polémiste incisif. Son essai *Penser au Moyen Age*, paru en 1991, contient notamment une description de la confrontation télévisée Tapie-Le Pen qui est un morceau d'anthologie. Dans le gros volume qui vient de paraître, quelques pages sur le marché philosophique, les *« trissoto-derridiens »* (sic) et les luttes entre *fellows* ne sont pas mal non plus. Bref, ce philosophe, aujourd'hui professeur à l'université de Genève, auteur en outre d'un premier roman cet automne (1), a plus d'une flèche à son ordinateur.

Retour à l'enquête historique. En premier lieu, il s'agit de repérer, parmi les divers modèles de constructions philosophiques relatives à la nature des idées en général, et des réalités géométriques en particulier, une conception spécifique de l'existence des êtres mathématiques. Cette théorie soutient que les objets mathématiques (triangles, cercles, égalités et autres) sont des concepts mentaux d'une curieuse sorte. D'un côté, ils sont inséparables de la matière, au sens où ils ne peuvent exister par eux-mêmes, indépendamment de toute réalité matérielle. Mais, d'un autre côté, l'esprit du mathématicien peut les concevoir séparément de toute matière. Comment se fait cette séparation ? Quelles conditions la rendent possible, ou bien au contraire la perturbent ou même l'entravent ? Ces interrogations n'appartiennent évidemment pas à toute forme de réflexion philosophique. Elles délimitent une problématique particulière, « l'abstractionnisme », qui s'est constituée d'abord chez Alexandre d'Aphrodise, professeur de philosophie aristotélicienne, probablement à Athènes, sous l'Empire romain, au temps de Septime Sévère et de Caracalla.

Alain de Libera suit à la trace, sur la longue durée, les œuvres qui peuvent être directement rattachées à ce qu'il appelle, en empruntant à Michel Foucault un de ses termes favoris, *« l'épistémè alexandrinienne »*. La première leçon de cette longue enquête – mis à part les minutieuses lectures de textes méconnus et les multiples éclairages nouveaux sur des œuvres célèbres – est de montrer comment, au fil des siècles, au sein de contextes culturels et linguistiques dissemblables, se transmet un ensemble structuré de perspectives théoriques. Cet ensemble est issu, en l'occurrence, d'un philosophe antique encore relativement méconnu. Pierre Thillet a mieux fait comprendre l'importance d'Alexandre d'Aphrodise et a édité son *Traité du destin*. Commentateur d'Aristote, interprète en particulier de sa théorie de l'âme, Alexandre d'Aphrodise a exercé une vaste influence dans la transmission des analyses du Stagirite aux philosophes grecs des dernières générations antiques, notamment Porphyre, et aux philosophes arabes, notamment Avicenne. Alain de Libera souligne, avec un luxe de précisions savantes, combien dépendent de la problématique d'Alexandre d'Aphrodise les analyses de l'abstraction conduites par Porphyre, qui auront pour lecteur Boèce, auteur charnière entre l'Antiquité et le Moyen Age (il meurt en 524), et bien plus tard Abélard, grande figure de la philosophie du XIIe siècle.

Cette continuité de problèmes, d'argumentations et de configurations de concepts ne tient pas simplement à l'existence d'une famille d'esprits. Ni à la pérennité de questions intemporelles qui se retrouveraient inéluctablement de génération en génération. Le travail d'Alain de Libera – c'est sa deuxième leçon principale – montre qu'il est indispensable de tenir compte de ce qu'on pourrait appeler les « outils textuels » de la réflexion philosophique de l'Antiquité et du Moyen Age. Pour comprendre de quoi il s'agit, il faut se défaire de notre représentation de la documentation philosophique. Nous autres, lecteurs d'après Gutenberg, public des grandes bibliothèques, contemporains d'Internet, nous avons le sentiment que tout est à disposition. Il n'en va pas du tout ainsi pour les philosophes du temps jadis. Une œuvre, pour eux, c'est d'abord un manuscrit. Parfois unique, toujours difficile à se procurer, truffé d'erreurs pas toutes repérables, de citations pas toutes repérées, accompagné de notes marginales, de commentaires et de gloses qui contraignent la lecture et finissent par se confondre avec le texte. L'essentiel à saisir, sur ce point, est que ces textes rares, « non pasteurisés », dépourvus d'édition critique, voire d'édition tout court, déterminent une *« offre philosophique »*. Celle-ci définit ce qui est pensable et pertinent. Les Anciens, et plus encore les médiévaux, sont continûment dépourvus d'une vue d'ensemble de l'histoire philosophique. Ils ne feuillettent jamais les catalogues des bibliothèques mondiales. Chacun possède seulement telle copie d'un commentaire d'Aristote, tel recueil de sentences ou telle compilation. L'oublier, c'est s'interdire de comprendre non seulement leurs limites mais aussi, tout bonnement, leurs pensées. La continuité apparente des questions est donc trompeuse. Elle peut laisser place à une analyse détaillée de la diversité des outils transmis, de leurs usages discontinus et spécifiques. On voit alors s'estomper les divisions coutumières de l'histoire et de la géographie.

Cette savante enquête doit en effet être replacée dans une dernière et plus large perspective : en finir avec les clivages, barrières, frontières et autres cloisons artificielles qui encombrent inutilement la réflexion philosophique. Parmi ces découpages, on mentionnera d'abord celui séparant l'Antiquité du Moyen Age, et celui écartant le Moyen Age de toutes les préoccupations modernes ou contemporaines. On indiquera aussi la démarcation souvent dommageable entre domaine gréco-latin et domaine arabe, alors qu'il faut évidemment œuvrer à *« rapatrier la philosophie "arabo-musulmane" dans l'histoire de la philosophie »*. Rappelons enfin, parmi les coupures abusives, l'opposition contemporaine entre « philosophie analytique » et « philosophie continentale ». Elle est souvent présentée comme le face-à-face entre un univers de la preuve logique – travail démonstratif, arguments contraignants – et un univers de la rhétorique dramatisée – questions insolubles mal posées, illusoires. Pour estomper tant de séparations, ce n'est pas le travail qui manque.

(1) Voir le feuilleton de Pierre Lepape dans « Le Monde des livres » du 3 septembre.

livraisons

● **ENCYCLOPÉDIE DE LA CHOSE IMPRIMÉE, du papier à l'écran**, sous la direction de Marc Combier et Yvette Pesez
Edité en 1977, réédité en 1985, cet ouvrage était devenu un classique pour les professionnels des arts graphiques, de l'édition et de l'imprimerie. Il était épuisé depuis de nombreuses années. En voici une troisième mouture, adaptée aux mutations du numérique. Les auteurs ont changé, le dictionnaire (qui initie aux termes et techniques, de l'« antialiazing » à la « xylographie ») a été refondu. Les questions de typographie et de mise en page, qui y occupaient une place de premier plan, voisinent désormais avec une technologie plus sophistiquée. Des synthèses sur les caractères typographiques, l'illustration, le papier, le design graphique, les procédés d'impression... jalonnent cette bible de la communication écrite. (Ed. Retz, 1, rue du Départ, 75014, 544 p., 300 F [45,73 €]). **J-L. D.**

● **POUR COMPRENDRE LA FRANC-MAÇONNERIE**, de Dominique Dubois
Parce qu'elle traîne une réputation de secret et d'influences, la franc-maçonnerie française continue à intriguer, d'autant qu'avec plus de 100 000 membres, elle attire ceux qui ne trouvent leur place ni dans les partis, ni dans les églises. Des francs-maçons issus de diverses obédiences se sont réunis, sous un pseudonyme commun, pour répondre aux questions que les profanes se posent à leur sujet. (Ed. du Rocher, 210 p., 110 F [16,77 €]). **Al. Fs**

● **LES GÉNIES DU CHRISTIANISME,** d'Henri Tincq
Au cours de l'été, le chroniqueur religieux du *Monde* retraçait l'histoire de ces deux mille dernières années en prenant pour fil conducteur les grandes figures du christianisme : de Jésus, saint Paul et saint Augustin aux martyres des temps modernes, Dietrich Bonhoeffer, Martin Luther King, Desmond Tutu, Mère Teresa ou Oscar Romero. C'est cette série de douze articles qui est reprise ici, augmentée d'un lexique et d'une chronologie (Plon, 240 p., 120 F [18,29€]). **P. K.**

● **OTAGE A KINSHASA,** de Fabrice Michalon
Depuis que Joseph Conrad a établi la position géographique du cœur des ténèbres, le Congo (belge, puis Kinshasa, puis Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo) a toujours justifié cette appellation, gouffre qui avale ceux qui s'en approchent, qui ne laisse pas s'échapper ceux qui y vivent. Dernier témoin de cette malédiction, Fabrice Michalon, administrateur de Médecins du monde, arrêté le 5 mai 1998 à Goma, accusé d'être un mercenaire serbe à la solde du dictateur déchu Mobutu, détenu à Kinshasa dans une série de prisons plus ou moins clandestines et libéré deux mois plus tard. Ce texte brut donne une image fragmentée, pas toujours très intelligible, d'un système totalitaire artisanal qui compense son inefficacité policière par une cruauté sans limite (Michalon, 172 p,. 75 F [11,43 €]) **T. S.**

● **APRÈS LE FILM**, de Jean Collet
Au fil d'un entretien avec Philippe Roger, puis d'une anthologie d'articles publiés dans des hebdomadaires ou des revues, la collection « Dialogue avec » (qui rendit hommage à Serge Daney et Henri Agel) honore aujourd'hui l'un des fils spirituels d'André Bazin. D'abord animateur de ciné-clubs, puis critique de cinéma à *Télérama*, Jean Collet croit au rôle d'« interprète » de la critique : *« ce qui aide le spectateur à renouer avec son inconscient. »* Hostile aux chapelles, éternel insurgé contre les idoles, ce métaphysique « lecteur » de Jean Eustache, Jean-Luc Godard et François Truffaut est un « résistant » à la démagogie, l'un des rares survivants d'une époque où la critique était un « art d'aimer », volontiers polémique, toujours acharnée à décrypter les images (Aléas, 15, quai Lassagne, 69001 Lyon, 256 p., 130 F [19,82 €]). **J-L. D**

Godard et les sortilèges du « complexe d'Orphée »

Une songerie érudite et personnelle de Jacques Aumont sur l'opus magnus godardien : « Histoire(s) du cinéma »

AMNÉSIES
Fictions de cinéma d'après Jean-Luc Godard
de Jacques Aumont.
POL, 256 p., 130 F (20 €).

On est loin d'avoir pris l'entière mesure de l'importance artistique et intellectuelle du grand ouvrage de Jean-Luc Godard *Histoire (s) du cinéma* – édité en cassettes vidéo fin 1998 et diffusé sur Canal+ en juillet 1999. Témoins, d'ores et déjà, de la place que cette œuvre occupe et occupera dans l'univers de l'art et de la pensée, le nombre et l'intérêt des textes que l' *opus magnus* godardien a déjà engendrés : articles de revues et communications au cours de colloques se sont déjà multipliés, en s'inspirant de cet ensemble de huit films qui interrogent à la lumière l'un de l'autre le cinéma et le siècle. *Amnésies* est toutefois le premier livre entièrement consacré aux *Histoire(s)* – si on excepte la version imprimée de ces mêmes histoires, parue en quatre volumes chez Gallimard (« Le Monde des livres » du 8 octobre 1998).

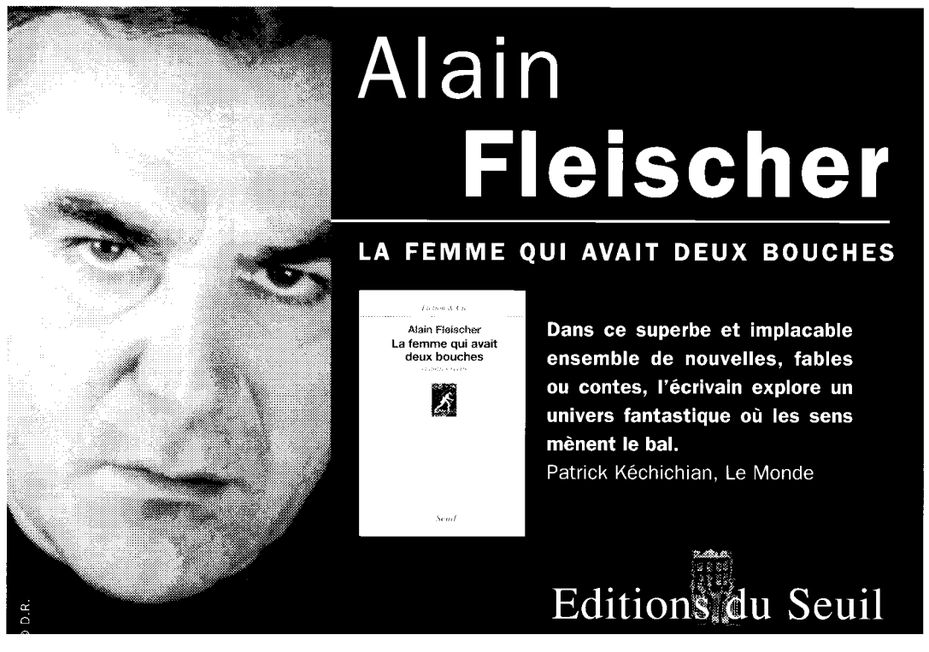
Pour l'occasion, Jacques Aumont, enseignant et cinéphile érudit auquel on doit de nombreux essais d'esthétique du cinéma, a adopté un ton moins théorique que d'ordinaire, marqué par l'emploi du « je » et une effective mise en jeu de lui-même – ses goûts, ses désirs, ses élans – dans la réflexion autour des films de Godard. Il est vrai que ceux-ci, et ce n'est pas le moindre de leurs mérites, tendent à susciter chez chaque spectateur une réaction personnelle, affective.

Emouvant, bouleversant parfois, amusant à l'occasion et à l'occasion agaçant, *Histoire(s) du cinéma* est d'abord une formidable machinerie à faire réfléchir. Cet « essai », qui radicalise les exigences de la pensée sans rien céder sur le terrain de l'art, puisqu'il repose sur le postulat d'un art qui pense, met en œuvre de manière superlative ce que Jacques Aumont repère comme l'un des tropismes qui orientent la nature même du cinéma et que, sous les auspices de Cocteau, si souvent cité par Godard, il nomme « le complexe d'Orphée ».

Aux confins de la mythologie, de la mécanique quantique et des paradoxes temporels chers à la science-fiction, cette caractéristique du cinéma *« serait une sorte de compulsion à se retourner sur son passé, pour essayer de le comprendre, c'est-à-dire de la faire exister, pour essayer dérisoirement de le changer là où il a été par trop insatisfaisant, pour essayer tout simplement d'avoir de la mémoire, et finalement couronner tout cela d'un renvoi au néant. »* Des innombrables pistes explorées, suggérées, arpentées en tous sens sur les chemins de la mémoire et sous le signe de l'anéantissement, Aumont en choisit quelques-unes, qu'il suit en éclairant plus distinctement ce que l'écran laissait dans la pénombre.

Parmi ces pistes figure une définition de la critique : *« Le critique part d'une œuvre qu'il aime, qui vient le chercher lui et qu'il ne peut éviter. Et c'est en produisant, à partir d'elle, une œuvre d'une autre sorte qu'il deviendra celui qui, de cette œuvre, met au jour un possible – mais non pas un possible singulier, une interprétation (qui vaut toutes les autres, et que toute autre vaut), non, un possible universel, une postulation : un postulat qui définit un art. »* Cette formule s'applique fort bien à Godard lui-même. Elle vaut aussi pour le livre de Jacques Aumont, pour le mouvement de va-et-vient que son écriture instaure entre une œuvre et la songerie érudite de celui qui s'en empare. De la réflexion sur le montage comme forme génératrice d'une pensée du monde (pensée que seul le cinéma permet) aux retrouvailles de l'utopie du musée selon Malraux contre la muséographie pédagogique aujourd'hui dominante, Aumont part de Godard et y revient, l'explicite ou le paraphrase, le pousse dans des retranchements parfois imprévus. Bref, il se sert d'*Histoire(s) du cinéma* comme il convient : pour penser, et pour inciter à penser. Il le fait, à la différence de ce qui advient si fréquemment avec les universitaires qui écrivent sur les films, en se situant d'emblée dans le halo de l'amour réel, l'amour physique et sentimental, pathétique et enchanté du cinéma. En cela, aussi, il est fidèle à l'œuvre qui l'inspire.

Jean-Michel Frodon



LeMonde Job: WIV3899--0008-0 WAS LIV3899-8 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:53 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0366 Lcp:700 CMYK

ECONOMIE

● par Philippe Simonnot

Le jeu comme contrat

PIERRE DE JEAN OLIVI (1248-1298)
Pensée scolastique, dissidence spirituelle et société
Sous la direction d'Alain Bourreau et de Sylvain Piron.
Etude de philosophie médiévale, Librairie philosophique J. Vrin, 412 p., 198 F (30,18 €).

L'importance de Pierre de Jean Olivi dans l'histoire de la pensée n'est plus à démontrer. Le moine franciscain persécuté de son temps par les autorités ecclésiastiques, le grand rival de Thomas d'Aquin, attire de plus en plus de chercheurs et philosophes. En témoigne le colloque qui s'est tenu à Narbonne, en mars 1998, et dont les actes viennent d'être publiés. Il est impossible de rendre compte de la totalité d'un ouvrage qui traite aussi bien de théologie, d'apocalypse, de conversion des juifs, de liberté politique, de pauvreté absolue, de rapport avec le pape. Les économistes qui connaissent déjà Olivi par ses apports fondamentaux à la théorie de la valeur (1) seront intéressés par ce qui est dit ici du jeu de hasard, particulièrement dans l'exposé que lui a consacré, dans le colloque, Giovanni Ceccarelli.

Olivi développe à ce propos, comme dans d'autres domaines, une réflexion tout à fait originale pour le XIIIe siècle. Le théologien franciscain soutient, en effet, que le jeu de hasard a la forme d'un contrat et, du même coup, il jette les bases de la réflexion juridique et économique moderne sur les phénomènes aléatoires ; non seulement sur le jeu, donc, mais aussi sur les assurances, la spéculation financière, etc.

La position prise par le franciscain le démarque de celle de son grand rival, le dominicain Thomas d'Aquin. Certes, la considération du risque est déjà présente dans les analyses des canonistes et scolastiques qui se sont exprimés avant Olivi sur un sujet aussi délicat pour la pensée médiévale. Dans la tradition franciscaine, le marchand est considéré dans sa fonction de médiateur des besoins de consommation de la collectivité et, comme tel, il a droit de gagner de l'argent. Mais son profit est légitimé *aussi* parce qu'il doit faire face à toute une série de risques. Chez les dominicains, et notamment chez Thomas d'Aquin, cette double interprétation est seulement effleurée. Pour Olivi, qui affiche sa différence, le marchand a droit à une récompense non seulement par les risques d'entreprise qu'il court, mais encore parce qu'il montre sa capacité à évaluer et à maîtriser les dangers que comporte la pratique commerciale. Le *mercator* peut donc vendre sa marchandise à un prix plus élevé que celui auquel il l'a achetée parce qu'il a une fonction utile à la collectivité *et* parce qu'il court des risques. En ce qui concerne les opérations de crédit, elles échappent à la condamnation de l'usure si elles sont faites en fonction d'opérations commerciales utiles à la collectivité. Là encore une brèche est ouverte. Ou plutôt entrouverte. Car, pour notre franciscain, le risque en soi ne suffit pas à légitimer le profit du capitaliste. Il faut encore que ce dernier participe personnellement à la gestion du capital. Il doit être lui-même un « industriel ». Après Olivi, le binôme risque-industrie devient le point de départ de la réflexion franciscaine en matière économique.

Dans les actes du colloque consacré à Pierre de Jean Olivi, Giovanni Ceccarelli s'est intéressé à la réflexion juridique et économique que le moine franciscain apporte au XIIIe siècle sur les phénomènes aléatoires

En ce qui concerne le jeu proprement dit, des recherches récentes ont montré l'importance des activités ludiques dans les sociétés médiévales. Dès la fin du XIIe siècle, des experts rappellent que la tradition juridique romaine prévoyait pour le perdant le droit de réclamer la somme perdue au jeu. La jurisprudence ecclésiastique, pour sa part, tient le jeu pour un péché, mais sans expliquer ce qui, dans le *ludus*, constitue le péché. Thomas d'Aquin intervient à son tour pour dire que le problème des profits au jeu relève du droit positif et que l'obligation de restitution est valable seulement dans les zones où la loi romaine est encore en vigueur.

Chez les disciples de saint François, le rapport qui lie deux joueurs est interprété à la lumière de la conception volontariste du droit, conception typiquement franciscaine qui plonge ses racines dans le débat sur la pauvreté absolue. Olivi enfonce le clou en affirmant qu'aucune loi, humaine ou divine, ne prive un homme de son droit de donner ses biens à un autre homme ; si donc les parties agissant sans contraintes le décident, un transfert de propriété juridiquement légitime pourra se produire même à la suite d'un coup de dés. Ainsi le contractualisme, étendu à la sphère ludique, légitime-t-il les gains du jeu. Il n'en reste pas moins que le franciscain garde à l'esprit les différences substantielles qui séparent le commerce, le crédit et le jeu. Il ne pourra pas parvenir à une formulation complète du contrat aléatoire parce que le risque n'est pas un élément abstrait dans sa réflexion. Il ne peut qu'analyser son incidence, cas par cas, dans chaque forme contractuelle. Cependant, comme le remarque avec justesse Ceccarelli, l'approche d'Olivi remontera à la surface dès que l'on devra approfondir la réflexion sur le contrat aléatoire par excellence, l'assurance, qui se diffusera à partir de la première moitié du XIVe siècle. Le modèle olivien de *contractus ludi* suggérera aux théologiens le chemin à suivre. Un Dominique de Soto, dominicain particulièrement sensible aux analyses économiques franciscaines, ne se fera pas de scrupule à réunir sous une même typologie le jeu de hasard, les paris et les assurances. Une fois cette étape franchie, la notion olivienne de contrat de jeu pourra être étendue à d'autres genres de relations contractuelles où l'élément aléatoire est prépondérant. Belle revanche posthume d'Olivi sur ceux qui déterrèrent ses os pour les disperser au hasard des vents et en finir avec le culte populaire dont ils étaient l'objet.

(1) Se reporter à la biographie que l'historien américain David Burr a consacré au théologien franciscain, *L'histoire de Pierre Olivi, franciscain persécuté*, Cerf, Ed. universitaires de Fribourg (« Le Monde des Livres » du 25 avril 1997)

PASSAGE EN REVUE

● « **Poésie** », « **Le Nouveau Recueil** » et « **La NRF** »

Claude Mouchard présente, avec Kim Hee-kyoon, un bel ensemble anthologique sur la poésie coréenne dans le dernier numéro de la revue **Poésie** (n° 88, 2e trimestre, éd. Belin, 90 F [13,72 €]).

Entre le lyrisme et la critique du lyrisme les positions semblaient tranchées et irréconciliables. Voici que des tenants du lyrisme, ceux regroupés autour de Jean-Michel Maulpoix et de la revue *Le Nouveau Recueil*, revendiquent ce qu'il nomment un « lyrisme critique ». Une vingtaine de poètes – Paul-Louis Rossi, James Sacré, Michel Deguy, Marcelin Pleynet, Antoine Emaz, Gérard Macé, Jacques Darras... – ont planché autour de cette notion, qui s'en trouve un peu éclaircie... (n° 52, septembre-novembre, éd. Champ Vallon, 90 F [13,72 €]).

« Que faire de sa carcasse lorsqu'on est un écrivain à l'orée de l'an 2000 ? », se demande l'auteur de romans policiers Maurice G. Dantec au seuil du dernier numéro de la *NRF*. Si l'on considère cette question comme légitime – plus légitime qu'il y a vingt ou cinquante ans... –, il faut saluer celui qui la pose de n'avoir pas reculé devant son énormité. Il ne se dérobe pas, ne louvoie pas et dit bien ce que doit être, à son sens, le roman du futur déjà présent. Dans le même numéro, Nabokov, Jacques Réda, François Bott, Jean-Paul Michel et d'autres s'engagent, par la fiction ou le poème, sur des voies différentes. (*NRF*, n° 551, septembre, 95 F [14,48 €]). **P. K.**

INTERNATIONALE

● par Daniel Vernet

A l'aune des empires défunts

LE PASSAGER DU SIÈCLE
de François Fejtö et Maurizio Serra.
Hachette, 374 p., 150 F (22,87 €).

Les ouvrages « rédigés » devant un magnétophone sous forme de questions-réponses sont aujourd'hui légion. Ils provoquent un soupçon immédiat, parfois injustifié comme dans le cas de la longue conversation entre François Fejtö, historien et journaliste nonagénaire, et Maurizio Serra, diplomate et historien italien, de quarante ans son cadet. Tous deux traversent à grandes enjambées, en s'arrêtant sur les moments forts, terribles et souvent déments, le XXe siècle finissant. Ce n'est pas un dialogue entre le maître et son disciple, mais un entretien entre deux « honnêtes hommes » unis dans une conception « aronienne » de l'histoire.

François Fejtö est le type même de l'intellectuel que l'Europe centrale a produit dans l'entre-deux-guerres. Né dans la Hongrie de la double monarchie, qui ne connaissait pas les frontières de l'Europe des nationalités, parlant couramment plusieurs langues, arrivé à Paris en 1938, poète, il a fait un bref passage au Parti communiste hongrois au début des années 30 et un plus long séjour dans le socialisme démocratique. Il s'était promis de ne pas retourner en Hongrie aussi longtemps qu'elle n'aurait pas recouvré la liberté. Il a tenu parole et n'a revu la mère patrie qu'en 1989 pour les obsèques nationales d'Imre Nagy, le héros tragique de la révolution d'octobre 1956.

Avec son complice intellectuel, il explique les lignes de force, sans manichéisme, bien que tous les totalitarismes lui soient également odieux, à l'aide de formules simples, précises. La première guerre mondiale : *« On avait l'impatience allemande à disputer l'hégémonie aux Britanniques, gardiens traditionnels de l'équilibre européen, de l'autre côté, la détermination britannique à conserver l'acquis. »* Ou le coup d'Etat léniniste d'octobre 1917 : *« Jamais encore utopisme poussé à l'extrême n'enfanta un pragmatisme à tel point privé de scrupules. »* Et encore cette réflexion sur l'Europe de l'après-Versailles : *« On pensait que les peuples libérés de carcans impérialistes deviendraient naturellement des nations démocratiques et pacifiques. »*

Passé par le moule de l'AFP où il a dirigé pendant des décennies le service des écoutes (les écoutes des radios étrangères et surtout est-européennes, qui ont nourri sa réflexion sur les démocraties dites populaires), François Fejtö a le goût du détail, de l'anecdote qui en dit plus long que bien des dissertations savantes. Ainsi André Malraux arrêtant la publication chez Gallimard du *Staline* de Boris Souvarine, la première biographie iconoclaste du « petit père des peuples », avec cette justification : *« Je suis sûr que vous avez raison, mais je serai avec vous quand vous serez les plus forts. »*

Dans le Paris de l'après-guerre, Fejtö a fréquenté tous les représentants de l'intelligentsia française, ceux avec qui il se sentait en communion d'esprit et ceux avec qui il était en désaccord mais qui ne dédaignaient pas sa compagnie, voire son amitié. Il se sentait plus proche d'Albert Camus que de Jean-Paul Sartre. Avec ce dernier, les rapports étaient compliqués par l'espèce de mauvaise conscience que le philosophe manifestait envers les communistes. Fejtö raconte qu'il avait refusé de lire son *Histoire des démocraties populaires* parce qu'il arrivait à l'auteur d'écrire dans *Le Figaro*. Ebranlé par le soulèvement hongrois de 1956 et opposé à l'intervention soviétique, Sartre accepta cependant de rédiger la préface du livre exemplaire que Fejtö écrivit à chaud et lui confia même la direction d'un numéro double des *Temps modernes*. *La Tragédie hongroise* a été rééditée en 1996, avec la lettre-préface de Sartre.

Dans le foisonnement d'événements qui ont conduit de la première guerre mondiale à la guerre du Kosovo, de la révolution russe à l'effondrement du bloc soviétique, du nazisme à l'intégration européenne, il est impossible de trouver un fil conducteur. Chez François Fejtö, il y a un leitmotiv, comme une musique de fond que les soixante ans passés loin de sa Hongrie natale n'ont pas effacée. C'est l'idée que l'Autriche-Hongrie constituait un élément stabilisateur de l'ensemble européen et que sa destruction en 1919-1920, sous la double poussée du principe d'autodétermination cher à Woodrow Wilson et de la revanche sur l'adversaire vaincu prônée par les Franco-Britanniques, a été à l'origine de bien des malheurs postérieurs.

Loin de défendre l'empire des Habsbourg, bien que celui-ci n'ait pas si mal résolu la question des nationalités, François Fejtö pense qu'une Autriche-Hongrie démocratique, fédérale, réformiste, aurait évité et le basculement des Allemands d'Autriche vers le national-socialisme et l'émiettement des Etats balkaniques que l'Europe est encore en train de payer. Ce n'est pas seulement la nostalgie d'un intellectuel d'Europe centrale qui a vu son terrain de prédilection miné par les totalitarismes, c'est la réflexion d'un historien qui n'a cessé de se pencher sur les restes des empires défunts.

Un autre empire se dessine-t-il avec la mondialisation conduite par les Américains ? François Fejtö ne partage pas l'opinion de son compatriote György Lukacs, pour qui *« le pire des communismes* (était) *encore préférable au meilleur des capitalismes »*. Pour lui, il en est des Etats-Unis comme du Dieu de Ionesco : *« Je crois en Dieu, disait l'auteur du* Rhinocéros, *mais combien j'aimerais qu'il fût différent. »*

POLITIQUE

● par Thierry Bréhier

Christine Boutin en campagne

LES LARMES DE LA RÉPUBLIQUE
de Christine Boutin.
Plon, 240 p., 118 F (17,98 €).

Christine Boutin ne trempe pas *« tous les matins* [ses] *tartines dans l'eau bénite »*. Il faut qu'on le sache. L'héroïne des anti-Pacs n'est ni une *« bigote catholique »*, ni une *« intégriste »*, ni une *« homophobe »*. Nul ne doit désormais en douter. Tous les Français doivent même comprendre que cette députée, qui se flatte de *« déranger »*, a un programme couvrant l'ensemble du champ politique. Elle le déroule avec un plaisir transparaissant dans la fluidité du style, mais avec aussi un sérieux n'interdisant pas l'humour, dans un livre dont le titre – *Les Larmes de la République* – renvoie à sa réaction larmoyante lorsque Lionel Jospin l'avait sèchement mise en cause à l'Assemblée nationale. Et si elle le fait aujourd'hui, c'est parce qu'elle entend bien profiter de sa récente notoriété pour devenir le porte-drapeau d'une France conservatrice, voire réactionnaire, mais qui aurait rangé les lodens verts de la tradition pour enfiler les tee-shirts de la modernité.

Pour sembler moderne, il faut déjà assumer ce que l'on est. Christine Boutin le fait sans aucun état d'âme, ne donnant qu'une consigne à ses ouailles : *« Montrer que nous sommes des gens gais, qui aimons la vie et l'amour »*. Catholique donc et fière de l'être, avec une foi à l'aune de laquelle toute la réflexion, tous les engagements, tous les combats politiques sont mesurés. Mais pas la porte-parole du Vatican, et surtout pas des évêques de France. Pas question, pour autant, de restreindre sa clientèle électorale aux habitués de la messe dominicale. Ils ne sont pas assez nombreux. Pas question non plus de s'adresser aux seuls défenseurs de la *« famille »*, aux seuls adversaires de l'avortement, même si elle consacre à ces deux thèmes les deux plus longs passages de son livre.

Non, sa cible est plus vaste, beaucoup plus vaste. Les médecins, sur qui Alain Juppé a voulu faire peser le rétablissement des comptes de la Sécurité sociale. Les militaires qui n'acceptent pas la suppression de la conscription. Les amoureux de l'environnement car *« l'écologie n'est certainement pas une affaire réservée aux idéalistes ni aux gauchistes »*. Les agriculteurs – *« il me reste un fond paysan qui remonte à l'enfance, lorsque mon père était arboriculteur »*. Les petits patrons, dont *« l'Etat ne donne jamais l'impression d'être préoccupé »*. Les adversaires de l'Europe, *« véritable entreprise de démantèlement de la démocratie »*. Les inquiets devant la mondialisation.

Un discours de droite. Certes. Mais, dans le même temps, elle défend avec passion l'abolition de la peine de mort, dénonce avec virulence la manière dont la France traite ceux qu'elle met en prison : la Santé, *« ce n'est plus une maison d'arrêt, c'est une léproserie »*. Elle s'en prend même avec violence au capitalisme *« dont la capacité à asservir n'a rien à envier aux régimes les plus noirs (et les plus rouges) de notre histoire »*, n'accepte pas que les *« actionnaires s'enrichissent quand les salariés s'appauvrissent »*. Et tout ça à cause du *« veau d'or »*, cet argent *« capable de tout pervertir »*. Vieux réflexe catholique, peut-être, mais il la conduit à souhaiter *« un système de régulation, librement consenti, qui remette les patrimoines "à plat" à intervalles réguliers »*.

Avec un tel programme, on comprend que Christine Boutin rue dans les partis de droite. Aucun ne trouve grâce à ses yeux, pas plus le sien, l'UDF, que celui de Charles Pasqua et de Philippe de Villiers. Flirtant avec le populisme, elle les accuse d'être *« à des années-lumière de la réalité »*, et proclame : *« Il est temps de rompre avec ce système »*. Sans nuance, elle assure que *« le discrédit de la classe politique est justifié »*, tant elle manque *« de courage »* et *« s'intéresse surtout aux intérêts de sa propre caste »*. Alors, que peut faire une femme *« presque seule contre tous »* avec *« sa bonne vieille Bible »* ? Se battre avec de *« nouveaux modes d'action dont la constitution de réseaux actifs est le complément »*, s'appuyer sur ces *« gens »* qui *« acceptent d'engager un peu de leur temps, bénévolement »*, car *« nous sommes, en fait, des dizaines de milliers à nous croire seuls »*. Espérer donc, puisque ses tournées en France lui *« ont permis de rencontrer tout un peuple qui n'attend qu'une espérance »*.

Christine Boutin s'est donc confié une mission, *« hâter l'avènement de ce jour »* où *« les Français renoueront avec ce qui fait la grandeur de notre pays »*. Et comme, au fil de la plume, elle a assuré qu'il n'était pas nécessaire de disposer d'un parti pour se présenter à une élection présidentielle, ses petits amis de droite devraient bien se demander si ses *Larmes de la République* sont un livre ou une déclaration de candidature.

SCIENCES

● par Paul Benkimoun

La (re)découverte d'Alzheimer

ALZHEIMER
VIE D'UN MÉDECIN.
HISTOIRE D'UNE MALADIE
de Konrad et Ulrike Maurer.
Ed. Michalon, 324 p., 135 F (20,58 €).

Ce siècle avait moins d'un an. Le 26 novembre 1901, le docteur Alois Alzheimer, médecin-chef à l'asile d'aliénés et d'épileptiques de Francfort-sur-le-Main (Allemagne), relisait le dossier d'une femme âgée de cinquante et un ans, Auguste D., épouse d'un employé au bureau des chemins de fer nommé Karl D, avant de l'examiner. Admise la veille et vue par l'assistant du docteur Alzheimer, le docteur Paul Nitsche, elle présente des troubles étonnants, qui apparaissent dès le début de la transcription du premier entretien avec Alois Alzheimer : *« Comment vous appelez-vous ? Auguste. Votre nom de famille ? Auguste. Comment s'appelle votre mari ? Auguste, je crois. »* Le docteur Alzheimer lui montre divers objets. Très vite, elle ne sait plus ce qu'on vient de lui montrer. Elle oublie son nom au fur et à mesure qu'elle l'écrit.

Les jours suivants, au cours de l'interrogatoire, Auguste D. alterne les bonnes réponses, les erreurs de calculs, les propos incohérents, les mots répétés en dépit du bon sens. Auguste D. mourra le 8 avril 1906 à l'asile de Francfort. Le docteur Alzheimer a quitté cet établissement depuis 1903, mais il s'est régulièrement tenu au courant de l'évolution de la malade et de la dégradation de son état mental. Il le résumera ainsi : *« Les signes cliniques sont tout à fait curieux. (...)Voilà une femme à l'âge de la ménopause qui, sans avoir connu précédemment de troubles mentaux, se retrouve soudain totalement désemparée, pratiquement en état de cécité psychique. Au début, les champs de perception ont semblé peu atteints, mais la perte de mémoire était flagrante. (...)L'élocution et l'écriture étaient parfois troublées. »* Il se fait adresser le dossier médical d'Auguste D. et surtout des prélèvements du cerveau d'Auguste D. afin de les examiner au microscope, un domaine dans lequel il a acquis une solide réputation auprès de Franz Nissl, qui a mis au point des techniques de colorations anatomiques. Le cerveau d'Auguste D. présente une atrophie de sa partie la plus externe, le cortex (que les traducteurs de cette biographie se sont obstinés à traduire par *« écorce cérébrale »*), et diverses anomalies parmi lesquelles des dépôts ayant la forme de plaques dans le cortex. A cinquante-six ans, Auguste D. avait des lésions proches de la démence sénile.

La description faite par Alois Alzheimer est complètement pertinente et son diagnostic rigoureusement exact. Un groupe de chercheurs allemands a pu examiner les tissus cérébraux d'Auguste D., dont certains pensaient qu'elle avait pu souffrir d'une maladie des vaisseaux et non d'une maladie neurodégénérative, et a publié en 1998 un article confirmant en tout point le jugement du docteur Alzheimer. Dans l'édition de 1910 de son *Manuel de psychiatrie pour étudiants et médecins*, Ernest Kraepelin, qui fut le maître d'Alzheimer, rapporte ce cas et d'autres analogues décrits postérieurement, et fait pour la première fois référence à la *« maladie d'Alzheimer »*. Ce n'est qu'en septembre 1967, lors d'un congrès de psychiatrie européen qu'il est admis que *« la démence sénile et la maladie d'Alzheimer ne constituent qu'une seule et même maladie et ne se distinguent que par l'âge auquel elles se manifestent. Nous proposons donc de la dénommer : "démence d'Alzheimer" »*. Une consécration qui n'interviendra que cinquante après la mort d'Alois, en 1915 à l'âge de cinquante et un ans.

Alois Alzheimer va présenter ses observations sur le cas d'Auguste D. le 3 novembre 1906 lors du 37e congrès des médecins aliénistes du sud-ouest de l'Allemagne, qui se tient à Tübingen. Sa communication est accueillie par un silence poli. Il faut dire que les participants ont réservé leurs fleurs et leurs flèches à une autre communication qui évoque l'hypnose et les théories freudiennes. C'est précisément là le mérite de cette biographie que de nous restituer de manière intelligible le parcours d'un médecin allemand dans un contexte où plusieurs conceptions s'affrontaient avec fougue, débats d'où allait émerger la psychiatrie moderne. Aux *« psychistes »*, pour qui l'origine des maladies et leur traitement éventuel sont à rechercher dans le psychisme, s'opposent les *« somatistes »*, qui les recherchent dans le corps et estiment, selon la formule de Wilhelm Griesinger, que *« les maladies mentales sont des maladies du cerveau »*. On pardonnera de ce fait leurs tendances hagiographiques aux auteurs, Konrad Maurer, neurologue, psychiatre et psychothérapeute, et son épouse Ulrike Maurer, qui s'est consacrée à la rénovation de la maison natale d'Alois Alzheimer, aujourd'hui transformée en musée. Ils ont les yeux de Chimène pour lui. Alors que vient de se tenir mardi 21 septembre la 6e Journée mondiale Alzheimer, cet ouvrage vient nous rappeler la triste actualité d'une maladie centenaire qui touche 350 000 personnes en France et risque d'en affecter plus de 600 000 en 2020.

LeMonde Job: WIV3899--0009-0 WAS LIV3899-9 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 19:53 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0367 Lcp:700 CMYK

La soutane à bicyclette

Non sans humour, Michel Lagrée décrit comment les ecclésiastiques acceptèrent et adaptèrent au culte les innovations techniques. Quand ils n'en furent pas les promoteurs

LA BÉNÉDICTION DE PROMÉTHÉE
Religion et technologie XIXe-XXe siècle
de Michel Lagrée.
Avant-propos
de Jean Delumeau,
Fayard, 440 p., 155 F (23,63€).

Un ecclésiastique peut-il enfourcher un vélo, dès lors que le premier fautif avait été repéré dès 1891, en tricycle il est vrai ? Faut-il désormais allumer le cierge pascal avec une allumette chimique ? Le fil de fer barbelé est-il bien catholique ? L'orgue électrique Hammond peut-il transiter sans risques du bastringue à l'église ? Peut-on se confesser en urgence par télégraphe et téléphone ? Et que dire du calice en aluminium ? A ces questions comme à cent autres, Michel Lagrée répond avec une grande vaillance scientifique mâtinée d'humour imperturbable. Il donne dans ce livre épatant toute sa mesure, celle d'un grand historien qui sait inventer un sujet qui nous touche. Mieux : il laisse à penser, mine de rien, sur la condition humaine aujourd'hui en quête, conjointe, de sacré et de confort. On dévorera donc cet almanach Vermot, cocasse et profond, des rapports si instructifs qui s'établirent de 1830 à 1960 entre le catholicisme et la consommation de techniques modernes.

On pourra chipoter sur le choix des sources, certes inépuisables et rassemblées pour la première fois, mais toutes officielles et donc unilatérales : des paroles ampoulées ou raisonnables d'évêques et de savants, des foucades d'écrivains, des enthousiasmes de chroniqueurs, des mignardises de bulletin paroissial. Mais que pensaient *in petto* les fidèles de base, et même les chemineaux de la pensée plus libre, en entendant les pasteurs s'interroger si gravement sur l'environnement technologique des autels ? Que peut-on en savoir ? Gageons que Michel Lagrée nous donnera un jour un autre livre sur l'art de vivre chrétiennement les commodités de la vie contemporaine, en pauvre pécheur mieux nourri, mieux soigné, rivé aux machines fixes ou portables, dans un monde électrisé jusqu'à la moelle.

Par ailleurs, son travail aurait pu exhiber plus tôt sa meilleure trouvaille, qui va surprendre : dans le processus de création technique, la religion fut souvent d'un vrai secours pour les inventeurs, qui n'étaient pas tous les scientistes, les progressistes laïcards ou les athées qu'on imagine. L'innovation put être pieuse, à en juger par l'apport scientifique des *« théologiens électriques »* méditant depuis le XVIIIe siècle sur l'éclair et la foudre rapportés à la *« lumière primordiale »* de la Genèse, par la gloire de Galvani, tiers ordre franciscain, ou par la proverbiale inventivité technicienne de l'enseignement professionnel catholique, et celui des salésiens en tête. C'est dire qu'on attend une suite à cette histoire, à peine esquissée, du rapport du pourquoi au comment, de la totalité religieuse à la fragmentation technicienne dans nos sociétés, dans la lignée de la réflexion ouverte naguère par Jacques Cauvin à propos de la révolution du néolithique.

Mais qu'importe. Bien décidé à explorer tous les cas de figure de la réception de l'innovation, Lagrée nous régale. On savait que l'Eglise fit un usage hardi des techniques nouvelles de communication et de transmission, contribuant même à nourrir nos cultures de masse. Dès 1842, l'abbé Migne avait lancé l'imprimerie nouvelle de Montrouge, les assomptionnistes créérent l'empire de la Bonne Presse et tous les patronages contribuèrent à acclimater l'amour du cinéma. Mais on savait moins qu'après 1929 Pie XI fit du Vatican un temple du téléphone automatique à l'américaine, ou que la confession téléphonée, jamais formellement interdite, alimenta le débat théologique. En matière de transport, Mgr Berteaud, évêque de Tulle, eut beau s'écrier en 1863 : *« Arrière, monstre aux naseaux de feu ! »* à l'inauguration de la ligne Périgueux-Brive, tandis que le mécanicien facétieux couvrait sa voix d'un vigoureux coup de sifflet, rien n'y fit : le rail devint fort utile à la foi, notamment pour encadrer militairement la foule des pèlerins en route vers Lourdes ou Lisieux. De même, les matériaux nouveaux finirent par s'imposer, le charbon pour réchauffer les nefs, le coton puis le nylon pour les aubes, le fer et le béton pour les nouveaux sanctuaires.

Seule pourtant la fée Electricité, bientôt énergie-reine, fut systématiquement adoptée, y compris pour sonner l'office ou dénier l'ombre propice des chapelles ardentes et des entourages d'autel, parce qu'elle s'accordait somptueusement, au moins jusqu'au dépouillement introduit après Vatican II, avec ce qui restait de sensibilité baroque chez les fidèles avides de flamboiements et, surtout, parce qu'elle était commode et économique. Mais la discussion, constante, à son propos permit d'avancer dans la prise de conscience chez les liturgistes des usages nouveaux du symbole et de l'image illuminés dans l'exercice de la foi.

Lagrée avance des exemples, souvent pittoresques, inédits (la cause antitechnicienne de Louis Veuillot ou de Léon Bloy était entendue, mais qui soupçonnait que Claudel ait été aussi technophile ?), qui tous confirment ce que Pie XII officialisa : la hiérarchie catholique a accepté sans trop de mauvaise grâce et même souvent béni l'innovation technologique, au moment où elle dénonçait le modernisme et accablait le monde industriel impie et immoral, parce qu'elle considéra d'abord que les techniques modernes faisaient reculer un peu la malédiction d'Adam en soulageant la peine des hommes et même, peu ou prou, continuaient la Genèse. Elle a surtout compris à temps combien l'instrumentalisation de ces nouvelles technologies pouvait moderniser au passage le catholicisme en perfectionnant son rapport aux fidèles. Face aux protestants tout dévoués au capitalisme, face aux juifs installés dans une tradition immuable, le catholicisme a donc fait preuve ainsi d'une capacité d'adaptation que nul avant Michel Lagrée n'avait démontrée aussi concrètement.

Naturellement, cette mutation n'eut pas prise sur deux absolus. Le respect de la personne a interdit toute tentative d'intervention « technique » en matière de sexualité et de procréation. Et tout est resté figé à l'autel, espace sacré hors du temps, codé par un système de référence canonique. Pour tout le reste, l'instrumentalisation chrétienne de la modernité a filé bon train et la commodité matérielle a bien souvent contribué à préserver la foi. Qui l'eût cru aussi lumineusement sans le bon secours de Michel Lagrée ?

Jean-Pierre Rioux

Michel Lagrée
Ancien normalien, enseigne l'histoire contemporaine à l'université Rennes-II. Consacrant ses recherches aux changements religieux et culturels de l'ère contemporaine – on lui doit la direction d'un collectif sur religion et langues régionales (*Les Parlers de la foi,* Presses universitaires de Rennes, 1995), il campe, le premier, au confluent de l'histoire religieuse et de l'histoire des techniques.

Les labyrinthes de l'amour

Un psychanalyste anglais, Darian Leader, donne sa vision amère et drôle des étranges rapports qui se nouent entre les hommes et les femmes

LES PROMESSES DES AMANTS
de Darian Leader.
Traduit de l'anglais
par Camille Cantoni-Fort,
éd. Odile Jacob, 286 p.,
130 F (19,81 €).

Dans le film de Fritz Lang, *Le Secret derrière la porte,* Celia, une jeune New-Yorkaise riche et mondaine, s'éprend lors d'un séjour à Mexico d'un architecte, Mark Lempers, qu'elle décide aussitôt d'épouser. Lorsqu'elle le rejoint dans sa vaste demeure de Lavender Falls, elle est troublée par son comportement agressif et, plus encore, par ce qu'elle découvre : chacune des chambres d'une des ailes de Lavender Falls reproduit la scène d'un meurtre célèbre. Mark développe sous les yeux médusés de Celia une théorie selon laquelle c'est l'ambiance d'une pièce plus que la psychologie des personnages qui détermine ce qui va s'y passer. Il raconte avec un plaisir macabre les crimes sinistres qu'il a mis en scène, mais refuse à son épouse l'entrée de la chambre 7 : elle lui sera toujours inaccessible.

Celia réussit néanmoins à s'y glisser furtivement et découvre à sa grande stupéfaction que c'est la réplique exacte de sa propre chambre. C'en est trop. Elle décide de fuir. Mais, au dernier moment, elle se ressaisit et s'installe dans la pièce interdite, celle qui doit servir de décor à son propre meurtre. Elle pénètre ainsi au cœur même du fantasme qu'a élaboré Mark et, selon une logique psychanalytique simplette, révèle à son mari ce qui le hantait, le libérant ainsi du joug du passé. C'est sans doute la partie la moins convaincante du film, par ailleurs langien en diable, car le problème crucial y est esquivé : que va-t-il se passer maintenant que l'homme a clarifié son rapport au fantasme ? Dans un sens, Celia n'a accompli qu'une tâche préparatoire : reste à savoir si quelqu'un peut être tiré de son fantasme, et à quel prix. La réponse hollywoodienne est sans doute plus idéaliste – et donc plus niaise – que celle que Darian Leader, psychanalyste londonien, propose : *« Si, en jouant les détectives, Celia a libéré Mark de sa pulsion homicide, sous quel mode l'aimera-t-il à présent puisque à l'origine c'était le cadre meurtrier de son fantasme qui lui donnait une telle valeur à ses yeux ? N'oublions pas qu'avant même l'histoire des chambres, lorsqu'il la voit pour la première fois à Mexico, c'est dans un contexte identique : elle a échappé de justesse à un couteau lancé au cours d'une querelle d'amoureux. »*

DUPERIE ET MASOCHISME

Le contexte meurtrier est présent dès le début. Aussi Leader a-t-il raison de dire – et je suis prêt à parier que Fritz Lang l'aurait approuvé – que lorsqu'un homme voit ainsi remettre en question son cadre, sa partenaire perd tout éclat et, très souvent, ne suscite plus qu'indifférence ou haine. Encore qu'une autre hypothèse s'impose parfois à l'anatomiste des âmes : si un homme et une femme choisissent de vivre ensemble, c'est vraisemblablement pour oublier qu'ils sont fondamentalement étrangers l'un à l'autre. Ce qu'il y a de plaisant avec l'essai de Darian Leader, qui doit beaucoup à Theodor Reik et à Edmund Bergler, c'est qu'il décrypte les sentiments amoureux, les promesses des amants et leurs rituels avec un humour narquois comme si la grande affaire des humains – tomber amoureux – relevait d'une mystification sommaire, d'une autoduperie consternante à laquelle chacun se livre d'autant plus complaisamment qu'elle dissimule et révèle tout à la fois une grande vérité métaphysique, à savoir qu'être un homme ne signifie rien de moins que l'on accepte le fait qu'on *doit* quelque chose.

Ce que le christianisme explique lumineusement en disant que nous avons une dette à payer en raison de ce qui s'est passé dans le jardin d'Eden, que cela nous plaise ou non. Ou, diraient les psychologues, en raison de ce que nous avons fait dans notre propre vie. Bref, nous péchons soit à cause d'Adam, soit à la façon d'Adam. Au point qu'il n'est pas faux de suggérer que les humains, assommés par le poids de la dette, font généralement moins l'amour par luxure que par un sens du devoir pétri de culpabilité. Bref, la passion a peu à voir avec la jouissance mais beaucoup avec le masochisme. Et, dans ce domaine, Darian Leader dispose d'une réserve d'anecdotes littéraires, cinématographiques ou cliniques qui, elles, sont vraiment jouissives. On goûtera particulièrement celle de Kierkegaard qui, ayant invité sa fiancée, Régine Olsen, à une représentation de *Don Giovanni,* se leva immédiatement après l'ouverture et lui dit : *« Partons. Vous avez goûté le meilleur : l'attente du plaisir. »*

Darian Leader, en bon freudien, soutient que les histoires d'amour n'existent pas parce que l'amour même est toujours une histoire emboîtée dans une autre histoire. Elle ne fait d'ailleurs pas que se répéter : elle rime. Sa fin se reflète déjà dans son commencement : ce que les amants se promettent au tout début peut révéler ce qui arrivera au moment de la séparation. Comme dans les labyrinthes antiques, la porte d'entrée et la porte de sortie coïncident, et c'est précisément ce qu'on chérira le plus chez son partenaire au moment du coup de foudre qu'en fin de compte on supportera le moins au moment de la séparation.

Sous quelque angle qu'on le prenne, Adam et Eve sont bannis du Paradis : il n'y a pas d'autre amour que meurtri ou meurtrier, ni d'autres secrets derrière la porte que ceux qu'on s'invente pour tromper son ennui. Il était bon qu'un psychanalyste nous rappelle avec brio qu'être amoureux, c'est compter jusqu'à *un,* surtout quand on croit être *deux.*

Roland Jaccard

Bloch-Laîné et les bénévoles

FAIRE SOCIÉTÉ
Les associations au cœur du social
Sous la direction
de François Bloch-Laîné.
Ed. Syros, 264 p., 120 F (18,29 €).

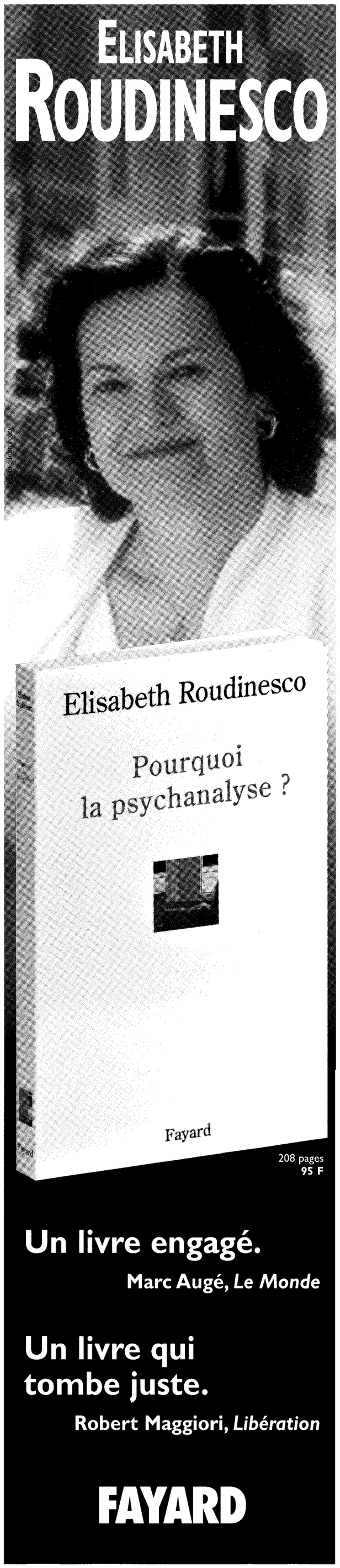
Dans un peu plus d'un an, on fêtera le centenaire de la fameuse loi de 1901 qui a autorisé la liberté d'association. Ce qu'on appelle aujourd'hui le « tiers secteur », entre l'administration et l'économie marchande, ne cesse de se développer. Sous la direction de François Bloch-Laîné, voici un livre qui fait remarquablement le point sur le monde associatif.

Les témoignages recueillis sur l'évolution des groupements de ce type montrent qu'ils sont devenus plus indépendants des institutions ou des communautés dont ils procèdent, que les techniciens salariés sont de plus en plus nombreux dans leurs rangs, qu'ils adoptent la plupart du temps sans rechigner les règles classiques de bonne gestion, et qu'ils voient l'utilité de la concertation dans des « interassociations ».

Ces organisations peuvent faire des profits, mais il faut les distribuer ou les réinvestir. François Bloch-Laîné note *« les spécificités méritoires »* de ces associations. Elles ont *« une fonction d'avant-garde »* ou d'innovation sociale ; une fonction de production de services à moindre coût pour la collectivité ; une fonction de *« réfection du tissu social »* et d'accompagnement des personnes démunies.

Malgré leurs difficultés – relations souvent difficiles entre bénévoles et salariés, financement, emprises administratives –, le « tiers secteur » est un ferment démocratique puissant parce qu'il engage de plus en plus de citoyens et qu'il s'insinue entre les mailles trop lâches du filet protecteur de l'Etat.

Pierre Drouin



LeMonde Job: WIV3899--0010-0 WAS LIV3899-10 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 09:16 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0368 Lcp:700 CMYK

Quels devoirs pour l'école ?

Le malaise durable des professeurs en est le signe. La société elle-même s'interroge. De nombreux livres, du témoignage au pamphlet en passant par l'essai, le confirment. L'école est à nouveau en crise. Pour en sortir, les philosophes prônent toujours une restauration des savoirs, tandis que s'esquissent à gauche d'autres solutions

Béatrice Gurrey

Voilà longtemps que le débat sur l'éducation, dans un pays qui pourtant en raffole, n'avait suscité semblable production éditoriale. Encore discrète au printemps, la vague éclate lors de cette rentrée avec plus d'une vingtaine d'ouvrages sur l'école, mêlant pamphlets, témoignages et essais. On peut gloser à l'infini sur les raisons d'une telle abondance : irritation provoquée dans le milieu enseignant – d'où sont issus la plupart des auteurs – par la politique du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre ; appétit aiguisé pour le débat après les travaux de la commission Fauroux, si vite enterrée, ou raisons plus profondes tenant au malaise durable des professeurs, comme au sentiment qu'a la société tout entière de voir, une fois de plus, l'école « en crise ».

Dans le fond, peu importe. La question est plutôt de savoir s'il s'agit d'un vieux débat paré d'habits neufs. L'apparence porte à le croire. Comme il y a dix ou quinze ans, une nouvelle génération s'est levée, portant l'étendard des savoirs afin de pourfendre la pédagogie, *« le pédagogisme »*, comme l'écrit même Elizabeth Altschull dans une note de la Fondation Marc-Bloch, *Voyage au pays du pédagogisme* (1). Remplaçant Alain Finkielkraut, Jean-Claude Milner, Danièle Sallenave et bien d'autres, ces nouveaux gardiens de l'école républicaine, sortis du rang, entendent défendre la pureté des principes de l'institution, contre les pédagogues et leur fausse science. Dans ce camp se rassemblent une écrasante majorité de livres écrits, avec plus ou moins de modération ou de hargne polémique, par des agrégés de philosophie.

Maniant des arguments jumeaux avec une rhétorique semblable, ils déplorent, comme Henri Pena-Ruiz dans *L'Ecole* (2), que la démocratisation de l'enseignement, bien qu'elle soit considérée comme légitime, puisse conduire *« l'école à renoncer à ses exigences »*. Ils stigmatisent cette *« adaptation »* qu'ils sont sommés de réussir au nom de *« l'alibi ressassé des nouveaux publics »* accédant aux études, qui vaut pour eux abandon : renoncement à l'étude des œuvres, perte de la maîtrise de la langue, de l'esprit critique et de l'accès à la raison. La *« communication »* a remplacé l'étude, les élèves se sont transformés en *« consommateurs »* et les programmes *« sont régulièrement revus à la baisse »*, regrette Gilbert Molinier dans *La Gestion des stocks lycéens* (3). A ce reniement de l'école de Jules Ferry s'ajoute un récent *« fétichisme »* pour les nouvelles technologies.

A qui la faute ? Seuls Laurent Jaffro et Jean-Baptiste Rauzy dans *L'Ecole désœuvrée* (4) (*Le Monde* du 7 septembre) esquissent sans la poursuivre, une critique des enseignants : *« Il y a des enfants pauvres, des enfants étrangers dont les parents maîtrisent mal la langue française, des enfants psychologiquement déstabilisés, il n'y a jamais d'enfants mal enseignés »*, ironisent ces deux normaliens. Qui force en effet chaque enseignant dans sa classe à renoncer aux exigences de l'enseignement ? Le pédagogisme toujours, inspiré de la pensée non directiviste anglo-saxonne de Dewey et Rogers, ce *« pédagogisme français* (...) *devenu l'arôme spirituel de la démocratie gestionnaire, communicationnelle et libérale »*, comme l'écrit Charles Coutel, dans un livre d'entretien avec Philippe Petit, *Que vive l'école républicaine* (5).

Les philosophes nous expliquent encore que le pédagogisme a un fondement pseudo-intellectuel (les sciences de l'éducation), un support pervers (les instituts universitaires de formation des maîtres) et un gourou (Philippe Meirieu). Mauvais objet de l'éducation, l'ancien président du comité d'organisation de la consultation sur les lycées en 1998 suscite parfois une haine qui laisse sans voix. Il a pourtant répondu par avance à ses détracteurs dans un petit livre ressortissant au genre épistolaire, *Lettres à quelques amis politiques sur la République et l'état de son école* (6), publié en septembre 1998. Il tente notamment d'y faire entendre, sur un ton mesuré, que les tenants des thèses pédagogistes ont pu faire des erreurs et qu'il serait abusif de leur faire porter toute la responsabilité de l'échec de l'école. Peine perdue.

Si la querelle s'arrêtait là, elle serait bien courte ou en tout cas fort rancie. Molière mettait déjà en scène des intellectuels moquant des Trissotin et les petits maîtres de Monsieur Jourdain singeant de faux savoirs. Mais le débat reprend des forces en plongeant de nouvelles racines dans l'économique : après l'horreur pédagogique, l'horreur libérale. Jean-Claude Michéa, auteur de *L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes* (7), compte sans doute parmi les meilleurs représentants de cette lecture renouvelée du fait scolaire : l'intrusion du marché dans l'école. Caustique et souvent brillant, il dénonce à travers toutes les réformes *« également mauvaises »* mises en place ces dernières années une *« école du capitalisme total »*. Celle-ci n'a que faire de la *« transmission coûteuse de savoirs réels »*, là où il suffit, pour le plus grand nombre, d'*« enseigner l'ignorance »* ou quelques *« savoirs jetables »*. A la limite, il suffira de les apprendre seul, sur un ordinateur, tandis qu'une élite continuera de recevoir un enseignement sérieux, c'est-à-dire fondé sur le modèle de l'école classique, dans une injustice sociale grandissante. C'est la condamnation sans appel du lycée *light* importé des Etats-Unis et décrit par Elisabeth Altschull comme la cause de la décadence de l'enseignement secondaire américain. Quelques-uns des traits évoqués auraient suffi à ranger nombre de ces auteurs dans le camp des nationaux-républicains, mais leur répulsion pour l'Europe, ajoutée à leur nostalgie de l'époque Chevènement, les y pousse définitivement. *« Le modèle républicain français est confronté au libéralisme et au conformisme européiste »*, écrit ainsi Charles Coutel, suivi, en d'autres termes, par Michéa et Molinier.

Force est de constater qu'en face il n'y a plus d'Antoine Prost pour écrire, comme en 1985, un *Eloge des pédagogues*, ou l'équivalent de la réponse qu'il conviendrait d'opposer aujourd'hui à ceux qui ne voient plus dans l'école qu'un mécanisme de destruction des élèves. Le sociologue François Dubet pose bien, dans la même collection d'entretiens que celle proposée à Charles Coutel, la question *Pourquoi changer l'école ?* (8). Il y réaffirme la nécessité de construire une culture commune, comme Samuel Joshua (*lire ci-dessous*) ou défend une plus grande professionnalisation dans les IUFM. Mais il est, éditorialement, assez isolé.

Reste un ouvrage, apprécié de Claude Allègre au dire de la maison d'édition, écrit par Bob Aubrey, président d'une *« entreprise d'éducation spécialisée dans le développement personnel »*, et un journaliste, Bruno Tilliette, rédacteur en chef de la revue du Centre des jeunes dirigeants, qui se sont donné pour mission de penser *L'Après-Mammouth* (9). Leur phraséologie « managériale » relève de la caricature : les familles, considérées comme des clients, sont *« les acteurs essentiels de la société apprenante »* ; l'éducation française est une *« marque »*, ancienne et encore assez respectée ; les enseignants devront perpétuellement *« mettre à jour leurs compétences »* et l'entreprise est érigée en modèle d'innovation pédagogique. Ainsi sommes-nous entrés dans une *« société post éducative »*. Mais qu'est-ce qu'une société qui ne se pense plus comme éducative, tout simplement ?

(1) n° 4, 30 p., 50 F (7,6 €).
(2) Flammarion, « Dominos », 122 p., 41 F (6,25 €).
(3) L'Harmattan, 224 p., 120 F (18,29 €).
(4) Flammarion, 268 p., 80 F (12,1 €).
(5) Textuel, « Conversations pour demain », 112 p., 79 F (12 €).
(6) Plon, « Tribune libre », 174 p., 89 F (13,5 €).
(7) *Micro-Climats*, 140 p., 70 F (10,5 €).
(8) Textuel, « Conversations pour demain », 136 p., 79 F (12 €).
(9) Village mondial, 172 p., 138 F (21 €).

« Les profs revendiquent et craignent l'autonomie »

L'historien Alain Bergounioux, corédacteur du rapport sur le collège des années 2000, analyse, à partir des ouvrages de Philippe Milner et Bertrand Geay, le malaise des enseignants

Crise de l'école, crise des profs ? « Le Monde des livres » a demandé à Alain Bergounioux, historien, auteur de *La Forteresse enseignante* (Fayard, 1985), et corédacteur du rapport sur le collège des années 2000, d'analyser le *« malaise enseignant »*. Il a lu *A bas les élèves !,* de Philippe Milner, et *Profession : instituteurs*, de Bertrand Geay. Ces deux ouvrages, d'un genre très différent, dépeignent une profession traversée de multiples tensions.

« Plusieurs témoignages de professeurs déroutés par leurs élèves sont publiés cette rentrée, tandis que des sociologues, comme Bertrand Geay, analysent les contradictions qui secouent ce milieu : expriment-ils le fameux "malaise enseignant" ?

– Le livre de Philippe Milner est intemporel. Il s'inscrit dans la grande tradition, déjà explorée par Marcel Pagnol ou Paul Guth, de la recension des bourdes scolaires. En même temps, il traduit un *« malaise »* notable depuis au moins vingt ans. Il témoigne du fait qu'avec la massification du système éducatif, le métier d'enseignant est devenu plus difficile. Les élèves sont plus divers. L'écart culturel entre les élèves et leurs enseignants s'est creusé. Et les valeurs de la société se sont éloignées de celles de l'école : celle-ci demande du silence et de la lecture, quand la société moderne propose du bruit et de l'image.

» A l'opposé, le livre de Bertrand Geay, qui relève d'une approche scientifique, a l'intérêt de montrer que les enseignants ont eux aussi évolué. Désormais représentatifs des catégories moyennes salariées, ils sont aussi sortis de l'univers organisé et clos qui les caractérisait dans les années 60. Beaucoup plus sensibles aux évolutions de la société et à ses crises, ils n'ont plus la bonne conscience des « hussards noirs ».

– Quelles sont les tensions qui agitent le milieu enseignant ?

– Dans l'ensemble, le système éducatif a su faire face à la massification. Mais il faut avoir conscience de l'extraordinaire diversification des situations. Certains établissements scolaires vivent des problèmes graves, d'autres connaissent une vie paisible. En outre, la massification ne se vit pas de la même façon à l'école primaire, où elle est achevée depuis les années 50, que dans les autres niveaux d'enseignement. Au collège notamment, les enseignants doivent non seulement faire face au passage des enfants à l'adolescence, mais ils procèdent à une première orientation de leurs élèves, ce qui leur pose des problèmes de conscience.

» Le premier grand facteur de tension vient de la difficulté à gérer l'hétérogénéité des élèves. C'est la question que se posent tous les enseignants. Elle interroge les valeurs républicaines, quand les enseignants constatent que le destin des enfants se joue inégalement à l'école. Deuxième problème, le système éducatif produit des inégalités : des tensions auparavant cantonnées à l'extérieur de l'école entrent désormais dans ses murs. Enfin, les enseignants doivent faire face au manque de motivation de leurs élèves, signe de l'écart qui s'est creusé entre les valeurs des uns et des autres. Bertrand Geay rappelle que le niveau culturel des instituteurs s'est élevé. Cela les oblige à une conversion : un enseignant doit être capable de convertir ce qu'il a appris, en pédagogie, face à des élèves de plus en plus imprévisibles. Enfin, les politiques éducatives deviennent plus complexes, et les enseignants ont l'impression d'être soumis à des exigences contradictoires. Comment élever le niveau de tous et continuer de sélectionner ?

» Etre enseignant a toujours été difficile, même sous cette IIIe République idéale et nostalgique décrite par une part de l'intelligentsia française. Mais ces difficultés se sont généralisées et l'école requiert des enseignants un engagement plus fort : obligation d'innover dans ses pratiques, de travailler ensemble, de prendre en charge l'éducation au sens large. Bref, de sortir du modèle de la profession libérale.

– Comment les enseignants surmontent-ils ces difficultés ?

– Le débat pédagogie contre savoirs est dépassé sur le terrain, où l'on sait qu'il n'y a pas de pédagogie sans transmission de savoirs, pas plus qu'il n'y a de savoirs sans pédagogie à l'écoute des élèves. Certes, un quart des enseignants environ acceptent mal cette évolution et expriment le désir de revenir à une sélection plus rude, à des filières mieux identifiées. Mais la grande majorité a déjà entrepris de convertir ses savoirs en pédagogie efficace (en développant le soutien par exemple), avec la volonté de bien faire.

» Restent, pour eux, deux questions à résoudre. Ils demandent une formation, car cet apprentissage se fait encore beaucoup sur le tas. Et ils attendent de l'institution qu'elle leur donne le sens de la marche. Notre système a besoin d'autonomie, mais, si l'on veut qu'elle soit efficace, elle doit bénéficier d'un cadre national solide. Les enseignants revendiquent cette autonomie autant qu'ils la craignent. Toute parole d'en haut est perçue comme déstabilisatrice ou nourrie d'arrière-pensées. Nous ne sommes pas encore sortis de cette contradiction.

» L'institution a pris conscience du fait que, pour y parvenir, elle doit développer des structures administratives et formatrices proches des enseignants. Elle sait aussi qu'elle doit promouvoir une culture interne de l'évaluation, en regard de résultats attendus chez les élèves. Pour l'heure, les enseignants ne discernent pas de consensus sur la culture que l'école doit exiger des élèves à la fin de l'école primaire et à la fin du collège. Ils craignent donc qu'on juge de leurs résultats indépendamment des conditions de production de ces résultats. Définir cette culture est l'une des tâches urgentes de la période. »

Propos recueillis par Nathalie Guibert.

★ ***A bas les élèves*, de Philippe Milner (Albin Michel, 186 p., 89 F [13,57 €]). *Profession : instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*, de Bertrand Geay (Seuil, 284 p., 130 F [19,81 €]).**

Des maux et un remède

A l'issue d'un diagnostic précis, Samuel Joshua propose de rédéfinir une culture commune

L'ÉCOLE ENTRE CRISE ET REFONDATION
de Samuel Joshua.
La Dispute, 224 p.,
110 F (16,77 €).

Pour sauver l'école, il faut la transformer, plaide Samuel Johsua. L'ennemi est tout désigné pour ce professeur en sciences de l'éducation, initiateur avec d'autres universitaires du colloque « Défendre et transformer l'école pour tous », qui s'est tenu à Marseille en octobre 1997 : il s'agit du libéralisme, qui travaille l'école au corps et finira, si l'on n'y prend garde, par avoir raison d'elle.

Le diagnostic, fouillé, est éclairant. La crise actuelle, affirme ce marxiste de formation, est *« historique »*. *« Pour la première fois, des sociétés humaines se sont fixé pour tâche de doter toute la jeunesse d'une culture commune de haut niveau. »* Or, dans le même temps, les compromis sur lesquels s'appuyait le système éducatif volent en éclat. Ceux qui permettaient d'assurer la reproduction des classes sociales et l'élévation du niveau culturel moyen, comme ceux qui permettaient de savoir ce que l'on doit enseigner à l'école. De fait, l'accès en masse des jeunes à l'enseignement secondaire ne fait plus consensus au sein des élites dirigeantes, y compris à gauche.

Samuel Joshua débusque, dans une démonstration plutôt réussie, la tentation de freiner *« d'en haut »* cette généralisation de la scolarisation au-delà de l'école primaire. Pis, la *« logique compassionnelle »* du libéralisme serait déjà à l'œuvre. Ses partisans paraissent d'accord pour mieux s'occuper des exclus qui ne trouvent plus de sens à l'école. Mais ils leur réservent des ambitions différentes de celles qu'ils appliquent à l'élite. En témoigne le succès croissant d'une antienne vulgarisée en 1997, dans le sillage de l'ex-Fondation Saint-Simon, par le rapport de Roger Fauroux sur l'école, et ainsi résumée : *« On ne peut enseigner la même chose à Saint-Denis et à Neuilly. »*

Tandis que *« la pensée éducative d'inspiration démocratique se cherche »*, les débats pédagogiques finissent aussi, parfois malgré eux, par conforter ces idées : soit qu'ils sous-estiment le rôle des apprentissages scolaires dans la constitution de l'autonomie des élèves issus des catégories les moins favorisées ; soit qu'ils survalorisent le rôle socialisateur de l'école, renvoyant le sens de tout ou partie des programmes d'enseignement à une négociation locale.

Fausse route, avertit Samuel Johsua : toute déscolarisation de l'école en fragilise les bases. Fausse piste, encore, le slogan *« l'enfant au centre du système éducatif »*, remis au goût du jour par Claude Allègre. Il faut, pour sortir l'école de la crise, partir de ses spécificités, défend l'auteur. Or *« mettre l'enfant au centre ne fait pas partie à titre principal de nos principes spécifiques, puisque c'est une proposition du même ordre qui tend à dominer dans les familles modernes »*.

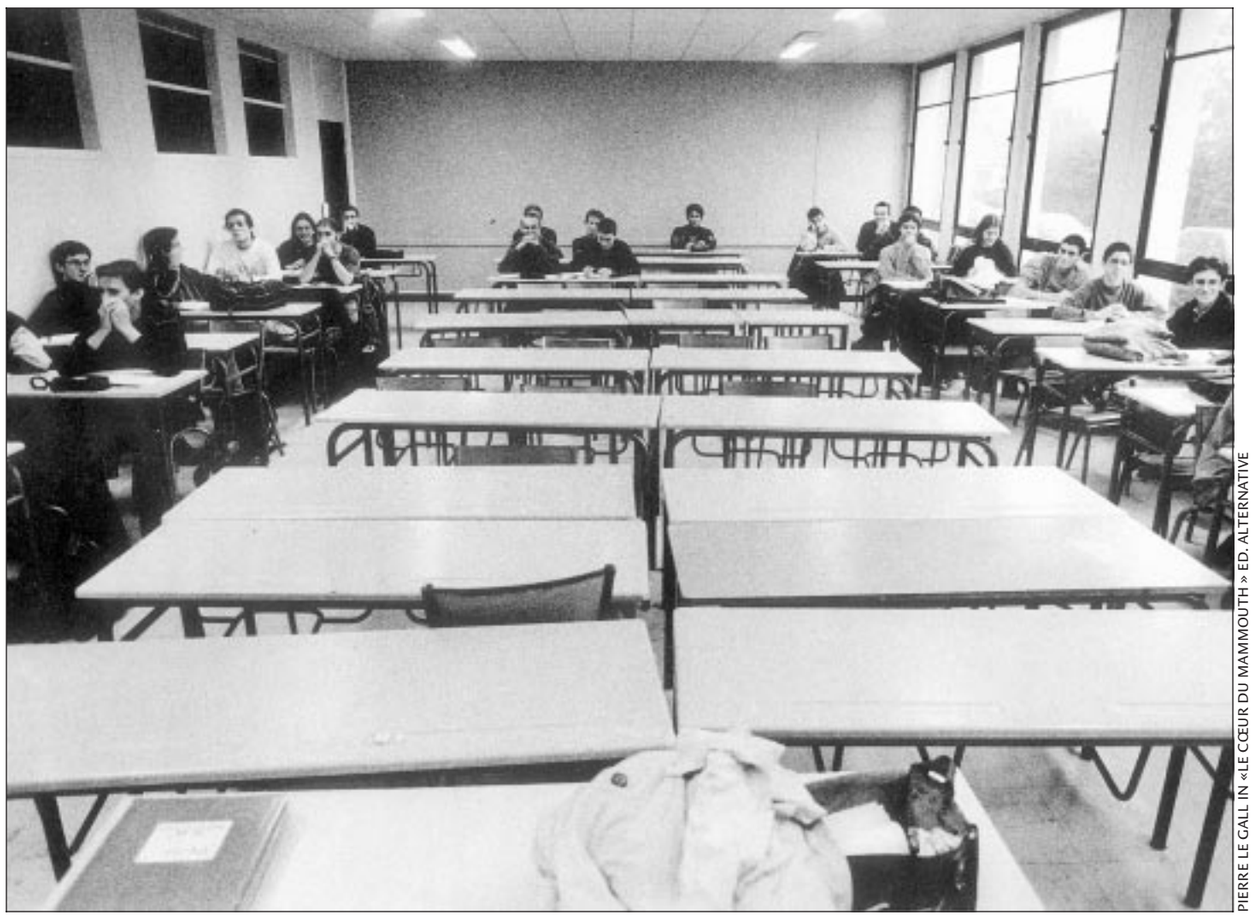
Esquissé, le remède proposé par l'auteur peut paraître moins convaincant que le diagnostic du mal. Il jette néanmoins les bases d'une refondation. Samuel Johsua la définit ainsi : l'école organise l'entrée dans certains domaines de la culture, avec des valeurs. Elle permet l'étude systématique de savoirs. Elle le fait pour le plus grand nombre, voire pour tous, dans le cadre de l'école obligatoire. Elle dispose les jalons principaux des parcours scolaires et transmet des techniques. Rompant avec la culture de l'immédiateté, elle aide chacun à mettre de l'ordre dans son environnement naturel et social. Une fois organisées ces *« conditions de l'étude »*, l'école permet l'appropriation de la culture.

Voilà le principal défi. La définition d'une culture commune pour toute une génération s'impose. Serions-nous capables, propose l'auteur, de renouveler l'expérience de 1902 qui a vu, dans la foulée du débat préalable au vote des lois laïques, l'enseignement radicalement refondé autour des sciences et des mathématiques, les autres humanités étant alors rangées dans le champ du « classique » ? Nécessaire, une mise à jour comparable à celle du début du siècle pourrait déboucher sur un nouvel équilibre. Pour l'auteur, il doit s'établir au profit des sciences humaines et des questions touchant aux relations sociales.

N. G.

vous cherchez un livre ?
déjà 600 000 références
trouvez-le tranquillement de chez vous
achetez-le par paiement sécurisé
alapage.com
le plus grand magasin culturel français sur internet qui vous propose :
livres, disques, vidéos, DVD, CD-Rom, jeux, réservations de spectacles...
êtes-vous ?
alapage.com
www.alapage.com

LeMonde Job: WIV3899--0011-0 WAS LIV3899-11 Op.: XX Rev.: 22-09-99 T.: 20:11 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0369 Lcp:700 CMYK



PIERRE LE GALL IN « LE CŒUR DU MAMMOUTH » ED. ALTERNATIVE

Contre « les modernistes »

Dans sa critique du système, Jean-Pierre Le Goff prend pour cible les pédagogues

LA BARBARIE DOUCE
La modernisation aveugle des entreprises et de l'école
de Jean-Pierre Le Goff.
La Découverte, 126 p., 42 F (6,40 €).

Ils en ont fait leur livre de chevet : les *« anti-Allègre »* ont visiblement trouvé dans l'ouvrage du sociologue Jean-Pierre Le Goff une analyse pertinente des maux dont souffrent, selon eux, la société en général et le système éducatif en particulier (1). *La Barbarie douce,* qui procède de *« l'insignifiance »* des discours et de *« la manipulation »* des esprits, pose comme une évidence que la remise en cause radicale de façons de vivre et de penser, *« la révolution culturelle permanente »* constituent les conditions de survie de notre société. Ce postulat autorise à recourir à toutes sortes d'outils supposés *« moderniser »* les comportements et les rapports sociaux. Dans sa critique du système éducatif, Jean-Pierre Le Goff désigne d'ailleurs sa cible en un raccourci éloquent : les *« pédagogues modernistes »*.

Au cœur des pratiques incriminées, l'auteur dénonce le discours ambiant, qui, en insistant sur des notions telles que *« l'autonomie, la transparence, la convivialité ou le contrat »*, entend convaincre les gens qu'ils sont les *« acteurs de leur propre changement »*. Porté par une partie de la gauche, ce discours, – qu'en théorie l'auteur rapproche des visées émancipatrices de Mai 68 –, fait peser sur les épaules de chacun *« le poids d'une responsabilité étrange et difficile à assumer »* et laisse à chaque individu le soin de maintenir au meilleur niveau son *« employabilité »*. Les entreprises et des institutions comme l'école se sont emparées de ces méthodes de *« management libéral »*, recourant massivement aux évaluations, bilans de compétences et autres contrats d'objectifs. Or, estime-t-il, le primat des *« compétences »* sur les qualifications entraîne une vision psychologisante des rapports et de nouvelles formes de parcellisation du travail et des apprentissages. Une grille d'analyse systématique, qui semble parfois outrée en ce qui concerne le système scolaire.

Le développement de cette approche dans l'école se fonde, selon l'auteur, sur de nouvelles méthodes et pratiques pédagogiques, *« présentées comme la solution enfin trouvée pour faire face à l'hétérogénéité des élèves et assurer l'égalité des chances »*. Eludant la question de la culture commune, Jean-Pierre Le Goff déplore par exemple la définition pointilleuse, produite par des spécialistes des sciences de l'éducation, des compétences *« opérationnelles »* que doivent acquérir les élèves. *« L'enseignement est réduit à une mécanique adaptative »*. Beaucoup penseront, en conclut-il, que c'est là faire peu de cas de la liberté pédagogique des enseignants.

Autre cible affichée : la focalisation de certains courants pédagogiques sur *« l'autonomie »* de l'élève. L'auteur s'en prend en particulier à la littérature proposée par une fédération de parents d'élèves, la FCPE, et, s'attache à déboulonner la figure emblématique des pédagogues, Philippe Meirieu. Pourtant, contrairement à certains des auteurs du moment, Jean-Pierre Le Goff ne tombe pas dans l'anathème. Citant de larges extraits du dernier ouvrage politique de Philippe Meirieu (*L'Ecole ou la guerre civile,* écrit avec Marc Guiraud, Plon), le sociologue y juxtapose ses analyses.

BROUILLAGE

La pédagogie différenciée et la psychologisation des rapports enseignants-élèves restent au cœur des critiques envers les *« modernistes »* : la première parce qu'elle risque d'orienter *« l'enseignement vers une logique de prestations de services et d'expérimentation cherchant la meilleure adéquation possible entre l'offre d'enseignement et les besoins individuels des élèves »* ; la seconde parce qu'elle brouille les relations entre enseignants et élèves, transformant la discipline en autodiscipline et l'évaluation en autoévaluation. Pour la plus grande confusion des élèves. Aux yeux de Jean-Pierre Le Goff, cette évolution, également liée à l'héritage de Mai 68, est symptomatique de la crise institutionnelle de l'école et de l'autorité.

Le fait de prendre en compte la spécificité des élèves lui apparaît somme toute logique, mais il doute qu'il revienne à l'institution scolaire de prendre en charge *« les adolescents désocialisés, en situation d'échec et qui rejettent l'enseignement »*. En un mot, ceux qui creusent les fossés jugés insurmontables par les enseignants au sein des classes hétérogènes. Cette position constitue le point de divergence crucial entre les défenseurs des différentes conceptions de l'école de masse.

Or, si le concept de *« barbarie douce »* peut être attaché à l'école, c'est surtout parce que, au-delà d'un diagnostic finalement assez partagé par les différents observateurs, seule la réponse apportée par les *« modernistes »* semble désormais s'imposer comme une évidence, estime Jean-Pierre Le Goff. Installé dans son rôle de sociologue, il ne propose pas de solutions aux dysfonctionnements qu'il dénonce. Il entend surtout faire prendre conscience au plus grand nombre des effets *« insidieux »* de la *« barbarie douce »*.

Stéphanie Le Bars

(1) Voir la chronique de Roger-Pol Droit dans « Le Monde des livres » du 28 mai).

La diversification d'abord

Philippe Joutard et Claude Thélot soutiennent que l'école de masse est perfectible

RÉUSSIR L'ÉCOLE POUR UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE
de Philippe Joutard et Claude Thélot.
Seuil, 276 p., 130 F (19,81€).

Face au flot d'analyses catastrophistes portées ces temps-ci sur l'école, Claude Thélot et Philippe Joutard pourraient bien passer pour deux incorrigibles optimistes. Non que le regard qu'ils portent sur le système éducatif et ses résultats soit angélique : ils reconnaissent, avec d'autres, une panne de l'école qui, après avoir absorbé l'afflux massif de nouveaux élèves à partir des années 80, peine à donner une qualification à l'ensemble d'une classe d'âge, enregistre un tassement dans les taux d'accès au lycée et à l'enseignement supérieur, et, surtout, malgré les discours, demeure embourbée dans une organisation hiérarchisée des filières.

Mais ces deux bons connaisseurs du système éducatif – l'un a été à la tête de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère pendant sept ans, l'autre a dirigé pendant huit ans deux rectorats – font le pari que l'école est perfectible. Pour le plus grand nombre.

Encore faut-il que l'institution accepte de se pencher sérieusement sur une question qu'ils jugent majeure : quelles sont les méthodes d'enseignement les plus efficaces pour répondre aux contraintes résultant de l'accueil en masse d'un nouveau public ? Se défendant d'être des *« pédagogistes »*, attachés à la primauté de la pédagogie sur les savoirs, Claude Thélot et Philippe Joutard apportent une réponse claire à cette question.

Pour eux, le traitement des inégalités encore à l'œuvre dans l'école suppose de *« diversifier au maximum les modalités d'enseignement (options, horaires, soutiens, certaines parties du programme) »*, et, allant encore plus loin, *« de diversifier pour une part les objectifs eux-mêmes, par déclinaison des objectifs nationaux, c'est-à-dire adaptation à l'environnement, aux élèves, à la demande éducative qu'ils expriment »*. Avec cette approche, ils prennent le risque d'être taxés d'« adaptationnistes » par leurs détracteurs. Peu importe, Claude Thélot et Philippe Joutard demeurent convaincus de la nécessité de *« diversifier les excellences »*, en réalisant *« l'égale dignité »* tant de fois invoquée entre les filières (générales, technologiques, professionnelles), au point d'en faire une condition *sine qua non* de la réussite de l'enseignement de masse.

Pour autant, ils ne reprennent pas à leur compte l'objectif, inscrit dans la loi d'orientation de 1989, de mener *« 80 % d'une classe d'âge au bac »*. Non seulement parce que des emplois continueront d'exister à un niveau de qualification inférieur au bac, mais aussi parce que le sentiment d'exclusion de la population non bachelière, réduite à un cinquième, induirait des risques de déséquilibre social importants. Parallèlement, s'inscrivant dans l'air du temps, ils s'attachent à démontrer la nécessité de créer *« une formation permanente crédible et diplômante »*. Un vœu pieux caressé par les ministres de l'éducation successifs, mais qui peine à se concrétiser.

Conscients des dérives inhérentes au traitement inégalitaire des problèmes de l'école, les auteurs proposent un garde-fou : l'évaluation (des pratiques, des personnes, des établissements). *« Une bonne organisation de l'évaluation est la seule alternative à la privatisation du service public »*, tranchent les auteurs, pour qui la trilogie cadre national/autonomie/évaluation constitue la clé de voûte d'une gestion optimale du système éducatif.

Inutile donc de chercher dans cet ouvrage un modèle révolutionnaire, à même de *« réussir l'école »* ainsi que l'annonce le titre – l'argumentaire est inscrit dans la loi de 1989 –, les auteurs relèvent surtout les lacunes dans l'exécution des objectifs affichés. Dix ans après, ils se chargent donc de les rappeler, s'inscrivant dans une vision assez *« allégrienne »* de l'école.

S. L. B.

l i v r a i s o n s

● **LE SCANDALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ou pourquoi (et comment) l'école est devenue une usine à chômeurs et à illettrés,** de Thierry Desjardins
Dans un réquisitoire sans appel contre le fonctionnement du système éducatif, Thierry Desjardins, directeur général adjoint du *Figaro,* réduit l'éducation nationale à un *« champ de ruine* (...) *responsable de tous les malheurs de la France »*, le chômage, la violence, l'immigration, le racisme, etc. La faute à qui ? Aux idéologues *« marxistes à la sauce freudienne »* qui hantent depuis un quart de siècle la rue de Grenelle. Ces pédagogues fanatiques des sciences de l'éducation, *« bons élèves de Bourdieu et de Dolto »*, n'auraient eu de cesse de *« détruire l'école de Jules Ferry »*. La solution : supprimer l'autonomie accordée aux enseignants – tous des *« irresponsables »* –, revenir aux *« bonnes vieilles méthodes de jadis »* (punition, discipline, récompenses, sanctions) et rétablir une véritable sélection. Simpliste. (Robert Laffont, 252 p, 109 F [16,6 €]). **S. Bl.**

● **SALE PROF !**, de Nicolas Revol
En janvier 1999, *Le Figaro* publiait le journal anonyme d'un professeur de banlieue. Aujourd'hui, Nicolas Revol, professeur d'arts appliqués, se dévoile dans un livre qu'il présente comme un document sur la *« lente dérive »* d'un lycée professionnel. Le récit de son expérience au jour le jour est direct, brutal voir choquant. Pour lui, la banlieue est un monde à part, envahi par une détresse contre laquelle le système éducatif ne sait pas lutter. Le même sentiment d'échec est partagé, dès le début de l'année, par l'enseignant et par les élèves. Que la violence verbale ait mené à la violence physique – Nicolas Revol a été agressé dans sa classe – ne surprend dès lors presque plus (Fixot, 224 p., 109 F [16,61 €]). **La. Z.**

● **L'HORREUR PÉDAGOGIQUE,**
de Guy Morel et Daniel Tual-Loizeau
La méthode choisie par ces deux professeurs de lettres du Mans est contestable et fort classique : présenter des copies d'élèves pour démontrer le marasme dans lequel se trouve l'enseignement secondaire : fautes d'orthographe, phrases incompréhensibles, incohérences syntaxiques, confusions géographiques et chronologiques parsèment les copies. Mais, comme les auteurs l'expliquent, *« ce ne sont pas les étudiants que les copies accusent, ce sont les politiques d'éducation hasardeuses dont ils sont les premiers à faire les frais »* (Ramsay, 244 p, 105 F [16 €]). **A. E**

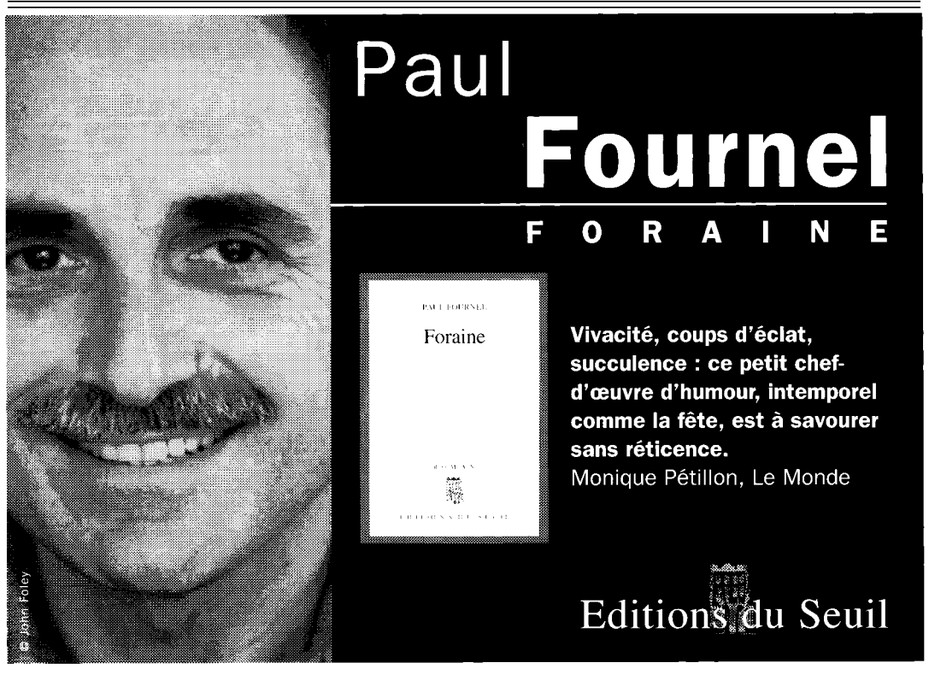
● **L'INSTIT ET LE MAMMOUTH,** d'Antoine Chareyre
Ici encore, un instituteur s'insurge contre les méfaits du pédagogisme. Mais, à la différence de ses collègues, il croit avoir trouvé la solution dans une rigide posture républicaine. Et de montrer comment, dans une zone d'éducation prioritaire de Lyon, il est arrivé à un *« miracle »*, grâce à *La Marseillaise* et à l'appel du général de Gaulle... On reste dubitatif devant les arguments un peu naïfs (et très moralisateurs) de cet instituteur qui n'a qu'une année d'enseignement à son actif (Albin Michel, 220 p, 89 F [13,56 €]). **A. E.**

● **LA CHUTE DE LA MAISON FERRY,** de Martin Rey
Martin Rey a au moins une bête noire, peut-être deux : le ministre de l'éducation nationale, *« un être mesquin et revanchard »*, et le chercheur Philippe Meirieu *« diva des IUFM »*. Cet enseignant qui ne parle que de *« gosses »* fustige le jeunisme développé par la gauche libérale. Un « coup de gueule » qui échoue à enrichir le débat (Arléa, 140 p., 95 F [14,5 €]). **S. L. B.**

● **LES COULISSES D'UN LYCÉE ORDINAIRE,**
de Philippe Masson
Le développement de la scolarisation dans l'enseignement secondaire constitue le principal changement que l'école ait connu ces dix dernières années. A travers une étude détaillée de divers établissements scolaires, Philippe Masson dresse un bilan de cette nouvelle donne en matière d'orientation des élèves, de discipline ou de relations avec les parents, profitant de l'occasion pour remettre en question certaines notions de la sociologie de l'éducation. Une étude scientifique, destinée aux spécialistes (PUF, 274 p, 149 F [22,71 €]). **A. E.**

● **DES ENFANTS ET DES HOMMES, littérature et pédagogie, 1 – La promesse de grandir,** de Philippe Meirieu
Philippe Meirieu revient à ses premières amours. S'éloignant du débat politique, le directeur de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) s'est plongé dans dix œuvres littéraires qui permettent, selon lui, de mieux comprendre *« les enjeux fondamentaux de l'éducation »*. De Primo Levi à Russell Banks, de Jean Giraudoux à George Orwell, il recommande la littérature comme outil de formation pédagogique. Dix livres pour aider à répondre à une seule mais colossale question : *« A quoi bon grandir ? »* lorque la promesse économique *« sois sage, travaille... et tu réussiras »* s'est *« effondrée »*. (ESF éditeur, 134 p. 134 F [20,4 €]). **S. Bl.**

■ A lire également : *Philosophie de l'éducation : questions d'aujourd'hui l'école et la cité,* études réunies par Jean Lombard, L'Harmattan, « Education et philosophie », 178 p. ; *La Démocratie rend-elle l'éducation impossible ?* de Guy Coq, rééditon de *Démocratie, religion, éducation,* Parole et Silence, distribution Cerf, 208 p., 120 F (18,3 €) ; *Nouveaux regards,* revue de la Fédération syndicale unitaire sur la réforme de l'école, n° 6, juin, 60 F (9,1 €) ; *Problèmes économiques* n° 2631 du 15 septembre, « L'éducation en questions » (16 F [2,4 €]) ; et l'anthologie de Philippe Muller *Vive l'école républicaine* (Librio, 124p., 10F [1,52€]).



LeMonde Job: WIV3899--0012-0 WAS LIV3899-12 Op.: XX Rev.: 23-09-99 T.: 09:16 S.: 111,06-Cmp.:23,11, Base : LMQPAG 12Fap:100 N°:0370 Lcp:700 CMYK

L'EDITION FRANÇAISE

● **Echos.** Robert Destanque, Jean-Michel Humeau, Florence Pétry et Jean-Louis Ughetto ont créé ensemble La Chambre d'échos. Cette nouvelle maison d'édition souhaite privilégier *« les coups de cœur »* et donner à entendre *« les paroles perdues, éloignées, singulières, décalées »*. A raison de dix titres par an (distribués par Distique et proposés à moins de 100 francs [15,24 €]), les premiers ouvrages, à paraître le 22 octobre, sont : *La Grande Pâque*, de Jacques Besse ; *Hécatombe, nouvelles bucoliques*, de Jean-Pierre Rochat, et *Ils font tomber les arbres du mauvais côté*, de Jean-Louis Ughetto. Prochaines livraisons en février 2000 : *La Mémoire saisie d'un tu*, de Francis Bérezné ; *Le Jet de l'éponge*, de Laurent Ferrier et *Les rêves de bleu doivent être rangés dans un classeur à part*, de Jean-Pierre Gandebeuf.

● **Proches Lointains.** Les éditions Desclée de Brouwer et les Presses littéraires et artistiques de Shanghaï lancent « Proches Lointains ». Dirigée (avec la collaboration de Catherine Guernier) par Yue Dai Yun et Jin Si Yan, cette collection propose *« la rencontre originale de deux auteurs, l'un chinois, l'autre français »*. Parmi les premiers titres – publiés simultanément en français et en chinois – signalons : *La Nuit*, de Tang Ke Yang et Martine Laffon ; *La Nature*, de Yue Dai Yun et Anne Sauvagnargues ; *Le Rêve*, de Jin Si Yan et Maurice Bellet, et *La Mort*, de Tang Yi Jie et Xavier Le Pichon.

● **Changement de nom.** Philippe Pignarre – qui dirige la collection « Les empêcheurs de penser en rond » – tient à signaler que le nom de la maison d'édition qui l'abrite n'est plus l'Institut Synthélabo pour le progrès de la connaissance mais Institut d'édition Sanofi-Synthélabo. Inchangés : le programme de la maison – désormais installée dans le 13e arrondissement de Paris – et la diffusion des ouvrages, toujours assurée par les Presses universitaires de France.

● **Prix littéraire.** Le **prix Elsa-Morante** a été décerné, dans la catégorie essai, à Philippe Sollers pour son ouvrage *Casanova l'admirable* paru en France chez Plon et chez Il Saggiatore en Italie, ex-aequo avec Antonio Ficara pour son *Casanova e la malinconia* (Einaudi). Le **prix Roger-Caillois** a été attribué à Alvaro de Campos pour son poème *Galaxie*, dont la traduction a paru en 1998 aux éditions La Main courante, et à Juan José Saer pour son roman *Les Nuages* (paru en 1999 au Seuil). Le **prix des Deux Océans** a été attribué à Hector Tizón pour son roman *Lumière des cruelles provinces* (éd. Le Serpent à plumes). *L'Historien et le politique*, entretiens avec Bronislaw Geremek recueillis par Juan Carlos Vidal paru aux éditions Noir sur Blanc a reçu le prix de la **Fondation Pierre Lafue**.

Précision

● A la suite de l'article de Benoît Lobet sur le livre de Sylvie Germain consacré à Etty Hillesum (« Le Monde des livres » du 30 juillet), Mme Maria Villela-Petit, chercheur au CNRS, nous signale être l'auteur d'un article intitulé « Résister au mal : Simone Weil et Etty Hillesum », paru en décembre 1995 dans les *Cahiers Simone Weil* (tome XVIII, n° 4)

chapitre.com
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET
« Tous les livres français, même les introuvables »
350 000 LIVRES NEUFS ET 50 000 LIVRES INTROUVABLES
www.chapitre.com
minitel : 3615 ALIR (2,23 F/mn)
E-mail : librairie@chapitre.com
41, rue de Richelieu - 75001 Paris
Fax : (33) 1 42 97 94 96

Quand le Dniepr fertilise la Drôme

Le Salon du livre de l'Europe centrale et orientale se déroule tous les ans en septembre à Die, où se tient en même temps le festival Ouest-Est. Aujourd'hui, c'est l'Ukraine qui en est l'invitée vedette

Tout a commencé il y a un peu plus d'une dizaine d'années, lorsque Ton Vink, un Hollandais ayant choisi de vivre dans les paysages préalpins de la Drôme, décida d'ajouter une dimension culturelle à ses activités. Bientôt, le mur de Berlin allait s'écrouler, bientôt un immense élan de solidarité en faveur de l'Europe, restée trop longtemps captive, allait soulever les provinces françaises. C'est ainsi que naissent, vers la fin des années 80, les rencontres de Die, et, très vite, cette initiative audacieuse de quelques jeunes enthousiastes devient une institution véritable, soutenue par les ministères français de la culture et des affaires étrangères, ceux des pays invités, le Centre national du livre, les autorités régionales et locales, mais aussi le mécénat des médias et de certaines fondations.

A partir de 1992, le nombre croissant de poètes, de romanciers et d'essayistes participant au festival de Die, sous-préfecture de 4 500 habitants, appelle la création d'un Salon du livre. Aujourd'hui, après l'ex-Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, l'Albanie et la Georgie, c'est au tour de l'Ukraine d'être l'invitée d'honneur du Salon du livre et du festival Ouest-Est.

Quelle est cette littérature ukrainienne dont on connaît si peu l'existence en France si ce n'est par ses figures les plus représentatives, Yvan Franco et Tarass Chevtchenko ? Ce fut là l'objet du débat houleux animé par Antoine Spire entre Evguenia Kononenko, Andreï Kourkov (écrivains de Kiev), Zoya Borissiouk (écrivain, critique littéraire) et la salle. Gogol et Babel, tous deux nés et ayant vécu en Ukraine, peuvent-ils être considérés comme écrivains de ce pays alors qu'ils rédigèrent leur prose en russe, langue au lexique et à la prononciation différents ? Les avis demeuraient partagés, ce qui permettait aux participants d'élargir leurs confrontations. Sans doute appartiennent-ils, tout comme le Russe Nabokov, le Bulgare Canetti, les Roumains Cioran, Ionesco, Istrati, chacun écrivant dans une autre langue que la sienne, à la littérature tout court. *« Car*, disait une intervenante, Mme Radvanyi, *un auteur reste surtout le produit des interactions entre divers paramètres, sa langue et sa culture, sa sensibilité et, bien sûr, aussi le territoire où il a passé la majeure partie de sa vie. »*

QUÊTE IDENTITAIRE

L'Ukraine, partagée au XIVe siècle dans sa partie occidentale entre la Pologne et la Lituanie, sera, dans sa partie orientale, annexée par la Russie trois siècles plus tard. Après la domination impériale du tsar, qui durera jusqu'en 1917, le pays se retrouve incorporé un peu plus tard à l'Union soviétique et ne deviendra indépendant qu'après le démembrement de cette dernière. Ce sont donc la quête et l'affirmation identitaire, le démarquage de toute autre littérature des confins russes, polonais ou juifs, qui traversent comme un fil rouge l'ensemble de la production romanesque et poétique ukrainienne.

Un *witz*, typiquement viennois, raconte l'histoire d'un vieil homme qui affirmait avoir connu quatre pays sans jamais quitter sa ville natale, l'Autriche, la Roumanie, l'URSS et l'Ukraine. Il s'agissait de Cernowitz en allemand et yiddish, de Tchernovtzy en ukrainien, de Cernauti en roumain, cité de mélanges et carrefours de cultures située tout près de la limite occidentale de l'Ukraine d'aujourd'hui. Animée par notre collaborateur Gérard Meudal, avec la participation de Marc Sagnol (directeur de l'Institut français de Kiev) et de l'écrivain roumain Radu Anton Roman, la table ronde autour de cette ville des confins a permis de mettre en évidence la richesse culturelle de toute une région exemplaire de mixitude, cette Bucovine d'abord moldave et ottomane, ensuite autrichienne et roumaine, enfin soviétique et ukrainienne mais toujours foyer de spiritualité juive. C'est de ces limbes polono-ukraino-roumains que sont arrivés pour éblouir le monde Paul Celan et Martin Buber, Leopold Sacher-Masoch, Bruno Schulz et Gregor von Rezzori, mais aussi Mihai Eminescu, le poète national roumain, et comme il est regrettable que ses seuls vers à être cités aient été ceux de la *Doïna*, poème où il exprime de violents sentiments xénophobes. Avec Predrag Matvejevic, exilé serbe à Rome, Anna Misyuk, du Musée littéraire d'Odessa, et le poète de langue yiddish Alexander Beyderman, c'est une autre ville mythique que l'on évoque au sud de l'Ukraine, Odessa, bâtie vers la fin du XVIIIe siècle par le duc de Richelieu, neveu du cardinal, pour le compte du tsar de toutes les Russies, patrie de Babel et de Donskoï, de Kataïev et du célèbre film d'Eisenstein *Le Cuirassé Potemkine*, patrie aussi de Pouchkine et d'Andreï Vychinski, le féroce procureur stalinien. C'est là que commença la première répression antijuive de Staline, peu avant la seconde guerre mondiale, avec l'assassinat d'Isaac Babel. C'est toujours à Odessa que son ancienne alliée, l'Allemagne nazie soutenue par l'armée roumaine, extermina plusieurs dizaines de milliers de juifs, en 1941.

INTERROGATIONS

Charles Dobzynski, Alexander Beyderman et Antoine Spire parlèrent de l'épanouissement puis de la chute tragique de la culture et de la langue yiddish dans les pays baltes et en Ukraine avant que Henri Minczeles et Jacques Burko ne dialoguent sur les structures politiques du Bund, l'organisation sociale-démocrate du Yiddishland qui devait être dissoute sous la pression du stalinisme ascendant. En marge des phénomènes relevant de la galaxie ukrainienne, d'autres interrogations devaient surgir à l'occasion de ces rencontres organisées par l'association Traverses (1). Ainsi, dix ans après la réunification allemande, des romanciers tels Fritz Wilman et Wolfgang Brenner, venus de la défunte RDA, allaient affirmer leur désenchantement quant à la mainmise de l'économie de l'Ouest sur celle de l'Est, *« cette économie de marché qui n'est pas justement faite pour faire marcher l'esprit »*. Et puis, comment expliquer le succès grandiose des romans policiers qu'écrit Alexandra Marinina (2) – un fait de société – *« ancien lieutenant colonel du feu ministère soviétique de l'intérieur qui voit ses livres dépasser allégrement le cap de vingt millions d'exemplaires ? »*. C'est que, répond cette femme de quarante-trois ans, *« mon héroïne, Anastasia Kamenska, de la milice, reste optimiste. Elle sait qu'il ne faut pas céder à la sinistrose et que, pour vaincre le mal, le crime, la corruption de notre société, il faut d'abord comprendre, puis se battre »*.

Edgar Reichmann

(1) Association Traverses, place de l'Hôtel-de-Ville, 26150 Die, tél. 04 75 22 08 77.
(2) Aux éditions du Seuil. Voir « Le Monde des livres » du 9 octobre 1998.

Peut-on tout publier de Cioran ?

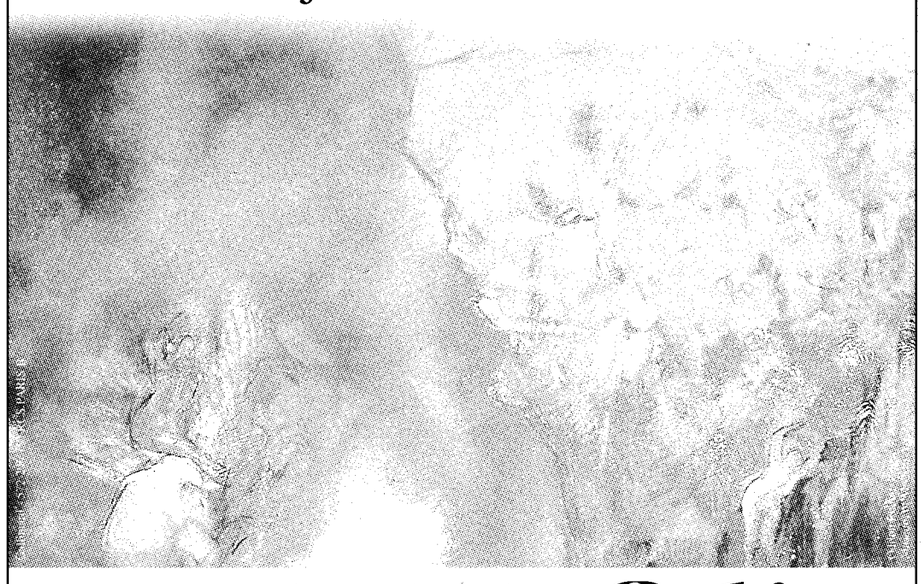
Yannick Guillou, titulaire du droit moral sur les œuvres d'E. M. Cioran – l'écrivain roumain mort à Paris le 20 juin 1995 – a chargé Me Laurent Merlet d'assigner les éditions de L'Herne devant le tribunal de grande instance de Paris, demandant qu'il leur soit interdit de publier l'ouvrage intitulé *Schimbarea la Fatà a Romàniei* (en français *La Transfiguration de la Roumanie*).

Ce texte nationaliste, contenant des propos antisémites et xénophobes, a été publié par Cioran en Roumanie en 1936. L'écrivain n'en a autorisé la réédition qu'en 1990, aux éditions Humanitas de Bucarest, dans une version expurgée, précédée d'une préface dans laquelle il précisait notamment : *« J'ai écrit ces divagations dans les années 1935-36, à l'âge de vingt-quatre ans, avec passion et orgueil* (...). *J'ai cru de mon devoir de supprimer quelques pages prétentieuses et stupides. »* Et de conclure : *« Cette édition est définitive. Personne n'a le droit de la modifier. »* C'est pourquoi son exécuteur littéraire s'oppose aujourd'hui à la publication en français de *La Transfiguration de la Roumanie*, d'autant que les les éditions de L'Herne entendent faire paraître la traduction de la version non expurgée.

Constantin Tacou, le PDG des Editions de L'Herne – où plusieurs ouvrages de Cioran ont été publiés : *Des larmes et des saints* (1986) ; *Sur les cimes du désespoir* (1990) *Le Crépuscule des pensées* (1991) –, fait valoir que Cioran avait signé, le 15 septembre 1989, un contrat-type par lequel il autorisait M. Tacou à publier *La Transfiguration de la Roumanie*, mais dans un délai de dix-huit mois suivant la signature dudit contrat. Constantin Tacou, que défend Me Bernard Edelman, estime que *« le respect fidèle de la mémoire de Cioran* (...) *implique qu'on donne au public connaissance de l'intégralité de sa pensée, même si celle-ci a évolué avec le temps* (...) *et que l'édition en rendra compte »*. Une préface d'une trentaine de pages, qui, selon le PDG de L'Herne, constitue une *« véritable introduction »*, a été rédigée à cet effet par Marta Pétreu. Cette dernière rappelle en effet : *« "L'écrivain qui, a ses débuts a fait des bêtises, est comme une femme qui a un passé. On les lui reproche toujours", écrivait Cioran à son frère en 1979. Qui connaît son œuvre et sa biographie sait de quelles bêtises il s'agit : de ses articles politiques publiés en Roumanie et, surtout, de* La Transfiguration de la Roumanie. »

L'affaire sera examinée en référé vendredi 24 septembre.

Emilie Grangeray

"Des rêves si grands qu'ils ont débordé la nuit et le jour."

Hector Bianciotti
de l'Académie française
Le pas si lent de l'amour
folio

A L'ETRANGER

La liste du Booker Prize

La liste des six écrivains retenus pour le Booker Prize, le plus important prix littéraire anglais – qui déchaîne chaque année polémiques et scandales –, a déjà déclenché quelques mécontentements : ni Salman Rushdie pour *The Ground Beneath her Feet*, ni Vikrham Seth pour *An Equal Music* n'ont été retenus ; le premier au prétexte que certains passages seraient trop ennuyeux, le second parce qu'il demanderait à un lecteur peu averti trop de connaissances musicales. Restent donc en liste l'écrivain sud-africain J. M. Coetze (déjà vainqueur en 1993 avec *Life and Times of Michael K*) pour *Disgrace* (Secker & Warburg, 14,99 £ (23,38 €, 153,39 F), la romancière d'origine égyptienne Ahdaf Souef pour *The Map of Love* (Bloomsbury, 16,99 £, 26,50 €, 173,85 F), l'écrivain irlandais Colm Tólbín pour *The Blackwater Lightship* (Picador, 15 £, 23,40 €, 153,49 F), le critique de cinéma du *Daily Telegraph*, Andrew O'Hagan, pour *Our Fathers* (Faber & Faber, 16,99 £, 26,50 €, 173,85 F), la romancière d'origine indienne Anita Desai pour *Fasting, Feasting* (Chatto & Windus, 14,99 £, 23,38 €, 153,39 F) et le dramaturge et romancier Michael Frayn pour *Headlong* (Faber & Faber, 16,99 £, 26,50 €, 173,85 F). Résultats le 25 octobre, au cours d'un dîner retransmis en direct, comme chaque année, sur la chaîne de télévision Channel 4.

● **ESPAGNE : librairie virtuelle en espagnol**
Le groupe Bertelsmann et la maison d'édition Planeta se sont associés pour lancer la plus grande librairie virtuelle en langue espagnole avec quelque 125 000 titres. On peut s'y procurer aussi des titres en anglais, en français, en allemand et en néerlandais, disponibles dans d'autres librairies virtuelles étrangères (soit 4 millions et demi de titres). Le site (www.es.bol.com) est à première vue un peu fouillis, affligé de couleurs criardes, mais il sera sans doute fort utile.

● **GRANDE-BRETAGNE : l'inspecteur Morse meurt du diabète**
Après Sherlock Holmes et Hercule Poirot, un autre héros de romans policiers est tué par son auteur : Colin Dexter vient de mettre fin à la vie de l'inspecteur Morse grâce à un mélange savamment dosé de diabète et d'abus d'alcool. Lors d'une conférence de presse, le romancier a clairement indiqué qu'il était guetté personnellement par le même sort et pour les mêmes raisons.

HORS-SÉRIE
LA FRANCE EN MUTATION
IVG, RMI, PACS, fin du baby-boom, début du papy-boom, décentralisation et construction européenne...
En 25 ans, la France a changé de visage. Bilan d'une époque.

SCIENCES HUMAINES
Le magazine des sciences de l'homme
en kiosque, en librairie et sur commande au 03 86 72 07 00
38, rue Rantheaume – BP 256 – 89004 Auxerre Cedex.